



Anno VI, n. 2, 2016

Data di pubblicazione: 20 luglio 2016



Democrazia e Sicurezza - Democracy & Security Review

Direzione e redazione: c/o Laboratorio
Multimediale e di Comparazione Giuridica
Università degli Studi "Roma Tre"
via G. Chiabrera, 199 - 00145 Roma



www.democraziaesicurezza.it - <http://ojs.romatrepress.uniroma3.it/index.php/DemSic>
redazione@democraziaesicurezza.it

Direttore responsabile: Salvatore Bonfiglio

Iscrizione presso il Tribunale di Roma, n. 373/2011 del 5 dicembre 2011. ISSN 2239-804X

Salvo diversamente indicato, gli articoli sono sottoposti a procedura di revisione anonima.

Comitato direttivo

Salvatore Bonfiglio (Università degli Studi "Roma Tre" - Direttore scientifico)

Artemi Rallo Lombarte (Universitat Jaume I – Castellón - Condirettore)

Consiglio scientifico

Domenico Amirante, Fabrizio Battistelli, Paolo Benvenuti, Salvatore Bonfiglio, Roberto Borrello, Francesco Clementi, Mario De Caro, Rosario Garcia Mahamut, Hermann Groß, Andrew Hoskins, Martin Innes, Luis Jimena Quesada, Luis Maria Lopez Guerra, Stelio Mangiameli, Maria Luisa Maniscalco, Kostas Mavrias, Lina Panella, Otto Pfersmann, Artemi Rallo Lombarte, Angelo Rinella, Marco Ruotolo, Cheryl Saunders, Giovanna Spagnuolo, Alessandro Torre, Matthew C. Waxman.

Redazione

Coordinamento: Gabriele Maestri (collaborazione di Enrico Strina).

Osservatorio sulla normativa: Valentina Fiorillo e Massimo Rubechi.

Osservatorio sulla giurisprudenza: Giulia Aravantinou Leonidi, Caterina Bova, Pamela Martino.

Osservatorio europeo e internazionale: Mario Carta (coordinatore), Cristina Pauner Chulvi, Cristina Gazzetta.

Osservatorio sociale: Francesco Antonelli, Pina Sodano, Valeria Rosato.

Recensioni: Beatrice Catallo.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Indice

Editoriale

L'état d'urgence : la petite exception en dehors de la grande Constitution

di Otto Pfersmann

3

Saggi

Transizione paradigmatica e incertezza. Un'introduzione

di Fabio D'Andrea

23

Rispondere al moderno oltre il moderno?

di Marco Moschini

47

Il paradigma del neutro: la tecnica della certezza dell'incertezza

di Pier Luca Marzo

65

*Dal paradigma massa al paradigma del paradosso: la fuzzy media logic
nella rappresentazione del terrorismo islamico*

di Francesca Ieracitano

85

La capacità di scegliere. Critica alla razionalità strumentale

di Massimo Pendenza

107

O dentro o fuori. Paura, esclusione e islamofobia al tramonto della modernità

di Valentina Grassi

131

Mercificazione, individuo e società: attualità del pensiero di Karl Polanyi

di Francesca Colella

149

"Il disordine esistenziale" e il difficile transito verso l'età adulta

di Silvia Fornari

173

Subcultures. State of the Art and Future Perspectives in Sociology

di Uliano Conti

191



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Indice

<i>Figure della miseria e della contro-misera: i ceti popolari contemporanei tra neo-populismo e radicalizzazione. Alcune ipotesi interpretative</i> di Francesco Antonelli	211
<i>Pubblico consumo. Beck e l'ansia produttiva come medium dell'insicurezza</i> di Andrea Lombardinilo	231
 <i>Osservatori</i>	
<i>La Corte EDU alleggerisce la «threshold of severity» necessaria per integrare la fattispecie di trattamento degradante vietata dall'art. 3 della Convenzione</i> di Piersabino Salvemini	249
 <i>Recensioni</i>	
<i>C. Gazzetta e F. Ricciardi Celsi (cur.), La libertà religiosa tra pluralismo e integrazione, EdiCusano, Roma, 2016, pp. 138</i> di Natascia Malinconico	273



Editoriale



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

L'état d'urgence : la petite exception en dehors de la grande Constitution*

di Otto Pfersmann **

Juste après les attentats du 13 novembre 2015 qui ont ensanglanté la France et semé l'effroi et la perplexité en Europe, le gouvernement français a décrété *l'état d'urgence*, permettant ainsi à l'exécutif de prendre des mesures qui auraient normalement exigées l'intervention du juge et se trouvent, dans d'autres cas, en contradiction avec les principes constitutionnels de garanties des libertés. Le président de la République a saisi l'occasion d'un certain consensus national en vue d'intégrer l'état d'urgence dans la Constitution, mais aussi, en même temps, une peine de déchéance de nationalité à l'encontre d'auteurs de crimes terroristes. Ce projet, qui a donné lieu à de très vifs débats, vient d'être abandonné.

Une révision de la constitution exige, en France, l'adoption d'un texte identique par les deux chambres du Parlement, avant, alternativement et au choix du président de la République, une ratification par référendum

* Article reçu à la fin de Avril 2016

** Directeur d'Études EHESS – Ecoles des Hautes Études en Sciences Sociales / CENJ (Centre d'Études des Normes Juridiques) - Paris. Contribution sollicitée.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

ou par les deux assemblées réunies en Congrès du Parlement à la majorité des trois cinquièmes. Le projet de loi constitutionnelle, annoncé lors d'un discours devant le Congrès du parlement à Versailles (cette possibilité de s'adresser directement à l'ensemble des parlementaires a été insérée par la révision de 2008), a fait l'objet de votes divergeant concernant la question de la déchéance de nationalité. Le débat sur cette question a profondément divisé la gauche dont une partie considère cette mesure soit comme étant en que telle contraire à ses principes soit parce qu'elle crée deux catégories de citoyens; la droite y est plus favorable, mais n'est pas non plus unanime et plutôt opposée à la possibilité de produire des apatrides. L'Assemblée nationale, à majorité socialiste, a adopté un texte en vertu duquel toute personne (et non seulement les doubles-nationaux) pouvait faire l'objet d'une telle mesure en cas de condamnation pour terrorisme, le Senat, de majorité conservatrice, a adopté un texte limitant la déchéance de nationalité aux personnes ayant une double nationalité et ne devenant donc pas des apatrides en cas de condamnation.

Le président de la République a estimé qu'une entente sur un texte identique ne serait pas réalisable et a déclaré la fin de la procédure dans une brève allocution télévisée le 30 mars 2016.

Le désaccord concerne la question de la déchéance de nationalité et non l'état d'urgence en tant que tel. Comme le projet est abandonné en entier, l'état d'urgence demeurera par conséquent une anomalie par rapport aux exigences de l'Etat de droit et d'une protection des libertés fondamentales puisqu'il pourra y être dérogé par des mesures administratives (le décret initial, les mesures administratives – et non juridictionnelles – en matière de perquisition, de restriction de la liberté d'aller et venir, de la liberté d'expression et de l'usage de dispositifs électroniques) et législatives (qui



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

autorisent le prolongement de l'anomalie comme d'en modifier la substance). Tel est l'un des aspects très concrets de «l'exception française».

Cet épisode fait également apparaître un dysfonctionnement – politique – des procédures de révision constitutionnelle. L'exigence de l'adoption d'un texte identique par les deux assemblées avant un vote à la majorité qualifiée (art. 89 de la Constitution) a pour résultat que les mesures sur lesquelles un large consensus existe pourtant sont souvent abandonnées en cours de route puisqu'il suffit d'un élément minimal de désaccord entre les chambres pour bloquer le passage à l'étape de la majorité qualifiée. En imputer la seule responsabilité, comme les médias se dépêchent de le faire, au seul président de la République paraît à cet égard un peu facile. D'autres réformes ont échoué bien avant, la France ayant dû attendre fort longtemps avant l'introduction d'un contrôle de constitutionnalité a posteriori par exemple. Le dosage des mesures proposées et leur formulation est essentiel. Si on admet l'hypothèse que le président de la République ait voulu s'assurer du succès du projet par la combinaison de l'état d'urgence et de la déchéance, c'est précisément celle-ci qui a finalement entraîné son échec.

Et il s'agit d'un échec qui à plusieurs dimensions, au regard de la construction démocratique et juridique des instruments de crise (1), par rapport à configuration exacte de l'état d'urgence proprement dit (2), en ce qui concerne la délimitation des destinataires de l'ordre juridique (3).

1. Intégrer la gestion des crises dans le droit

Les démocraties modernes oscillent entre deux modèles qu'il leur est



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

souvent difficile de concilier: la protection de libertés individuelles et l'efficacité de l'action au regard de dangers pour la collectivité.

Un régime de démocratie libérale *constitutionnelle* se caractérise par l'adoption de normes juridiques que le législateur ordinaire, c'est à dire la majorité parlementaire, ne pourra pas modifier; un changement de ce cadre exige un accord supra-majoritaire selon une procédure spécifique (constitutionnelle). Le législateur est par ailleurs soumis à un contrôle juridictionnel de l'application de ces exigences. Les droits et libertés dites fondamentales en font partie. Un tel régime répond en outre au principe de l'Etat de droit lorsqu'il est structuré de telle façon que l'ensemble des règles qu'il comporte doit présenter un degré élevé de détermination (c'est à dire réduire dans la mesure du possible l'arbitraire) et que leur concrétisation (législative, administrative ou juridictionnelle) fait – là aussi dans la mesure du possible – l'objet d'un contrôle de conformité. Un tel régime repose ainsi sur le respect d'un ensemble de garanties et de procédures qui les mettent en œuvre. L'Etat de droit requiert une distribution précise des compétences et la possibilité d'un contrôle de conformité qui suppose à son tour que les personnes qui vont l'exercer soient statutairement « indépendantes », c'est à dire soumises uniquement à des normes générales et non à des instructions individuelles d'un supérieur hiérarchique.

Selon une conception tout à fait différente, un Etat doit pouvoir réagir rapidement à des situations de crise sans respecter de longues procédures instituant des garanties fortes au bénéfice des personnes soumis à sa juridiction. D'un point de vue politique, on dira que le «gouvernement doit pouvoir être réactif et prendre les mesures appropriées». Mais en termes juridiques, cela signifie que les règles qui définissent la démo-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

cratie constitutionnelle ne seront pas appliquées, qu'il sera possible de limiter des libertés au delà de ce que prévoient les lois autrement en vigueur et que des organes normalement dépourvus de telles compétences pourront procéder à de telles limitations – et dans la mesure où un contrôle de conformité est encore admis, il ne pourra s'exercer qu'en vue d'examiner l'application de ces nouveaux actes et éventuellement la compétence de contrôler sera elle-même transférée à d'autres organes que ceux que prévoyait le cadre habituel. La théorie politique a souvent essayé de faire de cette conception une exigence consubstantielle de « l'Etat » ou de la « souveraineté » et même d'en déduire l'impossibilité de l'Etat de droit. Ces tentatives se heurtent cependant à la simple objection, d'une part, que la violation d'une règle – par exemple la prise de mesures exceptionnelles en dehors de tout cadre normatif – ne prouve pas l'absence de cette règle, mais la suppose et qu'il est d'autre part parfaitement possible d'intégrer dans le cadre normatif des règles permettant dans des circonstances particulières de procéder à des mesures particulières. La question est alors celle de savoir si de telles règles existent juridiquement et si elles sont elles-mêmes conformes aux principes constitutionnels. Cela change aussi l'appréciation politique.

D'un point de vue politique on pourra en effet avancer qu'il est préférable que de telles règles soient clairement posées et adoptées selon des procédures elles-mêmes démocratiques, exigeant un large consensus dépassant celui de la majorité parlementaire plutôt que de les voir apparaître sans aucun fondement ou un fondement juridiquement et démocratiquement insuffisant. En d'autres termes, la vertu politique d'un cadre démocratique constitutionnel consiste dans le fait que l'exception n'est pas une donnée faisant exception au droit et aux exi-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

gences de la démocratie. Cela n'empêche nullement, exige au contraire de poser dans le débat démocratique les arguments militant en faveur ou au contraire contre l'insertion d'un tel régime particulier. Certains Etats ne connaissent aucun régime particulier, d'autres, comme la France, toute une panoplie. Plusieurs hypothèses sont envisageables : des catastrophes naturelles, des conflits armés, des crises internes mettant en cause le fonctionnement normal de l'Etat de droit. La France a connu un développement très particulier, lié tant à l'évolution de sa conception du droit public qu'à des situations historiques de crise. Les attaques terroristes de janvier et de novembre 2015 ont fait apparaître la fragilité de la construction juridique actuelle. Le projet de loi constitutionnelle de «protection de la Nation», enregistrée par la présidence de l'Assemblée nationale le 23 décembre 2015 combine plusieurs mesures.

2. L'état d'urgence: une survivance de la République parlementaire

Les constituants de 1958 ont intégré deux modalités de régime exceptionnel et deux seulement: les pouvoirs exceptionnels du Président de la République – le célèbre art. 16 – et l'état de siège. Ces instruments constituent la réponse à des événements antérieurs. Le général de Gaulle pensait devoir se doter des moyens d'une dictature présidentielle lui permettant de prendre toutes les mesures «exigées par les circonstances» afin de s'opposer à une crise telle que celle de l'invasion allemande en 1940. Une telle structure est unique en Europe et va bien au-delà des pouvoirs du Président des Etats-Unis en temps de guerre. La dernière réforme constitutionnelle, en



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

2008, l'a assorti d'un encadrement plus développé (le Conseil constitutionnel peut être saisi afin de rendre un avis public, c'est à dire qu'il ne peut pas imposer la fin de l'exercice de ces pouvoirs), mais n'en a pas modifié la nature.

Le deuxième cas est l'état de siège, évoqué à l'art. 36. Il est intéressant de noter que cette hypothèse n'est pas précisée substantiellement par la Constitution. Afin de savoir de quoi il s'agit, il convient de consulter le code de la défense permettant alors de procéder à un transfert de compétences aux autorités militaires. D'un point de vue de politique constitutionnelle, cette disposition est également problématique, car il n'est pas clair dans quelle mesure il suffirait de modifier les dispositions législatives concernant cet «état» afin de restreindre les libertés au-delà de ce qu'on peut raisonnablement admettre en temps de guerre – là où justement les conflits armés échappent de plus en plus aux règles traditionnelles du droit de la guerre.

«L'état d'urgence» n'a pas fait l'objet d'une constitutionnalisation. C'est une structure introduite par une loi de la Quatrième République adoptée le 3 avril 1955 dans le contexte de la guerre d'Algérie. Il s'agit, à l'époque, également d'un régime d'exception au sens où le législateur déclenche la possibilité de procéder à des mesures de restriction de libertés (contrôle d'identité, assignation à résidence, perquisitions de domicile, contrôle de la presse, saisies) par des organes administratifs et sous le seul contrôle du juge administratif. La prolongation n'est possible que par voie législative, mais alors on peut imaginer que la loi modifie les délais ou élimine cette exigence.

La conception originale de l'état d'urgence le rapproche de l'état de siège, car il présente alors la possibilité de conférer la compétence de



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

poursuite de certains aux autorités militaires¹ et s'ajoute aux dispositions législatives relatives à «l'organisation générale de la nation en temps de guerre». Alors qu'en 1955, l'état d'urgence ne pouvait être déclaré et mis en œuvre que par la loi, cette possibilité est conférée au gouvernement en 1960. Les mesures de la loi d'origine visant à en limiter l'extension dans le temps disparaissent dans les versions successives, sauf en ce qui concerne l'exigence de la prorogation et de détermination du terme final par voie législative au delà de douze jours.

Une telle législation serait difficilement imaginable sous le régime de la Constitution actuelle, même si le juge constitutionnel n'a jusqu'ici saisi aucune occasion de procéder à une annulation.

Cette loi reflète une conception des libertés et du maintien de «l'ordre public» caractéristique d'une République parlementaire où la majorité politique n'est soumise à aucun contrôle de constitutionnalité et où le législateur est considéré comme l'ultime garant des droits des citoyens. Son maintien dans l'ordre constitutionnel actuel constitue sans doute une anomalie bienvenue. Personne n'envisage en effet d'utiliser les prérogatives de la dictature présidentielle de l'article 16 ou de considérer les attentats de janvier et novembre 2015, aussi graves soient-ils, comme un cas de conflit armé permettant la mise en œuvre de l'état de siège.

Jusqu'ici, le dispositif a été validé - dans une certaine mesure - par le Conseil constitutionnel. Lorsque l'état d'urgence est prorogé par une loi

¹ Et selon l'art. 10 de la loi d'origine «La déclaration de l'état d'urgence s'ajoute aux cas visés à l'article 1er de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre pour la mise à exécution de tout ou partie des dispositions de ladite loi en vue de pourvoir aux besoins résultant de circonstances prévues à l'article 1er».



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

du 24 janvier 1985 en Nouvelle Calédonie, le juge constitutionnel considère que la « Constitution (...) n'a pas (...) exclu la possibilité pour le législateur de prévoir un régime d'état d'urgence pour concilier (...) les exigences de la liberté et la sauvegarde de l'ordre public... ». Des assignations à résidence prises en application du décret du 14 novembre et de la loi du 20 novembre 2015, ont fait l'objet de recours et de questions prioritaires de constitutionnalité transmises au Conseil constitutionnel². Le juge constitutionnel déclare ces mesures conformes à la Constitution, émettant comme seule réserve qu'elles ne peuvent dépasser douze heures sans contrôle du juge judiciaire. Il affirme à nouveau «... que la Constitution n'exclut pas la possibilité pour le législateur de prévoir un régime d'état d'urgence ; qu'il lui appartient, dans ce cadre, d'assurer la conciliation entre, d'une part, la prévention des atteintes à l'ordre public et, d'autre part, le respect des droits et libertés reconnus à tous ceux qui résident sur le territoire de la République ... ».

Cette affirmation générale, donnée sans autre argumentation, paraît hautement problématique, car si personne ne conteste que le législateur a la mission constitutionnelle de concilier les libertés et le maintien de «l'ordre public», il ne s'ensuit nullement qu'il puisse le faire en introduisant un régime qui s'écarte justement de la manière dont le législateur règle ces questions en général, en permettant aux autorités administratives de procéder à des restrictions très étendues de ces droits. Les personnes visées par les assignations ayant fait l'objet de la question prioritaire de constitutionnalité n'étaient d'ailleurs pas considérées comme

² Décision n° 2015-527 QPC du 22 décembre 2015.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

devant être soumises à ce régime à la suite des événements du 13 novembre, il s'agissait d'activistes écologistes dont on craignait des agissements à l'occasion de la COP 21, une coïncidence de pur hasard. Le concept «d'ordre public» est en outre indéterminé et laisse ainsi au législateur une marge de manœuvre échappant largement à un contrôle prévisible et précis. La Constitution ne mentionne d'ailleurs l'ordre public qu'une seule fois et dans un contexte tout à fait différent (art. 73 relatif aux départements et régions d'outre-mer).

L'affirmation que la Constitution de 1958 autoriserait parfaitement un régime d'urgence nullement prévu par cette constitution serait difficilement imaginable dans d'autres Etats européens dotés d'une justice constitutionnelle.

Mais par ailleurs, la décision du 22 décembre 2016 ne concerne que «les neuf premiers alinéas de l'article 6 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence» qui sont déclarés conformes à la Constitution. Elle ne dit rien d'autres mesures controversées comme celles qu'institue l'article 11 de la même loi qui autorise des perquisitions de jour et de nuit et l'accès aux dispositifs électroniques.

En dépit de cette jurisprudence constitutionnelle d'une contestable générosité, on peut estimer que l'actuel dispositif législatif repose sur un très fragile fondement juridique. Et même si le juge constitutionnel devait finalement décider que l'ensemble du dispositif est parfaitement conforme aux textes, il n'en demeure pas moins qu'il sort largement du principe de la démocratie constitutionnelle libérale et de l'Etat de droit qui exige que de telles mesures soient clairement inscrites dans la Constitution et que leur adoption fassent l'objet d'un consensus supra-majoritaire à l'issue d'un débat public devant les assemblées représentatives.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

Mais si l'on doit saluer la volonté de clarifier, par une révision constitutionnelle, les conditions et modalités de restrictions de libertés et de procédures étrangères au droit commun, c'est justement le projet actuellement présenté qui n'est guère exempt d'éléments problématiques. Il se contente d'une délégation formelle et introduit une mesure dont l'opportunité paraît pour le moins contestable.

L'article premier du projet constitutionnalise globalement l'état d'urgence sans le définir: «L'état d'urgence est déclaré en conseil des ministres...». Certes, les hypothèses sont mentionnées (péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public; calamités publiques), mais on n'apprend que plus tard et indirectement en quoi il consiste exactement. La seule garantie procédurale résulte ici d'une décision prise en conseil des ministres, matérialisée par un décret. La définition de l'état d'urgence résulte alors de l'alinéa suivant selon lequel «la loi fixe les mesures de police administrative que les autorités civiles peuvent prendre pour prévenir ce péril ou faire face à ces événements». Cela signifie en premier lieu que seul le législateur sera compétent pour déterminer le dispositif concret. Il s'agit d'une réserve de la loi qui soustrait cette compétence au pouvoir réglementaire de l'exécutif. Et une telle loi pourra faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité. Elle ne pourra pas attribuer de compétences aux autorités militaires. Mais d'un autre côté, il s'agit aussi d'une délégation formelle au sens où la Constitution confère au législateur l'autorisation de déterminer à sa guise les mesures de police administrative qui lui paraissent opportunes. Il est fort douteux que le Conseil constitutionnel, à supposer qu'il soit saisi, dévie en la matière de sa jurisprudence jusqu'ici si généreuse dès lors que les mesures envisagées peuvent servir à prévenir le péril ce qui laisse une très ample



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

marge de manœuvre. Et s'il s'agit justement de déterminer le rapport entre «l'ordre public» et les libertés, le texte ne fournit aucune indication à cet effet.

Comme pour tout régime d'exception, la limitation dans le temps constitue une question essentielle. S'il s'agit bien d'un état «d'urgence» défini par des conditions de trouble de l'ordre public ou de calamités publiques, il devrait y avoir également des mesures ainsi autorisées lorsque les circonstances changent. Or si le projet exige bien que la loi qui proroge ces mesures au-delà de douze jours en fixe la durée et par conséquent l'expiration, elle ne détermine aucune durée maximale ni aucun contrôle de la persistance des conditions qui autorisent son déclenchement.

3. Assumer la responsabilité pour le droit pénal

L'autre volet du projet concerne une mesure qui fait l'objet de vives controverses et d'un virulent rejet par une partie de l'opinion: la déchéance de nationalité. La motivation de cette mesure consiste sans doute dans la volonté d'éloigner les personnes condamnées pour de graves actes terroristes du territoire national. Or une telle mesure est juridiquement impossible pour les citoyens français en vertu de l'art. 3 du quatrième Protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme interdisant l'expulsion des nationaux. S'il était possible de priver un citoyen français de sa nationalité, il serait par conséquent également possible de l'expulser. La question est donc de savoir s'il est juridiquement possible de priver un citoyen français de sa natio-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

nalité. Cette possibilité existe aux termes de l'art. 25 du code civil entre autres et justement pour une personne, ayant «acquis la qualité de Français» et «condamné(e) pour un acte qualifié de crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou pour un crime ou un délit constituant un acte de terrorisme». En revanche, elle est actuellement exclue si la déchéance a pour résultat de rendre cette personne apatride. Et elle est par conséquent exclue s'il s'agit d'une personne étant Français de naissance. Le nouveau dispositif aurait ainsi pour effet de pouvoir déchoir un binational Français de naissance de sa nationalité originaire – à la suite d'une condamnation pénale d'une extrême gravité.

C'est cette mesure qui suscite les plus vives controverses. Elle est considérée comme contraire aux traditions de la République, visant un groupe particulier d'individus : les binationaux qui deviendraient une catégories à part, sujets à une discrimination spécifique. Une proposition alternative serait alors d'inclure les uni-nationaux Français dans l'ensemble de personnes pouvant perdre leur nationalité en conséquence d'une telle condamnation. Le fondement constitutionnel permettrait de surmonter l'obstacle de la disposition du code civil interdisant l'apatridie. Etant donné que la France n'a ratifié ni la Convention de New York sur la réduction des cas d'apatridie de 1961 ni la Convention européenne sur la nationalité de 1997, elle n'est pas internationalement tenue d'éviter l'apatridie d'un citoyen originaire.

Un certain nombre d'arguments souvent utilisés dans le débat sont certainement inexacts. Le rapprochement avec le régime de Vichy est assurément déplacé, car il était alors possible de prononcer la déchéance à l'encontre d'ennemis politiques ou surtout de «Juifs» auxquels on ne



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

pouvait rien reprocher sinon leurs croyances à partir de critères eux-mêmes uniquement raciaux.

La volonté de créer une sanction d'exclusion de la communauté nationale pour des faits particulièrement graves n'est pas neuve, puisqu'elle est déjà prévue par le code civil. Et elle existe également dans d'autres ordres juridiques. Ce qui est neuf, c'est la volonté de pouvoir exclure et expulser une personne ayant la qualité de Français depuis sa naissance et éventuellement même sans pouvoir se prévaloir d'une autre nationalité. Cela ferait en effet changer une telle sanction de nature. Si elle permettait de revenir sur une acquisition de nationalité, elle rendrait désormais possible une privation de droits originaires – toujours, naturellement, à la suite des condamnations les plus graves.

On peut se demander si une telle mesure est moralement et politiquement justifiée et si elle est politiquement opportune au regard du but explicitement poursuivi : la lutte contre le terrorisme.

Il est tout à fait possible que certaines oppositions au projet se prévalent d'arguments infondés ou d'un rapprochement abusif avec des régimes odieux. Le projet ne vise pas une certaine population, mais des individus se rendant coupables de crimes assez clairement définis (même si l'on peut naturellement discuter de la question de savoir si la définition des faits générateurs est suffisamment claire). Mais quelles que soient les positions adoptées ou les arguments invoqués, les controverses que suscite cette mesure sont tout à fait réelles et elles absorbent largement l'intérêt que devrait provoquer la question principale, à savoir s'il convient de maintenir et de constitutionnaliser un état d'urgence.

Le débat est par ailleurs largement surdéterminé parce que la mesure



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

envisagée est considérée comme étant de droite par une partie de ceux qui se considèrent de gauche et ce facteur est également très peu propice à la sérénité d'une discussion sur une révision constitutionnelle.

L'inclusion de cette disposition paraît ainsi fort peu opportune.

Elle peut également être considérée comme problématique d'un point de vue moral et politique. La citoyenneté juridique constitue un ensemble de droits et d'obligations d'un individu envers un ordre juridique. Une nationalité d'origine n'est pas une donnée naturelle, mais une structure auquel il est en principe difficile de se soustraire. Il est certes possible d'acquérir sous certaines conditions – souvent difficiles à satisfaire – une autre nationalité, en général en renonçant à la première. Le cas envisagé ici serait celui d'une personne ayant acquis une autre nationalité sans perdre celle de naissance. Ces cas sont rares ne serait-ce qu'en vertu du fait que de nombreuses conventions bi- ou multilatérales visent justement à les empêcher. Ils dénotent alors un certain attachement à la nationalité d'origine que ces personnes n'auraient pas voulu perdre.

Les évolutions plus récentes du droit de la nationalité vont généralement de la sens d'une dissociation entre la question de l'appartenance à un certain Etat et des conséquences d'une sanction pénale. Dans la plupart des régimes juridiques démocratiques contemporains on demeure citoyen en dépit des plus graves condamnations, parce ce lien est considéré comme quelque chose de plus fort que la faute commise. Le lien juridique d'appartenance est considéré comme dépassant les contingences des parcours individuels. La possibilité d'une déchéance, même exceptionnelle, d'un citoyen originaire fautif crée de ce point de vue effectivement une donnée nouvelle qui ne paraît pas nécessaire. Elle constitue-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Editoriale

rait aussi un échec pour l'Etat d'appartenance qui ne voit plus d'autre ressource que de se débarrasser d'un individu qui n'avait pas non plus originairement la possibilité de la choisir.

La volonté d'intégrer dans la Constitution un régime particulier permettant au législateur de définir des prérogatives de restriction de liberté et d'en fixer arbitrairement le terme est assurément préférable à son maintien à l'état de législation ordinaire, faiblement contrôlée par le juge constitutionnel. Elle exigerait un encadrement beaucoup plus précis et des contrôles plus développés, mais demeure fortement indéterminé dans le projet. C'est sur cette question que devrait porter en premier lieu la discussion. La déchéance de nationalité en cas de crimes graves et caractérisés commis par des binationaux occulte inutilement cette question.



Transizioni paradigmatiche,
incertezza e insicurezza.
Il punto di vista
delle scienze sociali

*Sezione speciale
promossa dall'Osservatorio sociale*



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Transizione paradigmatica e incertezza. Un'introduzione

di Fabio D'Andrea *

I saggi che *Democrazia e sicurezza* ospita nella parte monografica di questo numero sono frutto dell'inatteso e gradito sviluppo di un'iniziativa che nelle intenzioni degli organizzatori avrebbe dovuto trovare in se stessa il suo fine e il suo limite. Il convegno dallo stesso titolo di questo saggio che si è tenuto a Narni il 26 novembre 2015 – nel quadro delle iniziative promosse dalla sezione AIS *Teorie sociologiche e trasformazioni sociali* e col patrocinio del Centro di Ricerca in Sicurezza Umana (CRISU) – nasceva infatti come provocazione ed esperimento: contro una forma anchilosata, che privilegia l'esposizione variamente brillante di alcune riflessioni a scapito del confronto vivo e stimolante, si è proposto ai partecipanti di limitare a una decina di minuti l'intervento tradizionale e accettare per il resto del tempo la logica della tavola ro-

* Professore associato di Sociologia generale presso il Dipartimento di Filosofia, Scienze sociali, umane e della formazione dell'Università degli Studi di Perugia. Contributo su invito.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tonda, con interventi incrociati, domande e contributi da parte del pubblico e la quota di incertezza che ne deriva.

L'esperimento ha avuto successo, dando vita a due momenti di incontro/confronto intra- e interdisciplinare che hanno restituito con efficacia una delle idee centrali attorno alle quali si era lavorato in fase progettuale: l'importanza della riscoperta e applicazione pratica di un paradigma inclusivo, *et/et*, in un clima culturale dov'è invece l'opposto a trionfare, l'esclusività brutale dell'*aut/aut* e ciò che ne discende.

Contrapposizioni frontali violente e non mediate, espulsioni (Sassen 2015), fondamentalismi sia all'interno degli stati europei che nello scenario internazionale sono il segno della saturazione patologica di un principio di messa in forma della realtà e al tempo stesso del suo necessario tramonto, già iniziato da tempo con buona pace di coloro che pensano di arrestarne il declino voltando la testa dall'altra parte o nascondendola nella sabbia. Beck, in uno dei suoi ultimi lavori, sottolinea quanto questo abbia a che fare con l'era del rischio globale:

Gli standard della normalità, le procedure di misurazione e quindi i fondamenti del calcolo dei pericoli si dimostrano inapplicabili [...]: nasce l'"irresponsabilità organizzata". Essa è dovuta a uno «scambio di secoli» (Gunther Anders). Le sfide all'inizio del XXI secolo sono affrontate con concetti e ricette tratti dalla vecchia società industriale del XIX e degli inizi del XX secolo. I pericoli ai quali siamo esposti appartengono a un secolo diverso da quello a cui appartengono le promesse di sicurezza che cercano di domarli. (2008, 48-49)

Quel che sta accadendo nel mondo in questi anni, il clima che si respira nelle società occidentali, ha forti connessioni con la crescente inca-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

pacità della cultura di dare senso alla realtà, di renderla un buon posto in cui vivere – che sarebbe poi il suo scopo ultimo e più alto, come affermava un secolo fa Weber, purtroppo da allora inascoltato: «La “cultura” è una sezione finita dell’infinità priva di senso del divenire del mondo, alla quale è attribuito senso e significato dal punto di vista dell’uomo» (1958, 96). Non è tanto importante il margine di guadagno economico o l’efficienza degli impianti e delle istituzioni, quanto il fatto che chi abita una società la capisca, ne tragga le ragioni per vivere e per affrontare le difficoltà quotidiane e vi si senta al sicuro. L’«irresponsabilità organizzata» di Beck è invece una condizione per cui tutto ciò non accade: il racconto rassicurante che si fa del mondo non coincide con l’esperienza e la discrepanza non è imputabile ad alcuno; nella gran parte dei casi gli eventi non sembrano avere moventi comprensibili o perlomeno non si conformano alla gamma delle aspettative plausibili, cosicché la soglia dell’incertezza cresce e la sensazione di perdita di controllo alimenta paure e ansie.

In una recente intervista, Bauman osserva: «Siamo in un interregno, per citare Gramsci quando diceva che “se il vecchio muore e il nuovo non nasce, in questo interregno si verificano i fenomeni morbosi più svariati”. Oggi i vecchi strumenti non funzionano più, ma quelli nuovi non ci sono ancora» (Gilioli 2016, 74-75). Compito delle *Humanities* dovrebbe essere quindi elaborare nuovi strumenti, nella convinzione che la sicurezza invocata in ogni luogo possa esser riconquistata – in una forma diversa dall’attuale –attraverso il ripristino di quadri condivisi di comprensione della realtà. Quadri che ne accolgano la complessità meglio di quanto non si sia fatto finora, equilibrando la necessaria riduzione che Weber pone al cuore del gesto culturale con una nuova consapevolezza



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

e con un'apertura umile e coraggiosa alle altre «sezioni finite». Nel loro caleidoscopio è possibile cogliere il riflesso di ciò che non si sa – né è possibile sapere per la forma stessa della conoscenza – ma che esiste comunque e se del tutto ignorato non può che farsi minaccia.

La riduzione, il passaggio dall'infinità insensata al finito comprensibile, è sì una prassi inaggirabile, ma può esser modulata, attenuata pur nella sua violenza essenziale. Occorre però una miglior comprensione delle dinamiche che sono alla base della conoscenza, argomento al quale la cultura occidentale non dedica da tempo alcuna attenzione: «È stupefacente che l'educazione che mira a comunicare le conoscenze sia cieca rispetto a ciò che è la conoscenza umana, rispetto a ciò che sono i suoi dispositivi, le sue infermità, le sue difficoltà, le sue propensioni all'errore come all'illusione, e non si preoccupi per nulla di far conoscere cosa è conoscere» (Morin 2015, 67). Questo è uno dei punti sui quali sarebbe invece opportuno concentrare le energie, come ben testimonia l'attività inesausta di Edgar Morin, da anni impegnato sul fronte della costruzione di una consapevolezza complessa dei processi di definizione della realtà e critico affilato dei limiti e lacune del paradigma semplice della modernità. In esso la riduzione necessaria diviene furore ideologico, si amplifica fino all'amputazione di dimensioni dell'umano non conformi ai suoi dettami, da cui – ed è questa la tesi qui abbozzata – origina una parte rilevante del disagio odierno.

Una delle strategie più diffuse della semplificazione è l'imposizione al reale di uno schema dicotomico, riassunta nel latino *tertium non datur*, grazie al quale la sua ricchezza disordinata viene apparentemente imbrigliata in alternative semplici, meccaniche e così domata. Si tratta però, nella gran parte dei casi, di un'illusione ottica, perché il mondo non è in



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

alcun modo tenuto a conformarsi alle categorie che l'uomo vuole imporgli e non ha di per sé, come Weber mette magnificamente in luce, alcun ordine riconoscibile. Lo strumento del terzo escluso può avere una sua indiscutibile utilità in molti contesti, purché non venga trasformato in dogma, in un vero e proprio letto di Procuste con cui eliminare ciò che non si adatta a schemi predefiniti.

Purtroppo questo è ciò che accade sempre più spesso, sul palcoscenico internazionale come nelle procedure burocratiche, nelle aziende come nell'università, ed è per cortocircuitare questo atteggiamento irriflesso che si è organizzato l'incontro da cui provengono i testi qui raccolti: vi si è voluto mostrare come ordine e disordine possano convivere in ogni occasione e la arricchiscano di fatto ben oltre il prevedibile, perché, come ricorda Morin citando la saggezza tragica di Euripide, «l'atteso non si compie, all'inatteso un dio apre la via» (2001,14). Il discorso composto in precedenza può trasformarsi in variazione innovante, può scoprire nella critica falle e deviazioni che lo arricchiscono, può raccogliere in sé l'atmosfera e l'energia dell'incontro dal vivo e della condivisione per superare scogli teorici o scorgere nuove terre.

Allo stesso modo, sebbene con maggiore difficoltà e invocando la simpatia del lettore, questo breve scritto non è un'introduzione, né un saggio, ma entrambi, perché forma e sostanza sono collegate in modi che si sono persi di vista e dovrebbero invece tornare a far parte delle competenze diffuse. All'approfondimento di alcuni dei temi di questa breve introduzione seguirà quindi una presentazione dei lavori dei colleghi che hanno partecipato alle tavole rotonde di novembre, così da permettere, con l'aiuto di un'immaginazione armonica, di apprezzare le diverse voci come in un dialogo.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

1. I diversi cammini della conoscenza

Il gesto primordiale che fonda una cultura può esser solo immaginato: avviene in un tempo di coscienza seminale ed è guidato da logiche simboliche con cui si ha oggi scarsa dimestichezza, perché le si ritiene superate dall'avvento della ragione, da essa rese obsolete e controproducenti. Un'applicazione perfetta di quanto affermato poco fa a proposito del terzo escluso, *aut/aut* per dirlo ancora alla latina: o il discorso razionale col corredo moderno di modelli matematici, dati e misurazioni assortite, o il discorso mitico, poetico, polisemantico, ancora scandalosamente attuale ed efficace – si pensi all'immediatezza dell'immagine del letto di Procuste, appena menzionata – sebbene privo degli attributi oggi richiesti a un sapere affidabile. La possibilità che le due vie alla comprensione possano convivere non viene presa in considerazione. L'immaginazione del tempo è progressiva e lineare: prima il sapere dei poeti, contro cui si scagliava già Platone, poi la lenta evoluzione del pensiero razionale fino alla scienza, oggi prossima alla perfezione, depurata da ogni elemento infondato e superstizione. Ogni stadio soppianta e sostituisce il precedente, fino al trionfo della riduzione, la spiegazione del tutto attraverso poche leggi semplici e luminose:

Ipotizziamo che un giorno si possa affermare una conoscenza scientifica talmente completa e perfetta della realtà da soddisfare l'idealista più intransigente. Potremmo allora rappresentarci il mondo tutto intero con concetti chiari e distinti: tutta la realtà svelata in piena luce, ridotta ad una somma di nozioni facilmente manipolabili, talmente poche da poter stare nel pugno della mano. Non ci sarebbero più misteri nell'universo. (Durkheim 1996, 45)



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Mistero come ignoranza; poesia e magia e più in generale non-scienza come modi relativi a stadi infantili della gloriosa evoluzione dell'uomo; la certezza della possibilità e dell'imminenza del disvelamento ad opera delle superiori capacità razionali umane: tratti preminenti del paradigma moderno. Eppure il primo a pronunciare queste parole riprese da Morin fu Newton: «Bisogna apprendere a navigare in un oceano d'incertezze attraverso arcipelaghi di certezze» (2001, 14) e oggi alla certezza durkheimiana se n'è sostituita una molto meno rassicurante:

Solo gli eventi della seconda meta del XX secolo ci hanno reso più comprensibile ciò che intendeva Socrate con la sua enigmatica affermazione: «Io so di non sapere». La società tecnico-scientifica, sempre più perfezionata, ci ha dato ironicamente la fatale consapevolezza: noi non sappiamo quello che non sappiamo. Proprio da ciò derivano i pericoli che minacciano l'umanità. (Beck 2008, 78)

L'alba e il tramonto del paradigma moderno si assomigliano molto più di quanto l'odierna comunità scientifica gradisca ammettere, come testimonia l'emblematico caso del baule di Newton, che conserva manoscritti originali del padre della scienza moderna cui nessuno è però interessato: dato che sono di argomento religioso e alchemico, risultano difficili da far collimare col ritratto "puro", coerente con l'ideologia messa a punto in seguito e oggi contrabbandata come verbo, del filosofo laico e razionalista. Il lungo giorno della modernità è fatto di incessanti «depurazioni» e «mediazioni» (Latour 2009, 101-105), un lavoro esso sì alchemico volto a trasformare la realtà in ciò che il paradigma afferma che sia. O almeno il discorso sulla realtà, la sua percezione diffusa.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Fino a un certo punto, grazie alle sinergie tra sistemi, al successo dell'alleanza tecno-scientifica e alla singolarità di un momento storico, tutto sembra tenersi, il successo auspicato da Durkheim essere a un passo. Poi la tela inizia a disfarsi, prima lentamente, poi a velocità vertiginosa: l'effetto domino innescato dal moltiplicarsi delle «anomalie» (Kuhn 1978) mina livelli profondi di fiducia nella visione del mondo condivisa e ci si ritrova nell'interregno evocato da Bauman. In una fase di transizione verso una forma del reale diversa, della quale si intuisce a malapena qualche aspetto. Quanto basta, però, per formulare alcune osservazioni che potrebbero poi tornare utili: l'accento sempre più marcato sulla monodimensionalità razionale ha trasformato la libera attitudine di comprensione del mondo – la razionalità che, «aperta per natura, dialoga con un reale che le resiste», facendo «incessantemente la spola tra istanza logica e istanza empirica» (Morin 2001, 22) – nell'imposizione totalitaria del razionalismo, incapace di riconoscere l'altro da sé e convinto che questo sia, ove esistesse, superato e ormai deteriore.

Come si è detto, una tale, rigida versione di ragione non era tra le forze responsabili dell'originaria messa in forma del mondo da cui deriva la cultura ed è una domanda interessante quella circa la sua possibilità di trovarvi un posto, di inserirsi senza traumi nell'equilibrio complesso inaugurato da quel gesto fondativo. Ciò che si osserva oggi è la continua rimozione di elementi giudicati inutili sulla base di rappresentazioni del mondo a dir poco discutibili. E questa rimozione non ha solamente a che fare con settori disciplinari o prospettive cognitive, con valori, atteggiamenti e stili di relazione, ma investe anche versanti della complessità umana, sfere di significato il cui esilio ha conseguenze che il paradigma non è in grado di valutare. L'emozionale, il simbolico, l'immaginale so-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

no parte integrante della natura contraddittoria dell'uomo e della logica costituente che ha portato alla «sezione finita» che oggi abitiamo: è legittimo chiedersi com'è possibile comprenderla prescindendo radicalmente dal loro apporto, com'è possibile convivere con essa e con l'infinità di esseri viventi e cose che la popolano riconoscendo solamente il vincolo strumentale e utilitaristico.

L'idea che l'atteggiamento verso l'altro sia a senso unico e non si rifletta su chi lo assume è ingenua, viene dall'adozione generalizzata e irriflessa di un immaginario artificialista e meccanico. Da decenni ormai si è affermato, almeno in certi settori, il concetto molto più utile di *feedback*, retroazione che dovrebbe portare nuova informazione e quindi modifica e adeguamento. Senza nulla voler togliere alla cibernetica e alle scienze organizzative, si tratta di un'intuizione che risale a qualche tempo prima, al grande pensatore dell'umano che è stato Georg Simmel, che della *Wechselwirkung*¹, lo scambio reciproco, ha fatto il cardine del suo percorso intellettuale: l'anello della relazione – per riprendere una terminologia moriniana (Morin 2001, 52-62) – coinvolge volente o nolente chiunque vi prenda parte, che viene più o meno profondamente modificato dal tenore dello scambio, elevato o trascinato in basso. Dare valore sull'esclusiva base del giudizio utilitaristico significa perciò equipararsi, magari inconsapevolmente, a uno strumento, smentire la propria umani-

¹ «L'impossibilità di trovare in lingue diverse dal tedesco un unico termine capace di rendere esattamente il concetto di *Wechselwirkung* richiede qualche annotazione di chiarimento al fine di evitare possibili fraintendimenti [...]. Il termine sta ad indicare una concezione della realtà (in genere, e non soltanto sociale) come rete di relazioni di influenza reciproca tra una pluralità di elementi» (Cavalli 1989: XVI).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tà e perderne ogni volta una parte. L'incapacità a percepire questa dinamica non significa che essa non continui a operare nelle relazioni con gli altri e con il mondo, come d'altronde la negazione moderna del pensiero simbolico e immaginale non vuol dire che uomini e donne non continuino a esserne guidati: semplicemente non lo sanno e questa ignoranza consente ad altri di condizionarne efficacemente l'agire, come mostrano le diverse forme di *marketing* progettate per la gran parte su rinvii mitico-simbolici.

Pensare che l'influenza clandestina delle modalità di conoscenza rifiutate dal razionalismo si limiti al mondo del consumo o della comunicazione politico-mediale è tuttavia ancora parziale: le grandi strutture immaginali (Durand 1991) che danno forma alle culture ne modellano i tratti in un impulso che si potrebbe definire generativo, come il principio che guida il dispiegamento dalla ghianda alla quercia o dalle prime cellule all'uomo: non si tratta di determinismo, ma di sinergia o scontro con altre forze, interne ed esterne, il cui gioco incessante fa la realtà. Nessun componente di questo fascio variegato può assicurare la comprensione e il controllo della totalità, ognuno partecipa in modi e momenti variabili al suo disegno, permettendo di afferrarne una parte. Da qui la qualità caleidoscopica e il fascino della conoscenza, la radice oggi misconosciuta cui Platone rinvia nel *Teeteto*, quando fa dire a Socrate che «la meraviglia è la passione di un filosofo, e la filosofia principia nella meraviglia»; da qui, ancora, la necessità di strategie cognitive che abbandonino la monodimensionalità tanto cara al razionalismo solipsistico e moltiplichino le prospettive, le collisioni e gli innesti: pratica cara a Simmel, Morin e tanti altri che al conformismo del tempo hanno preferito e preferiscono il senso profondo del percorso.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Le pretese dell'oggettività del sapere scientifico, come dell'onnipotenza tecnologica della modernità, nascono rigogliose dalle radici non razionali, nella gran parte dei casi senza averne alcuna consapevolezza, come mostra con discreta chiarezza la citazione di Durkheim di poco fa. Durkheim avrebbe dovuto scrivere "immaginiamo" invece di "ipotizziamo", perché la frase che segue è proprio questo, un affresco dettato da un regime immaginale che con la realtà del *positum*, invocato come nume tutelare, ha poco a che vedere: Durkheim scrive nel 1898, la relatività generale di Einstein è del 1915, cui seguono con rapidità impressionante il principio di indeterminazione di Heisenberg nel 1927 e i teoremi di incompletezza di Gödel nel 1931, per proseguire con Turing nel 1950 e la dipendenza sensibile dai dati iniziali di Lorenz del 1963, oggi nota come effetto farfalla.

È la scienza stessa a negare la possibilità del controllo assoluto su cui si sono costruite retorica e ideologia moderne, a riconoscere la complessità del reale e la necessaria umiltà e cautela nell'affrontarlo. Trattati scarsamente presenti anche in molti autori contemporanei e impensabili allo zenit della modernità: oltre al ritorno letterale del *leitmotiv* cartesiano delle idee chiare e distinte, si trovano in Durkheim altri temi centrali del razionalismo strumentale, come la «realità svelata in piena luce, ridotta ad una somma di nozioni facilmente manipolabili» e l'immagine del dominio, in cui queste poche nozioni possono «stare nel pugno della mano».

L'aspirazione al controllo assoluto porta con sé la spinosa questione delle capacità di chi lo esercita e oggi lo scarto tra evoluzione tecnologica e crescita emotiva e intellettuale non è più argomento *New Age*, ma motivo d'allarme e di riflessione. Ancor più spinosa si rivela però la possibilità che questa aspirazione sia stata alla base di aspettative irrealizzabi-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

li e fuorvianti, il cui reiterato tradimento ha indebolito i legami fiduciari che assicurano stabilità alle società. Aspettative che hanno comportato e comportano schemi fallaci di allocazione di risorse e l'adozione di politiche scarsamente efficaci, che retroagiscono sul clima di disillusione e diffidenza amplificandone la portata e generando tensioni centrifughe e distruttive.

In altre parole, il costo del paradigma ancora dominante non è ormai soltanto cognitivo, ma investe l'autorappresentazione delle persone e delle istituzioni e ha riflessi sostanziali sui rapporti internazionali e sulle politiche ambientali, per non dire del clima emozionale delle società, sempre più facilmente influenzabile da determinate strategie comunicative e militari. Sarebbe quindi tempo di immaginare altro, pensare altrimenti, come suggerivano già i primi Romantici cui si deve il conio del termine "modernità"; un esercizio delicato e impegnativo, ma non ulteriormente rinviabile. In questa prospettiva, come si accennava poco fa, le *Humanities* dovrebbero poter giocare le carte migliori ed è forse per questo che si trovano oggetto di un'offensiva senza precedenti, che mira alla loro eliminazione dalla scena del sapere e che potrebbe aver a che fare con l'inerzia paradigmatica descritta da Kuhn.

2. Un dialogo a più voci

Gli autori che hanno accettato la piccola "sfida" di far posto a modalità diverse di confronto e di ampliamento della conoscenza hanno mostrato interesse e sensibilità verso questi temi, muovendo un primo passo verso qualcosa che si intuisce appena, la nebulosa da cui nascerà la



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

prossima *Weltanschauung*. A dispetto di quanto si afferma oggi, in questo caso immaginare è forse più che fare, perché le dinamiche che daranno forma ai nuovi quadri di comprensione sono *in fieri*: per quanto spinte e processi tentino in ogni modo di garantire continuità e salvaguardare primati e privilegi, lo scarto è inevitabile; lo spazio d'azione ampio e imprevedibile. Si vive indiscutibilmente in tempi interessanti e la tensione a comprenderli meglio è tanto più forte quanto meno si ritengono soddisfacenti i modi usuali, anche se lasciarseli alle spalle è tutt'altro che semplice e non avviene dall'oggi al domani. Il lettore avrà quindi a che fare con saggi che discutono di argomenti di grande attualità con un'ottica aperta al cambiamento e dovrà partecipare immaginalmente all'impegno degli studiosi, esercitare l'empatia necessaria a porre gli scritti nella giusta prospettiva. Per facilitare il suo compito e consentire una certa armonizzazione dei contributi, si è pensato di suggerire alcune parole-chiave sulle quali concentrare l'attenzione:

- Ambivalenza e difficoltà di concettualizzazione nelle scienze sociali
- Incertezza e paradigma moderno
- Paradigmi sociali e paradigmi di potere
- Razionalità/razionalismo
- Sicurezza

Ciascuna definisce un aspetto cruciale dell'attualità e una direttrice di riflessione per la ridefinizione dei contorni e delle modalità di approccio al tema. I diversi testi ne hanno fatto un buon uso. Per comodità possono pensarsi divisi in due sezioni, una più interessata all'aspetto epistemologico e teorico, l'altra impegnata nel confronto con questioni empiriche.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

La prima, di cui anche queste righe fanno parte, continua con le considerazioni introduttive al tema del convegno di Marco Moschini, filosofo particolarmente sensibile al richiamo dell'interdisciplinarietà e critico del paradigma moderno da una prospettiva armonica e complementare a quella di chi scrive. Moschini si concentra sulle «fondamenta instabili» della modernità, riprendendo le tesi di Hegel su Kant che identifica come il principale responsabile della condizione attuale, di inflazione soggettiva e di scolorimento del sapere. Vibra nelle sue parole l'urgenza di un riassetto paradigmatico che oltrepassi la vuota neutralità della conoscenza com'è oggi concepita, restituendole carne e sangue, colore e passione.

Nella sincronicità di cui il paradigma corrente non è in grado di dare conto, a questo appello risponde Pier Luca Marzo, che inizia il suo testo con un'interpretazione del paradigma mutuata dal Wassily Kandinsky del celebre saggio *Punto, linea, superficie*, dove già la pretesa moderna di negare potenza euristica all'immaginale e all'estetico viene messa sotto scacco. La vuotezza kantiana del sapere diviene, nelle parole di Marzo, formalità geometrica del paradigma contemporaneo, teso sulla realtà come una rete da reziario, a controllarla e dominarla senza cura delle sue qualità, né alcuna sensibilità per i percorsi alternativi che la rigidità prospettica nega e sterilizza. La connessione tra incertezza e creatività che compie il discorso nell'opposizione al primato della tecnica riprende il pensiero di Morin, mettendo in luce la fondamentale *Wechselwirkung* che non può non legare la stabilità procedurale del paradigma, rassicurante ma tendenzialmente totalitaria, e l'infrazione libera e creativa da cui nasce il cambiamento e la capacità di riaccostarsi, con modalità originali, a una realtà mutata.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Il contributo di Francesca Ieracitano costituisce, insieme al successivo di Massimo Pendenza, un'ideale cerniera tra le sezioni descritte e un esempio della fertilità del paradigma inclusivo che il convegno di novembre mirava a illustrare. In entrambi l'attenzione si sposta tra livelli che ci si ostina a considerare separati, evidenziandone la profonda interconnessione. Ieracitano, studiosa di *communication research*, intraprende una rassegna critica dello stato dell'arte della sua disciplina, suggerendo una possibile via d'uscita alle aporie che vi si moltiplicano attraverso l'inserimento nella cassetta degli attrezzi di strumenti innovativi come la *fuzzy logic*, una forma di logica che rinuncia alle pretese aristoteliche di controllo del reale sostanziate nei tre celebri principi di identità, di non contraddizione e del terzo escluso per accettare in sé un *quantum* di incertezza e vaghezza.

È un rinvio armonico a quanto sostenuto da Marzo e al tempo stesso una declinazione originale del tema della transizione paradigmatica, col richiamo del «paradigma del paradosso» come ulteriore spunto di riflessione. È importante ricordare come l'accento sull'inclusività significhi non un abbandono del paradigma esclusivo, bensì un suo temperamento a favore di modalità di cooperazione e coevoluzione che sotto la sua egida non hanno cittadinanza. Con un gioco di parole si potrebbe affermare che escludere l'esclusività equivarrebbe a riproporla sotto mentite spoglie. Ecco il perché della conclusione provvisoria della riflessione della Ieracitano, alla ricerca di nuove formule per la rifondazione degli studi sulla comunicazione in un tempo in cui, dinanzi a sfide epocali, è difficile descrivere univocamente il ruolo svolto dai *media*.

Massimo Pendenza, da parte sua, interroga la modernità su uno dei terreni ove essa non dovrebbe temere rivali, quello della scelta indivi-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

duale come momento fondante della nuova autonomia soggettiva. Con un'analisi serrata che passa per Pareto e Weber e giunge a Bourdieu e Appadurai, Pendenza critica l'approccio ancora prevalente nel senso comune per cui la scelta è solamente razionale ed economica, rivelandone invece la complessità e la multidimensionalità strutturale e personale. Per quanto il discorso specialistico ritenga di aver fatto giustizia di alcuni equivoci o fraintendimenti, la sua stessa natura fa sì che le nuove posizioni restino affare di pochi, mentre ciò che si criticava, spesso dotato di forza emozionale e simbolica, si è fatto sapere diffuso nella collettività. È questo il caso del razionalismo, discorso a una dimensione sull'essere umano, che pur smentito da molti resta il punto di vista prevalente della grande maggioranza e porta a incomprensioni e cecità. Per questo Pendenza descrive i giovani del nuovo millennio come capaci di scelte che tuttavia con difficoltà vengono riconosciute come tali, prendendo forma in una diversa visione del mondo, e per questo chiude il suo contributo con una stimolante serie di osservazioni sul ruolo delle istituzioni pubbliche nel definire un'idea condivisa di futuro, ponendo l'accento sulla necessaria centralità del tema del riconoscimento e del farsi "dal basso" delle relative politiche.

La seconda sezione si apre col saggio di Valentina Grassi, che ha scelto di dar prova delle potenzialità di lettura alternative mettendo l'analisi immaginale al servizio della comprensione di uno dei nodi più intricati della contemporaneità, il terrorismo globale e l'islamofobia. Grassi è tra i maggiori studiosi italiani della mitanalisi di Gilbert Durand, tecnica che si concentra sulla polisemia della realtà interpretandola come intreccio di riferimenti simbolici, intimazioni immaginali e corporee e discorsi razionali. L'autrice miscela a questo ricco materiale sollecitazioni psicana-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

litiche e classici della sociologia per tratteggiare una prospettiva complessa dell'argomento, che rinuncia alle usuali riduzioni rassicuranti per collegare sfere dell'essere umani alle quali il discorso corrente non pone alcuna attenzione. I ripetuti fallimenti delle strategie di confronto non sono stati a lungo sufficienti a far valutare l'opportunità di un cambiamento di approccio, ma i tempi mutano e quella che oggi viene descritta come "realtà" è più porosa della versione precedente: ha un aspetto meno solido, offre spazi interstiziali di non resistenza che consentono di sfumare le antiche certezze in un percorso che è ad un tempo inquietante e fertile. Probabilmente la rieducazione all'incertezza passa anche da qui, dall'abdicazione a un magistero illusorio, ma preteso a gran voce dai più, e dall'assunzione del coraggio dei propri limiti. Questo spinge al di là della demonizzazione semplicistica di etnie e religioni, per ricomporre un quadro fatto di geopolitica e marginalizzazione, della necessità di riconoscimento e di un'equa redistribuzione delle risorse: solo prendendo atto delle comuni radici di fenomeni che si vogliono invece rigorosamente separati è pensabile porre le basi per nuove politiche che li depotenzino fino alla loro scomparsa.

Anche Francesca Colella propone una diversa prospettiva su uno dei pilastri del senso comune vigente, il predominio unilaterale dell'economia, facendo uso di diversi strumenti euristici e riproponendo le teorie di un autore che non a caso la modernità ha messo da parte, con la forma di censura che predilige, silenziosa ed efficace. Si parla, nel suo testo, di Karl Polanyi e della sua critica al determinismo economico, denunciato come incapace di fondare una società sana e accogliente. Lo scambio economico non è solo scambio di mercato, eppure la nostra cultura sembra non saper pensare altrimenti, dimenticando con accanimento reci-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

procità e redistribuzione. Forse perché incagliata in un paradigma esclusivo che non riesce a cogliere la contemporaneità e coesistenza di forme diverse e che riproduce con cadenza quasi maniacale divisioni di ogni ordine e grado: dall'entropia nel cosmo alla concorrenza in economia, dall'individualismo privo di contrappesi etici e relazionali all'abisso delle disuguaglianze fra Stati e all'interno degli Stati. La rinuncia all'economia come chiave di lettura della realtà comporterebbe la messa in discussione di assunti che vengono ancora, nonostante tutto, accettati come evidenti: la capacità del mercato di stabilire prezzi adeguati e allocare al meglio le risorse, l'equivalenza quantitativa come sola logica di scambio accettabile e via scorrendo, lungo le ramificazioni dell'ovvio paradigmatico incaricato di tenere a bada spunti critici ed eterodossi. La rinuncia, tuttavia, permetterebbe la riscoperta di ideali e valori che riaffiorano con sempre maggiore insistenza, dopo una lunga eclissi: rispetto reciproco, dignità, relazioni di qualità in un mondo non più ossessionato dalle merci.

Ideali e valori la cui mancanza si percepisce nelle province più diverse. Silvia Fornari, sociologa e da anni giudice onorario presso il Tribunale dei Minori di Perugia, la riscontra nelle difficoltà dell'educazione che ha spesso sotto gli occhi. La società narcisistica, descritta da molti, soffre dell'eccesso di autoreferenzialità dei suoi componenti, assorti nella contemplazione di sé e dimentichi di comporre con gli altri un mosaico che ha bisogno di ognuno e di tutti. Ciò si traduce in un transito sempre più faticoso verso la condizione adulta e in una posticipazione delle scelte cruciali che a volte diviene rifiuto. Il dialogo col saggio di Pendenza è fruttuoso: qui si approfondiscono aspetti contestuali che lì erano rimasti sullo sfondo, mentre quel quadro teorico più ampio permette un miglio-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

re inquadramento dalla questione e una sua apertura verso altre piste di riflessione. È chiaro ad esempio che la tematica dei NEET – giovani che non studiano o si preparano in altro modo al lavoro e oggetto non identificato che cortocircuita la retorica economicistica – alla quale Fornari presta un'attenzione empatica rivela tratti pertinenti all'illusorietà della scelta razionale esaminata da Pendenza e alla disuguaglianza irresponsabile evidenziata da Colella. Irresponsabilità che Fornari descrive attraverso processi culturali profondi e distorsioni che discendono con buona approssimazione dall'adesione acritica alla versione esasperata del paradigma e al suo *furor* semplificatorio.

Dove le figure di riferimento latitano, le dinamiche del riconoscimento e le necessità di orientamento cercano soddisfazione con altre modalità: una di queste è la subcultura, che Uliano Conti riscatta da un oblio immeritato e propone alla conoscenza sociale come strumento rinnovato di comprensione dei fenomeni chiave dell'attualità. Oggetto di grande attenzione fino a qualche anno fa, la subcultura ha pagato lo scotto di una forte connotazione ideologica ed è stata messa da parte sull'onda del rifiuto di tutto ciò che aveva a che fare con la lunga stagione del Sessantotto. Un po' troppo sbrigativamente, sembra dire Conti, che dopo una puntuale rassegna delle teorie esistenti suggerisce una nuova figura del concetto: non più riarticolazione oppositiva degli stessi materiali di una cultura, bensì ambiente di incontro/scontro tra culture diverse nessuna delle quali ha le caratteristiche di immediatezza e pervasività di una *cultura ambiente*. Ci si dovrebbe preoccupare di più della qualità peculiare dei processi di socializzazione che coinvolgono le seconde e terze generazioni di immigrati, dove la cultura di provenienza è spesso un'immagine pallida e quella di insediamento non sa (o non vuole) darsi



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

con l'intensità necessaria a farsi pratiche e valori condivisi. È un approccio capace di offrire stimoli di grande interesse a politiche che vogliano affrontare senza remore e ipocrisie uno dei temi più spinosi del XXI secolo.

Anche Francesco Antonelli si concentra su una componente della stratificazione sociale a lungo centrale nelle scienze umane e poi bruscamente scomparsa: i ceti popolari. Anche qui la fretta nel disfarsi di uno strumento euristico e della realtà che mira a interpretare pare eccessiva, forse dettata da ansie ideologiche più che da ragioni concrete, nell'inveterata convinzione che permea la cultura attuale secondo cui è sufficiente tacere di qualcosa per sbarazzarsene una volta per tutte. È vero che la cecità selettiva è carattere e difetto ineliminabile di un paradigma, ma farne una prassi consapevole segnala l'esaurimento della sua capacità e volontà di "fare senso", di dare un ordine comprensibile e condiviso alla complessità del reale. Segnala altresì una miopia che nella reiterazione diviene colpevole e si impedisce di valutare le conseguenze del silenzio e della negazione. Antonelli, in questo primo accostamento a una ricerca che lo impegnerà probabilmente a lungo, collega alla condizione di invisibilità forzata di quella che era un tempo la classe operaia due esiti di drammatica attualità: il populismo e la radicalizzazione. Lo fa con l'accostamento inclusivo di concetti chiave provenienti da tradizioni di pensiero diverse, mostrando la potenza del pensiero contestuale che rinuncia a posizioni universalistiche per dotarsi di volta in volta dei migliori strumenti disponibili, riscattandoli tra l'altro dall'altrimenti inevitabile irrigidimento dogmatico. Dalla sociologia del soggetto di Touraine riprende l'idea di post-sociale, dallo strutturalismo genetico di Bourdieu la miseria di condizione e di posizione, che libera opportunamente



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

dall'ovvia, parziale interpretazione economicistica: miseria è una condizione dello spirito, l'opposto della buona vita che dovrebbe essere fine dell'avventura soggettiva e del governo collettivo. Sottrarsene richiederebbe capacità di lettura della complessità che per diverse ragioni sono sempre meno disponibili, non solo presso i nuovi ceti popolari: questi reagiscono attraverso populismo e radicalizzazione, in una semplificazione brutale che riesce però a dare l'illusione del recupero di un certo controllo.

Il resto della società in parte li segue, anche se dà conto di ciò con derivazioni più o meno plausibili, in parte cerca altrove supporto e strumenti euristici. Ad esempio nel sistema mediatico, di cui si occupa Andrea Lombardinilo nell'ultimo scritto di questa sezione monografica. *Last but not least*, il saggio di Lombardinilo esplora le connessioni tra la riproducibilità digitale della realtà, carattere cruciale dei nuovi media, e la società del rischio, forse meglio la società dei rischi globali, come l'ha chiamata l'ultimo Beck. Seguendo questa pista, l'autore scopre un rinvio caleidoscopico di memi e messaggi tra media che struttura di fatto la realtà, imponendosi ai fruitori con l'immediatezza irriflessa tipica dell'attuale cultura della velocità. Se anche si volesse ricorrere, quindi, ai media per dotarsi di mezzi di comprensione del reale più affidabili, si tratterebbe di un'impresa difficile e incerta, dati alcuni presupposti dei quali si preferisce di solito tacere: gli attori più importanti, nella sfera mediatica sia privata che istituzionale, hanno loro finalità e obiettivi che di rado coincidono con quelli di coloro che abitano poi quella sfera; le dinamiche mediatiche stesse partecipano in misura sempre maggiore alla definizione e stabilizzazione della realtà, nella quale la messa in scena del rischio – evento di per sé potenziale, per certi versi irreali – ha con-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

sequenze concrete che rendono l'idea stessa di reale ambigua e alimentano l'incertezza che dovrebbero aiutare a contrastare.

L'immiserirsi della cultura soggettiva ha luogo nel momento in cui maggiore ne sarebbe il bisogno. Ci si augura, con questi scritti, di stimolare processi virtuosi di presa d'atto della fase di transizione paradigmatica che si sta attraversando e di liberazione del pensiero dagli schemi e procedure che l'hanno caratterizzata e che si rivelano ormai sempre meno adeguate a far fronte a sfide vecchie e nuove. Come si è detto, immaginare un futuro diverso è oggi ciò che può fare realmente la differenza.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Beck, U. (2008), *Conditio humana. Il rischio nell'età globale*, Roma-Bari: Laterza.

Cavalli, A. (1989), *Introduzione*, in G. Simmel, *Sociologia*, Milano: Edizioni di Comunità, pp. IX-XXVII.

Durand, G. (1991), *Le strutture antropologiche dell'immaginario. Introduzione all'archetipologia generale*, ed. or. 1963, Bari: Dedalo.

Durkheim, E. (1996), *Per una definizione dei fenomeni religiosi*, ed. or. 1898, Roma: Armando.

Gilioli, A. (2016), *Il carnevale della democrazia*, colloquio con Z. Bauman, in «L'Espresso», 7, pp. 72-75.

Kuhn, T. (1978), *La struttura delle rivoluzioni scientifiche*, ed. or. 1962, Torino: Einaudi.

Latour, B. (2009), *Non siamo mai stati moderni*, ed. or. 1991, Milano: Eleuthera.

Morin, E. (2001), *I sette saperi necessari all'educazione del futuro*, Milano: Raffaello Cortina.

Morin, E. (2015), *Insegnare a vivere. Manifesto per cambiare l'educazione*, Milano: Raffaello Cortina.

Sassen, S. (2015), *Espulsioni. Brutalità e complessità nell'economia globale*, Bologna: Il Mulino.

Weber, M. (1958), *Il metodo delle scienze storico-sociali*, ed. or. 1922, Torino: Einaudi.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Paradigmatic Transition and Uncertainty. An Introduction

This essay is both an introduction and a proposition. It presents the proceedings of the conference “Paradigmatic Transition and Uncertainty” that took place in Narni in November 2015 and at the same time discusses and develops its theoretical basis. Both essay and conference were meant to show the heuristic strength of an inclusive paradigm and its growing need in the paradigmatic shift phase we are living in. Western culture is utterly focused on the contents of knowledge – instrumental, marketable contents – and pays no attention to knowledge itself: its dynamics, its flaws, its limits. This results in selective blindness, bias towards divisive logic and unidimensional stress on rationality, characteristics issued from the imaginal and symbolic depths of humanity, which the modern paradigm is bent on denying. A new world vision should instead balance all the elements that form human complexity and strive for a renewed skill to “make sense”, a crucial resource to face the sense of disillusionment and uncertainty that threatens to overwhelm Western societies. Even now it is at the root of shocking political movements and international policies and it can only get worse if no innovative, imaginative steps are taken. This paper and all the others in this monographic section aim at being the first, tentative step in that direction.

Keywords: imaginal, inclusive paradigm, knowledge, paradigmatic shift, uncertainty.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Rispondere al moderno oltre il moderno?

di Marco Moschini*

Per avviare una riflessione sulla modernità occorre prendere avvio dall'assunto, per nulla errato, che noi stessi siamo eredi e figli di una condizione dalle "fondamenta instabili" così come suggerisce il confronto da noi aperto. Ora tale constatazione è vera ma non sufficiente da sola a chiarire e risolvere la problematicità della condizione umana nella modernità che invece chiede un superamento dei suoi paradigmi. Un'efficace critica al "moderno" deve collocarsi fuori dalla mera dimensione di giudizio per porsi entro un quadro propositivo utile a ricostruire un nuovo modo teoretico e speculativo di affrontare il "mondo umano". È infatti possibile ricostruire un approdo nuovo di pensiero se riusciamo a compiere un superamento della stessa modernità; il che sarà possibile solo comprendendola fino in fondo (Habermas 2003). È il caso, cioè, di darsi possibilità di superare la modernità gettando lo sguardo oltre di essa ma senza prescindere da un'analisi dei suoi modelli.

* Professore associato di Forme e tradizioni della filosofia presso il Dipartimento di Filosofia, Scienze sociali, umane e della formazione dell'Università di Perugia. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Non sono fondamenta stabili quelle moderne ma indubbiamente sono fondamenta. Scuoterle/rimuoverle sarà possibile solo rispondendo alla coscienza critica della modernità, ponendosi decisamente oltre il moderno. È quindi legittimo il nostro domandarsi ma dobbiamo rendere possibile il poter riflettere sulla modernità, non solo a partire dalla denuncia della sua definitiva e radicale limitatezza, ma ponendosi oltre il suo riduzionismo e non solo in “opposizione” a esso.

È indubbio che proprio questo sia il tema centrale che, da un punto di vista filosofico, si debba ancora una volta trattare. Dico «ancora una volta» perché il tema del superamento della modernità, del porsi oltre il suo limite, del dire della sua fine, è argomento più che trattato nella filosofia contemporanea¹. Ovviamente una trattazione di questo genere inevitabilmente non può presentarsi in questa sede se non come sintetica. Ma non va dimenticato che proprio la contemporaneità si costituisce in certo qual modo, filosoficamente, come una critica della ragione e della soggettività moderna (Gadamer 2000). Quindi una considerazione teoretica che voglia trattare il moderno non può non tener conto dello sforzo compiuto – e ancora da compiere – per un suo definitivo attraversamento. Per di più, a mio giudizio, trattare del moderno vuol dire porsi oltre il moderno non escludendo anche una decisa riproposta del pensiero e dell’orizzonte metafisico (Clement 1990).

Una considerazione teoretica che voglia indicare la ricostruzione dei contenuti della speculazione filosofica e delle sue forme dopo la crisi

¹ Un’analisi dettagliata del tema nella letteratura comporterebbe una lunga disamina che qui dobbiamo lasciare in non cale. Chiedo al lettore solo di riferirsi ai temi della mia riflessione come momenti di una condivisione di prospettive i cui riferimenti e sostegni sono riconducibili a un’ampia riflessione filosofica dedicata al tema.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

della ragione moderna necessita di un punto di avvio e di un punto di stimolo rintracciabile nell'interrogazione ancora da ripetere: se il ciclo storico, culturale, speculativo, della modernità sia finito. La coscienza della fine della modernità potrebbe aiutare il sorgere di quello spirito ricostruttivo che esige per esempio una nuova relazione con il reale; la realtà fatta di vita e di storia, di legami comunitari e di radici dialogiche della convivenza. Un'esigenza che oggi si sta facendo sempre più urgente (Iannotta 2004).

Rispondere all'esigenza di ritrovamento di nuove visioni del mondo non può compiersi se non attraverso un riconoscimento della radicale divergenza che il pensiero contemporaneo vuole marcare rispetto alle acquisizioni teoretiche della modernità. Non è un caso che colui che ha aperto la contemporaneità compì tutto ciò a partire da un riconoscimento dei nodi difficili del pensiero moderno. Fu Hegel il primo che pose la questione della critica della modernità. Hegel avviò questa riflessione e la condusse a fondo cominciando con l'indicarne le origini e il compimento. Il filosofo di Stoccarda, con grande acutezza, seppe individuare la realizzazione della modernità, apertasi con *Il discorso sul metodo*, nelle pagine memorabili della prima *Critica* nella *Deduzione trascendentale*, laddove lo stesso Kant presentava la proposizione speculativa dell'"io penso" come la decisiva sentenza della consapevolezza moderna.

Nelle pagine di Kant, a buon diritto, Hegel vedeva un approdo ma pure un punto di partenza per le conseguenze comportate in ordine a un rafforzamento della teoria del soggetto attuata a scapito della perdita del contenuto del pensare stesso. In particolare la proposizione kantiana rafforzava l'intuizione e l'acquisto teoretico di Cartesio e



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

contemporaneamente consegnava all'Occidente una delle più forti affermazioni di centralità dell'intelletto e delle sue facoltà. Il pensiero di Kant può bene essere indicato come la massima espressione del dominio soggettivistico tipicamente moderno. Ma guadagnato il soggetto si è dissolto il mondo. Consapevoli di tutto il potere della facoltà intellettuale e razionale, all'uomo moderno non restava altro che porre in atto quella "rivoluzione copernicana" che imponeva all'uomo di essere unico centro della visione del mondo, delle cose, della storia e della morale.

Hegel da una parte indicava in Cartesio il filosofo con il quale la filosofia moderna aveva gridato «Terra! Terra!», come la vedetta di Colombo allo scorgere le coste del Nuovo mondo, ma contemporaneamente vedeva in Kant il compiersi della visione cartesiana con tutte le sue conseguenze speculative (Hegel 2009)².

Così si mostrava una filosofia consapevole del suo strumento di apprensione del mondo ma vuota del suo contenuto. Non è un caso che, proprio nei primi decenni dopo la pubblicazione della *Critica della ragion pura*, accada che i presupposti, gli acquisti, gli approdi compiuti dalla filosofia moderna vengano subito posti sotto valutazione critica e a trasformazione speculativa proprio da Hegel stesso:

La dottrina exoterica della filosofia kantiana, che cioè l'intelletto non possa oltrepassare l'esperienza giacché altrimenti la facoltà conoscitiva si muterebbe in

² «Si giunge così alla filosofia moderna in senso stretto, che inizia con Cartesio. Quindi possiamo dire d'essere a casa. E come il marinaio dopo un lungo errare possiamo infine gridare "Terra" [...]. In questa filosofia domina la considerazione pensante di ciò che è empirico. D'ora in poi le filosofie si mostrano alla maniera del meccanicismo pensante» (Hegel 2009, 468 e 481).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

quella ragione teoretica che di per sé non metterebbe al mondo altro che sogni, ha giustificato, dal punto di vista scientifico, la rinuncia al pensare speculativo. A questa dottrina popolare vennero incontro le grida della moderna pedagogia, l'urgente necessità dei tempi, che indirizza lo sguardo al bisogno immediato, proclamando che come per il conoscere è l'esperienza il primo, così per le attitudini e l'abilità nella vita pubblica e privata il considerare le cose teoreticamente riesce addirittura dannoso, dovché nell'esercizio e nell'educazione pratica sta l'essenziale, quello che unicamente profitta. Mentre la scienza e l'ordinario intelletto si davano così la mano per lavorare alla distruzione della metafisica, parve prodursi il singolare spettacolo di un popolo civile senza metafisica, simile a un tempio riccamente ornato ma privo di santuario [...] Cosicché, dopo aver cacciate queste tenebre, provenienti da ciò che lo spirito voltosi in sé, [il pensiero] si occupava nella scolorata considerazione di se stesso, e sembrò che l'esistere si fosse tramutato nel sereno mondo dei fiori, tra i quali, come è noto, non ve ne sono di neri (Hegel 1994, 5-6).

È difficile trovare parole più efficaci per tratteggiare significativamente i limiti della modernità.

È mia convinzione che il tempo della filosofia odierna vada visto come la reazione alla "scolorata considerazione del mondo" propria dell'orizzonte cartesiano e kantiano; in quanto figli del riduzionismo scientifico, che divenuto imperioso con il positivismo, siamo costretti a rinnegare questi "padri" per poter rintracciare un orizzonte nuovo.

Siamo in una sorta di passaggio epocale che ci conduce alla dissoluzione del moderno attraverso una assunzione critica del moderno stesso. L'incontro di oggi altro non è che una testimonianza di come tale affrontamento della modernità coinvolga non solo le riflessioni del pensiero speculativo, ma anche gli sforzi teorici che si costituiscono intorno al pensiero della cultura e della società.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Nessuna delle nostre discipline può dirsi posta fuori da questa dinamica che marca il percorso storico delle idee nel tempo che viviamo; oggi ci riconosciamo nello sforzo di raccogliere il pensato critico intorno alla modernità, per ritornare di nuovo a riconsiderare il ruolo del pensiero e della cultura. Siamo pienamente immessi in un millennio che è segnato da questa dinamica di ripensamento, di ricostruzione, di recupero del mondo, aldilà della centralità del soggetto. Siamo al di là di quello che Heidegger chiamava “umanismo”, cioè oltre il dominio dell’umano sul mondo instaurato dall’imperio della tecnica. Un umanismo che non solo ha dissolto i sensi profondi del mondo ma ha reso questo sottomesso alla potestà tecnologica e scientifica. L’umanismo come applicazione di quell’atteggiamento unilaterale secondo il quale tutto il potere conoscitivo è proprio dell’uomo, del soggetto conoscente; un potere che autorizza l’esercizio libero di una potestà su tutto l’umano e sulla totalità delle cose che vengono riconosciute come a disposizione (Heidegger 2013).

Questo potere si costituisce su un’usurpazione della sovranità dell’idea e della verità da parte del soggettivismo; questo si costituisce sull’opinione che trasforma tutto in “mia” idea e “mia” verità. E così dalla modernità abbiamo ricevuto il senso di un’egemonia dell’uomo e del soggetto sul mondo ma al contempo abbiamo perso il mondo stesso nel quale questo soggetto, questo uomo, trova il suo ambiente, il suo termine, la sua realizzazione morale e sociale, politica ed etica. Un mondo che non è più manifestazione del vivere relato, complesso intreccio di realtà, ma solo il termine di riferimento (e prodotto) di un’intelligenza, di una mente calcolante, di un cervello.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Con il dissolversi nella modernità dell'idea di verità – ridotta questa al mero “io ritengo” – si è compiuto un passo decisivo per la spersonalizzazione del sapere, per il depotenziamento della sapienza. Si è preferito decidere sulla verità rendendo questa effetto di una serie di opinioni sgorganti dalla valutazione individuale e frutto solamente di una sorta di fisiologia dell'intelletto. Una semplificazione dell'esperienza ben più complessa di ricerca del senso del vivere e del vissuto. Si è rinunciato a riconoscersi nella propria individualità, nella storia delle relazioni interumane, nei percorsi personali e comunitari, nei quali la verità dell'esistere – intesa questa non come astratto prodotto logico ma come ambiente costitutivo dell'umano – non costituisce un problema ma piuttosto è essa stessa contenuto sul quale la persona e la comunità possono e debbono dialogare nel confronto di valori, letture, linee, che offriamo nel modo di interpretare se stessi nel mondo. Questo ci appartiene e ad esso appartiene la nostra vita, la nostra storia, con le difficili scelte che si impongono a noi come singoli e a noi con gli altri nella socialità.

Le conseguenze che sono derivate dall'acquisizione della consapevolezza dell'“io penso” come solo agente trascendentale, neutrale e universale, proprio di una coscienza conoscitiva e intellettuale posta nel soggetto, senza alcun legame con un contenuto del mondo e della sua realtà, sono evidenti: non possiamo non riconoscere nel “soggetto” che l'esplicarsi di una potenza che resta sola (senza mondo) e incapace di dar vigore a ogni singola esperienza. L'essenza della realtà e il suo fondamento in tale condizione risultano accessori rispetto alla formalità del processo intellettuale, addirittura taciuti.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

A fronte dell'acquisto della neutralità dell'intelletto– e quindi di una certezza di ciò che viene acquisito con il processo conoscitivo– abbiamo visto quindi il triste spettacolo della privazione del contenuto del pensare, la perdita del mondo, la frantumazione della conoscenza, a cui fa da specchio la perdita della naturalità, dell'ambientalità in cui siamo e dello spirito, inteso come il dispiegarsi cosciente e attivo di tutta la realtà e delle diverse forme e attitudini del pensiero, dell'etica, dell'individualità e della socialità, non resta che una traccia sbiadita. Privazione di un contenuto del pensare certo! Soprattutto perdita della persona a favore di una singolarità inattuata, disincarnata, posta in una storia che non è più la storia personale ma una cronologia che, qualora non sia problema, resta semplicemente uno sfondo.

È questo il dramma della modernità: l'impossibilità di riconoscersi e riabitare un mondo. Da qui la crisi dell'individuo che, negli orizzonti semplificati di cui si è detto, non può che sentirsi decentrato rispetto alla realtà. Immerso in un ambiente estraneo; posto in un mondo suo ma a cui più non appartiene.

Tutto ciò è la conseguenza delle aspirazioni della cultura positivistica che ha rimpicciolito il mondo e la realtà ponendoli entrambi alla disposizione della ragione calcolante. Il predominio di una naturalità razionale che ha assunto una posizione di privilegio rispetto all'emozionalità, alla capacità immaginativa, alla potenza della creatività e alla fantasia, che hanno sempre costituito le forze di arricchimento concreto dell'uomo.

La persona poi, nel quadro di riduzione al mero soggetto, risulta impossibilitata a elevare in senso comunitario la relazionalità di cui si costituisce la socialità. Il dramma della perdita del mondo, che è un



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

universo di relazioni nel quale siamo in proprio con altri, rende impossibile elevarsi a una comunitarietà sociale intesa come un ritrovarsi responsabile degli altri, impossibilitati ad assurgere a una realtà nella quale vederci costituiti con i propri concreti storici.

Al vuoto di contenuto, di mondo, e di persona, per sinergia opposta, si è prodotta – in alcuni casi nelle pieghe del moderno o in quelle dell'antimoderno – una reazione che si è mostrata, in primo luogo, come una narcotizzazione delle aspirazioni della coscienza moderna ma senza che queste siano state risolte. Non solo ci si è posti contro il pensiero moderno, con evidente intenzione di dissuaderne, di allontanarcene, ma all'interno della stessa modernità qualcuno, convinto della bontà delle sue visioni, ha persino tentato di correggere questo vuoto prodotto dalla modernità, con una sorta di accentuazione degli strumenti conoscitivi, intellettivi³.

Così, se è facile rintracciare nei nemici della modernità contenuti critici chiari, polemici, addirittura alternativi alla modernità, è altrettanto possibile riconoscere in alcuni campioni del pensiero contemporaneo tratti nei quali, pur ammettendo i limiti della modernità, si è finito per radicalizzare i risultati della modernità stessa. Non solo alla scienza e alla tecnica, prodotti più alti del pensiero moderno, si è riconosciuto il possesso legittimo di un metodo più vero e più autentico di apprensione intellettuale, ma si è voluto estendere il metodo conoscitivo, la struttura teoretica e conoscitiva delle scienze, a tutte le dimensioni dell'umano. Le scienze umane furono perciò invitate, fin

³ È il caso del contributo dato alla critica del moderno proveniente da sguardi teorici della psicologia che, frutto del moderno, ha accentuato la dissoluzione della modernità stessa sui suoi medesimi presupposti e dogmi.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

dalle loro origini, a muoversi su terreni e vie di indagine, in maniera isolata, affidando il primo scopo di darsi un metodo piuttosto che riconoscersi in un contenuto. Invitate a porsi in ricerca di qualcosa che rispondesse all'esigenza di coprire il vuoto del mondo, obbligandole a porsi oltre la cesura che la modernità aveva posto tra essa e la tradizione quasi come un dogma operativo e contenutistico (Ricoeur1980).

Giunti così al pieno riconoscimento della "mancanza della mancanza" posta nel cuore della modernità, si è potuta levare, in pieno Novecento, l'affermazione più potente di distacco dalla modernità stessa, allorquando Martin Heidegger nell'affermazione nietzscheana «Dio è morto» vedeva il *de profundis* della ormai perduta condizione del pensiero occidentale tramontato ormai nel pensiero moderno (Heidegger 1968). Il tempo della modernità, e il relativo tempo della postmodernità, non sono altro che tempo della "mancanza della mancanza".

Tralascio altre considerazioni che di sicuro emergeranno dalle ulteriori, ben più vaste e accurate analisi che i colleghi in questa sede potranno condurre. A me basta far riflettere e prendere coscienza della necessità richiesta dal quesito che avevo individuato come stimolo possibile per una riflessione critica sulla modernità. È necessario domandarsi se questa riflessione sulla crisi e sul limite della modernità debba e possa trasformarsi in una domanda di senso capace di impegnare pensatori e studiosi, nei diversi campi della riflessione sull'umano, per ricostruire un pensiero dinamico, critico, olistico, che non si fermi alla unilateralità del razionalismo.

Io credo che sia giunto il tempo di renderci più sicuri nel procedere su questa via critica e al tempo stesso ricostruttiva. Si devono aprire orizzonti possibili, sguardi speculativi, obiettivi critici, che schiudano vie



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

a un ritorno alla visione integrale del mondo e dell'uomo oltre il riduzionismo moderno. Sguardi capaci di darci la possibilità di leggere tutto l'umano oltre il moderno senza prescindere da esso. In definitiva: dopo l'analisi della condizione "post-moderna", "post-scientifica", "post-ideologica", possiamo riscoprire una circolarità delle idee, una sinergia speculativa, una cooperazione di "sguardi" che ci riconsegna non l'astratto concreto del soggettivismo ma il concreto dell'umano. Possiamo riparlare dell'uomo a prescindere dall'adesione alla fede scienziata.

Siamo di sicuro nel tempo del tramonto delle ideologie ma anche in quello del sorgere dei fondamentalismi, contenibili e combattibili solo assumendo una visione critica della tradizione moderna che, avendoci consegnato a una neutralità logica, aveva coartato la maturazione di identità dialoganti. È il tempo dell'assunzione di responsabilità di una cultura della ricostruzione e della visione autenticamente e antropologicamente dinamica; è un tempo post-soggettivista consapevole nel quale è necessario disporsi a interpretare i segni che ritornano nel bel mezzo della sua crisi (Moschini 2015).

Sono convinto che questi sono i tempi di una crescita della consapevolezza e di una buona coscienza, diversa da quella conoscitiva della modernità. Tale buona coscienza ci aiuterà a comprendere e a vivere le contraddizioni del presente nel quale convivono i residui del dogmatismo scienziato e soggettivista insieme a elementi di aspirazione trascendentalista che non riescono più a dominare gli aneliti esperienziali e la ricomposizione ideale.

Si stanno aprendo orizzonti nuovi e diversi. Questi orizzonti non sono solo semplicisticamente "post-moderni" (il che vorrebbe dire posti



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

nostalgicamente in un “prima”) ma addirittura oserei dire “pre-moderni”; ovvero orizzonti nei quali si esprimono forze speculative, morali, che desiderano riposizionarsi oltre la modernità stessa. La “mancanza della mancanza” di cui si è detto, all’apparenza ineluttabile, sembra condannarci alla vuotezza del soggettivismo, invece deve stimolare una coscienza pronta a riempire tutti i vuoti. È giusto comprendere oggi, come un tempo, la separatezza tra la terra e il cielo, tra la coscienza del finito e dell’infinito, la dimensione individuale e sociale, ecc. e insieme rendere possibile lo sguardo su orizzonti di senso dell’umano. È possibile ritrovare i temi dell’essere in una nuova riflessione sul problema del tempo, della storia, della comunità, nel tentativo di ricostruire un universo mondano, sociale e culturale a partire dalla ontologia della persona.

Orizzonti aperti che, superando coscientemente il vuoto ideologico della modernità, non smettono di chiedere una pienezza ideale che sempre è stata necessaria all’uomo per costruire creativamente il futuro e certo non mancherà di essere nell’oggi prospettiva di futuro per il domani (Steiner 2003). Una pienezza ideale che ci consentirà di attraversare il tempo e a non farci attraversare dal tempo. Sono le prospettive di un’antropologia che torni a proporre una visione ampia dell’uomo, che ci renderà da una parte una nuova tematizzazione della persona e dall’altra condurrà allo sviluppo di un’analisi dell’essere divergente e opposta ai residui dell’umanismo più rigido e radicale ancora presente nella cultura odierna.

Siamo in ricerca del senso del nostro esistere, vogliamo comprendere la nostra posizione nella storia e nella cultura, pressati dalle degenerazioni del neutralismo scienziata e moderno. Siamo in ricerca di



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

quelle forze spirituali, intellettuali, morali, capaci di riconsegnarci una relazione ampia, solida, con tutta la realtà umana che ci accoglie, che abbiamo ricevuto e che siamo in dovere di dover riconoscere e riconsegnare (Ricoeur 2004).

Siamo nel deserto lasciato dalle ceneri dei miti della modernità ed è forse perciò questo il tempo più adeguato per far sentire impellente la ricerca dell'oltre-moderno (Steiner 2000). Questo tempo arido è tempo di riconquista e di attraversamento della storia e dobbiamo valutarlo propizio, buono, fecondo. Abbiamo gli strumenti che ci consentiranno di tendere alla ricerca inesausta del senso. Possiamo e dobbiamo tornare ad abitare un mondo, sentire il valore del corpo, dell'essere uomo in naturalità e in coscienzialità; segnati dall'esistenza dobbiamo ritrovare la persona nella relazione, nelle relazioni, che devono tutte trasformarsi in narrazioni. Dobbiamo ritrovare la saggezza del fare come dimensione pratica di una coscienza che ha compreso fino in fondo la necessità di comprendere i limiti dell'umano e la ricchezza della sua presenza. Dobbiamo assolvere al compito di andare oltre i miti politici della modernità per riconquistare, per la politica stessa, una coscienza dell'umano capace di farci travalicare la storia per la costruzione di una società relazionale e comunitaria (Valadier 1994).

Ecco perché è essenziale proprio oggi interrogarci ancora a fondo sulla modernità. Soltanto mettendo in discussione il moderno possiamo decisamente metterci sulla via di una riconquista del senso e dell'umano. Soltanto mettendo in discussione le forme di fiducia cieca nel presupposto riduzionista possiamo comprendere la nostra realtà, le nostre scelte, la nostra socialità, in una dimensione non più neutrale ma personale e comunitaria (secondo l'idea di «affrontamento» di marca



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mounieriana) che ci consenta di costruire percorsi autentici di riconoscimento dell'altro e da qui affermare una naturale dinamica dialogica.

Io ritengo che il pensiero contemporaneo porterà con sé, come tratto distintivo, questa capacità di riacquisto della dimensione del mondo, della storia, dell'identità; si può compiere questo acquisto perché la contemporaneità ha saputo con decisione muoversi fino a una radicale messa in discussione di tutti i presupposti della modernità, decisi nella rivendicazione di una capacità di apprensione nuova, dinamica e complessa del reale.

Quindi bene che si prosegua decisi nelle scienze sociali e umane, come in filosofia, a seguire l'ispirazione che ci obbliga a esercitare uno sguardo critico sulla modernità per poter decisamente condurre la nostra meditazione verso una nuova visione del mondo che si delinei oggi a partire dalla individuazione di presupposti che evidenzino l'opportunità e la peculiarità di vivere un tempo consapevolmente libero dal dominio del neutralismo e del riduzionismo scientifico che oramai manifestano tutte le pecche della loro origine instabile.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Clement, O. (1990), *Riflessioni sull'uomo*, Milano: Jaca Book.

Gadamer, H.G. (2000), *La filosofia nella crisi del moderno*, Seregno: Herrenhaus.

Habermas, J. (2003), *Il discorso filosofico della modernità*, Roma-Bari: Laterza.

Hegel, G.W.F. (1994), *Scienza della logica*, a cura di C. Cesa e L. Luganini, Roma-Bari: Laterza.

Hegel, G.W.F. (2009), *Lezioni di storia della filosofia. Parte terza: la filosofia moderna*, a cura di R. Bordoli, Roma-Bari: Laterza.

Heidegger, M. (2013), *Lettera sull'“umanismo”*, trad. di F. Volpi, Milano: Adelphi.

Heidegger, M. (1968), *Sulla sentenza nietzscheana “Dio è morto”*, trad. di P. Chiodi, Firenze: La Nuova Italia.

Iannotta, D. (cur.) (2004), *Pensare la differenza*, Torino: Effatà.

Moschini, M. (2015), *La domanda filosofica*, Lanciano: Carabba.

Ricoeur, P. (1980), *Tradizione o alternativa*, a cura di G. Crampa, Brescia: Morcelliana.

Ricoeur, P. (2004), *Percorsi del riconoscimento*, a cura di F. Polidori, Milano: Raffaello Cortina.

Steiner, G. (2000), *La nostalgia dell'assoluto*, trad. di D. Bidussa, Milano: Mondadori.

Steiner, G. (2003), *Grammatiche della creazione*, trad. di F. Restine, Milano: Garzanti.

Valadier, P. (1994), *Elogio della coscienza*, Torino: SEI.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Answering to Modernity Beyond Modernity?

The purpose of this article is to present some critical considerations on modernity from the contemporary point of view. The discussion on subjectivity, initiated by Hegel, cannot be reduced to a simple deconstruction of the principles of modernity. The critique of the speculative presuppositions of modern thought should take into consideration new visions of world and relationships, able to provide the rehabilitation of thought that transcends the limits of the modern and subjective consciousness closure in order to comprehend the individual and social content of human reality.

Keywords: rationality/rationalism; critique of modernity; crisis of the subject; paradigms, subject/person.

Parte prima

Incertezza e insicurezza
nelle società contemporanee:
aspetti teorico-epistemologici



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Il paradigma del neutro: la tecnica della certezza dell'incertezza

di Pier Luca Marzo*

È il 1926 quando Wassily Kandinsky, nel clima culturale del Bauhaus, dà alle stampe la prima edizione del saggio *Punto, linea, superficie* (2010). La trattazione non era unicamente volta a dare un contributo all'analisi degli elementi della composizione pittorica; più in generale, era orientata ad entrare nei processi del pensiero creativo.

Da tempo sono persuaso che arte e scienza, proiettandosi nello spazio infinito della conoscenza, trovino il loro punto di contatto in questi processi. Una convinzione non certo nuova (Nisbet 1977), essa risale a quella fase germinale del pensiero moderno¹, poi adombrata dalle forme ortodosse che lo hanno portato fino a noi.

* Ricercatore di Sociologia Generale presso il Dipartimento di Scienze cognitive, psicologiche, pedagogiche e degli studi culturali dell'Università di Messina. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).

¹ Due figure esemplari in tal senso sono quelle di Leonardo da Vinci e, successivamente, di Goethe. Entrambi avevano ben presente quanto il legame creativo tra arte e scienza fosse la via maestra per accedere all'oggetto primo della conoscenza, la natura. Scrive Goethe nel suo trattato sulla *Metamorfosi delle piante*: «Ciò che è formato viene subito trasformato nuovamente e, se vogliamo giungere in una certa misura a una



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Il contributo che segue cercherà di affrontare il tema della transizione paradigmatica, ritornando al legame creativo tra arte e scienza dimenticato nell'infanzia della modernità. Le ragioni di questa scelta non sono volte a estetizzare la scienza quanto, piuttosto, a comprenderne lo statuto epistemico nell'epoca della tecnica. È quest'altro processo creativo tecnico che, nella contemporaneità, ha reso talmente concreto nelle sue opere d'ingegno il legame tra arte e scienza da riconfigurare le forme della vita organica e sociale. Quali sono le regole compositive che presiedono la creatività tecnica? In che termini i paradigmi scientifici vengono applicati ad arte per produrre le sue opere d'ingegno?

1. Punto, linea e superficie: il luogo della certezza paradigmatica

In termini ampi, possiamo definire il paradigma come ciò che istituisce il luogo della conoscenza scientifica volto alla normazione dello spazio incerto dei fenomeni. Al suo interno il *mundus sensibilis* entra in uno stato di domesticazione topografica offrendosi alla leggibilità del *mundus intelligibilis*. Posto lo spazio fenomenico in questo stato di leggibilità, l'ideazione paradigmatica trova quella superficie di fondo destinata – parafrasando quanto scrive Kandinsky (2010, 131) – ad accogliere il contenuto delle sue opere scientifiche. Adagiare questa superficie di fondo sul mondo percettivo permette ai fenomeni di essere individuati, isolati e fissati come punti geometrici entro i suoi margini certi.

osservazione viva della natura, dobbiamo comportarci a nostra volta in maniera mobile e formatrice, secondo l'esempio che la natura stessa ci propone» (1996, 8).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Per Kandinsky, il punto è un'entità geometrica immateriale che, pensata materialmente, equivale a quello zero da cui nascono diverse proprietà umane (2010, 17). Anche nel piano della rappresentazione scientifica, l'immaterialità del punto dà ai fenomeni le loro stabili proprietà geometriche, rendendoli sostanze, enti, cose della *realitas*. Grazie a questo principio di realtà, il pensiero paradigmatico può cominciare a *cum-prehendere* (raccolgere con sé) i fenomeni come punti materiali della sua operatività partendo dall'interrogazione, il primo passo nella comprensione scientifica. Essa è ciò che rompe la quiete puntuale dei fenomeni mobilitandoli lungo le linee della sua logica analitica fino a farli rispondere secondo le metodiche regole grammaticali della sua lingua fatta di tesi, ipotesi, teorie, prassi di ricerca, etc.

L'interazione rigorosa tra superficie, punti e linee è ciò che dà luogo al modello paradigmatico, a quel canone con il quale il *mundus intelligibilis* edifica le architetture concettuali in cui viene fatto risiedere il *mundus sensibilis* sotto forma di verità scientifiche. Ovviamente non è sufficiente erigere queste architetture perché siano immediatamente adibite a uso residenziale del vero. Occorre che esse siano sottoposte alla valutazione di esperti provenienti dalla comunità paradigmatica, quella scientifica. Sono loro che, in rappresentanza delle sue istituzioni, possono valutare se la costruzione concettuale di uno dei suoi consociati possa veramente stare in piedi oppure no; se i materiali scelti, i metodi e le tecniche progettuali che li hanno messi in forma e la delimitazione del campo in cui si è edificato, siano a norma. Solo dopo aver verificato che il canone paradigmatico sia stato correttamente incorporato nell'opera, si permette a essa di essere iscritta nel catasto della scienza normale descritta da



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Kuhn². L'istituzione del paradigma, pertanto, porta a normazione non solo lo spazio dei fenomeni, ma anche quello della comunità scientifica che attorno ad esso si raccoglie.

2. L'immagine modulare dell'infanzia: la terra dell'incertezza

Naturalmente si può uscire dall'ordine istituzionale di questi luoghi paradigmatici, entrando nella terra sconfinata e selvaggia che li attornia: quella dell'incertezza. Qui impera un'oscurità tale da impedire il funzionamento della logica della separazione paradigmatica tra punto, linea e superficie. Addentrarsi in essa rende il passo dei pensieri malfermo, portandolo – in una sorta di regressione ancestrale – verso quello stato di natura governato dalla guerra perpetua dei fenomeni tra loro. La mente, in questa terra panica, diventa essa stessa un punto in movimento lungo le linee tracciate dall'instabilità dei fenomeni fino a sprofondare nella superficie emotiva dello spaesamento. Riuscire ad assecondare questa condizione, senza cedere all'istinto di fuga verso la comunità paradigmatica di provenienza, è ciò che tuttavia può volgere lo spaesa-

² Scrive Kuhn definendo la scienza normale: «Con la scelta di questo termine ho voluto far presente il fatto che alcuni esempi di effettiva prassi scientifica riconosciuti come tali – esempi che comprendono globalmente leggi, teorie, applicazioni e strumenti – forniscono modelli che danno origine a particolari tradizioni di pensiero [...] quali “astronomia tolemaica” (o “copernicana”), “dinamica aristotelica” (o “newtoniana”), “ottica corpuscolare” (o “ottica ondulatoria”), e così via. Lo studio dei paradigmi [...] è ciò che prepara lo studente a diventare membro della particolare comunità scientifica con la quale dovrà collaborare. [...] La sua attività successiva di ricerca raramente susciterà un aperto disaccordo riguardo ai principi fondamentali» (2009, 30).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mento a una condizione emotiva più costruttiva, quella creativa (Neumann 1975).

La creatività non nasce dalla ripetizione dei modelli paradigmatici della scienza normale. Come scrive Feyerabend (2005, 25), essa trova il suo innesco in un sollevamento anarchico contro i metodi una volta che questi, da semplice strada d'accesso alla conoscenza, diventano un *methodos* di conservazione dell'istituzione paradigmatica. L'insurrezione contro quest'ordine metodico è ciò che fa sbalzare il pensiero fuori dai suoi margini di certezza, verso quel vuoto vertiginoso che lo ricongiunge, sincronicamente, all'origine stessa del pensiero umano; un'origine dispersa nell'Africa di qualche milione d'anni fa. È qui che piccoli gruppi di ominidi hanno scoperto l'incertezza del vuoto con cui hanno interrotto la metodica ripetizione delle catene operazionali e linguistiche animali (Leroi-Gourhan 1964), scatenando la creazione del mondo umano. Un salto di specie nel vuoto che ha fatto deflagrare quel *big bang* da cui si è dilatato l'universo del nostro saper fare e di cui persino la storia della scienza continua ad essere una contemporanea estensione. Se si amplia la storia genealogica della scienza, ben oltre quella frazione di tempo che chiamiamo modernità, si comprende come la sua sorgente non epistemica risieda in questo vuoto creativo scoperto fin dall'infanzia dell'uomo.

Avvicinarci empaticamente a un bambino spaventato, nel cuore di una notte tempestosa, dal lampeggiare dei fulmini e dal frastuono dei tuoni che ne consegue, è sufficiente per risalire istantaneamente a questa origine pre-logica delle certezze scientifiche. Cosa sono, infatti, le rassicuranti spiegazioni che rivolgiamo a questo bambino per proteggerlo dalle sue paure, se non una riproposizione di quelle proferite prima di



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

noi dai paradigmi magici, mitologici, astrologici, religiosi e oggi scientifici? Ciascuno di questi mondi paradigmatici, in fondo, ha assolto lo stesso rassicurante compito: sussurrare parole certe all'orecchio impaurito dell'umanità, per sradicarla dalle incertezze provenienti dal mondo elementare pieno di terrore che racchiudiamo nel termine "natura".

Questa è la ragione per cui l'infanzia, personale e di specie, ritorna d'un colpo ogniqualevolta si interrompe la linearità discorsiva del paradigma, ponendo in essa un vuoto d'incertezza. Il pensiero, in esso, trova quello spazio-tempo di silenzio in cui raccogliersi, riflettere in uno stato d'indeterminazione, fino a giungere sulla soglia misterica (Agamben 1978) oltre la quale il suo spaesamento transita verso l'esperienza creativa della conoscenza³. Ciò che permette di varcare questa soglia è l'intuizione, il lampo del pensiero capace di squarciare le tenebre della terra dell'incertezza, disvelando in essa un paesaggio pieno d'istantaneo stupore. L'esperienza di questo paesaggio intermittente, conteso tra luce e oscurità, è talmente traboccante di elementi significativi da raccogliere il sé e il mondo in una sola immagine. La sua potenza balenante eccede sia il campo della percezione ottica che quello dell'irrealtà, di quel mondo ctonio delle ombre da cui è scappata, fin da Platone, la nostra tradizione di pensiero (Kearney 1998). Quest'immagine è, infatti, l'esito di un'intensificazione del pensiero generatrice di quella visione interna del

³ Scrive Agamben: «Esperire significa necessariamente, in questo senso, riaccedere all'infanzia come patria trascendentale della storia. Il mistero, che l'infanzia ha istituito per l'uomo, può infatti essere sciolto solo nella storia, così come l'esperienza, come infanzia e patria dell'uomo, è qualcosa da cui egli è sempre già in atto di cadere nel linguaggio e nella parola. Per questo la storia non può essere il progresso continuo dell'umanità parlante lungo il tempo lineare, ma è, nella sua essenza, intervallo, discontinuità, epoché» (1978, 51).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mondo che annuncia l'anticipazione di un nuovo significato, pur essendo tutto ancora non totalmente concettualizzato.

La visione paesaggistica, accesa e spenta dalle misure luminose dell'intuizione del lampo⁴, diventa così quell'*immagine dialettica* balenante cara a Benjamin⁵; un ponte sospeso tra passato e futuro in cui il pensiero può cominciare a transitare verso l'esplorazione di un nuovo luogo della conoscenza da istituire, verso un nuovo paradigma. In esso, la mente ridiventa adulta, riprendendo a parlare per catturare attraverso la narrazione – non importa se tessuta da trame linguistiche o matematiche – questa visione infantile.

L'esperienza della conoscenza, giunta al suo grado di maturità narrativa, comincia così a riversare la nuova visione del mondo sul piano della rappresentazione paradigmatica del punto, linea e superficie. Tuttavia, è proprio questo tentativo di domesticazione dell'immagine fondativa che fa fuggire d'un lampo lo stupore dell'infanzia. Ciò che resta è solo il recinto concettuale costruito attorno ad essa per poterla conservare, quello del paradigma. Ecco perché l'immagine è il principio non paradigmatico istitutore dei paradigmi, l'elemento incerto che dà fondazione al luogo delle sue certezze.

⁴ Questa qualità rivelativa della luce è analoga all'idea di fuoco cosmico espressa da Eraclito: «Questo cosmo non lo fece nessuno degli dèi né degli uomini, ma sempre era, ed è, e sarà, Fuoco sempre vivente, che con misura divampa e con misura si spegne» (1993, 43).

⁵ Scrive Benjamin: «L'immagine dialettica è un'immagine balenante. Ciò che è stato va trattenuto così, come un'immagine che balena nell'adesso della conoscibilità. La salvezza, che in questo modo – e solo in questo modo – è compiuta, si lascia compiere solo in ciò che nell'attimo successivo è già irrimediabilmente perduto» (2000, 531).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Gli studi di Simondon (2014) mostrano bene la dinamica creativa dell'immagine mentale considerandola, in termini generali, sia la risultante che l'esito di una stratificazione di contenuti – motori, percettivi, emozionali, affettivi e cognitivi – attraverso i quali prendono vita istituzioni, oggetti tecnici, mode, arti, dottrine, concetti e quindi anche paradigmi. L'invenzione è ciò che dà inizio a questa dinamica. Essa sopraggiunge, per Simondon, quando l'attività psichica incontra un problema inaggirabile per il suo mondo mentale, per quel sistema d'immagini in cui i contenuti delle esperienze passate hanno costruito un analogo del mondo esterno. L'immagine che sorge dall'invenzione ha il potere di essere un nuovo punto di convergenza dell'energia psichica, ancora non totalmente concettualizzato dal soggetto, da cui prenderà avvio il processo polifasico dell'immaginazione. Questo grado iniziale, l'immagine nello schema simondoniano, è il modulatore di un nuovo campo di significazione ancora allo stadio potenziale. Sarà poi l'individuazione psichica del soggetto, nel corso dell'esperienza, a estrarre da essa contenuti sempre più articolati e coscienti, modulando l'immagine fino a strutturarla in un sottoinsieme di immagini.

L'immagine, dunque, non è un qualcosa di stabile, ma di metastabile essendo, per Simondon (2006), quel germe strutturante di significato che cresce ripetendosi, per poi modularsi attraverso contenuti sempre più articolati già presenti fin dalla sua invenzione. Solo quando il mondo psichico incontrerà nell'ambiente un altro problema inaggirabile per queste modulazioni, l'invenzione porrà a esse fine, dando vita a una nuova immagine modulare per superarlo.

L'invenzione dell'immagine paradigmatica segue un andamento analogo. Il paesaggio rivelato dalla luce fulminea dell'intuizione è anch'esso



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

l'immagine germinale capace di modulare un campo di significato metastabile attraverso le fasi del suo processo d'istituzionalizzazione. Ciascuna di esse è la ripetizione della sua imago, il calco di quell'immagine-mondo fuggita via d'un lampo ed entro il quale una determinata comunità scientifica raccoglie i fenomeni, dando loro un volto di verità. Ecco perché, in fondo, ciò che la scienza individua nei fenomeni è l'inconsapevole modulazione del suo autoritratto attraverso la tecnica paradigmatica del punto, linea, superficie.

Per la scienza ciò che non rientra nella cornice di questo involontario autoritratto simulacrale semplicemente non viene visto; se non si può far finta di vederlo, viene emarginato nel campo dell'irrelevante.

Eppure, è proprio la ripetizione del modello paradigmatico che porterà a esaurire il potenziale auratico (Benjamin 1991) di quel paesaggio luminescente apparso una volta nella terra dell'incertezza, in quell'irripetibile istante in cui il pensiero era ancora incerto, smarrito come un bambino nel cuore della notte prima di ri-conoscere ancora una volta il mondo.

3. Il paradigma reticolare del neutro come superficie operativa della tecnica

Alla luce di quanto detto, una serie di questioni si palesano: può esserci un'interruzione nel destino che porta il paradigma dallo stupore dell'infanzia alla senescenza delle sue istituzioni? Può il pensiero scientifico restare nomade nella terra dell'incertezza? In questo permanere, può comprendere il mondo fenomenico attraverso la luce fulminea delle



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

immagini? E soprattutto, esiste oggi una comunità scientifica in grado di farsi carico di queste domande?

A osservare lo stato paradigmatico contemporaneo, la risposta non potrebbe che essere negativa. Il suo ordine topografico disciplinare è talmente diviso da aver reso caleidoscopica la visione scientifica del mondo, sospingendo nell'invisibilità queste domande generali. Il peso del loro carico problematico è stato spostato, sin dalla nascita delle scienze sperimentali moderne, nel campo dell'incertezza metafisica⁶. Il mondo dei paradigmi – quelli delle scienze naturali in particolare – si è alleggerito del problema della conoscenza, lasciandolo alle speculazioni delle discipline epistemologiche. Le modulazioni delle immagini paradigmatiche sono orientate alla ricerca della certezza, ai fatti misurabili in vista delle loro applicazioni nella sfera della produzione materiale. Noi non solo continuiamo a osservare i fenomeni in un'ottica frazionata bensì, pur di non cadere nel terrore dell'incertezza⁷, continuiamo ad amplificarla modulandola nelle nostre opere scientifiche.

Credo, tuttavia, che quest'immagine disgiuntiva dello stato disciplinare contemporaneo celi ancora qualcosa di oscuro. Bisogna entrare nella terra dell'incertezza per intuirlo, per rischiarare questo qualcosa attra-

⁶ Scrive a tal proposito Morin: «Le domande fondamentali sono congedate quali domande generali, cioè vaghe, astratte, non operazionali.[...]La domanda che giustificava la sua ambizione di scienza: "Che cos'è l'uomo, che cos'è il mondo, che cos'è l'uomo nel mondo?", la scienza oggi la rimanda alla filosofia, ai suoi occhi sempre incompetente per etilismo speculativo, e la rimanda alla religione, ai suoi occhi sempre illusoria per mitomania inveterata» (2010, 8).

⁷ Coloro che poi tentano una ritessitura di questa frammentazione – pur venendo ipocritamente lodati dalla comunità scientifica di appartenenza – provano sulla loro pelle le sanzioni disciplinari che, in sede accademica, decidono del loro futuro.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

verso l'invenzione di una nuova immagine. Da qui in poi è l'intento che mi prefiggo. Per far ciò, occorre focalizzare l'attenzione sull'ambivalenza del significato del confine, sul suo essere l'elemento spaziale senza superficie grazie al quale i luoghi sono sia isolati che messi in relazione, compresi quelli disciplinari. Pensare attraverso il confine è la chiave d'accesso per cominciare a far affiorare dalla visione caleidoscopica della scienza un suo arcano grado d'unità; un qualcosa che ha il potere di giustapporre le discipline come tessere di un mosaico. Un mosaico che, tuttavia, non restituisce allo sguardo un'immagine coerente, una figura definita in cui poter svelare quest'unità arcana. I contenuti concettuali delle tessere disciplinari, infatti, non sono parti sommabili di un contenuto più ampio sotteso da questo mosaico. Solo a condizione di sottrarre ogni tessera da esso è possibile portare a definizione un'immagine unitaria, ovvero quel reticolo interstiziale che supporta le discipline, rendendole parti disgiunte di un mosaico.

Quest'invisibile superficie di fondo reticolare è ordita dalla tecnica della rappresentazione paradigmatica del punto e della linea giunta ormai al suo massimo grado di astrazione geometrica (Lash 2014), senza che vi sia più bisogno di un paesaggio dell'infanzia da ritrarre. È quest'assenza a rendere nullo il suo campo di significazione e infinito il suo potenziale di modellizzazione delle certezze paradigmatiche.

Userò il termine neutro per dare un nome a questa immagine a-paradigmatica e reticolare che, senza una sua superficie di significato, dà luogo all'unità disgiuntiva dei confini disciplinari contemporanei. La sua etimologia risale alla parola *nèutrum*; dall'accusativo *nèuter*, la parola è composta dalla negazione *ne* (non) e dal pronome indefinito *uter* (l'uno o l'altro); da qui il suo significato di "né l'uno né l'altro". In tutte le de-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

clinazioni correnti, il neutro definisce quell'elemento terzo che non trova in sé la sua qualità, ma solo in relazione a determinate qualità che lo qualificano come ciò che è senza qualità⁸.

Anche nella sua declinazione paradigmatica, il neutro non è né l'una e né l'altra delle qualità delle immagini che modulano i campi di significazione dei paradigmi. Esso, infatti, è un paradigma qualificato solo dalla funzione di supporto strumentale espressa dal suo fondo reticolare senza contenuto di verità; un'assenza che permette alle comunità scientifiche di suddividersi trovando nei vuoti delle sue maglie i loro confini disciplinari. Al loro interno si riduce l'ampiezza delle modulazioni delle immagini di verità paradigmatiche e ciò che spinge ciascuna comunità disciplinare a questo riduzionismo ha come fine il penetrare con più certezza in quel pezzo di mondo fenomenico conquistato con ogni mezzo accademico.

È questa la grande illusione che non permette di osservare come sia proprio il libero inseguimento di questi fini di certezza a condurre il po-

⁸ Solitamente quando si pensa al neutro lo si coglie, ad esempio, nel quadro linguistico come quel terzo genere grammaticale indefinito che si qualifica solo per non essere né maschile né femminile. Il neutro è anche presente in chimica ed è quella soluzione con un valore di Ph7 che sta esattamente a metà tra il valore massimo di acidità 14 e 0 che è il valore massimo delle soluzioni basiche. Anche la fisica comprende l'idea del neutro considerandola come quel corpo in cui la somma algebrica delle cariche elettriche positive e negative è nulla. Il neutro inoltre fa la sua comparsa nelle scienze naturali riferendosi a piante e animali ibridi e quindi sterili. All'interno di un conflitto tra due o più Stati belligeranti, invece, il neutro si coniuga nei termini di uno Stato che sceglie di non schierarsi con nessuna delle fazioni belligeranti. Infine, nel campo delle scienze giuridiche, anche la posizione di terzietà del giudice nel dibattimento processuale è la figura neutra equidistante tra accusa e difesa che, proprio in virtù di tale posizione, garantisce nel suo giudicare le parti avverse.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tenziale di conoscenza delle immagini paradigmatiche nella superficie di fondo reticolare del neutro. È con questa trasfusione di potenza che la servitù del paradigma neutro assume – per punti, linee e superficie – la signoria delle certezze paradigmatiche destituendole da ogni potere di verità eccedente i loro ristretti ambiti disciplinari. Il paradigma del neutro, pertanto, non è niente di neutro, ma l'espressione di un potere di neutralizzazione delle immagini paradigmatiche secondo la locuzione latina del *divide et impera*⁹. Questo governo imperiale delle immagini paradigmatiche, senza che ce ne sia una in particolare, oggi si estende ben oltre i confini occidentali. Il suo ordine reticolare è oramai la superficie di fondo costitutiva della noosfera del mondo contemporaneo. In essa le comunità scientifiche si trovano a competere, ciascuna nel proprio settore disciplinare, secondo le regole del libero mercato mondiale della conoscenza. Le immagini paradigmatiche, mobilitate da questo regime di competizione, aumentano le loro frequenze di modulazione attraverso una produzione scientifica giunta a un tale grado di specializzazione, professionalizzazione e velocizzazione da pervenire a un'organizzazione *superorganica*¹⁰ del lavoro intellettuale. L'unità disgiuntiva del neutro,

⁹ Il fenomeno delle guerre disciplinari non fa che confermare questa condizione di divisione paradigmatica utile solo al mantenimento dell'ordine imperiale istituito dal paradigma neutro.

¹⁰ Il superorganismo, nella gerarchia dell'organizzazione biologica, si colloca su un gradino al di sopra degli organismi cellulari, essendo composto da animali che agiscono in stretta collaborazione come, ad esempio, le colonie di api. Il livello essenziale di ogni superorganismo è quello della sociogenesi, nel quale ogni suo componente è diviso in caste specializzate che operano insieme come se fossero un solo corpo. Quello che permette alla moltitudine dei componenti di una colonia di agire come se fosse un solo corpo è la presenza di regole rigide estremamente funzionalizzate (Hölldobler e Wilson 2011). Il grado di competizione nel mercato della conoscenza, per l'accaparramento delle



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

pertanto, dev'essere colta dinamicamente, come una noosfera reticolare brulicante di vita, un alveare della conoscenza mondiale in cui ciascuna disciplina occupa una sua precisa cella. La differenza è che l'alveare del neutro non immagazzina solo polline al fine di trasformarlo in miele; grazie al grado di specializzazione di ogni cella disciplinare, è l'intero mondo inorganico, organico e sociale, a essere immagazzinato sotto forma di dati sempre più precisi (Koyré 2000).

Questa calcolabilità del reale che ferve nella struttura a nido d'ape del neutro, è ciò che restituisce alla visione scientifica un'immagine ad alta definizione del mondo fenomenico. Una definizione mai totalmente soddisfacente e quindi sempre da migliorare. Per la visione scientifica, infatti, ciascun dettaglio è semplicemente l'individuazione di un nuovo grado prospettivo organizzato da un punto di fuga eternamente trasposto in avanti, dato che non vi è nessun quadro paesaggistico o volto del mondo da ritrarre. È l'eternità astratta di questa ricerca che permette al campo di a-significazione del neutro di essere sempre più incerto e incompleto, in un perenne stato di accrescimento di potenzialità al punto da riprodurre – per punti, linee e superficie – la terra dell'incertezza, ma senza che in esso si possa inventare un'immagine paradigmatica capace di saturarlo.

Posta al di là di ogni raffigurabile verità, per rispondere a quanto si chiedeva precedentemente, l'immagine reticolare del neutro è, dunque, ciò che interrompe il destino modulare paradigmatico frapponendo in esso un vuoto infinito d'incertezza.

risorse economiche disponibili al suo interno, mi sembra riproduca involontariamente un'analogia forma di organizzazione sociale.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Solo la tecnica può raccogliersi in questo vuoto, camminare come un titano nella terra reticolare dell'incertezza, individuare dei significati concreti nel campo infinito delle sue potenzialità e manipolare in base all'utilità l'immagine ad alta definizione della scienza.

Nella contemporaneità non è il principio di falsificabilità a qualificare le verità paradigmatiche quanto, piuttosto, il grado di applicabilità tecnica delle loro immagini nel mondo della *praxis*. Artefatti, strumenti, dispositivi, sistemi sociali, organismi, sono quelle opere d'ingegno con le quali il fuoco prometeico illumina la terra dell'incertezza paradigmatica, riempiendo il mondo di stupore; uno stupore visibile e tangibile anche alla comunità non paradigmatica, quella più ampia della *doxa*. Questo fuoco non è rivelativo di un paesaggio di verità; è esso stesso un paesaggio di luce capace di diventare in sé mondo. Le invenzioni tecnologiche, che oggettivano le immagini paradigmatiche, sono una pura potenza di luce in cui la vista perde l'oscurità senza guadagnare una veduta certa. Ciascuna segna uno stato di soglia dell'esperienza perpetua, senza che ci sia la necessità di compierla fino in fondo; un prodigio che lascia a bocca aperta senza bisogno di parlare per comprenderlo. Ciò che richiedono i dispositivi tecnici, infatti, è solo il loro utilizzo ed è proprio questo utilizzo che rende costantemente incerto il mondo contemporaneo che essi illuminano.

L'invenzione della bomba atomica è l'acme mortifera di questa luce che si fa mondo. Essa ha illuminato per la prima volta il cielo del Giappone nelle tenebre della seconda guerra mondiale, forgiando istantaneamente una nuova immagine paesaggistica che ha interrotto la logica della storia mondiale aprendone un'inedita nuova fase. Il *fiat lux* di que-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

sto bagliore divino, fuggito via d'un lampo, è ciò che ha lasciato dietro di sé un ordine planetario incerto.

Internet è un'altra folgorante invenzione nata dall'oggettivazione dell'immagine paradigmatica detenuta allo stato potenziale dalle discipline cibernetiche a metà Novecento. La luce che circola nelle sue reti ha raccolto l'umanità, rendendola parte di una sola metropoli mondiale, in cui tutto – eventi storici, sociali, capitali, mode, comunicazioni, informazioni, conoscenze – circola e si dissolve in uno stato mondiale d'incertezza. Questa sbalorditiva metropoli che riluce nei nostri schermi è ciò che, infatti, ha reso incerte le categorie di spazio e tempo, come i confini delle identità personali, l'ubicazione corporea, gli spazi degli stati-nazione.

Anche l'immagine ad alta definizione delle scienze biologiche, giunte al dettaglio del DNA, ha permesso di portare la luce della tecnica nei processi organici. Le opere d'ingegno delle biotecnologie sono ciò che modula una nuova fase agricola dell'umanità dedita a estendere le leggi della polis nelle terre del *bios*. Quello che germoglia alla luce delle biotecnologie è un processo incerto di naturalizzazione della storia in ogni grado dell'organico (Marzo 2013).

Sono queste le principali invenzioni del fare tecnico che, in meno di un secolo, hanno portato nel mondo l'incertezza riprodotta dal sapere neutro. Davanti allo splendore di queste opere ingegnose, nate dall'applicazione ad arte della scienza, le discipline storico-sociali si trovano incapaci di produrre altrettanto stupore. Il loro ruolo sembra relegato a quello del commento, positivo o negativo, dei nuovi paesaggi della storia illuminati dall'atomo, dall'elettricità e dal DNA. Un commento sempre postumo, che inizia solo quando le scienze sociali e umane tro-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

vano queste invenzioni piovute dal cielo della tecno-scienza nei propri terreni disciplinari.

Se s'immaginasse di indire un *referendum* mondiale su quali scienze dover buttare giù dalla torre della conoscenza, in relazione ad un ipotetico restringimento delle risorse materiali, non dovrebbe stupire che quelle umane e sociali sarebbero le prime a cadere. Senza dubbio l'arte del commento è meno utile alla vita democratica, al potere della maggioranza della popolazione che, ben volentieri e senza nessun imbarazzo, scambierebbe una qualsiasi opera sociologica, filosofica, antropologica o epistemologica per lo stupore oggettivato in un qualsiasi dispositivo mediale d'ultima generazione. Imbarazzante, invece, è osservare le scienze del commento quando tentano una loro riabilitazione sulla scena pubblica, cercando di dimostrare la loro utilità economica; o ancora, quando puntano il dito ai colleghi, quelli che stanno sicuri sulla torre d'avorio della tecno-scienza, ricordando nostalgicamente come siano state proprio le speculazioni filosofiche d'inizi modernità a permettere loro di stare lì in alto.

Tuttavia, più imbarazzante di tutto questo, è il fatto che la maggioranza dei componenti delle comunità scientifiche del commento non entra nella terra dell'incertezza, accontentandosi di quella riprodotta dal paradigma del neutro. Forse è solo grazie a una tale escursione che le scienze del commento potrebbero interrompere le loro parole per aprirsi alla possibilità di scorgere quell'immagine balenante del mondo – poco dettagliata eppure piena di stupore– ritrovando con la loro infanzia anche quella dell'uomo. Forse è solo restando nomadi, tra i confini disciplinari, che le scienze del commento potrebbero diventare scienze delle immagini, rappresentando, *per punti, linee e superfici*, paesaggi altamente significativi con cui rendere intermittente la luce della tecnica.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Agamben, G. (1978), *Infanzia e storia. Distruzione dell'esperienza e origine della storia*, Torino: Einaudi.

Benjamin, W. (2000), *I «passages» di Parigi*, Torino: Einaudi.

Benjamin, W. (1995), *L'opera d'arte nell'epoca della sua riproducibilità tecnica*, Torino: Einaudi.

Eracito (1993), *Dell'Origine*, Milano: Feltrinelli.

Feyerabend, P. (2005), *Contro il metodo. Abbozzo di una teoria anarchica della conoscenza*, Milano: Feltrinelli.

Goethe, J. W. (1996), *Gliscrittiscientifici (Morfologia I: botanica)*, Padova: Il Capitello del Sole.

Heidegger, M. (1997), *L'epoca dell'immagine del mondo*, in *Sentieri ininterrotti*, Firenze: La Nuova Italia.

Hölldobler, B. e E. Wilson (2011), *Il superorganismo*, Milano: Adelphi.

Kandinsky, W. (2010), *Punto, linea superficie*, Milano: Adelphi.

Kearney, R. (1998), *The Wake of Imagination*, New York: Routledge.

Koyré, A. (2000), *Dal mondo del pressappoco all'universo della precisione*, Torino: Einaudi.

Kuhn, T. (2009), *La struttura delle rivoluzioni scientifiche*, Torino: Einaudi.

Lash, S. (2012) *Deforming the figure: Topology and Social Imaginary*, in *Theory, Culture & Society* (n° 261 - DOI: 10.1177/02632764124488292012).

Leroi-Gourhan, A. (1964), *Le geste et la parole (Voll. I-II)*, Paris: Éditions Albin Michel.

Marzo, P.L. (2012), *La naturatecnica del tempo. L'epoca del post-umanotrastoria e vita quotidiana*, Mimesis: Milano.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Morin, E. (2010), *Il metodo*(vol. 1), Milano: RaffaelloCortinaEditore.

Neumann, E. (1975), *L'uomo creativo e la trasformazione*, Venezia-Padova: Marsilio.

Nisbet, R. (1977), *Sociology as an art form*, Oxford: Oxford University Press.

Simondon, G. (2014), *Imagination et invention*, Paris: PressesUniversitaires de France.

Simondon, G. (2001), *L'individuazione psichica e collettiva*, Roma: DeriveApprodi.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

The Paradigm of the Neuter: the “Certainty of Uncertainty” Technique

This paper focuses on the state of paradigms in the Age of Technique. What we indicate as a paradigmatic transition as well as the disciplinary division process, is the effect produced by the impact of technique on the world of knowledge. Within this framework, the paper tries to understand this effect of impact through a paradigmatic atypical form: that of the neuter. In order to describe this atypical paradigm, this paper is divided into three parts. The paradigm will be first explored as a conceptual place through the categories of point, line and surface. These three elements produce the plan of representation in which the phenomena appear as an image of truth. It will then move outside to reach the land of “uncertainty”; it is here that thought loses and creates paradigms. In the final part, the paper, will put in evidence the paradigm of the neuter as a totally abstract reticulated space able to deform any figure of truth. As such, this paradigm is the operative space of technique.

Keywords: paradigm, neuter, technique, image, certainty/uncertainty.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Dal paradigma massa al paradigma del paradosso: la *fuzzy media logic* nella rappresentazione del terrorismo islamico

di Francesca Ieracitano *

1. L'*empasse* paradigmatica della *communication research*

La *communication research* tradizionale, come tutta la scienza dell'epoca, era fortemente ancorata ad una logica aristotelica della quale hanno inevitabilmente risentito i paradigmi interpretativi che al suo interno si sono alternati nel tentativo di definire in che rapporto i mezzi di comunicazione di massa si ponessero nei confronti della realtà.

In particolare, la *media logic*, la comprensione degli effetti prodotti dai *media* sugli individui e la modalità con cui essi dialogano con il reale sono state lette e interpretate attraverso due paradigmi oppositivi che, con pari forza, si sono affermati nella storia di questa branca di sapere. Ciascuno di

* Ricercatrice in Sociologia della comunicazione e teoria dei *media* presso il Dipartimento di Scienze Umane dell'Università Lumsa di Roma. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

essi ha costruito la propria concezione dei media e del loro rapporto con la società alla luce di una determinata *Welthanschauung*.

Il primo, meglio noto come paradigma massa, guarda all'azione dei *media* in un'ottica consensuale e integrazionista, affermandosi come paradigma dominante dalla fine della prima guerra mondiale fino alla fine degli anni '60. Sotto l'influsso del funzionalismo, tale paradigma iscrive l'azione onnipotente dei *media* all'interno di un contesto sociale ritenuto fortemente normativo, liberale, laico e caratterizzato da pluralismo (McQuail 1994, 59), rispetto al quale essi si fanno strumenti di integrazione e coesione sociale.

Ciò ha inevitabilmente condizionato le piste di ricerca seguite dalla *communication research* in quegli anni, orientate prevalentemente allo studio della funzione socializzante dei *media*, della formazione delle opinioni e dell'incidenza dei *media* sui fenomeni di disordine sociale e devianza (*Ibidem*) conformemente ai criteri propri della logica formale (deduttiva/induttiva) (Morin 1989).

La concezione dei *media* ritenuti onnipotenti all'interno di una società altamente massificata era supportata dall'elaborazione della teoria dell'informazione di Shannon e Weaver (1949), dedicata a mettere in luce gli aspetti più tecnici del processo comunicativo, ridotto così a mera trasmissione di contenuti/segnali.

Il modello comunicativo che ne deriva è stato fortemente criticato nel tempo perché ritenuto inadeguato a restituire la complessità del processo comunicativo e scarsamente attento al ruolo dei destinatari e al conseguente processo di produzione dei significati al quale essi concorrono (Gitlin 1978; Real 1989).

Non bisogna, tuttavia, dimenticare che tale modello nasce nell'ambito delle scienze "hard", regno della logica formale, ed è nel momento in cui si



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tenta di applicarlo *tout court* all'ambito della comunicazione umana che i principi della logica formale che lo avevano guidato scricchiolano, facendo percepire come inappropriato il modello stesso.

Il secondo paradigma di stampo conflittualista, ritenuto alternativo (Mills 1960; Adorno & Horkheimer 1966; Hall 1980), ha dato voce a posizioni critiche non solo nei confronti della società, ma anche del ruolo che i *media* rivestono all'interno di essa, individuando tattiche e strategie attraverso le quali l'industria culturale offre ai suoi pubblici lenti *fumè* (Adorno 1966) che impediscono ogni lettura critica del reale e dei condizionamenti che derivano da una logica capitalistica. In questo caso, dunque, il ruolo consensuale attribuito ai *media* nei confronti del sistema sociale è oggetto di denuncia.

Naturalmente, tale paradigma si fonda su una diversa concezione della società rispetto al modello ritenuto dominante e ha dato luogo a nuove domande e piste di ricerca circa il ruolo dei media all'interno di essa, ma anch'esso ha dovuto fare i conti nel tempo con i propri limiti, tra i quali la fine delle ideologie sulle quali era incentrato.

I due paradigmi risultano per certi versi, comunque, complementari, se non altro nel dare enfasi e centralità al tema del potere rivestito dai *media*, degli effetti da esso prodotti e della rappresentazione del reale che offrivano. A renderli complementari sono anche i principi logici che fanno da guida all'analisi dei temi che affrontano, incentrata sul principio di identità, di non contraddizione e del terzo escluso che oggi si rivelano insufficienti ad affrontare le stesse questioni in un contesto storico, sociale e culturale del tutto diverso.

La crisi dei paradigmi "forti" è attribuibile non solo al nuovo ruolo riconosciuto al pubblico e ai suoi contesti di fruizione all'interno del processo comunicativo, ma anche al riconoscimento delle diverse capacità del siste-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ma dei *media mainstream* di confrontarsi con la realtà, coadiuvati oggi in questo processo dal dialogo che inevitabilmente essi hanno instaurato con le tecnologie digitali.

I modelli interpretativi del processo comunicativo che si sono sviluppati inseguito hanno, infatti, posto l'accento sull'imprevedibilità dell'azione dei *media* all'interno di realtà altamente complesse (Merton 1970) e rispetto alle quali il reale non si presta ad interpretazioni univoche.

La varietà delle azioni messe in atto dai *media* all'interno del reale non può essere racchiusa nella rigida dicotomia consenso/manipolazione, ma rende compatibile la coesistenza di più modelli interpretativi che fanno leva sui diversi bisogni che i *media* parallelamente soddisfano: bisogni di conoscenza, di ritualità, di attenzione/distrazione e di negoziazione dei significati di realtà (Carey 1975).

Il problema di individuare un paradigma interpretativo capace di spiegare i molteplici ruoli che oggi i *media* rivestono non rimane circoscritto al campo degli "*old*" *media studies*. Tale problematica ha assunto infatti nuovo vigore all'interno del dibattito che ha animato gli *internet studies*, volto a chiarire *in primis* se ad essi potesse essere riconosciuto lo *status* di disciplina autonoma o quello di campo di studi nel quale confluiscono modelli concettuali, apporti teorici e metodologici in parte riconducibili ad altre discipline (Hunsinger 2005; Baron 2005; Jones 2005; Markham, Baym, 2009).

Non è possibile, per ragioni di sintesi, in questa sede ripercorrere le tappe che hanno segnato una riflessione ancora in atto e ben documentata, in particolare, da Wellman (2004; 2010). Ciò che tuttavia è importante sottolineare è che la linea di continuità che alcuni autori (Orgad 2009) hanno intravisto tra *internet studies* e "*old*" *media studies* dà sostegno all'idea che le miopie che hanno accompagnato il modo di guardare ai *media mainstream*



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

non hanno risparmiato soprattutto i primi tentativi di ricercare paradigmi interpretativi da applicare allo studio della rete. Basti pensare che la diatriba apocalittici *vs* integrati si è riproposta, agli esordi degli *internet studies*, in un'apparente nuova veste che ha visto contrapporsi posizioni orientate da un lato al determinismo tecnologico e dall'altro al tecno-ottimismo (Comunello 2010).

Il tentativo di applicare vecchie impostazioni a nuovi fenomeni sociali e comunicativi ha messo ancora più in luce come i cardini della logica aristotelica si rivelino tanto tenaci, quanto riduttivi. Il principio di identità, di non contraddizione e del terzo escluso risultano infatti estremamente restrittivi e inappropriati se applicati *tout court* ad un oggetto di studio malleabile quale è internet, che può essere al contempo considerato medium, ma anche spazio sociale e simbolico, luogo di fruizione di contenuti (Hine 2000), ma anche della loro produzione e riproduzione.

Questa breve, ma certamente non esaustiva, ricognizione del dibattito epistemologico all'interno della *communication research* è funzionale a mettere in prospettiva e in discussione il peso che tali paradigmi hanno avuto, e continuano ad avere, nell'interpretare le modalità di rappresentazione della realtà da parte dei *media* e le aspettative riposte su di essi.

Ciò apre la strada all'interrogativo relativo a come tale questione si ponga oggi agli occhi dell'osservatore sociale e degli studiosi dei *media* in un momento storico, sociale e culturale dominato dall'incertezza, in cui soprattutto gli studi sulla comunicazione che guardano ai *media* tradizionali in rapporto ai *digital media* risultano orfani di paradigmi interpretativi.

L'*empasse* paradigmatica nella quale si trova la *communication research*, se per un verso apre la strada a nuove prospettive di analisi, forse meno occlusive, per l'altro rischia di creare uno spaesamento. Esso si riflette nella diffi-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

coltà di individuare, modelli teorici, temi, domande di ricerca e soprattutto metodologie utili a leggere e interpretare il modo in cui il sistema dei *media* nella sua complessità rappresenta contesti sociali altamente complessi, il ruolo che esso si ritagliano all'interno di tali contesti, il modo in cui esso si rapporta alle trasformazioni sociali, ai mutamenti culturali e al senso di instabilità e di incertezza che da esse, talvolta, deriva.

Per superare la crisi interpretativa nella quale la *communication research*, insieme ad altri campi del sapere, versa la proposta che viene avanzata attraverso la presente riflessione è quella di un'adozione di modelli interpretativi che integrino la logica *fuzzy* nel tentativo di mettere meglio a fuoco il modo in cui i *media mainstream* e i *media* digitali – con particolare riferimento al sistema dell'informazione, con le sue logiche, i suoi linguaggi e le sue strategie di produzione – si pongono nei confronti del clima di insicurezza e precarietà che attraversa gli attuali contesti sociali. Contesti che la comunicazione stessa ha contribuito a rendere globali (Meyrowitz 1985; Catells 1996 e 2004; Appaduraj 2001), ma che si ritrovano – paradossalmente – oggi messi sotto scacco dai localismi e da integralismi (non solo di matrice religiosa), tutt'altro che sopiti.

2. Dalla crisi paradigmatica al paradigma del paradosso

Il punto di partenza di una riflessione incentrata sul modo in cui i *media* si rapportano alla complessità del reale (Morin 1989) e dialogano con essa, non può che essere proprio la realtà, alla quale l'unico paradigma che oggi sembra applicabile è un paradigma che potremmo definire del paradosso (Pacelli 2014).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Un paradigma, cioè, capace di accogliere e interpretare processi e fenomeni che producono esiti contrastanti rispetto ai presupposti logici che li hanno generati. Rispetto ad esso il sistema mediale, inteso nella sua complessità, assume un ruolo chiave.

Ad evidenziare, infatti, l'inadeguatezza dei vecchi paradigmi e le difficoltà in cui versano oggi i *media* nel loro tentativo di dare una rappresentazione del reale, sono proprio alcuni dei paradossi che si registrano nelle società occidentali di cui la comunicazione, come dimensione del vivere sociale e ancor più come processo culturale, è spesso co-responsabile.

Per citarne solo alcuni, basti pensare alla raggiunta consapevolezza che l'era dell'accesso (Rifkin 2000) non ha offerto di fatto a tutti le stesse possibilità di aderire al culto dell'essere connessi e la comunicazione si rivela una risorsa non poi così democraticamente distribuita. Tale disparità trova evidenza non solo in riferimento alla non equa disponibilità di infrastrutture, ma anche al problema dei diversi gradi di competenza nell'uso delle tecnologie, come dimostra il crescente interesse nei confronti del tema della *new media literacy* (Livingstone 2003; Van Dijk 2005; Tyner 2010).

I contesti planetari nei quali l'attore sociale contemporaneo vive e agisce lo portano ad entrare in contatto con alterità, figlie di culture e sistemi valoriali e culturali distanti, che rivendicano il loro diritto di accesso al mondo globale, ma che ci colgono impreparati e sforniti dei giusti strumenti comunicativi per dialogare con esse (Dal Lago 1998; Mangone, Masullo 2015).

Inoltre, assistiamo a un ridimensionamento dell'«aspirazione della nostra epoca alla totalità, all'empatia, e alla consapevolezza in profondità», che McLuhan (1967) interpretava come una diretta conseguenza della "tecnologia elettrica". Nel momento in cui le tecnologie sono diventate digitali, l'aspirazione alla totalità ha trovato risposta nella cultura della convergenza



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

(Jenkins 2007), rispetto alla quale però il senso della totalità si perde nella frammentazione e nell'iper-specializzazione dei saperi da un lato e nell'uniformità dei linguaggi, veicolo di tale cultura convergente, dall'altro.

L'empatia – quando non si traduce in pietismo sollecitato dalla spettacolarizzazione e drammatizzazione mediale – si virtualizza, convertendosi talvolta in apatia verso legami sociali sempre più deboli ed intermittenti la cui forza risiede nella frequenza di contatto e si disperde nelle modalità di una comunicazione multicanale. L'empatia virtuale nei confronti di questioni e problemi sociali che i *media* stessi pongono alla nostra attenzione degenera, invece, in nuove forme più incisive di disfunzione narcotizzante (Lazarsfeld, Merton 1969), che mettono in discussione i termini stessi della partecipazione.

Infine, l'ambizione a raggiungere la consapevolezza in profondità si scontra, non solo con la fine delle grandi narrazioni (Lyotard 1985), ma anche con un sistema di comunicazione in cui la costruzione di senso si disperde nel reticolo delle opinioni personali e rispetto alla quale, ancora una volta, paradossalmente il lavoro di sintesi è affidato ai *media* che nelle copertine di comicità e satira politica dei salotti televisivi trovano, forse, la loro migliore riuscita.

Satira e comicità, grazie ai *media*, sembrano aver guadagnato nuovo vigore e facendo del paradosso il proprio paradigma interpretativo riescono talvolta a governarlo. Essi coniugano, così, in modo spesso efficace un lavoro di orientamento di opinioni, di analisi e critica sociale delle incongruenze che di volta in volta emergono dal mondo dell'economia, della politica e di altre istituzioni, incentrando la loro analisi empirica sui fatti di attualità del giorno messi in agenda dai *media* ai quali applicano la metodologia del caso studio rendendoli paradigmatici di una crisi di senso e di legittimità.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Il paradigma del paradosso interpella, dunque, il nostro senso comune ponendolo dinanzi a processi che entrano in contrasto con esso, ma che richiedono al contempo di essere inglobati in esso.

3. La rappresentazione della realtà in una prospettiva di *fuzzy (media) logic*

I drammatici fatti che hanno interessato Parigi e Bruxelles nel 2016, solo per citare i più recenti, ci ricordano che siamo di fronte ad un'inversione paradigmatica che investe il ruolo dei *media* nella rappresentazione della realtà e le chiavi interpretative che essi forniscono, evidenziando la complessità del rapporto che si è venuto a configurare tra società e comunicazione.

I vecchi paradigmi sopracitati oscillavano dall'attribuire ai *media* il ruolo di finestra sul mondo a quello di specchio deforme di una realtà che, tutto sommato, aveva nella sua cultura di riferimento le proprie chiavi di lettura.

Oggi, il compito dei *media* sembrerebbe proprio quello di riconfigurare tale realtà, alla luce dei mutamenti che la attraversano. Una realtà che non si presta più ad essere letta ed interpretata attraverso i riferimenti culturali e simbolici dell'occidente, né i principi del pensiero razionale di derivazione aristotelica, ma che apre la strada a una logica *fuzzy* che i *media* sembrano, in parte, aver assorbito nei propri linguaggi, nel proliferare dei propri canali e nel modo in cui si pongono rispetto a tale complessità.

Il sistema dei *media* preso nella sua interezza ci rende consapevoli del fatto che attraverso di essi, parafrasando von Foerster (1987), noi possiamo conoscere delle realtà, non la realtà.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Il termine *fuzzy* significa sfumato, sfocato ed è stato utilizzato da Zadeh (1965), nella metà degli anni '60, per indicare una «logica portatrice di dubbi» (Pizzaleo 2000, 5) che ha l'ambizione di volersi cimentare con l'incertezza. Essa vide la sua prima applicazione nel campo della logica matematica. La *fuzzy logic* è un ragionamento incerto. Secondo l'interpretazione che ne dà Kosko (1993; 1995), si basa sulla consapevolezza che nella realtà dalla quale siamo circondati, eventi, oggetti e corpi, mutano con una certa fluidità pertanto non è possibile categorizzarli in maniera rigida e/o dicotomica (Pizzaleo 2000), assumendo categorie quali: vero/falso, giusto/sbagliato, amico/nemico.

Se, dunque, il pensiero aristotelico, che è alla base della razionalità occidentale, era basato sulla riduzione dell'incertezza attraverso i tre principi di identità, di non contraddizione e del terzo escluso, la *fuzzy logic*, teoria matematica della vaghezza, presuppone invece che la verità possa manifestarsi in enunciati vaghi e l'incertezza non è eliminabile nell'acquisizione ed interpretazione delle informazioni esterne (Pizzaleo 2000, 17-18).

Secondo Zadeh (1973, 28) «al crescere della complessità di un sistema, la nostra abilità nel fare dichiarazioni precise ma significative sul suo comportamento diminuisce sino a una soglia oltre la quale la precisione e la significatività diventano caratteristiche che tendono a escludersi mutuamente».

I riferimenti ad una logica *fuzzy* sono rintracciabili nel modo in cui i *media mainstream* e digitali rappresentano la realtà oggi, nel modo in cui operano all'interno di essa e nel ruolo che assumono rispetto all'incertezza che la governa.

Le modalità con cui il sistema mediale si rapporta al fenomeno del terrorismo contemporaneo, e alle drammatiche vicende ad esso connesse, rap-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

presentano un interessante terreno di applicazione di questa triplice declinazione della *fuzzy logic* all'interno del rapporto *media*-società-cultura.

Per tentare di comprendere ciò è necessario assumere una prospettiva di analisi crossmediale e convergente che obbliga ad uscire dai confini delle settorializzazione nella quale la *communication research* si è chiusa, circoscrivendo spesso le proprie analisi al ruolo che specifici *media* o linguaggi mediali hanno rispetto a fatti e questioni di interesse sociale.

Se prendiamo, infatti, in esame il sistema dei *media* in tutta la sua complessità – includendo *media mainstream* e *digital media* – è possibile notare come logica *fuzzy* e logica aristotelica coesistano al suo interno alternandosi e sovrapponendosi nel tentativo dei *media mainstream* di fare chiarezza sull'incertezza e la complessità del reale, a costo di ipersemplicificarla, e nello sforzo invece dei *media* digitali di dargli spazio.

Alcuni esempi di come i *media* abbiano fatto proprio il *fuzzy* pensiero sono ravvisabili nel controverso rapporto che essi hanno instaurato nei confronti della minaccia terroristica. Rispetto ad essa, infatti, un atteggiamento di condanna da parte del sistema dell'informazione non esclude automaticamente, come la logica aristotelica avrebbe voluto, un atteggiamento di accettazione/accoglienza/tollerabilità che può essere colto solo se si guarda al sistema mediale nella sua interezza e nella sua complessità.

Se l'informazione *mainstream*, infatti, all'indomani degli attentati di Parigi e Bruxelles unanimemente ha denunciato e condannato con orrore quanto accaduto, i *media* digitali hanno comunque dato voce a gruppi jihadisti, simpatizzanti e affiliati all'ISIS attraverso siti internet da essi gestiti, UGC di minaccia e propaganda che circolano su diverse piattaforme, ma anche attraverso *socialnetwork sites* (Yang, Ng 2007). Questi ultimi rivelano la loro natura ambivalente dando la stessa accoglienza sia alle rivendicazioni di



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

attentati e alle dichiarazioni di legittimità dei principi che guidano tali atti, sia alle voci di protesta di cittadini indignati. Basti pensare ad una piattaforma come Twitter, non solo veicolo di una pluralità di voci, ma anche potenziale strumento di propaganda. Ciò contribuisce a dare sostegno alla tesi di Eco, secondo il quale, terrorismo contemporaneo è prima di tutto un crimine informativo.

In secondo luogo, il terrorismo contemporaneo, da oggetto e tema di dibattito all'interno del sistema mediale, ha avviato un processo di scalata fino a conquistare il ruolo di fonte della comunicazione stessa. Questa mutevolezza del ruolo di ciò che è oggetto di condanna da parte dell'opinione pubblica e che i *media* additano come nemico, non fa che accrescere l'indeterminatezza dei contesti nei quali viviamo e contribuisce ad alimentare un clima di incertezza e pericolo imminente. Se, infatti da sempre, a livello antropologico, il nemico genera paura perché è invisibile, esso oggi ricerca e ottiene quel tanto di visibilità che serve a proteggerne l'anonimato e a generare panico collettivo e senso di insicurezza attraverso i *media* stessi (Matusitz 2013).

Ne consegue che i *media* preposti, secondo il paradigma massa, a creare una rappresentazione del reale funzionale in una certa misura alla sua comprensione e a dare al pubblico la sensazione di poter esercitare un controllo su di esso divengono generatori di incertezza e di ansia. Ci socializzano ad essa nel momento in cui da finestra sul mondo si trasformano in strumenti di minaccia utilizzati da alcuni gruppi nei confronti di una fetta di mondo, della sua cultura e dei suoi valori di riferimento.

Passando dal modo in cui i *media* si pongono nei confronti di fenomeni complessi, ambivalenti e generatori di incertezza, come il terrorismo di ma-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

trice islamica, al modo in cui essi lo rappresentano è possibile trovare ulteriori esemplificazioni di una *fuzzy media logic*.

La dialettica minaccia/rassicurazione è stata da sempre gestita dai *media mainstream* secondo una logica che li portava a sfruttare la notiziabilità di eventi stra-ordinari che irrompono nel quotidiano, stando tuttavia ben attenti a far percepire tali minacce come lontane e localizzate in un altrove molto distante dai salotti dai quali il pubblico vedeva scorrere immagini di guerra e di morte.

Oggi la *fuzzy media logic* consiste nel farci percepire la realtà nella quale viviamo ancora più sfumata, incerta e meno tranquillizzante, rimarcando come la minaccia sia sempre più vicina alla nostra quotidianità (Bauman 1999; Beck 2000). Ciò accresce la dipendenza cognitiva dai *media* e giustifica la scelta di *routine* produttive delle notizie in tempo reale e dei canali tematici dedicati all'informazione h24.

Tale scelta produttiva concorre a dar luogo a un paradosso dell'iper-realtà, già evidenziato da Baudrillard (1996) ne *Il delitto perfetto*. Gli attuali sistemi di informazione ci espongono d'innanzi alla realtà ed ai suoi pericoli in tutta la loro crudezza ed in misura maggiore rispetto a quanto la realtà stessa ci consenta di fare (Makarenko, 2004). Neanche, infatti, nei contesti sociali più segnati da drammi e sofferenze gli individui si trovano esposti alla crudezza del reale h24, rinunciando alla facoltà di immaginazione e di illusione rispetto al mondo che dà consistenza al reale stesso (Baudrillard, 1996).

Se in un primo momento, le strategie di rappresentazione del mondo da parte dei *media* mostravano guerre lontane, gli attuali modelli di *news-making* le avvicinano sempre di più. Non si tratta di una vicinanza soltanto fisica, che di fatto è reale, ma di un avvicinamento temporale.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Le volte in cui l'informazione parla di minaccia/rischio di attentato sono più ricorrenti delle notizie relative agli attentati realmente accaduti e ciò ingenera un paradosso. Il fatto che se ne parli in maniera così ricorrente e ravvicinata crea l'illusione che la situazione sia costantemente monitorata e sottoposta a controllo, ma quando il reale si impone alla sua rappresentazione, come gli attentati di Bruxelles hanno dimostrato, l'effetto che ne deriva è ancora più destabilizzante e il senso di incertezza aumenta.

Se prima il compito dei *media* era cercare risposte *ex-post* agli eventi, adesso il culto della notizia in tempo reale obbliga i *media* a farlo *hic et nunc* e ad assumere una logica *fuzzy* nella ricerca di nuove retoriche che giustifichino il fatto che il monitoraggio costante della realtà non sia garanzia di sicurezza e che il tentativo di fornire delle risposte può essere annientato da nuovi e più preoccupanti interrogativi.

Uno di essi è quello riecheggiato in molte testate giornalistiche all'indomani degli attentati del 22 marzo 2016 relativo a come sia stato possibile che una città sotto assedio, come lo era Bruxelles illuminata fino a quattro giorni prima dalle luci delle telecamere per la cattura di uno degli attentatori di Parigi, abbia potuto subire un attacco di tale portata sotto gli occhi dei massimi sistemi di sicurezza, delle telecamere e degli spettatori.

I *media*, che i vecchi paradigmi interpretativi avevano eletto a nuovo strumento di controllo, come possono esserlo le forze di polizia, l'*intelligence* o le telecamere a circuito chiuso (Thompson 1998), falliscono nel loro tentativo di compensare l'insicurezza di cui è portatore il reale, con una sicurezza mediale.

Essi, per lo più inconsapevolmente, si fanno veicolo di una logica *fuzzy* nella rappresentazione del reale, nella misura in cui ci fanno toccare con mano, parafrasando la già citata affermazione di Zahda (1973, 28), che al



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

crescere della complessità di un sistema l'abilità dei sistemi di informazione nel fare dichiarazioni precise, ma significative, sul suo comportamento diminuisce sino a una soglia oltre la quale la precisione e la significatività diventano caratteristiche che tendono a escludersi mutuamente.

Pertanto, la verità (mediale) sui fenomeni che stanno turbando gli equilibri delle società occidentali non può che essere rappresentata e raccontata attraverso enunciati vaghi e l'incertezza non è eliminabile nell'acquisizione ed interpretazione delle informazioni esterne, divenendo così parte integrante della rappresentazione del reale offerta dall'informazione.

4. Conclusione

Il tentativo di mettere in relazione i principi della *fuzzy logic* alla rappresentazione mediale della realtà e al ruolo che i *media mainstream* e digitali, congiuntamente, si ritagliano al suo interno è un'operazione affascinante, ma senza dubbio non priva di rischi e di limitazioni.

Il primo di tali rischi consiste nell'illudersi che l'assunzione di una prospettiva polivalente, come quella proposta dalla *fuzzy logic*, sia per un verso garanzia di avvicinamento a una rappresentazione della realtà che ne rifletta la complessità e l'indeterminatezza come suoi fattori costitutivi e possa determinare, per l'altro, un totale affrancamento dai principi della logica aristotelica. Principi che all'interno delle retoriche e dei modelli di *news-making* dei *media* continuano ad avere un grande peso, soprattutto nella rappresentazione dell'alterità e nella costruzione simbolica del nemico.

Il secondo limite è di ordine strettamente metodologico, la logica *fuzzy* ha infatti una sua ragion d'essere affiancata al sistema mediale nella misura



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

in cui si assume una prospettiva crossmediale. L'assunzione di questa prospettiva induce infatti a guardare all'azione congiunta che canali di natura diversa mettono in atto nella rappresentazione della realtà, dando luogo spesso a contraddizioni e paradossi, che riflettono quelli cui oggi assistiamo nella realtà

In altri termini, non si può non tenere conto che le azioni di denuncia e di condanna da parte dell'informazione, dell'opinione pubblica e delle istituzioni nei confronti di atti criminali, come quelli di stampo terroristico, viaggiano a volte sugli stessi canali e a volte su canali paralleli a quelli attraverso i quali i promotori e i sostenitori di tali atti cercano consenso e legittimità. Anche se, in questo secondo caso, non è possibile ravvisare una "regia", guardando al modo in cui tali siti proliferano, non si può negare che tale ambivalenza finisca comunque per avere effetti rilevanti nell'esperienza dei fruitori e nel processo di costruzione e di attribuzione di senso alla realtà.

Inoltre, applicare nella sua purezza la *fuzzy logic* alle retoriche medialie e/o ai contenuti da essi veicolati non aiuterebbe a cogliere il rapporto dialogico che c'è tra complessità e incertezza e rischierebbe di impoverire il peso che l'uso dei *frame* riveste nella rappresentazione mediale della realtà.

Un ultimo aspetto sul quale sarebbe opportuno continuare a riflettere, per tentare di superare le criticità della *communication research*, è relativo alla possibilità/eventualità di porre il *fuzzy* pensiero alla base di un nuovo modello interpretativo che non escluda del tutto i principi della logica aristotelica assumendo, in questo modo, una prospettiva dell'*et/et* che lo abiliti a dialogare con l'incertezza. Un modello capace di cogliere la polivalenza che caratterizza il ruolo dei *media* in uno scenario comunicativo segnato dalla molteplicità delle fonti e che sia auspicabilmente più adatto dei precedenti



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ad interpretare fenomeni contemporanei complessi. Ciò oggi è possibile solo guardando in maniera congiunta al modo in cui vecchi e “nuovi” *media* si pongono nei confronti di determinati fenomeni e al modo in cui ne danno rappresentazione.

Demonizzare il sistema mediale è stato da sempre uno dei passatempi preferiti di varie branche di sapere, di diverse istituzioni e di una parte della *communication research* stessa, indipendentemente da quale fosse il paradigma dominante di riferimento.

Una delle accuse spesso ad essi rivolta è proprio quella di non offrire chiavi interpretative adeguate a leggere la complessità degli scenari sociali che pongono l'attore sociale ed i saperi dinnanzi a nuove sfide. Tuttavia, come ricorda Muller (1970), non è possibile chiedere ai *media* ciò che essi non sono in grado di dare. Considerare i *media* inadeguati a cogliere la complessità delle società occidentali, e pertanto co-responsabili del clima di indeterminatezza che le attraversa, vuol dire assumere uno sguardo miope circa il loro ruolo all'interno della società. Se essi, infatti, sono riusciti a ritagliarsi una posizione di rilievo nel processo di costruzione di senso è perché in una qualche misura hanno finito per occupare uno spazio lasciato vuoto dalla crisi di altre istituzioni. Rispetto ad esse, i *media* hanno saputo rivestire una funzione vicaria nel tentativo di soddisfare un bisogno di sicurezza dell'opinione pubblica che le prime non riescono più a soddisfare fino in fondo, soprattutto quando tale bisogno è sollecitato dall'emergere di paure ed incertezze che affondano le loro radici nella dimensione planetaria.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Adorno W.T., M. Horkheimer (1966), *Dialettica dell'illuminismo*, Torino: Einaudi.

Appadurai, A. (2001), *Modernità in polvere*, Roma: Meltemi Editore.

Baron, N. (2005), *Who Wants to be a Discipline?*, in *Information Society*, 21(4).

Baudrillard J.(1996), *Il delitto perfetto. La televisione ha ucciso la realtà*, Milano: Raffaello Cortina.

Bauman, Z. (1999), *La società dell'incertezza*, Bologna: il Mulino.

Beck, U. (2000), *La società del rischio*, Roma: Carocci.

Carey, J. (1975), *A cultural approach to communication*, in *Communication*, 2, pp. 36-45.

Castells, M. (1996), *The Rise of the Network Society*, Malden: Blackwell Publishers.

Castells, M. (2004), *The network society. A cross-cultural perspective*, Cheltenham-Northampton: Edward Elgar.

Comunello, F.(2010), *Networked sociability: riflessioni e analisi sulle relazioni sociali (anche) mediate dalle tecnologie*. Roma: Guerini scientifica.

Dal Lago A. (cur.) (1998), *Lo straniero e il nemico*, Genova: Costa & Nolan.

Gitlin, T. (1978), *Media sociology: The dominant paradigm*, in *Theory and Society*, 6, pp.205–253.

Hall, S. (1980), *Encoding and Decoding in Television Discourse*, in S. Hall, D. Hobson, A. Lowe, *Culture, Media, Language: Working Papers*, in *Cultural Studies 1972-1979*.

Hine, C. (2000), *Virtual Ethnography*, London: Sage.

Hunsinger, J.(2005), *Towards a Transdisciplinary Internet Research*, in *Information Society*, 21(4).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

- Jenkins, H. (2007), *Cultura convergente*. Roma: Maggioli Editore.
- Jones, S. (2005), *Fizz in the Field: Toward a Basis for an Emergent Internet Studies*, in *Information Society*, 21(4).
- Kosko, B. (1995), *Il fuzzy pensiero. Teoria e applicazione della logica fuzzy*, Milano: Baldini & Castoldi.
- Kosko B., S. Isaka (1993), *La logica sfumata*, in *Le Scienze*, 301, 52-60.
- Lazarsfeld, P., K. Merton (1969), *Comunicazione e cultura di massa*, Milano: Hoepli.
- Lyotard, J.F. (1985), *La condizione postmoderna*, Milano: Feltrinelli.
- Livingstone, S. (2003), *The Changing Nature and Uses of Media Literacy*, in *Media@lse Electronic Working Papers*, n. 4.
- Makarenko, T. (2004), *The crime-terror continuum: tracing the interplay between transnational organised crime and terrorism*, in *Global Crime*, 6, 1:129-145.
- Mangone, E., G. Masullo (2015), *L'Altro da Sé. Ri-comporre le differenze*, Milano: FrancoAngeli.
- Markham, A., N. Baym (cur.) (2009), *Internet Inquiry. Conversations about method*, Los Angeles, London, New Delhi, Singapore: Sage.
- Matusitz, J.A. (2013), *Terrorism & communication: A critical introduction*. Los Angeles: Sage.
- McLuhan, M. (1967), *Gli strumenti del comunicare*, Milano: il Saggiatore.
- McQuail, D. (1994), *Sociologia dei media*. Bologna: il Mulino.
- Merton, R.K. (1970), *Teoria e struttura sociale*, 3 voll. Bologna: il Mulino.
- Meyrowitz, J. (1985), *No sense of place*, New York: Oxford University Press.
- Mills, C.W. (1956), *The Power Elite*, New York: Oxford University Press.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Morin, E. (1989), *Introduzione al pensiero complesso*, Milano: Sperling & Kupfer.

Muller, P. (1970), *Die soziale Gruppe in Prozess der Massenkommunikation*, Stuttgart: Enke.

Orgad, S. (2009), *How Can Researchers Make Sense of the Issues Involved in Collecting and Interpreting Online and Offline Data?*, in A. Markham, N. Baym (cur.), *Internet Inquiry. Conversations about Method*, Los Angeles, London, New Delhi, Singapore: Sage.

Pacelli, D. (2014), *Declino del paradigma massa e crisi di partecipazione: un rapporto controverso*, in *ParadoXa*, VIII/2.

Pizzaleo, A.G. (2000), *Fuzzy logic. Come insegnare alle macchine a ragionare*, Roma: Castelvechi.

Real, M.R. (1989), *Supermedia*, Newbury Park (CA)-London: Sage.

Rifkin, J. (2000), *L'era dell'accesso: la rivoluzione della new economy*, Milano: Mondadori.

Shannon, C.E., W. Weaver (1949), *The mathematical theory of communication*, Urbana, Univ: Illinois Press.

Thompson, J.B. (1998), *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Bologna: il Mulino.

Tyner, K. (cur.) (2010), *Media Literacy. New Agendas in Communication*, London: Routledge.

Von Foerster, H. (1987), *Sistemi che osservano*, Roma: Astrolabio.

Van Dijk, J. (2005), *The Deepening Divide. Inequality in the Information Society*, Thousand Oaks: Sage.

Wellman, B. (2004), *The Three Ages of Internet Studies*, in *New media and Society*, 6(1).

Wellman, B. (2010), *Studying the Internet Through the Ages*, in R. Burnett, M. Consalvo, C. Ess (cur.), *The handbook of internet studies*, Chichester: Wiley-Blackwell.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Yang, C.C., T.D. Ng (2007), *Terrorism and crime related weblog social network: Link, content analysis and information visualization*, in *Intelligence and Security Informatics*, May, pp. 55-58.

Zadeh, L.A. (1965), *Fuzzy Set*, in *Information and Control*, 8, pp. 338-53.

Zadeh, L.A. (1973), *Outline of a New Approach to the Analysis of complex Systems and Decision Processes*, in *IEEE Transactions on Systems Man and Cybernetics*, SMC-3(1), p. 28 ss..



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

From Dominant Paradigm To Paradox Paradigm: Fuzzy Media Logic Representing Islamic Terrorism

The crisis of dominant paradigms within communication research shows a lack of interpretative models useful to understand the media role within complex societies. A paradox paradigm seems to be, actually the best suited model to explain the contradictions produced by global culture. The aim of the paper is to analyze the traces of a fuzzy thinking in the way media logic represents phenomena like contemporary terrorism and they manages uncertainty. The fuzzy media logic could be better understood only through a cross-media perspective which allow to capture different approach that digital media and media mainstream have with regard to the uncertainty created by the terrorism. A fuzzy logic model applied to mass media and digital media and their relationship with reality could be, also, a way of better understand ambivalence in the role of media and it could be a possible way to overtaking the paradigm crisis within communication research.

Keywords: media, fuzzy logic, terrorism, dominant paradigm, uncertainty.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

La capacità di scegliere. Critica alla razionalità strumentale

di Massimo Pendenza *

1. Premessa

Il concetto di “razionalità” – e di conseguenza il suo opposto, la “non-razionalità” – è forse uno dei concetti più discussi nelle scienze sociali ed economiche, data anche l'estrema difficoltà nel fissare una situazione comportamentale in modo univoco. In genere, un'azione viene detta “razionale” quando è “oggettivamente” adatta allo scopo, quindi nel senso di un adattamento dei “mezzi rispetto ai fini”. Vilfredo Pareto, sociologo ed economista italiano, definisce razionale un'azione in cui «la scelta è conforme alle preferenze del soggetto» (Pareto 1916, 81). Viceversa, per Max Weber la razionalità è più di un adattamento oggettivo dei mezzi agli scopi, poiché questo tipo di azione spiegherebbe solo una parte dell'insieme delle azioni umane. Per questo studioso, infatti, ci sono anche le azioni non-razionali, da lui declinate nei tipi ideali di agire “affettivo” e “tradizionale” e contrappo-

*Professore associato di Sociologia generale presso il Dipartimento di Scienze Politiche, Sociali e della Comunicazione dell'Università di Salerno. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ste a quelle razionali “rispetto allo scopo” e “rispetto al valore” (Weber 1968, 23; 1980, 241).

Pareto e Weber possono essere considerati, con poco margine di dubbio, i campioni in sociologia dell’approccio cognitivo al tema della razionalità. Approfondire la loro differenza, seppur brevemente, sarà però per noi soltanto un momento propedeutico al vero obiettivo dell’articolo, che è il superamento del paradigma cognitivo in sociologia in funzione di una più ricca e complessa definizione di “individuo”. Il quale – come cercheremo di mostrare – non sceglie solo in risposta a qualche ragionamento logico-razionale, ma anche e soprattutto in relazione alle sue competenze culturali e a quelle di contesto. Ciò significa intendere il futuro non come l’esito possibile di un calcolo (o almeno non solo), ma anche, e forse di più, come una capacità di essere padroneggiato in vista di esiti attesi. La difficoltà in cui si trovano a scegliere i giovani oggi in epoca di rischio e su cosa le istituzioni pubbliche dovrebbero puntare per far sì che queste competenze possano venire ri-attivate e quindi utilizzate come risorse per dominare il futuro, sono poi soltanto due esempi presi in prestito per questo lavoro per mostrare come sia ancora possibile, oggi, potersi riappropriare del, e programmare di nuovo il, divenire delle persone e delle comunità, oltre la logica della scelta razionale.

2. Scegliere razionalmente: Pareto e Weber

Secondo Pareto l’elemento discriminante che consente di isolare, tra le azioni umane, quelle che possono definirsi come delle scelte razionali (nella terminologia paretiana «logiche») è sostanzialmente la coerenza tra mezzi e



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

fini. Dei mezzi però, come dei fini, occorre tener presente il duplice carattere soggettivo e oggettivo. Il primo riguarda il giudizio del soggetto agente che sceglie determinati corsi di azione, o strumenti, per raggiungere dei risultati preferiti; il secondo concerne invece la valutazione esterna sulla validità di tali strumenti. Il discorso è equivalente per i fini, dove il carattere soggettivo/oggettivo è invece tradotto nei termini dell'opposizione tra credenze e verificabilità delle stesse. Su di essi Pareto però non si dilunga molto chiudendo frettolosamente il discorso, ritenendo oggettivi solo i fini che hanno un carattere empirico, verificabile; il contrario designa un'azione la cui natura è non-logica. Ad ogni modo, sia che si tratti di adeguatezza mezzi-fini, sia dei fini stessi, per Pareto l'aspetto soggettivo è fondamentale nella misura in cui richiama l'intenzionalità del soggetto agente.

L'intenzionalità di raggiungere quegli obiettivi con certi mezzi è necessaria, anche se in questo modo il rischio è di dover definire ogni azione umana come razionale. È il loro aspetto oggettivo, invece, dato secondo una valutazione operata da un osservatore esterno dotato della più ampia conoscenza scientifica, che diventa determinante nella separazione tra le due classi di azioni. L'azione, affinché possa dirsi logica, deve coniugare l'intenzionalità dell'attore (elemento logico soggettivo) all'adeguatezza, verificabile scientificamente, dello strumento (elemento logico oggettivo). D'altra parte, l'intenzionalità è sinonimo di previsione, cosicché alla fine, la coincidenza dei risultati, quelli aspettati e quelli effettivamente previsti dallo scienziato/osservatore, non si trasforma in semplice tautologia, ma si risolve in una coincidenza di metodo. Il fine oggettivo diventa quindi la previsione degli effetti che l'impiego di certi mezzi tenderà a produrre secondo la migliore conoscenza disponibile (Pareto 1916, 81).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Da queste considerazioni si ricava che: l'azione logica (o razionale) è quella in cui il fine che l'attore vuole raggiungere con i mezzi che ha scelto coincide con il fine che un osservatore scientificamente qualificato prevede che l'attore raggiungerà. In altre parole, il suo fine soggettivo è rappresentato da un concreto stato di cose al quale l'attore aspira e che suppone sia l'obiettivo della sua azione. Nel corso dell'azione, tuttavia, egli sceglie e impiega alcuni mezzi –o esegue determinate operazioni – che ritiene contribuiscano alla realizzazione del fine oggettivo. Ma questa supposizione sarà esatta soltanto se è esatto il giudizio dell'attore sul rapporto tra i mezzi che egli si propone di impiegare e il fine. Un tale giudizio implica la previsione sulla base di conoscenze verificabili, degli effetti probabili delle modificazioni apportate alla situazione iniziale, e delle loro conseguenze automatiche, a cui si fa riferimento.

Questa interpretazione della razionalità assume connotati a dir poco scienziati e tuttavia poco efficaci sul piano empirico. Per lungo tempo, essa ha contribuito inoltre a contrassegnare e a distinguere l'economia, scienza ritenuta allora perfetta, dalla sociologia, intesa al contrario come una para-scienza intenta solo ad occuparsi dei fatti irrazionali. Il punto, ed è ciò che più ci interessa, è che le azioni non sono così facilmente decifrabili. La razionalità e la non-razionalità non si danno cioè facilmente nella loro definizione. Per fortuna, le cose non sono proseguite su questo binario, e già Max Weber effettua una deviazione sostanziale da ciò che a tutti gli effetti si presenta, dentro il quadro teorico paretiano, un *cul-de-sac* scientifico ed empirico.

Ciò che interessa Weber non è tanto discriminare, come in Pareto, ciò che è razionale da ciò che non lo è. A Weber interessa costruire dei modelli interpretativi dell'agire sociale, o "idealtipi", fissandoli in defini-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

zioni che siano l'estrapolazione dalla realtà empirica di un suo tratto da tutti gli altri fattori entro cui si trova di fatto inserito. Per cui anche se un'azione è svolta con un criterio del tutto personale, soggettivo, scegliendo uno scopo che, oggettivamente, non risparmierebbe di definire illusorio, ma con mezzi che "comprensivamente", cioè mettendoci dal punto di vista di chi compie l'azione, sono adatti a quello scopo, l'azione sarà razionale e perfettamente comprensibile da un individuo esterno. Infatti, la sua razionalità è sinonimo di "comprensione", e lo sarà tanto di più quanto più è alto il suo grado di razionalità. Questo permette a Weber di comprendere, per distanziamento, tutti gli altri tipi di agire che, proprio perché meno comprensibili, vengono da lui considerati non-razionali (anche perché è convinto che la realtà sociale non è fatta solo di azioni razionali).

Così facendo, però, Weber non disconosce la dicotomia razionalità/non-razionalità, che impiega sin dai primi suoi scritti sull'argomento. Tale distinzione rimane infatti per lui valida fino alla fine, adoperata come criterio di separazione tra i due principali assi di azione: da un lato, le azioni razionali «rispetto allo scopo» e «rispetto al valore» e dall'altro le azioni (non)razionali di tipo «tradizionale» e «affettivo» (Weber 1968, 23). In altre parole, per quanto Weber tenti, in successivi studi, di far cadere il connotato di oggettività all'azione razionale con lo scopo di considerare l'azione umana sotto l'aspetto dell'orientamento all'azione, in realtà esso rimane sottopelle dato che per lui tutte le azioni il cui fine sia di carattere espressivo, non tangibile, e quindi non empirico, sono anche fondamentalmente 'irrazionali'. Lo sono in quanto non vengono ponderati gli elementi in gioco e in quanto si tiene conto del carattere illusorio dei risultati, comunque non verificabili.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

3. La cultura della scelta e la capacità di scegliere

Per quanto semplificata e limitata solo a due autori classici del pensiero sociologico, la nostra ricostruzione della coppia cognitiva razionalità/non-razionalità rivela comunque i limiti concettuali derivanti soprattutto dal fatto che, così com'è, decontestualizza completamente le capacità umane, sottraendole alle persone e attribuendole alla scienza del calcolo e all'economia di mercato. Una tale definizione di razionalità sembra cioè rinchiudere l'individuo in un contenitore sottovuoto che non lascia spazio alle risorse culturali, ai sentimenti, alla memoria e soprattutto alle capacità immaginative future foriere di tensioni trasformative, spesso associate a particolari mondi sociali. Con i suoi postulati di coerenza tra scelte e preferenze di massimizzazione dei risultati attesi, una tale interpretazione cognitivista della scelta individuale nelle scienze sociali rappresenta una vera e propria interpretazione del comportamento umano e, sotto questo punto di vista, un'alternativa all'interpretazione dell'uomo come "essere prevalentemente culturale". Ma è proprio così che funziona la mente dell'uomo "in relazione con altri soggetti culturali"?

La scelta ha a che fare con il tempo futuro e quest'ultimo ha bisogno a sua volta di essere rappresentato come un campo di possibilità (Appadurai 2014). È però sbagliato pensare che questa rappresentazione sia l'esito esclusivo di un calcolo razionale inteso come il modo in cui quei campi possono essere esplorati e padroneggiati. Chiunque è in grado di guardare al futuro, è questo è ovvio. Anche perché il contrario sarebbe una condizione di completa dipendenza dalla sorte, di totale abbandono al fatalismo e di rinuncia alle proprie aspirazioni per una vita diversa. Ci sono però differenze di grado nelle capacità di pre-immaginarsi il futuro, legate



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

soprattutto alle condizioni sociali di partenza e alla cultura di cui si è parte. Differenze soprattutto nella capacità di preconstituire sequenze di fini causalmente concatenati e sempre più complessi e lontani nel tempo. La capacità di guardare a qualcosa “che verrà” è virtualmente racchiuso nel presente direttamente percepito: è cioè qualcosa di ancorato al momento in cui si compie la scelta. In altre parole, la capacità di scelta risente pesantemente degli schemi di percezione e di valutazione posseduti, socialmente condizionati e distribuiti. Il progetto di qualcosa che verrà è cioè colto direttamente nell’esperienza o attraverso tutte le esperienze accumulate che formano la tradizione o la cultura di ceto o di classe. Così, ad esempio, l’operaio o l’impiegato investiranno i loro denari in funzione dei loro stipendi ma anche in funzione delle loro esperienze di investimento passato o delle abitudini dei loro pari livello di status e di stile di vita. Lo stesso si potrà dire per i commercianti, i borghesi, il ceto medio diffuso, e così via.

Tuttavia, fuori da ogni determinismo sociale, e soprattutto lungi dall’essere dettati dalla capacità di calcolo astratto e di una proiezione razionale nel futuro, i comportamenti degli individui sembrano più che altro obbedire alla preoccupazione di conformarsi a modelli ereditati. Per fare solo degli esempi: è più difficile investire il proprio denaro in speculazione di borsa se non lo si è mai fatto e se non ci sono casi da imitare tra i propri frequentatori abituali o “immaginati”; mentre è più facile investire in ambiti tradizionali e già conosciuti come nel caro vecchio “mattone”, già sperimentato da padri, amici, amici degli amici, e così via. Si preferisce cioè rischiare in atti inseriti in solchi del “già conosciuto” piuttosto che in quelli dell’ignoto. Ed è per questo che molte delle condotte che potrebbero apparire come forme di investimento obbediscono invece a una logica che non è quella del calcolo economico razionale, ma culturale.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Accade cioè che, per i diversi gruppi sociali, l'orizzonte delle scelte razionali fatte e auspiccate si esprima spesso in termini di beni e risultati specifici, sovente materiali e immateriali (come nel caso nella modalità di investimento dei propri risparmi, nella decisione di cambiare o non cambiare medico e perfino nell'acquisto di determinati prodotti di consumo quotidiano e nel dilemma, spesso frustrante, tra beni primari di diverso valore). Ma questi orizzonti, che appaiono come un insieme di desideri individuali, sono inevitabilmente collegati a norme, assunzioni e assiomi generali circa la buona vita e, più in generale, alla vita stessa. Sono cioè condizionati a specifiche forme di cultura collettiva, dalla quale, certo, le deviazioni sono consentite e sempre possibili.

Diversamente dal linguaggio economico, tali desideri, preferenze, scelte, pianificazioni non sono quindi mai semplicemente individuali ma sempre integrate nella società e non possono essere capite se non collocandole entro il quadro più ampio delle norme culturali. Sono parte di un sistema di idee e credenze che riguardano la vita e la morte, la natura dei beni terreni, il significato delle relazioni, la relativa illusione di una continuità sociale, il valore della pace e della guerra. Ma qui sta anche il punto: la capacità di scegliere, di prendere cioè delle decisioni ponderate, in altre parole, di possedere una certa capacità di programmare e di immaginarsi il futuro possibile, in nessuna società è distribuita uniformemente. Seguendo una linea di ragionamento che da Amartya Sen (1985; 1992), passando per Pierre Bourdieu (2003) arriva fino a Arjun Appadurai (2004; 2011; 2014), la capacità di scegliere, qui intesa come una capacità di avere fiducia nel futuro e, soprattutto, di saper prevedere piani di azione futuri, è – proprio perché è una capacità – una competenza individuale e insieme culturale variabilmente ripartita. Per cui accade che i ricchi, i potenti, ma



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

anche i meglio istruiti, godano invariabilmente di una più completa capacità di fidarsi e di programmare rispetto a chi non ha nulla, o poco.

Per la gente priva di risorse culturali, e sicuramente per quelli che vivono in condizione di povertà, il futuro si presenta sovente come un lusso, un incubo, un dubbio e una possibilità che si ritrae; per la gente ricca, ben istruita, efficacemente inserita in reti connettive piene di risorse, il futuro è viceversa un'opportunità da cogliere e riempire con le proprie aspirazioni. Per tutti vale dunque l'idea di un radicamento sociale nelle pratiche concrete che impegnano gli attori sociali in progetti di cambiamento delle loro condizioni di vita, piccoli o grandi che siano (De Leonardis e Deriu 2012, xii).

Questa relazione di omologia tra struttura sociale e struttura mentale, tra posizione e disposizione dell'individuo, tra risorse possedute e capacità di scelta è ad esempio ben evidenziata da Pierre Bourdieu (2003). La struttura sociale si riferisce alla condizione di esistenza dell'individuo, definita in base alla frazione di classe in cui è collocato; la struttura mentale riguarda invece gli schemi percettivi. La prima, la collocazione spaziale nel sistema delle gerarchie sociali ("posizione"), è inoltre definibile oggettivamente (e perciò misurabile) ed è funzione della particolare distribuzione e dimensione di alcuni tipi di capitale posseduti dal soggetto e dalla frazione di classe di cui egli è parte. Di questi capitali, i più significativi per Bourdieu sono il capitale economico, il capitale culturale e il capitale sociale. Oltre a delineare le coordinate materiali di esistenza, essi funzionano come mezzi di riproduzione del sociale.

Rispetto alla questione che qui stiamo trattando, ovvero della disuguale capacità di scelta, tutto ciò significa che quanto meglio stai (in termini di potere, dignità e risorse materiali), tanto maggiore sarà probabilmente



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

il realismo e la consapevolezza dei collegamenti fra la maggiore o minore vicinanza con gli esiti dei piani programmati. Ciò perché coloro che stanno meglio hanno un'esperienza più complessa delle relazioni tra l'ampia gamma dei mezzi e dei fini; perché dispongono di una maggiore riserva di esperienze concernenti i rapporti fra aspirazioni e risultati; perché sono in una posizione più favorevole per esaminare e raccogliere le diverse esperienze di esplorazione e di prova; perché hanno molte occasioni di collegare i beni materiali e le opportunità più a portata di mano alle circostanze e opzioni più generali e generiche. Sanno anche esprimere le proprie aspirazioni in desideri e voleri concreti e individuali, nonché più abili nell'elaborare giustificazioni, narrazioni, metafore e percorsi tramite i quali molti beni e servizi, cioè l'oggetto della programmazione, riportano a più ampi scenari e contesti sociali e a norme e credenze ancora più astratte.

Mettendo a tema la capacità di programmare come un'attitudine culturale, si mette a nudo una logica diversa da quella della *rational choice*, non più fondata sulla ponderazione dei mezzi e dei fini, su interessi, preferenze, intenzioni, calcolo e su quell'egemonia culturale sul futuro esercitata dal frame del mercato e dell'economia, ma su di un gioco collettivo della prefigurazione del futuro che conta sull'*heritage*, sulle tradizioni, sulle sedimentazioni del passato, sulle risorse culturali.

Per oltre un secolo, la cultura è stata vista come qualcosa in qualche modo collegata al passato. In questo caso, abitudine, costume, retaggio e tradizione costituivano le parole chiave. D'altro canto, lo sviluppo, il progresso, la razionalità strumentale sono sempre stati visti in termini di futuro. In breve, l'attore culturale era una persona del e dal passato, l'attore economico una persona del futuro. Il risultato è stata un'opposizione tra tradizione e innovazione, consuetudine e progettazione.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Oggi le scienze sociali e culturali devono ribaltare questo pregiudizio e cominciare a spiegare come invece si formano e funzionano gli orizzonti collettivi e come questi costituiscano la base per l'immaginazione di futuri possibili realistici. Da questo punto di vista, un buon esempio è dato dai cosiddetti *Future Studies* (Bell 2003; Corbisier e Ruspini, 2016) e, dentro questo ambito, dal concetto di "capacità di aspirare" proposto da Appadurai (2004). Questa si riferisce, in breve, a quelle particolari capacità di orientarsi nel presente immaginando un futuro più desiderabile. Le aspirazioni, e con esse le capacità di pensare concretamente il futuro, programmandolo, sono da Appadurai inquadrare come espansioni immaginarie in un "oltre" e perciò emancipatorie dal presente, nutrite in modo spesso inconsapevole dalle rappresentazioni sociali e da queste perciò condizionate.

4. Un esempio di capacità di scegliere: i giovani del nuovo millennio

La capacità di rappresentarsi il futuro, di fare progetti, è una capacità culturale di tutti gli esseri umani, non limitata ai soli attori economici, ancorché maschi. In quanto tale essa non può essere ridotta a delle preferenze nell'ambito dei mercati espresse da individui considerati soltanto nella veste di produttori e consumatori di beni, come vorrebbe la teoria utilitaristica. Partendo da queste considerazioni, un esempio di come il campo del futuro viene illuminato da queste capacità potrebbe venire dai giovani del nuovo millennio. Osservare come questi giovani scelgono potrà inoltre aiutarci a capire meglio il *frame* teorico nel quale ci stiamo muovendo.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Carmen Leccardi (2009, 2012), che di questi studi è maestra in Italia, individua tra questi giovani due principali strategie di confronto attivo con il futuro. La prima esprime una tendenza che si va facendo strada fra i giovani più ricchi di capitale sociale e culturale, capaci di rielaborare in positivo la velocità dei cambiamenti e l'insicurezza che li accompagna. Per questo gruppo, pur in assenza di progetti biografici tradizionalmente intensi, resta intatta la centralità del tempo a venire. Anche se il futuro è considerato troppo imprevedibile, troppo soggetto a mutamenti rapidi e profondi per consentire di coltivare quelle forme di progettualità personale a medio-lungo termine che altre generazioni hanno conosciuto, non di meno con il futuro si sceglie di costruire una relazione attiva. Per questo appare indispensabile essere pronti a mutare direzione se gli eventi lo rendono necessario, sospendere le decisioni già prese o saperle trasformare in modo repentino quando occorre. La volontà di dominio sul futuro fa a meno dei progetti e individua, volta a volta, gli strumenti più adatti per sostituirli. In alcuni casi, per esempio, si adottano delle "linee guida", una sorta di mappa essenziale sotto il profilo temporale. A differenza di quanto accade ai progetti, cambiamenti o imprevisti non ne rimettono in discussione la validità; semmai, ne potenziano le funzioni di orientamento dell'azione.

L'incertezza del futuro, in altre parole, è vista più come moltiplicazione di possibilità virtuali contenute nel presente, da mettere a frutto sulla base di priorità definite, piuttosto che come limite dell'azione.

La seconda strategia, la più diffusa fra i giovani, che li accomuna al di là delle differenze di classe e di genere, ha al proprio cuore il tentativo di recuperare forme di sovranità sul tempo biografico attraverso il riferimento privilegiato a progetti a breve e brevissimo termine. Progettare a



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

corto termine diventa l'antidoto contro l'opacità del futuro e i timori biografici che possono accompagnarla. L'effetto anti-ansia di questa modalità di rapporto con il futuro è facilmente spiegabile. Il progetto in sé fa barriera contro l'inconoscibilità dell'avvenire; il riferimento ad archi temporali brevi e brevissimi, per lo più il tempo necessario per concludere attività già avviate, garantisce a sua volta un sentimento di (almeno relativa) padronanza biografica (Leccardi 2012, 42-43).

Nonostante il tempo sociale incerto e accelerato in cui sono immersi, la maggior parte dei giovani si interroga dunque criticamente sui modi migliori per costruire una relazione positiva con il proprio futuro, riflette sulle forme di azione da perseguire per "contenere il danno", per evitare la totale precarizzazione dell'avvenire. Soltanto in minima parte sceglie di prendere semplicemente rifugio nel presente. E, per alcuni tra coloro che seguono questa strada, quando mancano le risorse economiche, sociali o culturali per fronteggiare la situazione, il presente può trasformarsi in una vera e propria prigionia, uno spazio temporale in cui si permane perché privi di vie di fuga.

Come si è detto, tuttavia, la maggioranza dei giovani esprime non soltanto un desiderio di relazione con il futuro – certamente venato da preoccupazione, ma non per questo meno intenso – manifesta anche qualche forma di strategia nella relazione con il tempo avvenire. In altre parole, questi giovani appaiono in linea di massima ben consapevoli dei mutamenti fondamentali da cui è stata investita la loro età sociale, preoccupati di riuscire a inserirsi in questo scenario, ma anche generalmente abili nel negoziare forme di gestione attiva delle contraddizioni biografiche e temporali che si trovano a vivere. Persino quando la relazione con il tempo di vita suscita soprattutto preoccupazione – è il caso,



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

per esempio, del folto gruppo di coloro che si confrontano con situazioni di forte precarietà lavorativa – emergono segnali chiari della volontà di non farsi sfuggire il controllo, di mantenere comunque qualche tipo di rotta (eventualmente “a vista”, pronta ad essere modificata a seconda delle esigenze del momento).

5. Programmare il futuro: quale ruolo per le istituzioni pubbliche?

Se la cultura è, tra le varie cose, anche un dialogo tra aspirazioni e tradizioni sedimentate, allora è possibile ridare speranza a chi vuole riprendersi il futuro per imparare a orientarsi nel futuro. Occorre cioè costruire capacità per far sì che queste stimolino l’immaginazione di mondi sempre possibili. Come fare, se la condizione sociale sembra opporsi a questo scopo? Inoltre, possono le istituzioni pubbliche contribuire alla loro produzione? Noi pensiamo di sì, le istituzioni hanno il duplice compito di promuovere politiche pubbliche in grado di favorire la diffusione delle capacità culturali e di rimuovere gli ostacoli che ne impediscono il pieno dispiegamento. Una questione rimasta infatti sottopelle nel nostro discorso sulle differenti capacità individuali e collettive di scegliere è quella che riguarda le politiche di riduzione delle differenze materiali e simboliche per una ripartizione più simmetrica delle opportunità di inclusione. Vediamo allora cosa possono fare le istituzioni, con degli esempi di politiche pubbliche a carattere sia economico che culturale.

Una prima cosa da notare è che la capacità di scegliere ha a che fare con quel sentimento primordiale che è la fiducia in sé stessi, spesso con-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

nessa al fatto di sentirsi riconosciuti come soggetti integri, autonomi, competenti. In una parola sola: “riconosciuti”. Trattandosi di un argomento molto complesso possiamo richiamare solo sinteticamente i principali contributi. Una delle voci più autorevoli in tema come è noto è quella di Charles Taylor (1992), che ci informa sul fatto che la nostra identità è plasmata dal riconoscimento o dal misconoscimento da parte di altre persone e che, come tale, queste possono generare in noi alternativamente sentimenti di gioia o di ansia e umiliazione, nonché di ottimismo o pessimismo nei confronti del futuro. Lo stesso vale per Jürgen Habermas (1996), per il quale i singoli soggetti di una comunità possono realizzare la propria specifica potenzialità di libertà morale solo in un contesto di “riconoscimento” sociale. Essere infatti ‘riconosciuti’ per questo autorevole studioso significa potersi realizzare o meno come persone.

Questo aspetto del pensiero di Habermas è stato poi ulteriormente sviluppato da Axel Honneth (2002), per il quale la questione del riconoscimento si pone nel momento in cui si deve prendere atto che, per giungere a una relazione riuscita con se stesso, e dunque poter declinare la propria identità, l’uomo ha bisogno del riconoscimento intersoggettivo delle sue capacità. Per questo studioso gli attori che vengono emarginati dalla sfera del riconoscimento non perdono il desiderio di riconoscimento quanto piuttosto la capacità di mettere in pratica forme simboliche di rivalutazione del proprio *status* sociale e di conferma della propria identità, poiché non si percepiscono più come individui portatori di diritti e di rivendicazione in merito a tali diritti. Ciò può condurre a un inasprimento della lotta per il riconoscimento. Queste considerazioni applicate ai poveri o ai sotto-acculturati significa svantaggio sociale, ag-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

gravato ancor di più nel momento in cui al disconoscimento come individuo si unisce quello di gruppo sociale. Come afferma Morlicchio (2012, 110),

«se si accettano i termini di questo ragionamento possiamo allora affermare che le politiche redistributive, mirate alla riduzione delle disuguaglianze economiche, sono anche politiche di superamento dello stigma, di ripristino di una capacità di azione e di scelta compromessa dalla carenza di risorse, e quindi in un certo senso politiche del riconoscimento come persone capaci di pensare un futuro alternativo a quello proiettato dal presente».

Non ci sono però solo le “politiche del riconoscimento” a indicarci la via su come ripristinare stati di possibilità perduti o mancanti tra i portatori di deficit materiale e immateriale e riguardante il futuro. Ci sono anche le “politiche scolastiche” e anti-discriminatorie sul piano della riproduzione del capitale culturale di ognuno. Qui è soprattutto a Pierre Bourdieu (con Passeron 1972; 2006), maestro e indagatore per eccellenza della riproduzione delle disuguaglianze, che dobbiamo guardare. Tra gli studi che questo autore ha dedicato alla riproduzione delle differenze sociali e al potere simbolico, quelli riservati alle istituzioni educative sono infatti tra i più noti. Per Bourdieu, la scuola non è solo il luogo in cui si concentra il “monopolio della violenza simbolica legittima”, la principale istituzione di controllo dell’allocazione dei privilegi, ma è anche il posto in cui il differenziale di capitale economico e culturale posseduto dagli studenti accentua l’ineguale risultato scolastico e accademico. Come si sa, per Bourdieu non sono le “doti naturali” ad imprimere una selezione nella riuscita scolastica, ma è piuttosto l’eredità culturale dei ge-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

nitore, specie quella del padre, a fare la differenza. Inoltre, nelle sue ipotesi la funzione di riproduzione operata dalla, e attraverso la, scuola è mascherata agli occhi dei subordinati, i quali accettano l'imposizione delle classi agiate e vivono la loro inferiorità nel percorso scolastico come una sorta di destino personale. Per questi e per altri motivi diventa allora necessario operare sulla, e nella scuola, per ripristinare quel minimo di speranza e opportunità a tutti coloro che, non per loro colpa, si ritrovano in una condizione di inferiorità che impedisce loro di immaginarsi un futuro diverso.

Infine, come non possiamo non menzionare le "politiche di programmazione economica", basilari se si vuole operare in favore della riduzione delle differenze sociali tra soggetti individuali e collettivi. Bisogna però fare attenzione e distinguere due tipi di politiche dello sviluppo, una sola delle quali – secondo noi – è veramente efficace sul piano della produzione delle capacità di scelta. Il primo tipo, la cui fase è per fortuna definitivamente chiusa, ha a che fare con le grandi "programmazioni nazionali", le cui azioni hanno sempre misconosciuto le competenze culturali dei contesti verso cui quelle politiche erano rivolte (le possiamo chiamare le "politiche dall'alto"); il secondo tipo di politiche dello sviluppo – e qui è opportuno richiamare alla mente un grande esperto dell'argomento come Albert O. Hirschman (1968; 1987) – sono quelle che non sono volte a trovare combinazioni ottimali di risorse e fattori produttivi dati, quanto piuttosto a suscitare e a mobilitare per lo sviluppo risorse e capacità nascoste, disperse, o malamente utilizzate. Solo queste hanno un senso per il particolare punto di vista che qui stiamo sostenendo. Non sono però, per contrapposizione alle altre, delle "politiche dal basso", perché l'azione istituzionale dall'alto conta, conta



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

però solo se è in grado di stimolare capacità dei soggetti locali di collaborare per produrre beni collettivi che arricchiscono le economie esterne e per valorizzare beni comuni. Sono politiche che “riconoscono” l’esistenza di particolari condizioni locali e verso le quali sono ben disposte, specie nel sostenere il protagonismo e le capacità di strategia dei soggetti che vi abitano e ci lavorano. Questo, se possiamo prenderci una divagazione rispetto al taglio teorico di questo saggio, è particolarmente vero per il nostro Paese, abituato fino a non molto tempo fa ad aspettare solo l’azione salvifica del governo della nazione, ma che sembra anche aver già dimenticato la felice fase storica in cui la programmazione economica ha tenuto in serio conto le particolarità territoriali (leggi: le politiche di sviluppo coesive, i Patti Territoriali, i Distretti economici, ecc.).

Il punto fondamentale di quelle proposte risiedeva nel fatto che tutti gli interventi di sostegno e di incentivazione, soprattutto quelli di natura economica, dovevano assolutamente presumere, e avere come condizione ineludibile, il coinvolgimento delle responsabilità dei destinatari: tutto – o quasi tutto – sembrava cioè essere condizionato non solo dalle regolarità formali e dalla giusta attenzione alla massima trasparenza, ma anche dal coinvolgimento pieno dei soggetti (Trigilia 2005). Era questo, se vogliamo, che le differenziava dalle politiche di programmazione economica eterodirette del passato. A tutti i livelli, esse si distinguevano da queste politiche assistenziali perché promuovevano l’autodeterminazione individuale e collettiva. E l’esperienza, si sa, insegna che un intervento o innesca un processo di autonomia o accentua la dipendenza.

Ciò che allora si sosteneva era la forte connettività tra il “capitale sociale” e lo sviluppo, tra il pubblico e il privato, tra le istituzioni pubbliche e la cultura locale, perché – si affermava – senza una vera interme-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

diazione politica non poteva esserci una reale salvaguardia della concomitante coesione sociale. Da qui la tesi secondo la quale uno sviluppo sostenibile è accomunato dalla capacità di strategia dei soggetti pubblici e privati: dal loro impegno a coordinarsi con strumenti formali e informali per sostenere un disegno di sviluppo condiviso. Perché, si sa, leadership e qualità della classe dirigente non si creano per decreto, ma possono essere sempre stimulate da politiche intelligenti che usano incentivi e servizi per mobilitare e responsabilizzare, anche finanziariamente, la società civile.

Cosa è rimasto oggi di quelle politiche e della loro logica di programmazione interattiva? Nulla o forse poco. Ciò a cui stiamo assistendo (almeno in Italia) è piuttosto una rivincita delle politiche liberiste, attente solo a incentivare le imprese con defiscalizzazioni e sgravi di ogni tipo o con politiche del lavoro che enfatizzano la flessibilità in ingresso e in uscita, la riduzione delle sicurezze, la mobilità. Saranno sufficienti per rilanciare lo sviluppo? Forse sì, non sappiamo. Certo è che a rimetterci sarà ancora una volta la coesione sociale e tutte quelle capacità culturali e sociali di cui i territori sono ricchi e che, proprio a causa di quelle politiche individualistiche, si stanno esaurendo perché, paradossalmente, “non usate” (Hirschman *docet*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Appadurai, A. (2004), *The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition*, in M. Walton, V. Rao (cur.), *Culture and Public Action: A Cross-Disciplinary Dialogue on Development Policy*, Palo Alto: Stanford University Press.

Appadurai, A. (2011), *Le aspirazioni nutrono la democrazia*, Milano: et. al. edizioni.

Appadurai, A. (2014), *Il futuro come fatto culturale*, Milano: Raffaello Cortina [ed. or. 2013].

Bell, W. (2003), *Foundation of Future Studies*, New Jersey: Transaction Publishers.

Bourdieu, P. (2003), *Per una teoria della pratica*, Milano: Raffaello Cortina, [ed. or. 1972].

Bourdieu, P., J.C. Passeron (1972), *I delfini. Gli studenti e la cultura*, Rimini: Guaraldi [ed. or. 1964].

Bourdieu, P. (2006), *La riproduzione*, Rimini: Guaraldi [ed. or. 1970].

Corbisiero F., E. Ruspini (cur.), (2016), *Sociologia del futuro. Studiare la società del ventunesimo secolo*, Padova: Cedam.

De Leonardis, O. e M. Deriu (2012), *Il futuro nel quotidiano. Studi sociologici sulla capacità di aspirare*, Milano: Egea.

Habermas, J. (1996), *Lotta di riconoscimento nello stato democratico di diritto*, in J. Habermas, C. Taylor (cur.) (1996), *Multiculturalismo. Lotte per il riconoscimento*, Milano: Feltrinelli [ed. or. 1992].

Hirschman, O. A. (1968), *La strategia dello sviluppo economico*, Firenze: La Nuova Italia [ed. or. 1958].

Hirschman, O. A. (1987), *Contro la parsimonia: tre modi facili per complicare alcune categorie del discorso economico*, in Id., *L'economia politica come scienza morale e sociale*, Napoli: Liguori.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Honneth, A. (2002), *Lotta per il riconoscimento. Proposte per un'etica del conflitto*, Milano: il Saggiatore [ed. or. 1992].

Leccardi, C. (2009), *Sociologie del tempo. Soggetti e tempo nella società dell'accelerazione*, Roma-Bari: Laterza.

Leccardi, C. (2012), *I giovani di fronte al futuro: tra tempo storico e tempo biografico*, in O. De Leonardis, M. Deriu (cur.), *Il futuro nel quotidiano. Studi sociologici sulla capacità di aspirare*, Milano: Egea, 31-50.

Morlicchio, E. (2012), *Navigare a vista. Povertà, insicurezza sociale e capacità di aspirare*, in O. De Leonardis, M. Deriu (cur.), *Il futuro nel quotidiano. Studi sociologici sulla capacità di aspirare*, Milano: Egea, 101-114.

Pareto, V. (1916), *Trattato di sociologia generale*, Milano: Comunità.

Sen, A. (1985), *Commodities and Capabilities*, Amsterdam: Elsevier.

Sen, A. (1992), *La disuguaglianza*, Roma-Bari: Laterza [ed. or. 1992].

Taylor, C. (1992), *La politica del riconoscimento*, in J. Habermas, C. Taylor (cur.), *Multiculturalismo. Lotte per il riconoscimento*, Milano: Feltrinelli [ed. or. 1992].

Triglia C. (2005), *Sviluppo locale. Un progetto per l'Italia*, Bari-Roma: Laterza.

Weber, M. (1968), *Economia e società*, Milano: Comunità [ed. or. 1922].

Weber, M. (1980), *Il metodo delle scienze storico-sociali*, Milano: Mondadori [ed. or. 1922].



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

“Capacity” to Choose. Criticizing Instrumental Rationality

The article discusses the possibility of going beyond the cognitive paradigm in sociology of rational choice in terms of a richer and more complex definition of “individual” and his “capacity” to choose. As we will show, the individual does not choose only in response to logical and rational reasoning, but also and above all, in relation to his cultural skills and relative context. This means interpreting the future not as the potential outcome of calculation (or at least not only), but also as a capacity to be mastered in view of expected outcomes. The difficulties that young people today are facing in making decisions in era of risk and what public institutions should aim at to ensure that such skills can be used as resources to control the future, are just two examples of showing how it is still possible nowadays for individuals and the community to plan the future beyond the logic of rational choice.

Keywords: Pareto, Weber, rational choice, decisional capacity, sociology of the future

Parte seconda

Le dimensioni socioculturali
dell'insicurezza:
fenomeni emergenti



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

O dentro o fuori. Paura, esclusione e islamofobia al tramonto della modernità

di Valentina Grassi *

La questione della marginalizzazione e dell'esclusione sociale è sempre stata al centro della riflessione dei sociologi, tanto dei classici quanto dei contemporanei. Le dinamiche di esclusione, ci insegna la psicologia, hanno radici nel legame profondo che essa ha con la paura, in particolare con la paura del diverso, dello straniero e in definitiva con la paura per eccellenza che è quella nei confronti della morte. In questo scritto, si cercherà di tracciare alcune piste di riflessione che, dalla definizione di paura, conducono ai processi di stigmatizzazione sociale e in particolare a una delle forme di marginalizzazione contemporanee di maggiore rilievo nelle relazioni internazionali e negli equilibri del mondo occidentale, quella che ha origine dall'islamofobia. Nella parte finale del testo, si proporrà una possibile lettura delle relazioni con l'Islam e degli eventuali ambiti di attivazione di pro-

* Professore associato di Sociologia Generale presso il Dipartimento di Giurisprudenza dell'Università di Napoli "Parthenope". Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

cessi virtuosi inclusivi, a partire da una delle istituzioni fondamentali della socializzazione primaria, la scuola.

1. Paura, terrore e mitologie dell'esclusione

Quando si parla di paura si parla di pericolo: la paura è infatti lo stato emotivo che si innesca quando ci si sente in una condizione pericolosa. Quella tra paura e pericolo è però una relazione di tipo complesso, come lo sono tutte le relazioni che includono più elementi, e anch'essa produce quello che Morin (1993) chiamerebbe il *terzo incluso*. La relazione tra i due poli, infatti, dà vita a una sorta di terzo elemento, costituito da una scala graduale di stati che associano di volta in volta l'emozione, più o meno intensa, con la percezione di uno stato di pericolo che è più o meno "reale": si pensi alla differenza tra l'agorafobia, la paura degli spazi aperti anche in totale assenza di pericolo, e la profonda angoscia per la diagnosi di una grave malattia.

La radice etimologica del termine «paura» rivela molto del suo significato a livello dell'immaginario. In latino il verbo *pavere* significa «essere colpiti dallo spavento»: lo stato emotivo dello spavento quindi "colpisce" il soggetto, che è appunto assoggettato, subisce un'emozione che annuncia una potenziale condizione di pericolo, o più precisamente una condizione *vissuta* come pericolo. La soglia di valutazione cognitivo-emotiva della condizione di pericolo è altamente variabile, tanto da un punto di vista soggettivo quanto da un punto di vista sociale: lo stato emotivo, inoltre, si traduce in un comportamento, in un insieme di azioni che comunicano agli altri lo stato psichico.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Certamente la paura è una delle emozioni più antiche e più comuni e le neuroscienze descrivono ampiamente i meccanismi cerebrali che si attivano quando essa sopraggiunge, così come la storia della evoluzione delle specie mostra interessanti somiglianze tra gli animali e l'uomo nelle forme di espressione di questa emozione. Per comprendere come sia complessa la linea di confine tra stato emozionale della paura e condizioni "oggettive" di pericolo, si tenga in conto che la psicologia distingue le paure *primarie* da quelle *secondarie*, considerando le prime legate ad angosce strutturali per eventi ineluttabili, indipendenti dalla volontà del singolo, come le catastrofi naturali, le seconde invece come prodotto di "spostamenti" emotivi, attraverso i quali un oggetto viene investito, come una sorta di capro espiatorio, della potenzialità di minaccia, assumendo in modo vicario il ruolo di oggetto di una paura altrimenti assoluta e paralizzante (Ferraris 1980). Sono esempio di espressione delle paure secondarie i rituali magici e religiosi, che costituiscono processi di metabolizzazione delle angosce, in particolare della paura "per eccellenza" che è la paura della morte.

L'emozione primaria della paura può tradursi, in termini psicopatologici, nella cosiddetta *fobia*: nel soggetto fobico agisce una persistente e incontrollata paura di situazioni, oggetti, persone, che sfocia generalmente in comportamenti di evitamento di tutte le situazioni considerate "pericolose". Nel caso della fobia, si può arrivare a casi estremi di evitamento che limitano la vita dei soggetti, fortemente condizionati nel loro comportamento dalla paura di affrontare situazioni o persone che non rappresentano un reale pericolo ma che sono percepiti come fonte di profonda angoscia.

In una ipotetica scala di progressione della caratteristica paralizzante della paura, all'estremo si colloca il *terrore*. Esso indica uno stato di paura incontrollabile per una condizione di pericolo imminente non necessaria-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mente reale: la storia della nozione del terrore è molto interessante per arrivare a comprendere come sia stata associata a ciò che oggi s'intende per "terrorismo". L'antenato più "illustre" è senza dubbio quello che è stato definito il "Regime del Terrore" in Francia, vale a dire un periodo della durata di un anno e successivo alla Rivoluzione francese, tra il 1793 e il 1794, durante il quale il cosiddetto "Comitato di salute pubblica" mise in piedi una serie di misure repressive violente, spesso culminate con condanne a morte, verso tutti gli oppositori della fazione politica giacobina, che aveva costituito l'anima rivoluzionaria.

Dall'esperienza del governo del Terrore in Francia, per estensione, vengono definiti come terrorismo ogni metodo di governo basato appunto sul terrore, nonché quelle forme di lotta politica fondate su azioni violente indiscriminate, mirate a seminare panico nella popolazione civile, generalmente organizzate ed eseguite da gruppi clandestini. Se la storia italiana ricorda bene gli anni del "terrorismo rosso" e del "terrorismo nero", nel contesto internazionale e in particolare a partire dall'azione terroristica che ha colpito gli Stati Uniti l'11 settembre del 2001, nel cuore simbolico della cultura occidentale, l'attenzione è centrata sul terrorismo legato al *fondamentalismo islamico*.

Paura, fobia e terrore appaiono quindi strettamente legati a processi psicologici e socio-antropologici di tipo *schizomorfo*, che hanno la forma della separazione oppositiva: si costituisce una dicotomia io/te o noi/loro dove il secondo termine del confronto deve essere necessariamente allontanato, annientato, negato. Nella sua analisi delle strutture antropologiche dell'immaginario, Durand (1972) colloca i simboli della separazione, o simboli *diaretici*, nel regime diurno dell'immaginazione, laddove agisce la struttura dell'antitesi polemica. Legati ai simboli *ascensionali*, che



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

esprimono la dicotomia alto/basso, i simboli diairetici possono essere ricondotti all'archetipo della "spada d'oro", l'arma dell'eroe polemico che trancia, divide, separa: la grande separazione tra il bene e il male, esprimendo simbolicamente la giustizia, è manifestata dall'arma fallica che rappresenta il sentimento di *potenza* e di *purezza*. Il tema dell'eroe combattente, ricorda Durand, popola le mitologie e il folklore di tutte le culture, e contamina anche l'agiografia cattolica e le "istituzioni di cavalleria". Generalmente, l'eroe combatte per allontanare e sventare il male, i personaggi malefici, come il drago, e per escluderli, eliminarli dal proprio territorio.

Come tutti i simboli, anche quelli legati alla separazione diairetica sono, sottolinea Durand, ambivalenti: e così la rottura dei legami incontra, nei processi dell'immaginazione, immagini antifrastiche del legame, come nel caso dell'etimologia del termine *Yoga*, che discende sì dal termine *Yug* che significa "legare", ma perché avvenga il legame supremo occorre che siano rotti i legami dello spirito con il mondo. Da un punto di vista immaginale, il legame che va tranciato rappresenta la condizione umana mortale nel mondo, della quale l'uomo deve essere liberato. E tale liberazione avviene attraverso l'antitesi polemica, la lotta contro il male: ecco che tutti i simboli della difesa, come la *corazza* o la *cinta fortificata*, contribuiscono a rafforzare l'idea della volontà diairetica, di separazione da tutto ciò che è vissuto come corruzione e confusione.

Durand quindi riconduce nel regime diurno dell'immaginazione i simboli della separazione e vi associa la struttura schizomorfa del pensiero per antitesi. La logica dell'*aut-aut*, secondo l'antropologo francese, è a fondamento di tutti i processi immaginativi che rimandano al senso della lotta contro qualcosa: per esempio le figure della lotta contro le tenebre, contro la caduta, contro l'animalità e la barbarie, in definitiva, simbolicamente, con-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tro *Cronos*, il tempo mortale. Nelle operazioni cognitive ed emozionali di separazione e antitesi, l'uomo conduce antropologicamente la sua lotta personale e collettiva contro il tempo che passa, quindi contro la morte. Si tratta di un atteggiamento conflittuale che si traduce in manifestazioni del dualismo dentro/fuori, dove il fuori rappresenta la negazione fino all'estremo dell'annientamento. L'essenza immaginale della separazione incontra quindi, in quello che Durand chiama "l'isomorfismo di simboli convergenti", l'esclusione come forma di protezione di una purezza si potrebbe definire "sacra".

2. La relazione con l'ignoto e lo stigma sociale

Alle paure primarie può essere ricondotta strutturalmente una grande angoscia, antropologicamente universale: quella nei confronti di ciò che non si conosce, dell'ignoto, del mistero. Quella che Morin (1986) definisce la forma di pensiero simbolico/mitologico/magico produce continuamente forme di ritualità collettive volte a metabolizzare l'angoscia verso l'ignoto. Interessanti analogie si possono ritrovare, a tal proposito, tra i rituali magico-religiosi e i comportamenti propri della schizofrenia, dove azioni ripetute, norme e "cerimoniali" hanno la funzione di trasmettere al soggetto la sensazione di controllo su una realtà della quale si teme l'aspetto confusivo (Ferraris 1980, 135-137). Tuttavia la differenza che più interessa le scienze sociali tra i rituali schizofrenici e la metabolizzazione mitico-simbolica dei rituali di gruppo riguarda la connotazione individualistica dei primi, che avvengono nella solitudine della mente del singolo, e quella collettiva, organica, dei secondi, che sono vissuti ed elaborati insieme agli



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

altri. I riti collettivi di esorcizzazione del male, e quindi della paura, sono caratteristici tanto di culture non occidentali quanto di culture tecnicamente avanzate come quelle occidentali: si pensi ai pellegrinaggi religiosi e a tutte le forme di tribalismo postmoderno di cui si è occupato ampiamente Maffesoli (2004).

Lo spazio di esorcizzazione della paura, del passato, del presente e del futuro, è uno spazio *immaginario*, popolato di immagini simboliche che danno forma ai fantasmi soggettivi, collettivi e sociali. Il panico costituisce una forma degenerativa della paura che non ha trovato una forma di espressione ed esorcizzazione, e si manifesta quindi in modo disarmonico e paralizzante. La funzione fantastica propria del pensiero umano opera attraverso le produzioni immaginative che mettono in forma una *eufemizzazione* delle angosce antropologiche (Durand 1972), quale quella per il tempo che passa, per la morte. La paura, come tutte le emozioni, vive in un mondo immaginato che viene sperimentato soggettivamente e collettivamente, in una complessa rete di rimandi tra reale e immaginario dove il confine non è netto, ma labile e mobile. Risulta quindi improprio distinguere nettamente tra paure “reali” e paure “immaginarie”, laddove il mondo esterno è sempre filtrato dalla nostra esperienza, che riconduce a livello soggettivo un mondo presunto oggettivo. Quando parla della paura, Freud evoca il *perturbante* come sentimento suscitato dalla riemersione di complessi infantili rimossi (Strada 2005, 15-21): l’effetto del perturbante è scatenato dall’irruzione nella quotidianità dell’impossibile e dell’impensabile ed è questo uno dei meccanismi principali utilizzati dalle varie forme espressive, dalla letteratura alla pittura al cinema, per suscitare la paura.

L’immaginario infantile è fortemente rivelatore degli archetipi e dei simboli collettivi, in quanto non ancora “domato” dalla tendenza organiz-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

zatrice del pensiero razionale degli adulti: ebbene, esso è popolato di esseri mostruosi che raffigurano le paure primarie, quale è quella del buio. La paura del buio e dell'oscurità, simboli anch'essi legati all'ignoto e al mistero, è spesso incarnata nei "mostri", raffigurazioni di ciò che è diverso, non conosciuto, appunto ignoto. Di mostri sono popolate le fantasie dei bambini ma anche le forme espressive della produzione culturale, dalla letteratura al cinema: tra gli esempi più noti delle figure mostruose che dalla letteratura sono transitate al cinema si pensi a Dracula, che dalla novella di J.W. Polidori al romanzo di B. Stoker, è passato al cinema con F.W. Murnau, T. Browning e F. Ford Coppola.

Ritualità collettive e forme di manie, nevrosi e psicosi sono spesso associate proprio a una angoscia strutturale dell'esperienza umana e sociale, che è simbolicamente personificata nella paura dello *straniero*. Le varie forme di stereotipizzazione affondano le loro radici proprio nel bisogno cognitivo di ricondurre a elementi noti ciò che noto non è: lo straniero infatti è spesso oggetto di processi di stereotipizzazione che influenzano, per esempio, i comportamenti nei contesti delle relazioni internazionali. Da un punto di vista sociale, afferma Simmel (1989), la presenza dello straniero in un gruppo attiva le polarità di inclusione/esclusione, che costituiscono il corrispettivo della dicotomia sé/gruppo, laddove lo straniero è quell'individualità destabilizzante che rappresenta l'Altro. E questo processo conferma, in prospettiva socio-antropologica, la corrispondenza tra paura e repulsione, tra angoscia e rifiuto.

In un'opera di grande importanza per le scienze sociali, Goffman (1983) affronta la questione centrale dei processi di *stigmatizzazione*. L'attribuzione di uno stigma sociale è un processo attraverso il quale una comunità associa un segno distintivo, una sorta di marchio, a un soggetto



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

o a un gruppo, riducendone l'identità, certamente ben più complessa, al tratto isolato, che diventa oggetto di disapprovazione, di discriminazione e di esclusione sociale in quanto *deviante*. Se all'origine, per esempio nell'antica Grecia, lo stigma consisteva proprio nell'apposizione sul corpo dello stigmatizzato di un segno di riconoscimento che lo collocava in una posizione sociale di inferiorità, come nel caso degli schiavi, oggi i processi di stigmatizzazione hanno a che fare con la questione degli stereotipi e dei pregiudizi, in presenza o anche in assenza di caratteristiche fisiche o di tratti distintivi a livello del corpo. Oggetto di stigmatizzazione in alcuni contesti sociali, in presenza di segnali corporei di riconoscimento, sono stati e sono per esempio i neri o i disabili, mentre in assenza di codici corporei riconoscibili sono stati e sono oggetto di stigmatizzazione per esempio gli ebrei.

Secondo Goffman, il pregiudizio e lo stigma sono indissolubilmente legati alla questione della *diversità*. È la comunità che definisce, attraverso un processo di costruzione sociale della realtà (Berger e Luckmann 1997), cosa "è normale" e cosa "non è normale", producendo forme di stigmatizzazione in cui alcuni tratti soggettivi, che si discostano dal modello di normalità socialmente costruito, sono considerati appunto "diversi". E tale tratto viene assolutizzato, mentre l'identità sociale viene ridotta a esso, producendo forme di esclusione sociale che a loro volta provocano la percezione di emarginazione da parte dei soggetti interessati. Secondo Goffman il processo di stigmatizzazione sociale attraversa quattro fasi: la scelta del tratto "diverso" che può essere oggetto di stigmatizzazione, l'attribuzione di stereotipi negativi a tale tratto, la costruzione della distinzione tra stigmatizzati e non-stigmatizzati e l'attivazione di processi di mobilità sociale discendente in termini di *status* per i soggetti stigmatizza-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ti. È quindi sempre più chiaro come la paura sia legata alla separazione e quindi all'esclusione sociale.

3. Dall'islamofobia al riconoscimento dell'altro

L'Agenzia dell'Unione europea per i diritti fondamentali (FRA) individua alcune aree rispetto alle quali vengono regolarmente perpetrate violazioni dei diritti umani: tra queste cita la xenofobia (antisemitismo, islamofobia, paura dei Rom), la discriminazione dei gay, la questione dell'identità di genere e la questione della disabilità. Si tratta infatti di ambiti nei quali sono all'opera processi di forte stigmatizzazione sociale, portatori di discriminazione ed esclusione sociale. Tra le questioni che più interessando la contemporaneità nel contesto occidentale, nordamericano ed europeo, c'è certamente la relazione complessa tra terrorismo di matrice fondamentalista islamica e islamofobia.

Il terrorismo di matrice fondamentalista islamica del XXI secolo è caratterizzato da azioni violente, quali esplosioni di kamikaze e sparatorie, in contesti pubblici frequentati dalla popolazione civile, quali scuole, aerei, aeroporti, stazioni della metropolitana, locali di ristoro o del *loisir*; gli attentati sono organizzati da gruppi clandestini, spesso costituiti da pochi individui, che agiscono in nome di un ideale incarnato. E questo ideale incarnato è costituito da movimenti politico-religiosi o, come nel caso dell'ISIS, da sedicenti Stati con mire espansionistiche in vari territori. La questione globale cruciale del terrorismo di matrice islamica contemporaneo è che la sua vicenda si intreccia in modo irreversibile con le vicende politico-militari di paesi occidentali e di paesi di religione islamica, e in



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

particolare con le relazioni internazionali, e quindi con la loro complessità, tra tutti questi paesi. I territori coinvolti sono moltissimi, in tutti i continenti: dall'Afghanistan all'Iraq, dalla Siria alla Libia, a tutto il Maghreb, dall'Arabia Saudita allo Yemen, dal Kenya alla Tanzania, e nel mondo occidentale tanto gli USA quanto l'Europa.

Fa da contraltare alla situazione di tensione internazionale una tra le più significative marginalizzazioni sociali del nostro tempo, perché densa di conseguenze anche catastrofiche: quella nei confronti dei musulmani in Occidente. Nell'interessante analisi che compiono Morin e Ramadan (2015), emerge un quadro piuttosto chiaro dei processi di socializzazione che influenzano il vissuto sociale dei giovani migranti di cultura islamica nel mondo occidentale, vittime soprattutto dello iato tra norme, valori e pratiche di comportamento trasmessi dalla famiglia di origine e i modelli di successo proposti e imposti dalle altre agenzie di socializzazione. Si crea in effetti un conflitto culturale che si riproduce nella scuola, spesso luogo di "disintegrazione" piuttosto che di integrazione, che spinge i giovani a riconoscersi solo in gruppi di devianti, come bande criminali di diverso tipo. Perché, come afferma Morin, «è noto che le persone rifiutate rifiutano coloro che le rifiutano» (Morin e Ramadan 2015, 21): se si pensa come questo processo avvenga anche per i giovani autoctoni, si può comprendere più chiaramente come possa avvenire anche per i giovani immigrati.

Nella profonda descrizione che ne dà Ramadan, la demonizzazione islamofobica, in particolare quella francese, avviene su tre piani, intrinsecamente interrelati e produttori di marginalizzazione sociale e quindi conflitto. Il primo livello riguarda i processi di secolarizzazione, vissuti nel mondo occidentale come liberazione dalla religione, nei confronti dei qua-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

li l'Islam è percepito come "arretrato"; il secondo livello riguarda l'ostilità nei confronti degli "antichi" colonizzati che manifestano il desiderio del riscatto sociale, ponendosi come cittadini uguali a tutti gli altri; il terzo livello, quello più "confusivo" da un punto di vista dell'immaginario della separazione, riguarda l'incarnazione di un'alterità che si pone come tensione verso l'universalità dei valori comuni, che rendono uguali tutti gli esseri umani, tensione che vuole essere evitata, se non del tutto negata.

Nel discorso dei due autori, una prima questione che si pone è quella della *laicità*. Il pensiero laico, che trova le sue radici nella cultura del Rinascimento, pone interrogativi sulla natura, sul mondo, su Dio e sull'uomo. La laicità nel suo senso profondo ha però perso il suo slancio iniziale di interrogazione e di stimolo alla riflessione, rifugiandosi in una vuota razionalizzazione che mostra presto i suoi limiti, se non proprio le sue "malattie". Lo slancio di interrogazione sui fondamenti della verità ha lasciato il posto, nella cultura occidentale, a una opposizione vuota di senso tra razionalizzazione e "magia": si perde così quell'idea di uno spazio pubblico che si fonda sull'accettazione delle diversità, o ancora di più sull'universalità dell'umano al di là di ogni autorità assolutizzata. Dalla laicità come valore si passa al laicismo come ideologia, che strumentalizza la laicità stessa contro la religione, incarnata nel caso specifico dall'Islam.

Una seconda questione riguarda la relazione complessa tra *diversità* e *democrazia*. La democrazia stessa infatti implica che ci siano al suo interno diversità e conflittualità tra idee e posizioni contrastanti: la democrazia si fonda sulla tensione delle differenze. Oggi molte delle democrazie europee, però, si trovano confrontate con l'irruzione di una diversità che in qualche modo le destabilizza: si tratta del multiculturalismo conseguente ai processi migratori dai paesi dell'Africa e dell'Asia. Alle democrazie si



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

chiede quindi di aprirsi a processi di integrazione che però riguardano culture che non hanno gli stessi riferimenti normativi, valoriali e di comportamento sui quali esse stesse si sono fondate: tanto per dirne una, la scuola, che dovrebbe essere fattore di integrazione, si pone invece come fattore di marginalizzazione, per esempio insegnando una storia che è parziale, riduttiva, persino etnocentrica, e che i figli dei migranti non hanno voglia di apprendere. In sostanza, sottolineano Morin e Ramadan, non è uno status giuridico di cittadino, che alcuni migranti hanno acquisito, che crea il sentimento di appartenenza a una nazione, ma solo processi di socializzazione orientati all'intercultura come valore, dove la diversità è arricchimento e non pericolo.

E si arriva così a una terza questione cruciale, quella che riguarda il ruolo dell'*educazione*, in particolare della scuola, nella formazione della coscienza interculturale. Morin rileva una crisi profonda dell'educazione, con gli insegnanti che si ritrovano spesso burocratizzati e si ritraggono nel recinto delle loro discipline, perdendo lo slancio di "formazione alla vita" che dovrebbero avere. In un certo senso, l'educazione non prepara più ad affrontare i problemi fondamentali dell'esistenza, ormai globali, che i giovani si trovano ad affrontare: non prepara ad affrontare le questioni della globalizzazione e l'incertezza che ne deriva. In definitiva, non prepara alla comprensione dell'altro, in ciò che l'altro è simile e diverso da sé. Se dal punto di vista affettivo ed emotivo l'altro è simile a me, nel provare paura, nell'amare, nel soffrire e nell'essere felice, è allo stesso tempo diverso nella cultura, nei valori e nei comportamenti: la comprensione si fonda proprio su questo, sul riconoscimento della somiglianza e allo stesso tempo sul rispetto della differenza. E questa comprensione sembra passare, nelle



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

parole di Ramadan, attraverso l'insegnamento di quattro importanti ambiti del sapere: la storia, la storia delle religioni, la filosofia e l'arte.

Se le radici della paura, della fobia e persino del terrore sembrano quindi affondare nella costruzione sociale di un immaginario della separazione e dell'esclusione, il superamento di tali paure sembra trovarsi proprio nei processi socio-antropologici di costruzione di una relazione con l'altro fondata sull'unione, che parte dal riconoscimento e dal rispetto di ciò che rende uguali e allo stesso tempo diversi, fino alla consapevolezza che la diversità è sempre un arricchimento e mai una limitazione. Si auspica che se da una parte queste parole sembrano ormai solo un pallido tentativo inascoltato di rifondare, per esempio, le istituzioni educative, dall'altra si renda evidente come oggi costituiscono i fondamenti di una prospettiva a lungo termine, una delle sfide che il futuro della vita dell'uomo sulla Terra deve affrontare, pena probabilmente la sua stessa estinzione.

4. Osservazioni conclusive

Se la paura fa parte dei processi di ordine psichico, culturale e sociale che agiscono nell'esperienza umana del mondo, nel corso della storia essa ha assunto diverse forme: compito della sociologia è comprendere le condizioni di esistenza dei fenomeni nei diversi contesti storico-culturali. In questo breve scritto, si è cercato di porre l'attenzione sul legame tra la radice psicologica della paura, la questione antropologica e simbolica della paura della diversità e i fenomeni contemporanei dell'islamofobia, in particolare legati alla questione del terrorismo di matrice fondamentalista islamica. Ebbene, a margine di questa riflessione, si vuole aprire piuttosto



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

che chiudere il dibattito: certamente islamofobia e processi di scarsa o nulla integrazione degli immigrati di cultura islamica in paesi occidentali quali la Francia sono strettamente e sostanzialmente legati. Certamente una autoriflessione va fatta, e con molta urgenza: la scuola, prima fra tutte le istituzioni della socializzazione, deve ripensare se stessa come primo luogo di compresenza, e quindi di necessaria inclusione, tra più culture nello stesso spazio sociale. E le domande che si pongono sono molte: come può la scuola raccogliere una sfida che a oggi sembra piuttosto mancata? Qual è il ruolo degli insegnanti? E quale la formazione che devono avere per preparare i giovani alla vita? Per trasmettere loro una intelligenza interculturale?



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Berger, P.L. e T.Luckmann (1997), *La realtà come costruzione sociale*, Bologna: il Mulino.

Durand, G. (1972), *Le strutture antropologiche dell'immaginario*, Bari: Dedalo.

Ferraris, A.O. (1980), *Psicologia della paura*, Torino: Paolo Boringhieri.

Goffman, E. (1983), *Stigma. L'identità negata*, Milano: Giuffrè.

Grassi, V. (2007), *In fuga dall'ignoto. Tracce per una riflessione interdisciplinare sull'immaginario come spazio di espressione ed esorcizzazione della paura*, in *Inoltre*, 10, pp. 108-114.

Maffesoli, M. (2004), *Il tempo delle tribù. Il declino dell'individualismo nelle società postmoderne*, Milano: Guerini.

Morin, E. (1986), *La Methode 3. La connaissance de la connaissance*, Paris: Seuil.

Morin, E. (1993), *Introduzione al pensiero complesso*, Milano: Sperling & Kupfer.

Morin, E. e T. Ramadan (2015), *Il pericolo delle idee*, Trento: Erickson.

Simmel, G. (1989), *Sociologia*, Milano: Comunità.

Strada, R. (2005), *Il buio oltre lo schermo. Gli archetipi del cinema di paura*, Milano: Zephyro Edizioni.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

In or Out. Fear, Exclusion and Islamophobia at the End of Modern Age

The emotional state of fear affects the subject, who undergoes an emotion that announces a condition experienced as a danger. In a hypothetical scale of progression of crippling characteristic of fear, the extreme ranks terror: it indicates a state of uncontrollable fear of an imminent danger condition that is not necessarily true. The history of the notion of terror is very interesting to understand how it was associated with what today is meant by "terror". Terrorism by Islamic fundamentalism of the twenty-first century is characterized by violent acts, such as suicide explosions and shootings in public settings frequented by the civilian population. Related to the situation of international tension, we can see one of the most significant social marginalization of our time, with catastrophic consequences: the one against Muslims in the West society.

Keywords: fear, terrorism, stigma, exclusion, islamophobia.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Mercificazione, individuo e società: attualità del pensiero di Karl Polanyi

di Francesca Colella *

Nelle pagine che seguono si propone un percorso di riflessione teorica sull'attualità del pensiero di Karl Paul Polanyi – noto sociologo, filosofo e antropologo economico di origini ungheresi – in relazione ad alcuni dei concetti più significativi rintracciabili nei suoi scritti. La tesi fondamentale di Polanyi riguarda la negazione della “naturalità” della società di mercato, ritenuta piuttosto un prodotto storicamente datato della società umana, ma non solo: egli la considera un'anomalia nella storia della società nella quale tutto – natura, merci, denaro, servizi, credito – diventa oggetto di scambio, discostandosi dal pensiero liberale nel quale essa era, invece, nient'altro che un diretto prolungamento della naturale tendenza umana agli scambi (Polanyi 1974).

Secondo l'autore, l'economia non è avulsa dalla società e non può che essere *embedded*, vale a dire integrata e radicata all'interno della società stessa. La sua idea è che esistano tre forme di integrazione dell'economia

* Dottoressa di ricerca in Teoria e ricerca sociale presso il Dipartimento di Comunicazione e ricerca sociale dell'Università di Roma «La Sapienza». Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

nella società: la reciprocità – sulla scorta di Mauss (1925) – la redistribuzione e lo scambio di mercato. Negli scambi regolati dalla reciprocità, infatti, gli individui, ma soprattutto le relazioni e i legami che derivano dallo scambio rispetto all’effettivo bene oggetto di dono, assumono maggiore valore. La seconda forma di integrazione è la redistribuzione: in questo caso presupponiamo l’esistenza di un organo centrale da cui dipende un sistema di distribuzione collettiva. In altre parole, si producono beni e servizi che vengono poi trasferiti a questo centro, e successivamente distribuiti alla collettività. Infine, la terza forma di integrazione, che è anche oggetto delle critiche più radicali da parte dell’economista, è lo scambio di mercato: esso è un sistema complesso nel quale tutto tende a essere scambiato e quindi tutto subisce continue fluttuazioni e regole mutevoli.

L’economicizzazione e la mercantilizzazione delle nostre società rendono oramai inevitabile il confronto con gli scritti critici di Polanyi, la cui forza è quella di rendere possibile una connessione robusta tra elementi propri dell’epoca in cui egli è vissuto e i maggiori problemi della società contemporanea¹. Minimizzando il peso dei determinismi economici, egli attribuisce un ruolo maggiormente rilevante alla politica e all’etica, in netta controtendenza rispetto a numerosi economisti del tempo che, invece, ave-

¹ La sua vita è stata fortemente segnata dalle drammatiche vicende della prima metà del novecento, tanto da dover essere costretto a emigrare varie volte, prima a Vienna in Austria (1919-1933), poi a Londra in Inghilterra (1933-1947) e infine a New York negli Stati Uniti (1947-1964). Il contatto con diversi ambienti politici e culturali giovò largamente alla sua formazione, nutrendo le sue grandi capacità interpretative delle vicende storiche mondiali. Un uomo «inseguito, per così dire, dalla storia, che tuttavia egli stesso inseguiva, trovandosi di volta in volta in luoghi culturalmente e politicamente importanti, in momenti importanti, e cercando di comprendere il significato storico degli eventi» (Cangiani e Maucourant 2008, 20).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

vano un approccio più mercato-centrico². Una rinnovata riflessione sul pensiero di Polanyi può essere utile per arricchire il dibattito sulle crisi della società contemporanea e sul rapporto tra economia e società, forse non sviscerato sufficientemente alla luce dei significativi mutamenti degli ultimi decenni.

Nel pensiero di Polanyi, la *società di mercato* (la società in cui “tutto è mercato”), contraddistinta dalla presenza di una Alta Finanza, consiste proprio nella globale mercificazione: essa diventa predominante fino al punto di piegare tutte le attività sociali e la forma stessa della società alle esigenze dei mercati.

L'estrema artificiosità di un sistema in cui l'economia si è sottratta al controllo sociale, celata dalle giustificazioni dell'economia politica classica, diventa per Polanyi evidente nei momenti di transizione, all'inizio e alla fine del ciclo per lui ben concluso dell'esistenza storica di tale società. Non più naturale, semmai meno, delle altre, la “società di mercato” è come un caso patologico destinato a chiudersi con una crisi violenta; il suo studio passa per un'anamnesi e una diagnosi: definizione della società di mercato, quindi identificazione della tensione specifica che l'affligge e ne determina il crollo, o la trasformazione. (Salsano 1974, XV-XVI; virgolette nel testo)

La predominanza degli scambi commerciali a distanza, e dunque la prevalenza della dimensione finanziaria che tali tipi di scambi richiedono, può essere considerata la sua definizione del capitalismo, riconducibile, di fatto, a un sinonimo di *società di mercato*. In questa sede non è possibile, né opportuno, ripercorrere la lunga storia del capitalismo: basti considerare,

² Le sue idee cominciarono a diffondersi solo dopo il 1957, anno in cui pubblicò il libro *Trade and Market in The Early Empires* e fondamentale fu, in tal senso, la pubblicazione di alcuni suoi articoli sulla rivista *American Anthropologist*.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

comunque, che l'attualità di questa visione del capitalismo è alla base di un rinnovato interesse per il pensiero dell'intellettuale ungherese. Polanyi contrappone alle aride logiche di mercato, la logica della distribuzione dei beni basata sulla reciprocità, che si fonda, a sua volta, sullo scambio dei beni basato sull'aspettativa di ricevere altri beni in modi stabiliti.

A differenza della maggior parte degli economisti che lo hanno preceduto, Polanyi non considera la *reciprocità*, la *redistribuzione* e lo *scambio di mercato* in modo consecutivo temporalmente, vale a dire che in epoca più antica vigeva la reciprocità e via via le altre forme, ma le tre modalità di scambio economico possono coesistere. Egli rifiuta l'identificazione dell'economia umana con la sua forma mercantile, dedicando molti anni della sua vita alla riflessione sul *mercantilismo* e sul *determinismo economico*, mettendo in dubbio finanche la naturalità dell'*Homo oeconomicus*:

la quasi certezza che l'essere umano non sarebbe altro, naturalmente e in ogni tempo, che un uomo economico, cioè un individuo calcolatore che aspira esclusivamente a massimizzare la propria utilità, è invero oramai consolidata un po' ovunque – nel discorso politico, economico, storico, sociologico, nel senso comune dominante (Caillé e Laville 2008, 45).

In questo scritto, pertanto, si intende porre particolare attenzione alla critica del *mercantilismo* di Polanyi, tenendo in conto la «promessa palesemente falsa che i mercati guidati dal profitto possano indicare il vero valore delle cose. Si pone dunque il problema di come guarire da questa malattia. La storia dimostra che la cura non può provenire unicamente dal governo, ma bisogna cambiare la società di mercato dall'interno» (Patel 2010, 27). Si tenterà allora di evidenziare la natura sociale dei processi economici all'interno dell'attuale dibattito sui limiti del mercato; in



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tale dibattito si approfondiranno gli elementi caratterizzanti legati alla mercificazione del lavoro, al processo di individualizzazione e alla possibilità di avviare una ri-costruzione dello spazio pubblico della società, facilitando la ri-progettazione di quella spinta in grado di consolidare l'autonomia del "sociale" nei confronti del "politico" e dell'"economico", sollecitando così «l'anima di un nuovo tipo di civiltà» (Sorokin 1961, 253). In tal senso, Polanyi è riconosciuto come padre ispiratore della *Filosofia della condivisione* secondo la quale il *Neoliberismo* – contemporaneamente definibile un'ideologia, una visione del mondo, un insieme di politiche e un insieme di teorie più o meno coerenti tra loro – è alla base del grave degrado antropologico della nostra epoca³.

1. Mercificazione e *doppio movimento* della società

Ciò che rappresenta la novità a partire dal XVI secolo, e che modella la modernità occidentale, non è l'avvento del capitalismo, già noto nell'antichità, ma la creazione più o meno connessa di due aspetti nuovi del capitalismo. Da un lato, il capitalismo manifatturiero (poi industriale) – che Karl Marx (1964) ha approfondito in particolare – che promuove la produzione di massa e permette di sostituire lentamente i beni necessari prodotti industrialmente a beni artigianali; dall'altro, sappiamo che questo

³ Nella *Filosofia della condivisione* convergono saperi diversi tra loro: in ogni parte del mondo vi sono filosofi, economisti, antropologi e sociologi accomunati dal proposito di ripensare le attuali strutture economiche e sociali. La finalità comune di questi studiosi è di valutare migliori condizioni di libertà e di giustizia in una società consumistica come quella odierna, dominata dal libero mercato.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

capitalismo industrializzato è razionalizzato – ricordando Max Weber (1968) – sull’invenzione della partita doppia e sulla legittimazione religiosa dell’accumulazione indefinita (cfr. Caillé e Laville 2008, 56).

L’attuale società è ormai ampiamente finanziarizzata e l’economia è, di fatto, subordinata tanto al mercato dei beni e dei servizi quanto al mercato finanziario autoregolato. Da questo punto di vista, gli anni precedenti la crisi finanziaria del 2008 sono stati un momento di esaltazione della fede nei mercati e della deregulation: è un’epoca di trionfalismo dei mercati che inizia a fine anni settanta. Infatti, a partire dall’elezione di Margaret Thatcher in Inghilterra nel 1979 e con quella di Ronald Reagan negli Stati Uniti nel 1981 si abbraccia il modello neoliberista, sostenendo che fossero i mercati, e non i governi, ad avere in mano le chiavi della prosperità e della libertà.

Le “ricette” degli economisti e le preoccupazioni degli industriali confluiscano nell’esperienza emblematica del governo Thatcher e nella rincorsa neoliberista. Tale credo attraversò gli anni novanta con il pensiero liberale non ostile ai mercati di Bill Clinton negli Stati Uniti e di Tony Blair in Inghilterra: tale visione ha consolidato la fiducia nei mercati come principale mezzo per conseguire il bene pubblico (cfr. Sandel 2013, 12-13), estendendo la loro legittimazione sociale. L’oramai noto assunto neoliberista “la società non esiste”, firmato Thatcher, è emblematico di una temperie culturale che si è affermata, nel tempo, sia nei Paesi anglosassoni sia in Italia. Quella che Polanyi chiamava “difesa sociale” – o contro-movimento della società in risposta a quello del mercato – appare sempre meno compatibile con le “leggi” dell’economia (Cangiani 1998, 32): infatti, aspetti basilari della vita dell’individuo – come, per esempio, il lavoro – vengono affidati a meccanismi economici, finanziari e di mercato.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Non appena le attività quotidiane dell'uomo si sono organizzate secondo mercati di vari tipi, basati sui movimenti di profitto, determinati da atteggiamenti competitivi, e governati da una scala di valori utilitaristici, la società diviene un organismo che è, sotto tutti gli aspetti essenziali, sottoposto a fini di guadagno. Avendo così assolutizzato il movente del guadagno economico nella pratica, l'uomo perde la capacità di tornare a relativizzarlo mentalmente. (Polanyi 1983, 28)

Questi temi sono centrali nel pensiero di Polanyi e, allo stesso tempo, di grande attualità, nonostante le sue riflessioni risalgano a molti decenni fa: «viviamo in un'epoca in cui quasi tutto può essere comprato e venduto. Negli ultimi tre decenni, i mercati hanno preso a governare le nostre vite come mai prima d'ora. (...) Oggi, la logica del comprare e del vendere non è più applicata soltanto ai beni materiali ma governa in misura crescente la vita nella sua interezza» (Sandel 2013, 12-13). Forse la mercificazione, e in particolare la mercificazione del lavoro, rappresenta il concetto più importante dell'intera logica del capitalismo.

Quando si parla di scambio economico si pensa per consuetudine al passaggio di merci e servizi da un soggetto proprietario a un altro soggetto in cambio di altre merci e di altri servizi oppure di denaro. Questa è una regola che si è affermata in ogni economia mercantile sulla base del criterio della controprestazione: qualcosa in cambio di qualcos'altro con l'obiettivo di ottenerne un utile. Un criterio che domina nell'attuale economia capitalista in cui è stata mercificata e monetizzata qualunque cosa, compresi gli esseri viventi, ma può essere così anche in un'economia basata sul baratto e dovunque sia valido un criterio di scambio diseguale per ricavarne un profitto sempre maggiore (cfr. Santamaria 2007, 27 ss.).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

In questo modo, secondo Polanyi, si trasforma la stessa sostanza della società umana e lo sviluppo stesso dell'economia di mercato, definita dal sociologo ungherese come un

sistema economico controllato, regolato e diretto soltanto dai mercati; l'ordine nella produzione e nella distribuzione delle merci è affidato a questo meccanismo autoregolante. Un'economia di questo tipo deriva dall'aspettativa che gli esseri umani si comportino in modo tale da raggiungere un massimo di guadagno monetario. Essa assume l'esistenza di mercati nei quali la fornitura di merci (e di servizi) disponibili ad un determinato prezzo sarà pari alla domanda a quel prezzo. Essa assume la presenza della moneta come potere di acquisto nelle mani dei suoi possessori. La produzione sarà poi controllata dai prezzi poiché i profitti di coloro che dirigono la produzione dipenderanno da essi; anche la distribuzione delle merci dipenderà dai prezzi perché i prezzi formano i redditi ed è per mezzo di questi redditi che le merci prodotte sono distribuite tra i membri della società. Sulla base di questi assunti l'ordine nella produzione e nella distribuzione delle merci è assicurato soltanto dai prezzi. (...) I salari sono il prezzo dell'uso della forza-lavoro e formano il reddito di coloro che la vendono (Polanyi 1974, 88-89).

Lo sviluppo dell'economia di mercato, sospinto da quello dei rapporti capitalistici di produzione, dà luogo a un'intera società incorporata (*embedded*) nel meccanismo della sua stessa economia: una società di mercato (Polanyi 1974, 32), appunto. Polanyi evidenzia come nelle società pre-capitalistiche i mercati fossero limitati: infatti, la maggior parte dei fenomeni economici erano oggetto di una iscrizione nelle norme e nelle istituzioni preesistenti che davano loro forma. L'economia moderna si distingue per la tensione tra modernità democratica ed economica. Quando l'economia di



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mercato non conosce limiti essa sfocia nella società di mercato, nella quale il mercato è ritenuto sufficiente a organizzare l'intera società.

Fin dai suoi esordi, il libero mercato ha suscitato malcontento, eppure sono rare le occasioni in cui questa insoddisfazione si è "coagulata" nella società tanto da spingere un sufficientemente grande gruppo di persone a pretendere il cambiamento attribuendo la propria infelicità alle politiche liberiste (cfr. Patel 2010, 19).

In generale, il progressivo smantellamento degli apparati di Welfare degli ultimi anni assieme alle turbolenze del sistema economico e finanziario, hanno reso assai più generalizzato di un tempo il rischio cui è esposto l'individuo: tali cambiamenti – protagonisti del contesto economico e produttivo dell'ultimo trentennio in Italia ma non solo – hanno catalizzato l'attenzione degli scienziati sociali, marginalizzando invece la questione delle ricadute che tali modificazioni hanno avuto sul piano socio-culturale.

Oggigiorno appare chiaro che gli individui non riescono a sciogliere le difficoltà che il sistema crea loro: il disagio dei singoli rimane quindi non definito e il problema individuale non diventa mai un problema collettivo (Colella 2015, 186). In un mondo mercificato, la maggior parte della popolazione dipende dalla vendita della sua forza lavoro, che non nasce per essere venduta come le altre merci: il lavoro è in grado di contrattare il proprio prezzo e ciò dipende dal fatto che questa merce – o meglio, l'individuo che la possiede – pensa, agisce ed è in grado di negoziare il prezzo interagendo con la controparte (cfr. Beccattini 1979, 15).

L'ordine economico è semplicemente una funzione dell'ordine sociale nel quale esso [il lavoro] è contenuto. (...) Un'economia di mercato deve comprendere tutti gli elementi dell'industria, compreso il lavoro, la terra e la moneta. (...)



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Lavoro e terra tuttavia non sono altro che gli esseri umani stessi dai quali è costituita ogni società e l'ambiente naturale nel quale essa esiste. Includerli nel meccanismo del mercato significa subordinare la sostanza della società stessa alle leggi del mercato. (Polanyi 1974, 92; testo nelle parentesi nostro)

Le merci di cui parla Polanyi sono definite «empiricamente» come oggetti prodotti per la vendita sul mercato, mentre i mercati sono costituiti dagli effettivi contatti tra compratori e venditori. Allora, «il punto cruciale è questo: lavoro, terra e moneta sono elementi essenziali dell'industria; anch'essi debbono essere organizzati in mercati poiché formano una parte assolutamente vitale del sistema economico; tuttavia essi non sono ovviamente delle merci» (Polanyi 1974, 93). In particolare, per quanto riguarda il lavoro, egli sostiene che esso sia solamente «un altro nome per un'attività umana che si accompagna alla vita stessa la quale a sua volta non è prodotta per essere venduta ma per ragioni del tutto diverse, né questo tipo di attività può essere distaccata dal resto della vita, essere accumulato o mobilitato» (Ibid.).

Questo processo ha alterato così radicalmente l'ordine sociale che è ormai impossibile concepire terra e lavoro in qualsiasi altro modo. La trasformazione ha cambiato profondamente solo la società ma anche noi stessi, modificando il modo in cui vediamo il mondo e la nostra collocazione al suo interno (Patel 2008, 23).

L'elemento distruttivo del capitalismo riduce l'individuo stesso a merce, con la conseguente perdita di capacità di fare rivendicazioni di tipo morale poiché è completamente assente la responsabilità morale verso un lavoratore concepito come merce (cfr. Radcliff 2015, 43). «Tra gli economisti non è per nulla ovvio che il lavoro sia un bene sufficientemente differente dai car-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ciofi o dagli appartamenti da affittare, tale da richiedere un differente metodo di analisi» (Solow 1994, 23). Una merce non ha diritto a un lavoro, dunque non ha diritto alla malattia e alle ferie: il lavoratore ridotto a merce diventa solo uno dei tanti fattori del processo produttivo, non molto differente dalle macchine che egli stesso governa. Ciò nonostante, «l'esercizio del lavoro all'interno di una occupazione fornisce all'individuo il mezzo per partecipare ad un piacere collettivo, che costituisce una delle condizioni per la costruzione della sua identità» (Barbier e Nadel 2002, 15).

L'individualismo economico ha trovato un'incarnazione estremizzata, pervasiva e singolare nel neoliberismo, che abbraccia tutte le sfere e tutti i luoghi (cfr. Pennacchi 2012, 43). L'attuale crisi, distinguibile dalle precedenti per la sua diffusione globale, «non ha solamente instillato il dubbio sulla capacità dei mercati di allocare il rischio in maniera efficiente; ha anche suscitato la diffusa percezione che i mercati si siano allontanati dalla morale e si debba riavvicinarli a essa in qualche modo. Ma che cosa ciò significhi, o come dovremmo muoverci al riguardo, non è ovvio» (Sandel 2013, 14). Nonostante il crollo dei mercati finanziari del 2008, il rincaro dei prezzi degli alimenti e del petrolio, difficilmente riusciamo a vedere il mondo se non attraverso il prisma difettoso dei mercati. Una cosa però sembra chiara: non sarà il pensiero che ha provocato questo disastro a tirarci fuori da questa condizione (cfr. Patel 2010, 7).

Nel pensiero di Polanyi, quindi, non esiste l'economia in se stessa e non può esistere una società senza economia: «il fattore economico è alla base di tutta la vita sociale [...]; nessun aggregato umano può sopravvivere senza un apparato produttivo funzionante» (Polanyi 1980, 62). L'economia è fondamentale perché oggetto della teoria del sistema sociale e rappresenta il modo in cui esso organizza lo scambio con l'ambiente. Nelle dinamiche che



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Polanyi definiva di «contrapposizione» tra mercato e società, non è più l'economia a essere inserita nei rapporti sociali, bensì sono questi ultimi a venire inseriti all'interno del sistema economico. L'importanza essenziale che il fattore economico riveste per l'esistenza stessa della società ostacola qualunque altro risultato, poiché «una volta che il sistema economico sia organizzato in istituzioni separate, basate su motivi specifici e conferenti uno speciale status, la società deve essere formata in modo da permettere a questo sistema di funzionare secondo le proprie leggi» (Polanyi 1974, 74).

Egli scriveva, inoltre che: «permettere al meccanismo di mercato di essere l'unico elemento direttivo del destino degli esseri umani e del loro ambiente naturale e perfino della quantità e dell'impiego del potere di acquisto porterebbe alla demolizione della società» (Polanyi 1974, 64). Come abbiamo ricordato, egli tenta di contrastare l'idea che la società di mercato costituisca un punto di approdo «naturale» nella società umana, ricorrendo allo schema esplicativo del doppio movimento: da un lato, il mercato che tende ad espandersi, dall'altro, la società cerca di arginare tale espansione (cfr. Polanyi 1974, 98). Difendendo l'idea di una necessaria auto-protezione della società, egli mostrava che agli impulsi di de-regolazione replicano sempre iniziative societarie allo scopo di subordinare i meccanismi dei mercati alle regole democratiche (cfr. Caillé e Laville 2008, 65). Ma per alcuni autori «la constatazione di ieri resta valida anche oggi: società di mercato e democrazia permangono incompatibili» (ivi, 62).

Tenendo in conto quanto scritto sino a ora, appare chiaro che l'attraversamento incontrollato dei confini tra economia e politica non sarebbe potuto avvenire senza l'apporto sostanziale dell'ideologia neoliberale che, dopo aver pervaso l'intero sistema culturale, ha promosso e legittimato tale processo, arrivando a sottomettere ogni dimensione dell'esistenza alla



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

razionalità economica. Il culmine di tale processo è il calcolo di costi e benefici cui deve sottostare ogni azione umana. Il nostro ragionamento intende rimarcare e incoraggiare – sulla scorta di Polanyi – non solamente una concezione dell'economia come fattore umano, ma anche come qualcosa che prende forma e sostanza nelle relazioni tra le persone.

2. Individualizzazione, lavoro e legame sociale: è possibile interpretare la realtà in modo diverso?

A questo punto, problematizzare alcuni elementi di sicura rilevanza per la nostra breve riflessione è possibile solo con un estremo sforzo di sintesi: il lavoro permette la realizzazione di sé e si situa al centro e alla base del legame sociale⁴ (Durkheim 1999). Esso tiene assieme la società poiché rappresenta quell'attività essenziale grazie alla quale l'uomo stabilisce un contatto con la sua exteriorità e con gli altri uomini.

Il lavoro continua a rappresentare uno degli elementi fondanti della costruzione dell'identità e «il modo in cui gli altri ci guardano, ed il modo con il quale ci vediamo noi stessi dipende dal reddito e, ad un dato livello di reddito, dal lavoro» (Solow 1994, 27). Polanyi sosteneva che il lavoro fosse una merce «fittizia» – come la terra e la moneta – e che fosse, in realtà, solamente un altro termine che definisce un'attività umana che accompagna la vita stessa: tale attività non è prodotta per essere venduta, né può essere

⁴ Il fatto che il lavoro costituisca il luogo del legame sociale e della realizzazione di sé è la concezione che accomuna tre grandi correnti di pensiero che hanno attraversato il XX secolo (Méda 1997): il pensiero cristiano, quello umanistico e sociologico e quello marxista (Colella 2009).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

separata, fatta circolare, usata sommariamente né tantomeno lasciata priva di impiego, senza che tutto ciò influisca in modo significativo sull'individuo che ne risulta essere il portatore (Polanyi 1974, 88-98).

Nel momento in cui gli individui sono costretti a dipendere dal mercato per la propria sopravvivenza, ciò non può che rappresentare un grave *rischio sociale*⁵: «la sopravvivenza degli individui appare infatti alla mercé di condizioni su cui essi non esercitano nessun controllo; i mercati non sono in grado di garantire un reddito e neppure un lavoro» (Esping-Andersen 2000, 70).

Una de-mercificazione della società potrebbe permettere anche la conservazione degli elementi essenziali del mercato attraverso politiche che “demercificano” i lavoratori e le loro famiglie (Esping-Andersen 2000; Radcliff 2015): «maggiore è il grado di de-mercificazione e più facile è per una persona sopravvivere senza misurarsi nel mercato del lavoro» (Radcliff 2015, 43). Si assisterebbe così al processo inverso a quello che ha portato alla radicalizzazione dell'*individualizzazione sociale*⁶, a causa della quale si avverte una tensione sempre crescente verso un'individualità sganciata da un soggetto e da uno spazio collettivo in grado di attribuire senso ai progetti individuali. Infatti, tale processo vede il soggetto nella condizione di dover fare affidamento solamente sulle proprie capacità e potenzialità, che riguardano soprattutto il saper individuare gli ambiti di azione più confacenti alle proprie caratteristiche e il saper agire usufruendo il più possibile della formazione. Questo è tanto più vero se si tiene conto del fatto che il mercato

⁵ Per un approfondimento su questi temi si rimanda al testo: Colella 2009.

⁶ Sono molti gli autori che si sono occupati del tema, tra i quali: Melucci (1991); Beck (2000a; 2000b); Sennett (2001); Gallino (2001); Fullin (2004); Paci (2005).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

del lavoro è costituito da persone che sul lavoro costruiscono la propria vita e dal lavoro traggono i mezzi di sussistenza, compiendo delle scelte la cui responsabilità risulta essere strettamente individuale (Solow 1994). Nasce allora, forse paradossalmente, una nuova e strettissima connessione tra individuo e società, nel senso che le crisi sociali divengono immediatamente evidenti nelle problematiche individuali. Inoltre, nel momento in cui il processo di individualizzazione delle situazioni esistenziali individuali coesiste con l'individualizzazione delle situazioni lavorative delle persone, questi due processi si rafforzano a vicenda (cfr. Beck 2000a, 185-213).

In un momento storico segnato dalla caduta della percezione che ha il valore del legame sociale, la *filosofia della condivisione*, sviluppatasi soprattutto a seguito della crisi economica esplosa nel 2007-2008 (Patel 2010; Krugman 2009; Latouche 2008; 2011a; 2011b), non rappresenta un pensiero unico ma, piuttosto, una particolare sensibilità che ci permette di interpretare la realtà in modo diverso. Il soggetto deve adattarsi a sopravvivere in una società fondata sulla competizione nell'indifferenza e nell'ostilità verso gli altri? Su questo specifico argomento, Polanyi mette in evidenza la forza di volontà dell'individuo e il grande potere del suo spirito nel perseguire ideali di giustizia, diritto e libertà e per la costruzione di una forma molto diversa di società: non più una civiltà del potere verticale e del denaro, ma una civiltà umanizzata, fondata sulla giustizia verso tutti e capace di armonia con il mondo naturale (cfr. Caillé e Laville 2008, 63).

L'umanità non può perdere altro tempo e deve iniziare a lavorare da subito per la creazione delle giuste relazioni. La politica e l'economia controllano queste relazioni, così esse sono centrali per la nostra comprensione di ciò che è la relazione umana. Il problema della politica non è dunque



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

l'eccesso di argomentazione morale riguardo al mercato, ma il suo difetto: essa ha assunto toni troppo accesi perché è per lo più vacua, svuotata di contenuto morale e spirituale (cfr. Sandel 2013, 21).

Principali oggetti di riflessione della *filosofia della condivisione* sono la felicità dei singoli e il benessere collettivo⁷, condizioni possibili a partire innanzitutto dalla condivisione delle risorse mondiali, dalla cooperazione fra gli individui e dalla tutela dell'ambiente, anche avendo come obiettivo, secondo la prospettiva di alcuni filosofi, una società nella quale si può vivere meglio lavorando e consumando meno risorse⁸. Questo approccio aspira a individuare un cammino autentico di umanizzazione, incarnando proprio quel contro-movimento della società di cui scriveva Polanyi e potrebbe non trattarsi del classico tiro alla fune in cui i mercati trascinano la società verso il futuro mentre i suoi contro-movimenti la fanno tornare nel passato (cfr. Patel 2008, 28).

Una rinnovata riflessione sull'opera di Polanyi rappresenta un significativo contributo alla comprensione della società odierna, nella quale l'economia di mercato costituisce orizzonte del lavoro del sociologo. Un orizzonte nel quale si muovono «gli individui umani, con le loro molteplici identità, plurime affiliazioni e svariate combinazioni associative; essi sono creature sociali per eccellenza e conoscono quindi numerosissimi tipi di interazione sociale» (Sen 2010, 256). La filosofia della condivisione ha intuito il progressivo emergere di una consapevolezza nuova: le persone, soprat-

⁷ Secondo alcuni studiosi, nella felicità e nel benessere collettivo rientra a pieno titolo il diritto al cibo: tra questi si ricorda l'economista e attivista Raj Patel, autore del libro *I padroni del cibo* (Patel 2008).

⁸ Tra gli altri, si ricorda il grande lavoro dell'economista indiano Amartya Sen, il quale ha pubblicato vari libri su questi temi (1992; 1994; 2000; 2010).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tutto quelle che appartengono alle categorie sociali più svantaggiate, hanno iniziato a muoversi per tendere verso un fine comune, cioè il ripensamento generale del proprio modo di vivere, iniziando a reclamare con forza i propri diritti. Si tratta di una presa di coscienza che rimanda al fondamento delle visioni democratiche, che sono: «il *rispetto* di sé e degli altri, la *dignità* della *persona* umana. Rispetto, dignità, persona sono tutti straordinari “dispositivi euristici” dotati di natura sia morale che cognitiva» (Pennacchi 2012, 34, corsivi e virgolette nel testo)⁹.

È necessario entrare in un'architettura nella quale i cittadini si riconoscono come concittadini disponibili alla socialità, alla responsabilità, alla cura, perché si riconoscono vicendevolmente quali “persone umane”, dotate di pluralità di attitudini, complessità qualitativa, ricchezza motivazionale» (Pennacchi 2012, 165, virgolette nel testo) e nella quale vi sia il diretto coinvolgimento degli intellettuali nel lavoro concreto che occorre per arrivare a un concreto miglioramento. L'obiettivo potrebbe essere quello di riempire nuovamente la vita pubblica di argomentazioni morali, svuotata com'è dall'affascinante logica dei mercati. Perché soltanto pratiche individuali e collettive, orientate verso un'azione pubblica in grado di trasformare la cornice legislativa e le politiche in vigore, sono suscettibili di contribuire a «processi istituiti di democratizzazione economica» (Mendell 2006).

Al di là delle comunità “ereditate”, come per esempio la famiglia, l'instaurarsi di una logica cooperativa viene esplicitata nel riconoscimento dell'individuo in un campo di azione comunitario e si esprime nell'attuazione di azioni e di pratiche cooperative che non possono prescindere dall'impegno volontario. È in questa prospettiva di iscrizione definiti-

⁹ Si veda, in tal senso, Simmel (2007, 52 e sgg).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

va dell'agire economico nell'attività umana – mediante un'attività politica che costruisca la capacità dei cittadini di decidere sulla base della loro libertà – che la logica polanyiana assume tutto il suo significato.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Barbier, J.C., H. Nadel (2002), *La flessibilità del lavoro e dell'impiego*, Roma: Donzelli.

Beccattini, G. (1979), *Sopra alcune difficoltà nell'applicazione di mercato alla fenomenologia del lavoro*, in Atti della Tavola Rotonda su *Il mercato del lavoro nel Mezzogiorno d'Italia*, Consiglio Regionale della Puglia, Bari: SIS.

Beck, U. (2000a), *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Roma: Carocci.

Beck, U. (2000b), *I rischi della libertà. L'individuo nell'epoca della globalizzazione*, Bologna: Il Mulino.

Beck, U. (2008), *Costruire la propria vita*, Bologna: il Mulino.

Boltanski, L., È. Chiapello (2009), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard.

Burnett, W. (cur.) (1961), *Questa è la mia filosofia*, Milano: Bompiani.

Caillé, A., J.L. Laville (2008), *Attualità di Karl Polanyi*, in J.L. Laville, M. La Rosa, *Ritornare a Polanyi. Per una critica all'economicismo*, Milano: FrancoAngeli.

Cangiani, M. (1998), *Economia e democrazia. Saggi su Karl Polanyi*, Padova: Il Poligrafo.

Cangiani, M., J. Maucourant (2008), *Karl Polanyi: breve biografia intellettuale*, in J.L. Laville, M. La Rosa (2008), *Ritornare a Polanyi. Per una critica all'economicismo*, Milano: FrancoAngeli.

Colella, F. (2009), *Biografie atipiche. Strategie di costruzione dell'identità nella vita quotidiana dei giovani precari*, Milano: Guerini scientifica.

Colella, F. (2015), *La crisi della vocazione scientifica in Italia tra socializzazione anticipata e precarietà lavorativa*, in *Sociologia Italiana – AIS Journal of Sociology*, 5.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Collins, R. (2008) *L'intelligenza sociologica. Un'introduzione alla sociologia non-ovvia*, Caserta: Ipermedium libri.

Esping-Andersen, G. (2000), *I fondamenti sociali delle economie postindustriali*, Bologna: il Mulino.

Fullin, G. (2004), *Vivere l'instabilità del lavoro*, Bologna: il Mulino.

Gallino, L. (2001), *Il costo umano della flessibilità*, Roma-Bari: Laterza.

Krugman, P. (2009), *Il ritorno dell'economia della depressione e la crisi del 2008*, Milano: Garzanti.

Laville, J.L., M. La Rosa (2008), *Ritornare a Polanyi. Per una critica all'economicismo*, Milano: FrancoAngeli.

Latouche, S. (2008), *Breve trattato sulla decrescita serena*, Torino: Bollati Boringhieri.

Latouche, S. (2011a), *Come si esce dalla società dei consumi. Corsi e percorsi della decrescita*, Torino: Bollati Boringhieri.

Latouche, S. (2011b), *Il tempo della decrescita. Introduzione alla frugalità felice*, Milano: Eleuthera.

Mauss, M. (1925), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *L'Année sociologique*, 1, 30-186.

Marx, K. (1964), *Il capitale*, Roma: Editori riuniti.

Méda, D. (1997), *Società senza lavoro. Per una nuova filosofia del lavoro*, Milano: Feltrinelli.

Melucci, A. (1991), *Il gioco dell'Io. Il cambiamento di sé in una società globale*, Milano: Feltrinelli.

Mendell, M. (2006), *Karl Polanyi et le processus de démocratisation économique*, in *Revenu Interventions économiques (télérevue)*, 033, 1

Mills, C.W. (1973), *L'immaginazione sociologica*, Milano: il Saggiatore.

Paci, M. (2005), *Nuovi lavori, nuovo welfare. Sicurezza e libertà nella società attiva*, Bologna: il Mulino.

Patel, R. (2008), *I padroni del cibo*, Milano: Feltrinelli.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Patel, R. (2010), *Il valore delle cose e le illusioni del capitalismo*, Milano: Feltrinelli.

Pennacchi, L. (2012), *Filosofia dei beni comuni. Crisi e primato della sfera pubblica*, Roma: Donzelli Editore.

Polanyi, K. (1974), *La grande trasformazione. Le origini economiche e politiche della nostra epoca*, Torino: Einaudi.

Polanyi, K. (1980), *Economie primitive, arcaiche e moderne*, Torino: Einaudi.

Polanyi, K. (1983), *La sussistenza dell'uomo. Il ruolo dell'economia nelle società antiche*, Torino: Einaudi.

Radcliff, B. (2015), *La politica della felicità*, in *Internazionale*, 23/1127, 40-45.

Salsano A. (1974), *Introduzione*, in K. Polanyi (1974), *La grande trasformazione. Le origini economiche e politiche della nostra epoca*, Torino: Einaudi.

Sandel, M. J. (2013), *Quello che i soldi non possono comprare. I limiti morali del mercato*, Milano: Feltrinelli.

Santamaria, M. (2007), *L'economia come scambio umano*, Roma: Prospettiva Edizioni.

Sen, A. (1992), *Risorse, valori e sviluppo*, Torino: Bollati Boringhieri.

Sen, A. (1994), *La diseguaglianza*, Bologna: Il Mulino.

Sen, A. (2000), *Lo sviluppo è libertà. Perché non c'è crescita senza democrazia*, Milano: Mondadori.

Sen, A. (2010), *L'idea di giustizia*, Milano: Mondadori.

Sennett, R. (2001), *L'uomo flessibile. Le conseguenze del nuovo capitalismo sulla vita personale*, Milano: Feltrinelli.

Simmel, G. (2007), *La socievolezza*, Roma: Armando Editore.

Solow, R. (1994), *Il mercato del lavoro come istituzione sociale*, Bologna: il Mulino.

Sorokin P.A. (1961), *L'Integralismo è la mia filosofia*, in W. Burnett (cur.), *Questa è la mia filosofia*, Milano: Bompiani.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Stiglitz, L., A. Sen, J.P. Fitoussi (2009), *Report by Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*, documento rinvenibile all'indirizzo internet http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_anglais.pdf (consultato il 17 luglio 2016).

Sorokin, P. A. (1961), *L'integralismo è la mia filosofia*, in W. Burnett (cur.), *Questa è la mia filosofia*, Milano: Bompiani.

Weber, M. (1968), *Economia e società*, 2 voll., Milano: Edizioni di Comunità.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Commodification, Individuals and Society: Why Karl Polanyi's Thought Is Timely

In today's world it is clear that individuals are not able to dissolve the difficulties that the system creates them. The problems of people remain undefined and individual malaise never reaches the level of public problems. Recalling the sociological imagination - which should bring the personal uneasiness of individuals to the company's objective disturbances to turn public indifference into involvement with public issues (Mills 1973) - This article is aimed to promote a re-reading of Karl Polanyi thought because it seems to be very timely. In fact, Polanyi argued that "allow the market mechanism to be the sole steering element of the fate of human beings and their natural environment, and even the amount and use of purchasing power" would lead to the demolition of society (Polanyi, 2004, 64). He intended to counter the idea that the market society constitute the landing "natural" human society, using the explanatory diagram of the double movement: on the one hand, the market tends to expand; on the other, the company seeks to curb this expansion (see. Polanyi, 2004, 98). A renewed reflection on the thought of Polanyi is certainly a significant contribution to the understanding of the current society, in which the market economy is the current horizon of the work of the sociologist.

Keywords: market society; modern paradigm and uncertainty; individualization; labour and social tie; sharing philosophy.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

“Il disordine esistenziale” e il difficile transito verso l’età adulta

di Silvia Fornari *

1. Introduzione

Insicurezza sociale, intimidazione, paura, rischio e dinamiche relazionali correlate a questi aspetti, sono state oggetto di ampi studi di numerosi autori; meritano citazione quelli in cui la “paura” viene caratterizzata come liquida (Bauman 2008), poi *demone* (Bauman 2014), legata alla società del rischio (Beck 2000), nell’ottica dell’insicurezza sociale (Castel 2011), delle nuove paure diffuse (Augé 2013), sino a configurare *l’impero della paura* (Barber 2004). Sfaccettature differenti delle medesime dinamiche sociali, in cui l’insicurezza e l’incertezza sono paradigmi sociali e di potere, d’altronde costanti, in quanto in tutte le epoche gli individui sono stati condizionati e controllati alimentando in loro lo stato di angoscia e di paura. Fare leva su queste sensazioni ancora oggi consente di esercitare un controllo sociale

* Professore associato di Sociologia Generale presso il Dipartimento di Filosofia, Scienze Umane, Sociali e della Formazione dell’Università di Perugia. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

indiretto sulle persone. Perché questo trasferimento di inquietudine e di paura nella società possa ottenere i migliori risultati debbono essere presenti condizioni che favoriscono l'attecchimento della pianta del "panico" (Sennett 2007). Dobbiamo imparare ad elaborare, gestire e dominare la paura: diversi sono i metodi di intervento, a livello individuale e collettivo.

Primariamente è fondamentale saper far luce e riuscire a conoscere le situazioni, sviluppando condizioni di fiducia per potersi così gettare nel mondo ed affrontarlo. La nostra "gettatezza" (Heidegger 2011, sez. I, § 29) è la condizione che ci costringe sin dalla nascita ad accettare le sfide della vita, che meglio sapremo affrontare se chi ci sta accanto è in grado di trasmetterci sentimenti ed emozioni "buone", sollecitazioni creative che ci possono aiutare ad avere fiducia nel mondo. Essere fiduciosi è una condizione che permette di affrontare e sviluppare sentimenti positivi, di vedere il mondo con lenti "colorate", anche quando abbiamo a che fare con timori e ansie. Credo fermamente che oggi questa sia la nostra nuova sfida: ridare fiducia, promuovere un contesto sociale e culturale che sappia ricostruire il senso di condivisione e affidamento, valorizzando le "virtù accomunanti" (solidarietà, tolleranza, rispetto) (Sen 2007). Per fortuna, si tratta di una sfida già avviata da circa trenta/quarant'anni.

2. Per continuare ... *il disordine esistenziale*

In quest'ottica cercherò di dare conto di quali sono gli elementi distintivi della società contemporanea e di come fattivamente si possa pensare ed attuare il processo di crescita ed autonomia della società e, conseguentemente, come si possa concepire la nuova idea di "adulità" sociale e indivi-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

duale. Per tali ragioni nel saggio che presento darò conto delle difficoltà che i giovani incontrano nel passaggio dalla giovinezza all'età adulta, evidenziando con un approccio "tematico" il contesto odierno.

È in questa condizione che possiamo condividere l'idea che la società contemporanea si connota con tratti "narcisistici" ed "individualistici", sinteticamente, "infantili" (Cataluccio 2004). Lo stato narcisistico è di per sé una condizione infantile, in quanto l'individuo e la società rimangono ancorati a una condizione egoistica, volta alla ricerca esclusiva del soddisfacimento immediato dei propri bisogni e desideri, senza proiezione verso il futuro. Nell'ottica dello sviluppo individuale, ciò rimanda all'idea del neonato che dev'essere accudito ed aiutato in un lungo percorso che lo porterà verso l'indipendenza e l'età adulta; se la società è strutturalmente narcisistica ed egoistica, significa che essa non si comporta come il genitore che aiuta a crescere un figlio, ma come il figlio immaturo, ed è perciò incapace di impegnarsi a fare crescere i propri cittadini/e.

Si potrebbe obiettare che tutto ciò è una semplificazione e che la reale condizione di difficoltà esistenziale in cui ci troviamo è causata da fattori oggettivi, e quindi non si tratta di un problema strutturale; la crisi economica, la globalizzazione, il terrorismo (Castel 2011; Conti 2016), l'instabilità esistenziale, l'incertezza della vita quotidiana, e tanti altri elementi sono "ragioni" che conosciamo. Esistono anche altri tipi di spiegazioni, che possono essere utilizzate per giustificare il senso di malessere, inquietudine e depressione che sembra caratterizzare la vita dei contemporanei occidentali e che non paiono riuscire ad opporsi a tale sistema, rimanendo impassibili e acritici. Ciò non toglie che il processo di socializzazione primario e secondario avvenga in tale sistema, ed in questo senso, sia le agenzie di socializzazione, sia gli agenti non ritengono avere più i necessari strumenti per op-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

porsi allo stato di “ritirata emotiva”, cui si assiste, ma partecipano alla realizzazione del processo di “socializzazione all’infantilismo”. Un evidente ossimoro, in quanto il processo di socializzazione ha come obiettivo quello di educare, istruire, far crescere le persone e permettere loro l’acquisizione di comportamenti maturi ed adulti, superando la fase narcisistica, non certo quello di favorire la loro regressione.

Edgar Morin parla di sviluppare

la conoscenza della conoscenza. Quindi insegnare a vivere non è solo insegnare a leggere, scrivere e far di conto, né solamente insegnare le conoscenze basilari utili della storia, della geografia, delle scienze sociali, delle scienze naturali, non è concentrarsi sui saperi quantitativi, né privilegiare la formazione professionale specializzata: è introdurre una cultura di base che includa la conoscenza della conoscenza» (Morin 2015, 13),

un complesso processo per la formazione dell’identità, dall’infanzia all’età adulta, strettamente connesso alla capacità progettuale degli individui (Dubar 2004; Fornari 2014, 165-181; Satta 2012). Progettualità concepibile solo quando gli individui ricevono gli strumenti per sviluppare le loro potenzialità e divenire soggetti maturi, adulti, capaci di vivere il loro mondo, realizzando il passaggio dalla fase egoica/individualistica, a quella matura/socializzata; processo oggi continuamente posticipato, così come le scelte che definiscono i comportamenti adulti¹. La procrastinazione riguar-

¹ Posticipazione riscontrabile in tutte le fasi di vita, dalla prima infanzia, in cui si assiste oggi a un ritardo nelle stesse fasi di crescita: camminano più tardi (non più a 1 anno, ma a 14 mesi); smettono di usare il pannolino molto più tardi; restano nel lettone dei genitori anche dopo i 3 anni; usano il passeggino anche quando le gambe funzionano benissimo; di contro sono molto abili ad usare le nuove tecnologie ed imparano molto presto.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

da ogni passaggio (relazionale, formativo, lavorativo), in quanto tutti noi viviamo con l'idea che sia possibile rinviare le scelte, senza preoccuparsi dei modi e dei tempi in cui concretizzarli. Si rimane così ancorati al presente; lo scorrere del tempo non sembra avere una particolare influenza sulle nostre esistenze, anche se verrà il "tempo" in cui dovremo fare i conti col suo fluire. Come sappiamo, il tempo naturale che segnava le vite nella società tradizionale è stato sostituito da un eterno presente in cui il passato non conta e il futuro è ancora lontano da venire. In questo senso si pensa di essere sempre gli stessi, eterni giovani, in corpi che ci richiamano alla realtà, ma sui quali interveniamo proprio per eliminare "i segni del tempo" (integratori, interventi di chirurgia plastica, ecc.): ma «non riusciremmo certamente a cancellare i segni del tempo che caratterizzano il nostro viso, mostrando al mondo non solo la nostra età, ma la nostra esperienza, la nostra conoscenza, il nostro vissuto e quindi il nostro passato» (Fornari 2008, 36-37).

In questa condizione di "giovanilismo imperante", i riti di passaggio hanno di fatto perso il loro significato costitutivo (Aime e Pietropolli Charmet 2014, 29-46), in quanto l'organizzazione sociale economicista e razionale ritiene le scelte personali (come fare coppia, sposarsi e fare i figli) momenti rinviabili e secondari. In quest'ottica la procrastinazione delle scelte personali, con il conseguente rinvio delle decisioni connesse al passaggio verso l'età adulta, può essere letta anche come una delle ragioni del decremento dei tassi di natalità, avvenuto in generale in tutti i paesi industriali.

3. Come si diventa adulti oggi ... il passaggio verso l'età adulta

Il connubio tra instabilità sociale e narcisismo crea un contesto di riferimento inadeguato a stimolare nei nuovi nati la capacità di investimento



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

e di spinta verso l'adulthood. Si assiste così, ad una patologizzazione del processo formativo, tale da inibire o rendere dispersiva la costruzione di un'identità matura dei giovani (Cataluccio 2004). È proprio nel processo di scolarizzazione, soprattutto nella fase di uscita e la conseguente ricerca di un posto di lavoro che è possibile rendersi conto della patologia. Nelle fasi di transizione verso l'età adulta, l'indipendenza economica è il trampolino per il successivo passaggio, l'indipendenza abitativa e personale dal proprio nucleo familiare (Santoro 2004). Per questa ragione la dimensione lavorativa dovrebbe essere la risposta alla scelta fatta nella fase selettiva della scuola secondaria superiore, quando cioè si è chiamati a rispondere alla domanda: *cosa vuoi fare da grande?* I sistemi di orientamento al termine della scuola secondaria di primo grado, così come quelli al termine della secondaria di secondo grado, non sembrano molto efficaci e nemmeno quelli che suggeriscono la prosecuzione degli studi a livello universitario.

Inoltre, il mercato del lavoro non è più un "mercato delle opportunità", ma una giungla, in cui a dominare sono le logiche del profitto a tutti i costi, a discapito delle tutele e dei diritti dei lavoratori. L'ingresso nel mercato del lavoro non è esclusivamente definito dalle "competenze" (ciò che so fare), ma è fortemente influenzato dal "bisogno", ovvero dalla necessità di trovare un qualunque impiego, anche non rispondente alla propria formazione. Chi offre lavoro può sfruttare la situazione a suo vantaggio stabilendo le regole del gioco; a farne le spese sono *in primis* i giovani che, rischiano di scontrarsi con l'esigenza di scegliere un qualunque lavoro pur di avere un'entrata e garantirsi un'autonomia economica². Coloro i quali, invece,

² Si tengano in considerazione a riguardo i dati Eurostat, che offrono un quadro complesso della situazione giovanile in merito al lavoro e alla formazione:



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

decidono caparbiamente di insistere ed attendere l'occasione giusta, corrono il rischio di restare a lungo inattivi, in una condizione di marginalità e di dipendenza dalla famiglia di origine. È importante però distinguere le diverse situazioni: quei giovani che hanno deciso di investire in un percorso formativo completo, laureandosi e formandosi per poter poi svolgere il lavoro dei propri desideri, vedono nella carriera lavorativa un'occasione di conferma delle proprie capacità e il non raggiungimento dell'obiettivo può determinare situazioni di tensione personali e familiari, anche di ansia ed incertezza, leggibili sia come insuccesso individuale, sia come fallimento collettivo (Beck 2007; Sennett 2007). Ciò nonostante, il desiderio e la speranza dei giovani di raggiungere i propri obiettivi nell'organizzazione di un progetto di vita, sganciandosi da una condizione di moratoria per poter essere considerati "adulti", non vengono meno. Sono solo spostati in un tempo prossimo, "il futuro", che sfuma nell'indeterminatezza, e del quale non si ha contezza quanto alla sua concretizzazione (Ladame 2004).

Diversi sono i modi per i giovani di reagire alla situazione d'*impasse*, di attesa indeterminata: assumono rilevanza statistica, e sono ricordati dalle cronache, soprattutto quelli che non riescono a progettare il loro futuro, che non hanno speranza e nemmeno desideri da procrastinare, che vivono nell'incertezza della propria biografia di vita. Questi sono i soggetti più fragili, fuori dai percorsi formativi e/o lavorativi, i *Neet* (*Not in Education, Employment or Training*) (Rosina 2015), un vero segnale di allarme della fragilità sociale e della mancanza di speranza per il futuro del paese³, og-

http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Young_people_-_migration_and_socioeconomic_situation (consultato il 17 luglio 2016).

³ I dati italiani sono allarmanti, i *Neet* sono 2 milioni e 400 mila unità, superando quelli di Spagna, Regno Unito e Francia (Rosina 2015, 17). Si tengano in considerazione



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

getti da reintegrare nel sistema (formativo e/o lavorativo) (Schizzerotto, Trivellato e Sartor 2011). Lo scarso investimento nelle diverse fasi della formazione, la mancanza di politiche del lavoro giovanile e il poco sostegno alle situazioni di marginalità sociale fanno dell'Italia un paese bloccato, che genera giovani intimoriti e sfiduciati, un vero e proprio «spreco del potenziale dei giovani e la svalutazione del loro capitale umano rappresenta la peggiore sconfitta dell'Italia in questa prima parte del XXI secolo» (Rosina 2015, 10)⁴.

In questo contesto, in cui i giovani si ritrovano fermi ai blocchi di partenza, diviene difficile, per loro, riuscire ad avere la percezione delle proprie capacità e potenzialità, così come a rispondere alle domande “chi sono?” e “quali sono i miei obiettivi?”. Senza adulti e senza futuro sarà molto complesso il processo di riproduzione sociale e forse se «i giovani sono pericolosi perché *sono* il futuro» (Beck 2008, 107), tenerli ai margini è il modo più semplice per non preoccuparsi del problema e rinviare la ricerca di soluzioni. Ciò significa, però, che la società non è in grado di sfruttare le potenzialità giovanili, ma solo di generare false speranze e smorzare le loro giuste aspettative, quando invece bisognerebbe evitare che gli stessi si sentano stranieri nella loro vita, in un momento in cui il timore che li pervade oscilla tra il non avere una coscienza sicura del proprio sé e il dubbio di non riuscire a divenire chi si vorrebbe (Fornari 2013, 59). In questo senso non è possibile pensare di rinviare la presa di coscienza delle

anche i dati Eurostat in merito ai percorsi educativi: http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Europe_2020_indicators_-_education (consultato il 17 luglio 2016).

⁴ Come si evidenzia anche dall'ultimo rapporto sulla condizione giovanile dell'Istituto Toniolo (Istituto Toniolo 2016).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ricadute a livello esistenziale che la crisi di oggi porta con sé, in quanto la possibilità di oltrepassare il tempo dell'insoddisfazione, la molla per spingere i giovani a sperare di avere la forza per andare verso il tempo e non restare ad aspettare che sia il tempo ad avvicinarsi a loro, va individuata e rilanciata. Senza dimenticare un altro aspetto, certamente non secondario, che riguarda la perdita del "padre", o delle figure di riferimento "significative" (Rossi, 2015) che i giovani continuano a cercare, come testimoniato da più parti (Recalcati 2013).

4. Le condizioni di vita attuali...

In tale contesto è chiaro che la sofferenza manifestata da gran parte degli uomini e delle donne della nostra società, si traduce in uno stato di malessere, paura, insofferenza, rilevato da molti, come Christopher Lasch (2001; 2004), il quale rintraccia nella "cultura del narcisismo" o nella "sindrome narcisistica", la perdita di riferimenti valoriali umani: una forma di egoismo che costringe a non sentire e provare emozioni nei confronti dell'*Altro*, di chi non posso conoscere ed incontrare, con il quale instaurare una relazione diretta. Un tempo che non offre i mezzi per avviare il processo di crescita ed autonomia lascia le persone in uno stato di eterna insoddisfazione; i nuovi bisogni indotti sono lo strumento creato dalla società dei consumi "mordi e fuggi", "usa e getta", "*take away*", la nuova modalità di "vite di corsa"; infatti: «non è forse vero che il "consumatore tradizionale", ossia l'acquirente (maschio o femmina) che fa spesa solamente per soddisfare i suoi "bisogni", e si ferma quando tali bisogni sono stati soddisfatti, costituisce il più grande pericolo per i



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mercati del consumo? Non è forse vero che la finalità primaria e il volano della prosperità consumistica stanno nell'incremento della *domanda*, non nel soddisfacimento dei *bisogni*?» (Bauman 2009, 11). In questo senso la soddisfazione non è prevista, perché se ti senti a posto, completo, non provi più il bisogno di comprare, l'economia si ferma, perché «quello che fa muovere l'economia, risiede nel “comprare, usare, gettare”» (Bauman 2009, 11), almeno finché l'indice di ricchezza di un paese (PIL)⁵ si basa su quanto denaro circola. Se non acquisti e consumi il mercato si ferma e l'economia dell'intero pianeta precipita. La logica è quella dell'acquisto compulsivo, una malattia, condivisa e accettata: nel senso che ti senti meglio se vai a fare spese e compri qualcosa per “gratificarti” e dimenticare le disavventure della grigia quotidianità. Tale processo non fa altro che confermare la teoria della socializzazione all'infantilismo, in cui siamo indotti a credere che facendo acquisti possiamo placare il senso di insoddisfazione, malessere; ognuno di noi cercherà di colmare il proprio senso di vuoto nei tanti centri commerciali a disposizione per riempirci di oggetti, da sostituire presto con altri più nuovi e soddisfacenti.

Siamo così divenuti “bulimici” degli acquisti ed “anoressici” emotivi. Forse questa è la nostra migliore rappresentazione. Siamo indotti ad ingurgitare di tutto, oggetti, auto, viaggi, notizie, racconti di vite vissute e drammi, tanti drammi, ma poi siamo costretti a rigettare perché non possiamo reggere il peso di tutto questo ed anche perché dobbiamo fare spazio a nuove cose e notizie. Resistere alle tentazioni, ai continui richiami è arduo, è molto più semplice cedere, soprattutto se hai le possi-

⁵ Un meccanismo che negli ultimi anni è stato messo in discussione, si parla così di calcolo del benessere delle persone BES (cfr. Stiglitz, Sen e Fitoussi 2010).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

bilità economiche per farlo, perché quando non puoi disporre di una carta di credito, puoi correre il rischio di sentirti un “escluso”, sconfitto ed emarginato e per forza dovrai trovare un modo altro per soddisfare i tuoi bisogni “indotti”. Tutto ciò nell’ottica del successo, un successo da raggiungere facilmente, senza impegno e senza fatica; tutto e subito, perché «quando la ricchezza occupa una posizione più alta della saggezza, quando la notorietà è più ammirata della dignità e quando il successo è più importante del rispetto di sé vuol dire che la cultura stessa sopravvaluta l’“immagine” e deve essere ritenuta narcisistica» (Lowen 2003, 9). Di contro, la logica dell’*essere* non fornisce un guadagno immediato, ne offre uno a più lunga gittata, ma più solido, più maturo, maggiormente consolatorio. Se gli individui divengono “persone”, ovvero acquistano una condizione di maturità, sono capaci di senso critico, sono in grado di leggere le possibili strumentalizzazioni e conseguentemente reagire, non condividendo la logica del processo di “massificazione” e controllo della società.

Ma il processo capace di determinare il passaggio da “individui” (indistinti e omologati) a “persone” (definite e pensanti) necessità di investimenti culturali, ma anche economici, significa primariamente investire nel futuro. Un processo più complesso i cui risultati non sono ad immediata lettura, sono più incerti e posticipati. Se la fretta era la cifra della modernità, nata per contrapporsi alla logica di una società lenta e tradizionale; non potremmo dire di averla superata, visto che siamo ormai nell’epoca della *post-modernità*? L’idea stessa di *post-modernità*, di cui ha dato conto Lyotard ne *La condizione postmoderna* (1979-1981), individua la fine della modernità nella crisi delle meta-narrazioni e nella fine delle grandi narrazioni metafisiche (illuminismo, idealismo, marxismo), ancora



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

capaci di realizzare il controllo e la coesione sociale , ma anche di dare senso al mondo. Il filosofo francese coglie il passaggio da modelli di conoscenza tradizionali, definibili con i tratti della stabilità, linearità, compattezza e univocità, a modelli più complessi caratterizzati invece dalle istanze della provvisorietà, instabilità, incertezza, storicità e problematicità⁶.

La postmodernità è, quindi, sinonimo di indefinitezza, non solo perché non trova un termine con il quale sostituire “modernità”, ma perché non esiste una sola e unica definizione della condizione sociale odierna. Anche questo sottolinea il senso di inquietudine che nasce dal contrasto tra due poli: stabilità/cambiamento, certezza/incertezza, equilibrio/squilibrio, immobilità/mobilità, in cui i tratti tipici sono quelli dell’indeterminatezza, della discontinuità, della frammentarietà e dell’ibridazione. Questi i condizionamenti sociali e culturali che coinvolgono completamente il modo di pensare e di sentire dei contemporanei.

La liquidità e il senso di precarietà sembrano dunque pervadere non solo i luoghi politici e sociali, ma sono parte integrante della nostra vita privata, andando a modificare la relazionalità sociale, come già più di cento anni fa George Simmel (1976) aveva chiaramente esplicitato (Fornari 2005).

5. In conclusione: qualcosa sta cambiando...

Per non limitarsi al *contempus mundi*, e rischiare la *fuga saeculi* limitandosi solo alla critica ad un sistema sociale, ormai chiaramente in diffi-

⁶ Il suffisso *post-* viene oggi sostituito con “dopo”, moderna, perché sembra meglio prefigurare l’aspetto costruttivo della società e maggiormente futuribile (Delsol 2010).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

coltà e incapace di offrire soluzioni efficaci, è possibile mostrare quanto di potenziale vi sia ancora da valorizzare nella nostra cultura, per offrire una lettura aperta, fiduciosa e positiva del futuro.

Qualcosa sta cambiando perché una crisi radicale come quella odierna, è stata vissuta anche in altre epoche; dopo ogni caduta vi è il momento della rinascita, che consente di ridisegnare i confini, ridefinire obiettivi futuri: ciò significa progettare e appropriarsi dell'avvenire (Del-sol 2008). Si tratta di un lavoro complesso, ma già avviato, in atto. Riten-go che dopo gli eventi macroscopici della crisi economica del 2008, infatti, il mondo abbia recuperato le sue reali dimensioni, il cosiddetto mon-do occidentale ha toccato con mano le asperità delle sue contraddizioni, ed ha preso coscienza di non essere più al riparo da situazioni difficili da gestire, di aspri conflitti da risolvere, di non rappresentare più il centro del mondo.

La risposta? Un nuovo approccio alla vita, ad esempio come quello prospettato da Edgar Morin, che con la saggezza dei suoi anni riesce ancora a metterci di fronte alla nostra miseria con un approccio positivo ed ecologico della vita delle persone e della società del terzo Millennio (Mo-rin 2001).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Aime, M. e G. Pietropolli Charmet (2014), *La fatica di diventare grandi. La scomparsa dei riti di passaggio*, Torino: Einaudi.

Augé, M. (2013), *Le nuove paure. Che cosa temiamo oggi?*, Torino: Bollati Boringhieri.

Barber, B.R. (2004), *L'impero della paura. Potenza e impotenza dell'America nel nuovo millennio*, Torino: Einaudi.

Bauman, Z. (2008), *Paura liquida*, Roma-Bari: Laterza.

Bauman, Z. (2009), *Vite di corsa. Come salvarsi dalla tirannia dell'effimero*, Bologna: il Mulino.

Bauman, Z. (2014), *Il demone della paura*, Roma-Bari: Laterza.

Beck, U. (2000), *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Roma: Carocci.

Beck, U. (2008), *Costruire la propria vita*, Bologna: il Mulino.

Castel, R. (2011), *L'insicurezza sociale. Che significa essere protetti?*, Torino: Einaudi.

Cataluccio, F. (2004), *Immaturità. La malattia del nostro tempo*, Torino: Einaudi.

Conti, U. (cur.) (2016), *Elementi per una sociologia del terrorismo. Temi e prospettive di ricerca*, Soveria Mannelli: Rubbettino.

Delsol, C. (2010), *Elogio della singolarità. Saggio sulla modernità tardiva*, Macerata: Liberilibri.

Dubar, C. (2004), *La socializzazione. Come si costruisce l'identità sociale*, Bologna: il Mulino.

Heidegger, M. (2011), *Essere e tempo*, Milano: Mondadori.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Fornari, S. (2005), *Del perturbante. Simmel e le emozioni*, Perugia: Morlacchi.

Fornari, S. (2008), *Avere o essere corpo. Il corpo vissuto nell'epoca delle corporeità aleatorie*, in F. D'Andrea (cur.) (2008), *Il corpo in gioco. La sfida di un sapere interdisciplinare*, Milano: FrancoAngeli, pp. 17-42.

Fornari, S. (2013), *Il difficile percorso verso l'adulità*, in *Vegajournal.org*, 9(3), pp. 58-65.

Fornari, S. (2014), *Socializzazione (Sociologia)*, in R. Memoli (cur.) (2014), *Intersezioni tra discipline. Elaborare concetti per la ricerca sociale*, Milano: FancoAngeli, pp. 165-181.

Istituto Giuseppe Toniolo (2016), *La condizione giovanile in Italia. Rapporto giovani 2016*, Bologna: il Mulino.

Ladame, F. (2004), *Gli eterni adolescenti. Come si diventa adulti*, Milano: Salani.

Lasch, C. (2001), *La cultura del narcisismo. L'individuo in fuga dal sociale in un'età di disillusioni collettive*, Milano: Bompiani.

Lasch, C. (2004), *L'io minimo. La mentalità della sopravvivenza in un'epoca di turbamenti*, Milano: Feltrinelli.

Lowen, A. (2003), *Il narcisismo. L'identità negata*, Milano: Feltrinelli.

Liotard, J.F. (1979), *La condizione postmoderna: rapporto sul sapere*, Milano: Feltrinelli (1981).

Morin, E. (2001), *I sette saperi necessari all'educazione del futuro*, Milano: Raffaello Cortina.

Morin, E. (2015), *Insegnare a vivere. Manifesto per cambiare l'educazione*, Milano: Raffaello Cortina.

Recalcati, M. (2013), *Il complesso di Telemaco. Genitori e figli dopo il tramonto del padre*, Milano: Feltrinelli.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Rosina, A. (2015), *NEET. Giovani che non studiano e non lavorano*, Milano: Vita e Pensiero.

Rossi, B. (2015), *Pedagogia dell'arte di vivere. Intelligenze per una vita felice*, Brescia: La Scuola.

Santoro, M. (2004), *Recenti trasformazioni dei processi di transizione all'età adulta in Europa*, in Università degli Studi di Milano, Working Papers del Dipartimento di studi sociali e politici, n. 4.

Satta, C. (2012), *Bambini e adulti: la nuova sociologia dell'infanzia*, Roma: Carocci.

Schizzerotto, A., U. Trivellato, N. Sartor (2011) (cur.), *Generazioni disuguali Le condizioni di vita dei giovani di oggi e di ieri: un confronto*, Bologna: il Mulino.

Sen, A. (2007), *La libertà individuale come impegno sociale*, Roma-Bari: Laterza.

Sennett, R. (2007), *L'uomo flessibile. Le conseguenze del nuovo capitalismo sulla vita personale*, Milano: Feltrinelli.

Simmel, G. (1976), *Il conflitto della cultura moderna* (cur. C. Mongardi-ni), Roma: Bulzoni.

Stiglitz, J.E., A. Sen, J.P. Fitoussi (2010), *La misura sbagliata delle nostre vite. Perché il PIL non basta più per valutare benessere e progresso sociale*, Milano: Rizzoli.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

"The Existential Disorder" and the Hard Transition to Adulthood

The considerations on the narcissistic state of today's society, advanced by several authors, highlight the prevalence of hedonistic and selfish interests of men and women, favoring the development of their personality mostly immature and childish. The structural weakness of Western individuals in the construction of one's personality stands out and is manifested primarily in their difficulties, more and more obvious, to become mature persons, able to make choices about their own life paths. The postponement until avoidance of life choices seems to be the dominant prerogative, as to mark persons increasingly without any responsibility and disengaged with respect to the own and another's future; lost persons without critical analysis of the reality in which they live nor prospective thinking and/or a life project.

Keywords: ambivalence, uncertainty, narcissism, adulthood.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Subcultures. State of the Art and Future Perspectives in Sociology

di Uliano Conti*

1. The origins of subcultures

According to a generally accepted definition of the term, some social groups define themselves as being “sub”cultures to differentiate themselves from a mainstream group. Although not all subcultures are deviant, the term *subculture* is mainly used in reference to deviant groups, especially youth deviant groups.

There are different sociological trends in the study of subcultures. The first current of studies we will consider falls under the label of a “socio-economic aspirations-opportunities” approach. There are different theoretical areas of interest such as the theories of *anomie*, of anomic strain, and the relative deprivation theory which are part of this approach. When people make a transition from a situation of strong cultural values to a situation in which they are less felt and in which economic ambitions are frustrated, they may feel drawn to join groups where deviancy is encouraged, particu-

* Sociology researcher, Faculty of Philosophy, Social Sciences and Formation, Università di Perugia. Double blind peer reviewed paper.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

larly groups relating to migrants in their destination country (Park 1928). There is a clear link with the concept of *anomie* (Durkheim 1897; Thomas and Znaniecki 1818-1920). In this sense, Park (1921) refers to the sociological meaning of the stranger (Park 1921, 286), translating part of the work *Soziologie* by Simmel (1908). By “stranger” Simmel (1908) means someone with a life history marked by mobility. The characteristic of the stranger is his ambivalence: the stranger takes shape as a social figure on the outskirts of society, someone not quite belonging (Simmel 1908; Park 1921).

The concept of anomic strain may be viewed in a similar light with concept of *anomie*. In a capitalist society, the legitimate means (education and work) of attaining mainstream ambitions (mainly economic success) depend on socio-economic conditions of origin. People who do not possess legitimate means experience a gap between their ambitions and their available means, and feel themselves drawn towards deviant forms of adaptation (Merton 1938; 1949). The strain is thus first of all considered in relation to structural elements. According to the idea of relative deprivation, crimes of pure violence, such as those committed by gangs comprised of people of similar socio-economic background, are a reaction to the frustration deriving from the comparison with other social groups (Blau and Blau 1982).

A second study trend derives from the social disorganisation approach of the Chicago School. According to an ecological approach, the presence of ethnic-cultural groups in suddenly developing urban areas («zones in transition») and the associated urban dynamics are analysed (Park, Burgess and McKenzie 1925). In the zones in transition, the environment favourable for the proliferation of criminal gangs is characterised by weak social regulatory control; meaning, there is widespread indifference towards others, and minimal adult supervision over young males (Park, Burgess and McKenzie



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

1925; Shaw and McKay 1942). Thanks to statistical work, Shaw and McKay (1942) are the authors of a systematic formulation of the ecological dimension of deviancy and crime in a context of social disorganisation. Some field research on deviant groups and on gangs (Thresher 1927; Whyte 1943) has been carried out according to the social disorganization theory. In a critical perspective, one of Whyte's researches (1943) on a Boston (U.S.A.) neighbourhood of immigrants has provided outcomes that are not consistent with the theory of social disorganization. Actually, there is a significant level of interaction and assistance at the intra-ethnic level (Whyte 1943). Recent researches referring to the theory of social disorganization are labelled as *racial invariance*: according to some quantitative analyses, the isolation of American slums, low quality of generational ties and poor youth supervision favour the creation of subcultural values (Sampson and Wilson 1995).

The third trend we should consider is the theory of cultural conflict. This approach analyzes the existence of different cultural groups in society, groups which contribute to a conflict of conduct norms and cultural codes (Sellin 1938). Values of an ethnic-cultural group may conflict with those of the mainstream, as happens for example in the case of immigrants with values of the host society. Native groups may happen to have their own subcultural values (Sellin 1938). Culturally distinct groups (street-corner boys and college boys) may also exist within the same social group, for example the case of Italian immigrants in the U.S.A. (Whyte 1943).

With regard to cultural approach, the most famous example is A. Cohen's work (1955). Thanks to statistical data, he focuses on the scholastic dynamics of those growing up in a class system. At school young people are judged according to mainstream middle class values. Also lower-class children – from minority groups in socio-economic terms, groups which



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

partly coincide with minorities such as the afro-American minority – are driven to respond positively to mainstream values, despite having a different culture. Not being able to respond positively, lower-class children experience an humiliation, which evolves into status frustration. Eventually they come to collectively react against this status frustration, rejecting or inverting middle class values and shaping the subculture. Lack of scholastic success and sense of failure favour reactive deviancy, as well as delinquency. Working class boys commit non-utilitarian, malicious and negativistic crimes (A. Cohen 1955, 25).

Cloward and Ohlin also consider, without references to quantitative data, the limited access to legitimate means to reach socio-economic objectives. They sustain, however, that for people in the same conditions the delinquency response depends on the «availability of various illegitimate means» (Cloward and Ohlin 1963, 152). One of Pryce's studies (1979) on Afro-Caribbean youth in the U.K. sustains that they respond to problems of unemployment and racism by developing a leisure culture.

According to detractors of culture conflict approach, the reference to cultural characteristics stigmatizes some social groups. The following studies by Banefield and Lagrange have been highly criticized. According to Banefield, a lower class style of life pertaining to Afro-Americans is characterized by lack of interest in education, lack of attention for the future, weak family ties (Banfield 1968). In Lagrange's studies, the cultural model (early marriages, families with many children) of young males immigrated from Sahel to France leads to higher crime rates (Lagrange 2010). Therefore, in the first period of the spread of the concept of subculture, socio-economic condition is the preferred explicatory factor. Deviant and criminal subcultures are the collective response of the working class to problems of adaptation



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

caused by structural inequalities (Cloward and Ohlin 1960; Miller 1958). In the United States, materialist interpretations have not been widely accepted and cultural hypotheses have prevailed.

The social control approach (Hirschi 1969) may be added to the studies already considered. The abandonment of conventional norms and subcultural membership derive from lack of social bonds.

The main challenge to the body of studies which has been considered consists in the criticism on studies of deviant subcultures because they emphasize determinism, instead of agency of the subculture members (Matza 1964). According to the labelling theory (Erikson 1962, Becker 1963, Lermert 1967), subcultural deviancy is an interactive process of definition of meanings of the behaviours of some individuals and the individuals themselves. In general, there is not a relevant cultural difference between normal and deviant (Matza and Sykes 1961). In this regard, a cultural work exists, constituted by neutralization techniques of conventional values, necessary for abandoning the mainstream culture, as well as for committing crimes (Matza and Sykes 1957). For example, «drug takers» pervert dominant values rather than create their own. Hedonism and disaffection for work, for example, are widespread social values even if «subterranean» (Young 1971).

2. British subcultural theory

The final approach to be examined is subcultural theory *stricto sensu*. It spreads throughout the United Kingdom with a criminological tone thanks to the National Deviancy Conference (NDC) of York (Taylor and Taylor



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

1972), and in cultural studies thanks to the Centre for Contemporary Cultural Studies (CCCS).

The subcultural theory is proposed as a sociological framework and the subcultural issue is developed holistically in the perspective of post-modernity (Brake 1980; P. Cohen 1972; 1997).

In the studies of the CCCS from the mid Sixties on, theories on subcultures refer to a Neo-Gramscian perspective, to a project of class analysis sympathetic with the symbolic resistance of working class youth (Hall and Jefferson 1976). In other words, the subcultural group, a counter response to mainstream culture, is organized around (but not totally determined by) age and social class, and expresses itself in the creation of styles (skinhead, punk, ecc.). Such styles are attempts to resist bourgeois hegemony. Resistance is made through the use of signs and their meaning (Hebdige 1979). The stylistic expressions of resistance are conceptualized as «bricolage», or namely, the way in which traditional meanings are radically subverted; and «homology», that is, the symbolic coherence among values, lifestyle, music and subjective experience. Some studies, for example, consider how the style of African migrant subcultures, of the rude boys and Rastafarians, influence native British subcultures. Other English studies focus on the role of school in contributing to label pupils (Willis 1977).

Also the French school of linguistic structuralism has an influence on subcultural analysis. In this perspective, subcultural styles can be decoded as texts, without having recourse to the subjective motivations of the group members. The structuralist perspective has been criticised since every phenomena is transformed into symbol: subculture becomes a matter of signifier and signified and loses sight of the real life of young people (P. Cohen 1986).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

3. Subcultures from the Eighties on

From the Eighties on, the spread of dance music, rave, clubbers, and techno parties have stimulated the proliferation of subcultural studies. The extemporaneous quality of group membership should be underlined. Maffesoli (1988) elaborates the neo-tribal metaphor in order to analyze relationships between cultural homogenization and development of micro-groups, called “tribes”. Membership is considered as a fluid succession of emotions (Bennet 1999). Thornton’s (1996) concept of sub-cultural capital (Bourdieu 1986) refers to the fact that some groups demonstrate an underground taste, with regard to mass culture, in order to increase their own status. Looking at the last cited authors (Maffesoli 1988; Bennet 1999; Bourdieu 1986; Thornton 1996), post-subculturalists sustain it is no longer possible to consider subculture as a reflection of class background. Youth subcultures are the product of a thoughtful individual choice (Redhead 1990; Muggleton 2000). Some use the term «lifestyle» to refer to subcultural groups (Miles 2000). Williams (2011), however, criticizes the term «post-subculture», maintaining that subculture members are always defined in contrast to a mainstream culture. In the last twenty years, the above illustrated debate has been considered in relationship to computer mediated communication (CMC) (Robards and Bennet 2011; Castells 1996).

The relationship between subcultures and CMC is deep, so much so that some speak of an online community as an electronic network of communication with a shared purpose (Jenkins 2006). Robards and Bennet (2011), in particular, study the post-subcultural direction which has involved subcultural studies with reference to Social Network Sites. In



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

this regard, considering the use of Web platforms, scholars speak of digital subcultures (McArthur 2009). On the one hand, Internet is considered a medium which keeps barriers between groups and reinforces subculture membership; and on the other, it provides platforms which allow crossover among styles. In this final sense, the interpretation of the subcultural issue comes close to a post-subcultural interpretation. In this regard, some studies emphasize characteristics of hybridization of sub-cultural groups (D'Andrea 2008; Torkelson 2010).

4. Future scenarios: subculture and European jihadist terrorism

It appears that the explanatory potential of the term subculture has not yet been fully explored. Subcultures should be placed in relation with the contemporary global context in which geopolitical, technological, and socio-economic dimensions interact complexly. In such a perspective, the concept of subculture is current and in the last years it has been applied to jihadist terrorism (Roy 2007, 2015a; PISOIU 2015a, 2015b; COTTEE 2011). Many arguments come to the support of this approach.

First of all, Roy (2015a), when he analyzes the individual stories of young Europeans or Americans involved in jihadist terrorist activities, observes that many of them had been involved in acts of petty delinquency and had committed petty crimes which often involved drug delinquency or had engaged in drug dealing before joining terrorist groups. These crimes are typical for gang members and people who belong to criminal subcultural groups (Roy 2015a, 3).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

The cases considered by Roy (2015a) dealt with young people like Mohammed Merah, the Kouachi brothers or the members of the so-called Dutch Hofstad group. Before they converted or joined terrorist group, they shared a youth culture that had nothing to do with the Islamic religion. Also Michael Adebowale (a former member of the “Woolwich boys” gang), Omar Abdel Hamid El-Hussein (a former member of the “Brothas” gang) just to cite another two examples, are attackers who had formerly belonged to subcultural groups such as gangs.

Roy (2015a) therefore maintains that radicalization – or we might better say, and this is a term which we will use later on, the islamization of radicalism – has the characteristics of a youth movement. It is a peer phenomenon. Young people turned to radicalism within a framework of a small network of friends. This happened in their daily activities in urban suburbs, in jails, or on the Web.

Secondly, as a further support of subcultural interpretation, Roy (2007; 2015a) claims that the ties with the Middle East of young Europeans or Americans involved in jihadist terrorist activities are modest when compared to their life experiences in American or European metropolises. Considering the lives of Western individuals involved in jihadist terrorist activities – such as the lives of Umar Farouk Abdulmutallab, Nidal Malik Hasan, Daniel Patrick Boyd, Bryant Neal Vinas – Roy et al. (2010) note that their ties with the Middle East are less relevant in comparison to their ties with the European or American metropolises where they lived, studied or worked.

Thirdly, the above mentioned individuals were not devout Muslims. Quite the contrary, they showed a knowledge of the religion which was



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

rather limited. These people were young and had few ties with the Muslim community, but they experienced a teenage fascination for a distant and exotic context and used the Web to become a part of a *virtual ummah* (Roy et al. 2010; Roy 2015a; Pisiu 2015a).

For example, when considering the case of the foreign fighters, the majority of European foreign fighters who went to Syria did not show signs of having a relevant knowledge of the religion or of having a past history of political militancy (Roy 2015a), which should not be surprising, given their young age. Then they were not people who belonged to a frustrated Muslim community, as the high rate of religious converts among the foreign fighters demonstrates (Roy 2015a). The radicalized youth do not represent Islamic tradition; but, quite the opposite, they break with their fathers' religion (Roy 2007, 53). The breaking point comes when they suddenly join a terrorist group or when they have a conversion. In the majority of cases considered by Roy (2015a), the radicalization of the young people occurs amid the dismay and desperation of their parents and relatives.

Supporting the subcultural interpretation is the fact that, when the cases of groups of young occidental jihadist terrorists are analyzed, it is difficult to find homogeneity in ethnic terms. For example, the Dutch terrorist group Hofstad included people from many backgrounds, like Bouyeri, who was second generation European of Moroccan ancestry, Martine van der Oeven, who was native European, and the brothers Jason and Jermaine Walters of African American origin (Roy 2007).

In other words, the decision of young Europeans to join terrorist groups derives from generational conflict and from nihilism embroiling native Europeans, especially those of non-European family origin. Gen-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

erational conflict between fathers and sons and nihilism are the elements that drive some young people to join the most radical extremist group among those present in the European context (Roy 2015b; Maniscalco 2012). The jihadist terrorist ideas guarantee the highest level of refusal of *mainstream* culture, the most radical and total refusal. The two factors of identity strain just mentioned, generational conflict and nihilism, find only one extreme radical ensign on the market, the jihadist terrorist one.

Roy (2007, 2015b) concludes by noting that the young Europeans or Americans involved in jihadist terrorist activities have been commonly presented as cases of Islamic radicalization. Actually these are cases of Islamization of radicalism, or Islamization of young radicals who were former gang members or who belonged to subcultural groups: «They are a lost generations, unmoored from traditional societies and cultures, frustrated by Western society that does not meet their expectations. And their version of a global umma is both a mirror of and a form of revenge against the globalisation that has made them what they are» (Roy 2007,55-56).

In our opinion, Roy (2007; 2015a; 2015b) provides analytical motivations supporting the relevancy of the role subcultures play in jihadist terrorist affiliation. Also other scholars (Pisoiu 2015a; 2015b; Cotte 2011) have provided arguments supporting the role of subcultures in the study of why Western youths join jihadist terrorism. According to us, these arguments enrich and reinforce the importance of understanding subcultures.

Pisoiu (2015a) clearly and explicitly states that «contemporary European jihadism abroad is first and foremost a subculture. It is about life-style, experience and self-performance, and less about politics and reli-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

gion» (Pisoiu 2015a, 167). In the studies on European jihadist terrorism, Pisoiu (2015b) feels that the terms «bricolage» and «homology» can be used. The meaning of traditional cultural elements is subverted into an extremist jihadist sense. For example: «A central role within “Pop Jihad” is played by “battle-Nasheeds” with highly militant lyrics. These Nasheeds are traditional chants focusing on the lyrics and thus providing the possibility to connect with the youth Rap and Hip-Hop cultures of the 1990s and early 2001» (Danschke 2013, 15).

Pisoiu (2015a) has identified multiple elements from subcultures in contemporary jihadist terrorism: «The subcultural side of it is very prominent though, with selfies, and a mix of mainstream and traditional symbols and style. This also explains why the majority of recruits tend to be male, rather young, and quite eager to show and prove themselves, while maintaining a distinct allure of cool» (Pisoiu 2015a, 168). In order to maintain a distinct allure of cool many make use of selfies, for example: «Selfies depict poses with guns and weaponry and Hollywood style professional pictures with anti-Western and jihadi slogans» (Pisoiu 2015a, 169).

The difference between the American approach and that adopted by the CCCS can also be found in the studies which have just been mentioned. Pisoiu (2015b) considers the case of four German foreign fighters and wonders if the traditional factors which try to explain subcultural affiliation are valid. In none of the cases do obstacles due to socio-economic conditions emerge. There is no evidence of limited access to education and training. Quite the contrary, Pisoiu (2015b) states that «it can most certainly be argued that class background is not a determinant of the motivation to get involved (in a terrorist group)» (Pisoiu 2015b,



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

21). Re-orientation towards alternative values does not happen because individuals failed to reach mainstream objectives, but because they feel unhappy, lost, frustrated, or they do not adapt to Western society.

Cottee (2011) also takes an interest in subcultures, although he arrives at different conclusions from Pisoiu (2015b). Cottee (2011), considering the case of English jihadist terrorists, favours socio-economic conditions as an explanatory factor. He adds to status frustration only a single element of strain: identity confusion due to the fact that second generation youth find themselves caught between two cultures and risk failing to adapt to the mainstream culture. These studies provide additional support to the validity and relevance of theorisation about subcultures. To conclude, in 2011, Chicoine affirmed at the Annual Meeting of the American Sociological Association that: «The application of subculture theory to terrorist groups has not yet been accomplished, however it was earlier proposed by Ferracuti (1982), [...] at the conclusion of his work on terrorism in Italy [...]. Throughout the writings on terrorism, observations are made that are consistent with a subcultural explanation, however they are rarely the central subject of inquiry» (Chicoine 2011, 1). In the case of Occidental jihadist terrorism, the subcultural theory may become a relevant subject of inquiry in our opinion, and for the study of jihadist terrorism, it is necessary to privilege the subcultural perspective.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

References

Aydemir, E., O. Roy and J.L. Brungière (2010), *Afghanistan and the Underwear Bomber*, in *New Perspectives Quarterly*, pp. 42-70.

Banfield, E.C. (1968), *The Unheavenly City: The Nature and the Future of Our Urban Crisis*, Boston: Little.

Becker, H.S. (1963), *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York: Free Press.

Bennet A. (1999), *Subcultures or Neo-tribes? Rethinking the Relationship between Youth, Style and Musical Taste*, in *Sociology*, 33(3), pp. 599-617.

Besnard, P. (1987), *L'anomie. Ses usages et ses fonctions dans la discipline sociologique depuis Durkheim*, Paris: Presses Universitaires de France.

Blau, J.R. and P.M. Blau (1982), *The Cost of Inequality: Metropolitan Structure and Violent Crime*, in *American Sociological Review*, 47, pp. 114-129.

Bourdieu, P. (1986), *The forms of capital*, in J. Richardson (ed.) (1986), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York: Greenwood, pp. 241-258.

Castells, M. (1996), *The Rise of the Network Society. The Information Age: Economy, Society and Culture*, I, Malden, MA; Oxford, UK: Blackwell.

Chicoine, S. (2011), *Explaining Terrorism: The Contribution of Subculture Theory*, Paper presented at the American Sociological Association Annual Meeting, Caesar's Palace, Las Vegas.

Cloward, R. and L. Ohlin (1960), *Delinquency and Opportunity: A Theory of Delinquent Gangs*, New York: Free Press.

Cohen, A.K. (1955), *Delinquent Boys*, New York: Free Press.

Cohen, P. (1972), *Subcultural Conflict and Working Class Community*, *Working Papers in Cultural Studies*, 2, Birmingham: University of Birmingham.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Cohen, P. (1986), *Rethinking The Youth Question*, London: Institute of Education (Post Sixteen Education Centre Working Paper 3).

Cohen, P. (1997), *Subcultural Conflict and Working-Class Community*, in K. Gelder and S. Thornton (eds.) (1997), *The Subcultures Reader*, London-New York: Routledge, pp. 90-99.

Cohen, S. (1972), *Folk Devils and Moral Panics: The Creation of the Mods and Rockers*, London: MacGibbon&Kee.

Cottee, S. (2010), *Mind Slaughter: The Neutralizations of Jihadi Salafism*, in *Studies in Conflict and Terrorism*, 33, pp. 330-352.

Cottee, S. (2011), *Jihadism as a Subcultural Response to Social Strain: Extending Marc Sageman's 'Bunch of Guys' Thesis*, in *Terrorism and Political Violence* 23(5), pp. 730-751.

Danschke, C. (2013), *"Pop Jihad": History and Structure of Salafism and Jihadism in Germany*, ISRM Working Paper Series, 2.

D'Andrea, F. (2008), *Il corpo in gioco. La sfida di un sapere interdisciplinare*, Milano: FrancoAngeli.

Durkheim, È. (1897), *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris: Alcan.

Erikson, K. (1962), *Notes on the Sociology of Deviance*, in *Social Problems*, 9, pp. 307-314.

Ferracuti, F. (1982), *A sociopsychiatric interpretation of terrorism*, in *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 463, pp. 129-140.

Foucault, M. (1975), *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris: Galimard.

Hall, S. and T. Jefferson (1976) (eds.), *Resistance through Rituals: Youth Subculture in Post-War Britain*, London: Routledge.

Hirschi, T. (1969), *Causes of Delinquency*, Berkeley: University of California Press.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Hebdige, D. (1979), *Subculture. The Meaning of Style*, London: Methuen & Company.

Hebdige, D. (1988), *Hiding in the Light*, London: Comedia.

Horsburgh, N. and J. Javier (2004), *Jihadist Subculture of Terrorism in Spain*, Paper of 5th Global Conference Interdisciplinary.net.

Jenkins, H. (2006), *Fans, bloggers, and gamers*, New York: New York University Press.

Lagrange, H. (2010), *Le déni des cultures*, Paris: Seuil.

Lemert, E. (1967), *Human Deviance, Social problems, Social Control*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.

Maffesoli, M. (1988), *Le temps des tribus*, Paris: MeridiensKlincksieck.

Maniscalco, M.L. (2012), *Islam europeo. Sociologia di un incontro*, Milano: Franco Angeli.

Matza, D. and G. Sykes (1957), *Techniques of neutralization: A theory of delinquency* in *American Sociological Review*, 22, pp. 664-670.

Matza, D. and G. Sykes (1961), *Juvenile delinquency and subterranean values*, in *American Sociological Review*, 26, pp. 712-19.

Matza, D. (1964), *Delinquency and Drift*, New York: John Wiley and Sons Inc.

McArthur, J.A. (2009), *Digital Subculture: A Geek Meaning of Style*, in *Journal of Communication Inquiry*, 33 (1), pp. 58-70.

Merton, R.K. (1938), *Social Structure and Anomie*, in *American Sociological Review*, 3(5), pp. 672-682.

Merton, R.K. (1949), *Social Theory and Social Structure*, Glencoe: The Free Press.

Miles, S. (2000), *Youth lifestyles in a changing world*, Buckingham UK: Open University Press.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Miller, W.B. (1958), *Lower Class Culture as a Generating Milieu of Gang Delinquency*, in *Journal of Social Issues*, 14(3), pp. 5-19.

Muggleton, D. (2000), *Inside Subculture. The Postmodern Meaning of Style*, Oxford: Berg.

Park, R.E. and E.W. Burgess (1921), *Introduction to the science of sociology*, Chicago: The University of Chicago Press.

Park, R.E. (1928), *Human Migration and the Marginal Man in American Journal of Sociology*, 33, pp. 881-893.

Park, R.E., E. Burgess, and R. McKenzie (1925), *The City*, Chicago: University of Chicago Press.

Pisoiu, D. (2015a), *Subculture: The third wave of European jihad*, in *Journal for Deradicalization*, pp. 163-170.

Pisoiu, D. (2015b), *Subcultural Theory Applied to Jihadi and Right-Wing Radicalization in Germany*, in *Terrorism and Political Violence*, pp. 9-28.

Redhead, S. (1990), *The End-of-the-Century Party: Youth and Pop Towards 2000*, Manchester: Manchester University Press.

Robards, B. and A. Bennet (2011), *MyTribe: Post-subcultural Manifestations of Belonging on Social Network Sites*, in *Sociology*, 45(2), pp. 303-307.

Roy, O. (2007), *Islamic Terrorist Radicalisation in Europe*, in S. Amghar, A. Boubekur, M. Emerson (eds.) *European Islam - Challenges for Society and Public Policy*, Brussels: Centre for European Policy Studies, pp. 52-60.

Roy, O. (2015a), *What is the driving force behind jihadist terrorism? A scientific perspective on the causes/circumstances of joining the scene*, paper presented at BKA BundeskriminalamtHerbst-Tagung Autumn Conference 2015, 18-19 November 2015, "International Terrorism: How Can Prevention and Repression Keep Peace?"



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Roy, O. (2015b), *La peur de l'islam. Dialogue avec Nicolas Truong*, La Tour-d'Aigue: Edition de l'Aube.

Sageman, M. (2004), *Understanding Terror Networks*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

Sampson, R.J. and W.J. Wilson (1995), *Toward a Theory of Race, Crime and Urban Inequality*, in J. Hagan and R.D. Peterson (eds.), *Crime and Inequality*, Cal.: Stanford University Press, pp. 37-54.

Sellin, T. (1938), *Culture conflict and crime*, New York: Social Science Research Council.

Shaw, C.R. and H.D. McKay (1942), *Juvenile Delinquency in Urban Areas*, Chicago: University of Chicago Press.

Simmel, G. (1908), *Soziologie*, Leipzig: Verlag von Dunker & Humboldt.

Solivetti, L.M. (2013), *Immigrazione, società e crimine. Dati e considerazioni sul caso Italia*, Bologna: il Mulino.

Sykes, G. and D. Matza (1957), *Techniques of neutralization: a theory of deviance*, in *American Sociological Review*, 22, pp. 664-670.

Taylor, I. and L. Taylor (eds.) (1972), *Politics and Deviance: Papers from the National Deviancy Conference*, Harmondsworth: Penguin.

Thomas, W.I. and F. Znaniecki (1918-20) *The Polish Peasant in Europe and America*, Boston: Richard G. Badger.

Thrasher, F.M. (1927), *The Gang: A Study of 1,313 Gangs in Chicago*, Chicago: University of Chicago Press.

Thornton, S. (1995), *Club cultures: Music, Media, and Subcultural Capital*, Cambridge: Polity Press.

Torkelson, J. (2010), *Life After (Straightedge) Subculture*, in *Qualitative Sociology*, 33, pp. 257-274.

Whyte, W.F. (1943), *Street Corner Society: The Social Structure of an Italian Slum*, Chicago: The University of Chicago Press.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Williams, J.P. (2011), *Subcultural Theory: Traditions and Concepts*, Cambridge: Polity Press.

Willis, P.E. (1977), *Learning to Labor: How Working Class Kids Get Working Class Jobs*, New York: Columbia University Press.

Young, J. (1971), *The Drugtakers: The Social Meaning of Drug Use*, London: MacGibbon and Kee.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Subcultures. State of the Art and Future Perspectives in Sociology

The article considers if the concept of subculture can still be used in sociology. This paper shows that subcultural perspective constitutes a recent point of view for the analysis of the phenomenon of jihadist terrorism involving native Europeans. A history of the concept will be considered along with theoretical perspectives with reference to explanatory factors of subcultural membership. Socioeconomic condition, cultural identity, housing placement and social control are explanatory factors of classical studies on subcultures. Issues of post-modernity and the evolution of ICT will also be considered. The aim is to consider the complex social framework and to define the sometimes dangerous contemporary role of subcultural membership.

Keywords: subculture; sociological theory; terrorism; youth studies; methodology.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Figure della miseria e della contro-misericordia: i ceti popolari contemporanei tra neo-populismo e radicalizzazione. Alcune ipotesi interpretative

di Francesco Antonelli *

Obiettivo di questo saggio è costruire un primo apparato analitico per sviluppare ricerche empiriche sui nuovi ceti popolari nell'Europa contemporanea. L'ipotesi interpretativa proposta è che questi nuovi ceti popolari (la magmatica moltitudine sociale che ha preso il posto della vecchia classe operaia) siano caratterizzati da una situazione post-sociale fatta di crescente disintegrazione, marginalizzazione e frammentazione. Tale situazione è sociologicamente concettualizzabile attraverso le figure bourdesiane della «misericordia di condizione e di posizione». Accanto a questa assunzione dei ceti popolari come "oggetti" agiti dai sistemi di potere, il discorso sociologico non può non riconoscere le tendenze in atto allo sviluppo del populismo

* Ricercatore confermato di Sociologia generale presso il Dipartimento di Scienze politiche dell'Università di Roma Tre. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

neo-comunitario e del radicalismo islamista come modalità tipiche di azione collettiva di questi stessi ceti popolari, colti come attori sociali.

Dopo aver chiarito gli assunti teorici di base, nel secondo paragrafo ci concentreremo sulla categoria analitica di ceti popolari per poi passare nel terzo e nel quarto ad analizzare le loro caratteristiche in quanto, rispettivamente, oggetti (processi di riproduzione sociale, strutture) e attori (azioni collettive).

1. Gli assunti teorici di base: oltre la dicotomia soggetto/struttura

Nell'ipotesi interpretativa è presente il riferimento a due concetti chiave, quello di post-sociale e quello di miseria, che appartengono a programmi di ricerca contrapposti: il primo è riconducibile alla sociologia del soggetto di Alain Touraine (1998; 1999; 2008; 2009; 2013) mentre il secondo allo strutturalismo genetico di Pierre Bourdieu (1995; 1998; 2010).

Il mondo del primo è interpretato alla luce del primato ontologico ed epistemologico dell'attore sociale, figura condizionata e condizionante, oggetto di alienazione ma anche, di per sé, di distanziamento e di soggettivazione emancipante. In questo quadro, non è più il sociale che si contrappone al sistema ma il soggetto personale. Il mondo di Bourdieu è esattamente opposto: esso è strutturato da una fitta rete di rapporti e di meccanismi che condizionano in modo decisivo le chance di vita e le possibilità di azione degli individui. L'*habitus* è un sistema di predisposizioni sociali interiorizzato dall'attore e strettamente legato al suo contesto d'origine; un background, semplificando al massimo, che ci portiamo dietro nel momento in cui prendiamo parte alla genesi e poi alla riproduzione



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

ne dei molteplici campi sociali, la cui struttura ruota intorno alle questioni del potere e del dominio. In questo quadro gli attori sociali sono immersi in forze collettive che in certa misura li agiscono e, a volte, li travolgono.

Queste opposte visioni riflettono una controversia reale e antica come la sociologia. Allo stesso tempo, essa è anche la grande narrazione (Lyotard 1997) il mito di fondazione dalla struttura necessariamente oppositiva, attraverso la quale i sociologi hanno razionalizzato e raccontato se stessi e la propria storia. Come tutte le grandi narrazioni, oggi, anche quella basata sullo scontro epico e titanico tra attore e struttura perde di senso, poiché è evidente che l'uno ha bisogno dell'altra per esistere: il compito della teoria sociologica contemporanea è riannodare i fili e mettere in luce le relazioni tra queste due dimensioni, oltrepassando l'impostazione apodittica con la quale la questione è stata affrontata dalla sociologia del Novecento.

In questa sede non possiamo neanche lontanamente entrare in una questione così complessa. Quello che faremo, una volta sollevata, è riconoscere innanzitutto come il porsi delle tematiche e dei fenomeni empirici scardina l'uso dogmatico delle categorie e le restituisce al loro uso euristico: assumere un mondo nel quale ciò che non è sistemico è solo individuale, non consente di vedere i condizionamenti dell'attore e dell'agire; al contrario, teorizzare un mondo ove domina la riproduzione non permette di spiegare il mutamento e la libertà di azione: in entrambi i casi si scivola nell'irrealismo. Mettere a fuoco la questione dei ceti popolari necessita dell'assunzione analitica di entrambe le prospettive poiché se il popolare è stato correttamente assunto da Stuart Hall (Hall e Mellino 2007) e da De Certeau (2010) come il tradizionale luogo del conflitto tra manipolazione e reazione tattica, tra alienazione e soggettivazione depotenziata, tra ripro-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

duzione e produzione, oggi il conflitto si radicalizza e si sposta sul piano della “reazione strategica”. Il mondo post-sociale è soprattutto il mondo dei ceti popolari che mentre sperimentano la desertificazione e l’immiserimento di un potere che li assume ormai solo come oggetti, subisce le conseguenze di una loro azione come soggetti depotenziati e in strisciante rivolta. La ribellione delle élites si trasforma in una nuova ribellione delle masse.

È così che i concetti tourainiani di post-sociale e di soggetto possono e devono convivere con quello bourdesiano di miseria.

2. I nuovi ceti popolari come categoria analitica

Uno dei paradossi più significativi nel discorso pubblico e, in stretto isomorfismo, in quello delle scienze sociali contemporanee è il riconoscimento del perpetuarsi delle disuguaglianze economiche tra gli individui e i gruppi (sia a livello nazionale che globale) e, anzi, di un loro deciso approfondimento persino dopo la crisi economica del 2007 (vedi ad esempio Oxfam 2016), e il contemporaneo dissolvimento se non scomparsa di una teoria unificante della stratificazione sociale. In altre parole, lì dove nella società industriale fordista alle disuguaglianze economiche corrispondevano teorie e immagini di società fondate sul primato del concetto di classe – dimensione di coagulazione tanto della sperequazione delle condizioni materiali quanto dei processi di identificazione sociali e soggettivi – nel mondo post-industriale globale è andato perso ogni riferimento a categorie unificanti, sia nell’esperienza soggettiva che nell’analisi scientifica. Anche i conflitti sociali e le azioni collettive dei movimenti, ormai da più



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

di trent'anni, non si definiscono più mediante un appello all'idea di classe, anche quando investono o sono originate da situazioni di disuguaglianza materiale.

Dopo una fase nella quale questo declino delle classi era rappresentato facendo riferimento – ideologicamente più che scientificamente – all'avvento di una società complessa che si andava orizzontalizzando, oggi esso è generalmente spiegato facendo riferimento al combinarsi di quattro processi storico-sociali: 1) il *processo di individualizzazione*, che sgretola le identità collettive consolidate e accentua l'individualismo del Sé, 2) la *frammentazione del mercato del lavoro*, la sua *flessibilizzazione* e il *mutamento dei processi produttivi* in seguito alla diffusione dell'ICT, 3) la *fine del socialismo reale*, delle ideologie e delle forme politiche ad esso associate, 4) i *processi migratori* che hanno reso sempre più multietnica e dunque culturalmente diversificata la società, e ancor più frammentato il mercato del lavoro. Come si vede, se si eccettua il primo processo che è generale, gli altri tre sono fortemente selettivi: essi non investono tanto i detentori del potere economico-finanziario ma il resto dei soggetti sociali, con un effetto crescente mano a mano che cresce il grado di deprivazione considerato (Galino 2013).

Così la principale vittima della scomparsa delle classi è la “classe operaia”, intesa non solo come condizione oggettiva posta dal modo di produzione ma come luogo di consolidamento socioculturale, azione collettiva e rappresentanza politica di quell'insieme di persone che «pur senza rientrare nella sfera dell'esclusione e della marginalità sociale o economica, si trova in una situazione tale per cui, per posizione lavorativa, risorse culturali, reti sociali, può essere considerata svantaggiata» (De Benedittis e Magatti 2006, 9). La classe operaia è stata dunque non



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

solo un fatto sociale ma un fatto politico che ha fatto emergere e reso riconoscibile questo insieme deprivato dal punto di vista del potere politico e dei capitali economici e culturali, cioè di ciò che sta in basso nella stratificazione sociale. Questa classe operaia aveva preso il posto della “plebe”, del “popolo minuto”, del “popolo” inteso come *popolare*, tipici delle realtà pre-moderne (Romano 1965); annullando in buona parte quel senso di spaesamento che, nel XIX secolo, Auguste Comte riconosceva ai nuovi proletari che dalle campagne si riversavano in città, così che «essi si accampano nelle società occidentali senza esservi accasati» (Comte 1929, 411).

La scomparsa della classe operaia è anche la *ricomparsa di un'opacità* di quei soggetti svantaggiati e deprivati, in quanto gruppo sociale, sia nel discorso pubblico che in quello scientifico. Si tratta solo apparentemente di un ossimoro. Infatti, le nuove teorie sociologiche sugli effetti delle disuguaglianze sociali ed economiche – che per tradizione disciplinare e comodità espositiva possiamo definire della stratificazione sociale contemporanea – sono state prevalentemente teorie sui soggetti dominanti e/o sulle classi/ceti medi.

Il programma di ricerca neo e post-marxiano ha sostituito la teoria delle classi con quelle delle *moltitudini*, allargando oltre modo il concetto di nuovo proletariato a «tutti coloro il cui lavoro è direttamente o indirettamente sfruttato e soggetto alle norme capitalistiche di produzione e riproduzione» (Negri e Hardt 2002, 64); oppure si è concentrato sui *lavoratori cognitivi*, metamorfosi contemporanea dei più tradizionali lavoratori intellettuali (ad esempio Castrucci 2012; Berardi “Bifo” 2004; Vercellone 2006; Virno 2002). Questi magmatici soggetti, potenzialmente antagonisti e contemporaneamente interni alle dinamiche di sviluppo del capitalismo con-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

temporaneo, sono evidentemente ceti medi; contrapposti a un potere globale gestito da élite nomadi tendenzialmente transnazionali. Dal canto suo, la teoria postmoderna, rifiutando totalmente le vecchie categorie, ha concettualizzato le differenziazioni e le disuguaglianze contemporanee prevalentemente in termini di stili di vita e di consumo; restituendo la falsa immagine di una società a-centrica e in fase di orizzontalizzazione nella quale il potere cessa di essere dominio e alle classi si sostituiscono le *tribù urbane* (ad esempio Maffesoli 2004). Una categoria sociologica che riproduce esattamente la narrazione che di sé cercano di dare le nuove classi medie creative. In entrambi i programmi di ricerca coloro i quali stanno tra l'esclusione sociale e i ceti medi scompaiono: il vecchio spazio occupato dalla classe operaia viene rappresentato come non-luogo.

Il programma di ricerca neo-weberiano (ad esempio Bagnasco 2008; Goldthorpe, Llewellyn, Payne 1987) fornisce alcuni spunti utili per recuperare un'analisi empiricamente fondata di queste soggettività, poiché: *a)* ha dato origine e si radica in una complessa nomenclatura dei lavori e delle professioni, utile punto di partenza per compiere analisi empiricamente fondate anche dei luoghi "bassi" della stratificazione sociale, *b)* essa è intrinsecamente multidimensionale cosa che, senza cadere nel determinismo, consente di cogliere le molteplici relazioni tra stili di vita e lavori, tra processi culturali e processi economici.

Da quest'ultimo punto di vista risulta di particolare interesse il concetto contemporaneo di ceto e l'idea di pluralità che esso porta con sé. Utilizzando questo termine «non si vogliono indicare gruppi dotati di una stabile omogeneità culturale, quanto piuttosto aggregazioni fluttuanti, relativamente poco definite in quanto esposte ad una pluralità di sollecitazioni, e identificate di volta in volta con riferimento alla sfera del



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

lavoro, dei consumi, del territorio» (De Benedittis e Magatti 2006, 16). Ciò che i neo-weberiani spesso sottovalutano è il ruolo strategico che non solo il capitale umano e culturale ma le stesse culture e stili di vita rivestono oggi all'interno del processo produttivo del capitalismo cognitivo: il ceto non può più essere assunto solo come un concetto descrittivo, essenzialmente risolto nella sfera del consumo; esso rimanda a una particolare *inclusione selettiva* del tempo libero come di quello di lavoro nei processi di valorizzazione economica.

L'essere popolare è dunque non solo una performance che si basa su un incrocio creativo e spesso di resistenza tra tradizione e cultura di massa (Canclini 1998); ma anche una condizione e una posizione di svalutazione e de-privazione tanto del proprio capitale umano quanto del proprio mondo di vita, in quanto luogo da escludere più che includere all'interno del processo produttivo e, dunque, di quello politico. Tendenza sistemica alla quale si accompagna una contro-tendenza che, in presenza di adeguate risorse simboliche e culturali e di imprenditori politici disposti a cogliere le opportunità che possono venire dal provare a rappresentare *sic et simpliciter* l'irrappresentabile dell'essere popolari, può sfociare in una molteplicità di azioni collettive dirompenti e potenzialmente selvagge.

I *nuovi ceti popolari* vanno perciò inquadrati sia dal lato del loro essere ridotti a oggetti di svalutazione e deprivazione, cioè di immiserimento in un mondo post-sociale; sia, in quanto attori di questo stesso mondo, come soggetti in grado di mobilitarsi. Dati i limiti del presente saggio, nei prossimi paragrafi ci concentreremo su questi due aspetti a un livello puramente descrittivo, notando che essi sono attualmente compresenti nella "fenomenologia" dei ceti popolari ma senza avanzare ipotesi sulle interdipendenze e/o i nessi causali tra queste due dimensioni.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

3. Dal lato dell'oggetto: mondo post-sociale e immiserimento

Con il concetto di post-sociale Alain Touraine (2013) si riferisce a una situazione nella quale: 1) i tradizionali meccanismi di mediazione istituzionale e di costruzione della rappresentanza vengono meno, 2) il sistema di potere economico-finanziario globalizzato e la strutturazione dei processi di razionalizzazione si rendono sempre più autonomi dai vincoli democratici, 3) al posto dei *soggetti collettivi* esemplificati dalla figura euristica dell'*homo sociologicus* e che si definiscono in termini normativi e/o socioeconomici, abbiamo una pluralità di *soggetti personali* che oscillano tra la condizione alienata di individuo-consumatore e quella di attore, ricercando la propria definizione nella cultura oppure nei diritti universali e nella dignità umana.

Assumiamo che questa situazione investa e caratterizzi con effetti forti la condizione dei nuovi ceti popolari, in particolare: *a*) il declino dei meccanismi istituzionali e politici di mediazione tipici della società fordista si traduce innanzitutto nella fine della forma partito di massa, il tradizionale strumento integrativo all'interno del processo politico democratico della classe operaia e, in generale, degli strati sociali sotto-privilegiati (Revelli 2013; Prospero 2012). Ne deriva una forte crisi di rappresentanza dei nuovi ceti popolari, un declino quantitativo e qualitativo della loro capacità di partecipazione. Contemporaneamente, la ristrutturazione/ridimensionamento del *welfare state* diminuisce sia le opportunità sia le garanzie che, nelle società industriali avanzate, consentivano percorsi di mobilità sociale ascendente, sia strutturale sia individuale e/o di gruppo. La cittadinanza sociale come meccanismo integrativo dei ceti popolari ne risulta fortemente indebolita e le disuguaglianze nella distribuzione degli effetti dei rischi economici, sociali ed esistenziali assai accentuate (Beck 2000); *b*) la flessibilizzazione del



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

mercato del lavoro, la de-industrializzazione, lo sviluppo di un'economia finanziaria transnazionale e immateriale comporta il peggioramento delle condizioni di lavoro per i lavoratori manuali e la progressiva diminuzione della loro capacità di esercitare pressioni sia sul potere politico sia su quello economico (Gallino 2012; 2013); c) i nuovi ceti popolari sono attraversati non solo da processi di individualizzazione "alienante" ma pure da una crescente frammentazione socioculturale dovuta all'immigrazione e all'integrazione subalterna dei migranti all'interno delle società europee (Castel 2011). Ne deriva la compresenza all'interno dei medesimi luoghi – generalmente le periferie delle grandi metropoli – di ceti popolari scarsamente in grado di sviluppare processi orizzontali di integrazione tali da superare le originarie differenze socioculturali, e una contemporanea crescita di modelli segmentali di solidarietà tra "simili". La tabella 1 sintetizza le corrispondenze tra situazione post-sociale generale e situazione post-sociale dei nuovi ceti popolari.

I principali effetti della situazione post-sociale sono sintetizzabili attraverso il concetto sociologico di *miseria*, sviluppato da Pierre Bourdieu (2015). La miseria è stato uno dei temi dominanti nella vita delle masse popolari nel corso della storia fino a emergere come un attributo fondamentale di quella questione sociale che, a partire dall'ascesa della società industriale nel XIX secolo, ha dominato la scena politica e il dibattito pubblico della modernità. La miseria è una categoria e uno stato diverso dalla "semplice" povertà: la miseria è penuria di risorse ma anche meschinità morale, condizione materiale deprivata ma anche sofferenza e bassezza spirituale; in termini sociologici, quella fine della coesione sociale retta da valori non solo condivisi ma anche capaci di dare una meta e un orizzonte di miglioramento alla vita individuale e collettiva. Così,



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

la miseria non è mai il contrario dell'opulenza ma della "vita buona" e della possibilità di realizzarla in qualche luogo. Come tale la possiamo ritrovare tanto nei ghetti e nelle favelas quanto nei grattacieli scintillanti di Manhattan, ogniqualvolta la deprivazione materiale si accompagna a un eterno presente senza speranze di riscatto morale, civile e materiale.

Traducendo tutto questo in termini propriamente sociologici, la miseria tematizzata da Pierre Bourdieu non è dunque la povertà assoluta, cioè di "condizione" materiale ma la miseria di posizione, la miseria che nasce e si riproduce in uno spazio fisico e sociale degradato, precario, instabile, cui si appartiene e in cui si è coinvolti senza possibilità reale di uscirne: insomma, la miseria contemporanea messa in moto dalla situazione post-sociale è innanzitutto un sistema di relazioni sociali che influenza negativamente il modo in cui le persone pensano se stesse e gli altri, e le chance di vita che hanno a disposizione, il proprio senso della dignità.

Situazione post-sociale generale	Situazione post-sociale dei nuovi ceti popolari
Declino dei meccanismi di mediazione politico-istituzionale	Scomparsa della forma partito di massa, contrazione del Welfare State
Autonomizzazione dei sistemi economico-finanziari dai vincoli democratici	Flessibilizzazione e precarizzazione del mercato del lavoro, Peggioramento delle condizioni del lavoro manuale e del potere contrattuale
Declino dei soggetti collettivi, ascesa degli attori personali	Individualizzazione alienante, frammentazione socioculturale, solidarietà segmentali

Tab. 1 - Corrispondenze tra situazione post-sociale generale e situazione post-sociale dei nuovi ceti popolari



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

4. Dal lato dell'attore: populismo e radicalismo

I nuovi ceti popolari non sono “oggetti” e vittime di un sistema. Al contrario il discorso sociologico – anche solo al livello preliminare e teorico-analitico nel quale ci stiamo muovendo – non può non riconoscere le tendenze in atto allo sviluppo del populismo neo-comunitario e del radicalismo islamista come modalità tipiche di azioni collettive di questi stessi ceti popolari, colti come attori sociali. Facendo riferimento alla nota ricerca di Elias e Scotson (2004), assumiamo che la prima delle due modalità di azione collettiva è tipica di una parte dei ceti popolari “established” lì dove la seconda è tipica dei ceti popolari “outsider” – soprattutto delle seconde e terze generazioni di migranti.

4.1. Populismi e carisma

Quando Walter Benjamin ne *L'opera d'arte nell'epoca della sua riproducibilità tecnica* (1936), sviluppò la sua analisi sui mutamenti dell'arte e dell'estetica in seguito all'avvento dell'industria culturale, fu tra i primi a parlare di estetizzazione della politica, mettendola in relazione con l'ascesa dei regimi fascisti. Riflettendo profondamente su ciò che le avanguardie artistiche e letterarie moderniste avevano contribuito a creare in proposito, Benjamin individuò nella produzione tecnologica e mirata di una falsa aura, lo strumento tramite il quale i fascismi creavano il loro consenso di massa. Una riflessione cui lo storico George Mosse diede ulteriore profondità nel suo classico lavoro *La nazionalizzazione delle masse* (1975), quando individuò nei riti collettivi – di durkheimiana



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

memoria, anche se Mosse non cita il sociologo francese – una dimensione ancor più importante delle stesse azioni “manipolatorie” dei mass media, nel creare quell’estetizzazione della politica funzionale alla riproduzione di una concezione totalitaria della democrazia (Mosse 2009): ideologia ed estetizzazione, “sostanza” e “forma” sono state, nel Novecento, le due gambe della politica di massa.

Come mostrano le analisi di Michel Maffesoli (2009), la politica contemporanea, come il resto della società, si nutre al contrario della sola estetizzazione. Questo vuol dire che qualunque sia l’origine e la specificità dei fenomeni carismatici contemporanei, essi non costruiscono più il loro consenso, le loro epiche narrazioni, avvalendosi anche dell’ideologia: il monismo delle novecentesche religioni secolari, come abbiamo mostrato, è ormai inattuale. La produzione del consenso e la formazione di campi conflittuali tra opposti carismi, non richiede un’idea, un ragionamento, un’argomentazione ma uno stile – un’estetica di tono, un’iconografia, una compulsività emotiva. Il populismo rappresenta lo stile politico universale di questa, attuale, politica del carisma.

Classicamente, le scienze sociali hanno cercato di studiare il populismo con i tradizionali strumenti tassonomici utilizzati nel caso delle altre ideologie (ad esempio, Germani 1974). Da circa un decennio a questa parte studiosi di formazione diversa (Merker 2009; Taguieff 2003) hanno invece messo in luce come il populismo sia un proteo stilistico, non un quid teorico, caratterizzato da alcuni tipici meccanismi di mobilitazione e di costruzione del discorso politico:

a) appello al “Popolo”, inteso come una comunità originaria, autentica, laboriosa opposta al «non-popolo», che incarna l’esatto contrario ontologico (polemologia orizzontale);



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

b) vaghezza contenutistica della nozione di «Popolo», che consente di far appello a ceti sociali diversi quanto di mobilitare le potenti risorse emotive e cognitive legate tanto all'idea di democrazia (Popolo come *Demos*) e di Nazione (Popolo come *Ethnos*);

c) appello agli istinti più immediati di questo "Popolo" e ricerca del contatto personale, rituale e suggestivo, tra capo e "Popolo";

d) anti-intellettualismo e primato dell'azione sulla parola;

e) contrapposizione tra il Popolo buono e le classi dirigenti, accusate di tradimento, parassitismo, lontananza (polemologia verticale o anti-politica).

Come mette convincentemente in luce Nicolao Merker (2009), il populismo così inteso non solo si adatta a molteplici contenuti politici, divenendo il vettore di questi stessi contenuti, soprattutto assume caratteri isomorfo rispetto ai fenomeni carismatici: il "Popolo" esiste grazie al capo, al gruppo e al potere; potere, capo e gruppo sono possibili solo grazie a quel (particolare) "Popolo", al suo tribalismo, alla sua esclusività e alla sua dialettica contrappositiva con il "non-Popolo" e le classi dirigenti. Sarebbe tuttavia un errore giudicare il populismo contemporaneo e gli stessi, connessi, fenomeni carismatici come una negazione pura e semplice di ogni dimensione democratica. Il populismo contemporaneo esercita la sua presa, come suggerisce Pierré-André Taguieff (2003), proprio perché offre un surrogato stilistico, emotivo, simulato, della democrazia partecipativa: al fondo, esso esprime sempre il bisogno di riappropriazione, per strade semplici e immediatamente accessibili, del mondo, innanzitutto del proprio.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

4.2. Radicalizzazione

Secondo le analisi del sociologo francese di origini iraniane Farhad Khosrokhavar (2014), che si basano su un'ampia mole di ricerche condotte negli ultimi anni anche all'interno delle carceri francesi, il jihadismo islamico contemporaneo (compreso quello di Daesh) non sarebbe tanto un'ideologia specifica quanto l'espressione di un fenomeno più ampio e ricorrente nella storia politica della modernità: la *radicalizzazione*.

Si tratta della costruzione di un'utopia al contrario (definita tecnicamente "distopia"), il cui senso non è tanto quello di animare un progetto collettivo di trasformazione della società (come accadeva tipicamente per ideologie e utopie del XX secolo) ma di motivare un'azione violenta di rottura dell'ordine sociale e di eliminazione del Nemico, elevati a valori assoluti. La radicalizzazione si fonda così sul sentimento di umiliazione e disperata marginalizzazione che a un certo punto si impossessa di chi ha acquistato coscienza dell'ingiustizia subita e della mancanza di potere che ne deriva: tipicamente alcune frange dei nuovi ceti popolari "outsider". Affinché questo "uomo in rivolta" indirizzi la sua azione in modo brutale, violento e distruttivo facendo appello a codici arcaici (come un'interpretazione letterale e vetusta del Corano) è necessaria una "doppia assenza": quella di organizzazioni politiche strutturate in grado di fare una sintesi più avanzata di questo ribellismo di base e la marginalità sociale. In un'espressione il deficit di una democrazia senza classi dirigenti ma ricca di gruppi di interessi e di leader mossi solo dalla volontà di potenza.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

5. Osservazioni conclusive

Ricapitolando quanto abbiamo sviluppato in questo breve saggio possiamo dire che in luogo della classe operaia tradizionale si sono affermati ovunque nuovi ceti popolari caratterizzati da una situazione di deprivazione materiale e culturale. Questi nuovi ceti popolari sono plurali e presentano un basso grado di coesione interna. Più di altri strati sociali, essi subiscono le conseguenze della “fine del sociale” e sono attraversati da processi di immiserimento che li pongono in una condizione di marginalità sociale e di opacità nella sfera pubblica. Scarsamente rappresentati dalla politica istituzionalizzata e dallo stesso discorso delle scienze sociali (comprese le prospettive neo e post marxiane), manipolati e precarizzati dal potere economico-finanziario globale, i nuovi ceti popolari vivono in una condizione di insicurezza che non si risolve nella passività o nella semplice devianza. L’analisi sociologica è infatti in grado di rivelare, oltre le classiche dicotomie struttura/soggetto, agito/attore, le forme alternative di azione collettiva sviluppate dai ceti popolari e caratterizzate da una rivolta contro la miseria di posizione e l’invisibilità che li caratterizza. Queste due forme sono il populismo, tipico dei ceti popolari “established”, e la radicalizzazione islamista, tipica dei ceti popolari “outsider”.

Il discorso sociologico dovrà sforzarsi sempre più in futuro di sviluppare teorie e programmi di ricerca in grado di rimettere al centro queste complesse soggettività, analizzandone le caratteristiche e rintracciando adeguati modelli di spiegazione; in modo da gettare nuova luce su una delle fenomenologie più importanti per lo stesso destino delle nostre democrazie e delle nostre società.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia

Antonelli, F., B. Vecchi (cur.) (2012), *Marx e la società del XXI secolo. Nuove tecnologie e capitalismo globale*, Verona: Ombre Corte.

Bagnasco, A. (2008), *Ceto medio. Che cos'è e come occuparsene*, Bologna: Il Mulino.

Beck, U. (2000), *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Roma: Carocci [ed. orig. 1986].

Benjamin, W. (2000), *L'opera d'arte nell'epoca della sua riproducibilità tecnica*, Torino: Einaudi [ed. orig. 1936].

Berardi, "Bifo" F. (2004), *Il sapiente, il mercante, il guerriero. Dal rifiuto del lavoro all'emergere del cognitariato*, Roma: DeriveApprodi.

Bourdieu, P. (1995), *Ragioni pratiche*, Bologna: il Mulino [ed. orig. 1994].

Bourdieu, P. (1998), *Meditazioni pascaliane*, Milano: Feltrinelli [ed. orig. 1997].

Bourdieu, P. (2010), *Sul concetto di campo in sociologia*, Roma: Armando.

Bourdieu, P. (2015), *La miseria del mondo*, Milano: Mimesis edizioni [ed. orig. 1993].

Canclini, N.G. (1998), *Culture ibride. Strategie per entrare e uscire dalla modernità*, Milano: Guerini e Associati.

Castel, R. (2011), *L'insicurezza sociale. Che significa essere protetti?*, Torino: Einaudi [ed. orig. 2003].

Castrucci, R. (2012), *Da Marx al capitalismo cognitivo*, in F. Antonelli, B. Vecchi (cur.), *Marx e la società del XXI secolo. Nuove tecnologie e capitalismo globale*, Verona: Ombre Corte.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Comte, A. (1929), *Système de politique positive*, Paris: Ausiège de la Société positiviste [ed. orig. 1851-1854].

De Benedittis, M., M. Magatti (2006), *I nuovi ceti popolari. Chi ha preso il posto della classe operaia?*, Milano: Feltrinelli.

De Certeau, M. (2010), *L'invenzione del quotidiano*, Roma: Edizioni Lavoro [ed. orig. 1980].

Elias N., J.L. Scotson (2004), *Strategie dell'esclusione*, Bologna: il Mulino [ed. orig. 1965].

Gallino, L. (2012), *L'attacco allo Stato sociale: lo smantellamento del Welfare nell'Unione europea*, Torino: Einaudi.

Gallino, L. (2013), *La lotta di classe dopo la lotta di classe*, Roma-Bari: Laterza.

Germani, G. (1974), *Movimenti dell'esperienza politica latino-americana: tre saggi su populismo e militari in America Latina*, Bologna: il Mulino.

Goldthorpe, J., C. Llewellyn e C. Payne (1987), *Social mobility and class structure in modern Britain*, Oxford: Clarendon Press.

Hall, S., M. Mellino (2007), *La cultura e il potere. Conversazioni sui cultural studies*, Roma: Meltemi.

Khosrokhavar, F. (2014), *Radicalisation*, Paris: MSH Paris.

Liotard, J.F. (1997), *La condizione postmoderna: rapporto sul sapere*, Milano: Feltrinelli [ed. orig. 1979].

Maffesoli, M. (2004), *Il tempo delle tribù. Il declino dell'individualismo nelle società postmoderne*, Milano: Guerini e Associati [ed. orig. 1998].

Maffesoli, M. (2009), *La trasfigurazione del politico. L'effervescenza dell'immaginario postmoderno*, Milano: Bevivino [ed. orig. 2002].

Merker, N. (2009), *Le filosofie del populismo*, Roma-Bari: Laterza.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Mosse, G. (2009), *La nazionalizzazione delle masse. Simbolismo politico e movimenti di massa in Germania (1815-1933)*, Bologna: il Mulino [ed. orig. 1975].

Negri, A., M. Hardt (2002), *Impero. Il nuovo ordine della globalizzazione*, Rizzoli: Milano.

Oxfam (2016), *Un'economia per l'1%. Come privilegi e potere in campo economico generano estrema disuguaglianza, e come è possibile spezzare questa spirale*, [http://www.oxfamitalia.org/wp-content/uploads/2016/01/Rapporto-Oxfam-Gennaio-2016 -Un-Economia-per-lunopercento.pdf](http://www.oxfamitalia.org/wp-content/uploads/2016/01/Rapporto-Oxfam-Gennaio-2016-Un-Economia-per-lunopercento.pdf) (ultima consultazione 16 luglio 2016).

Prospero, M. (2012), *Il partito politico*, Roma: Carocci.

Revelli, M. (2013), *Finale di partito*, Torino: Einaudi.

Romano, S.F. (1965), *Le classi sociali in Italia*, Torino: Einaudi.

Taguieff, P.A. (2003), *L'illusione populista*, Milano: Bruno Mondadori [ed. orig. 2002].

Touraine, A. (1998), *Libertà, uguaglianza, diversità. Si può vivere insieme?*, Milano: Il Saggiatore [ed. orig. 1997].

Touraine, A. (1999), *Sociologie de l'action*, Paris: Edition du Seuil.

Touraine, A. (2008), *La globalizzazione e la fine del sociale. Per comprendere il mondo contemporaneo*, Milano: Il Saggiatore [ed. orig. 2005].

Touraine, A. (2009), *Il pensiero Altro*, Roma: Armando [ed. orig. 2007].

Touraine, A. (2013), *La fin des sociétés*, Paris: Edition du Seuil.

Vercellone, C. (a cura di) (2006), *Il capitalismo cognitivo. Conoscenza e finanza nell'epoca postfordista*, Roma: Manifestolibri.

Virno, P. (2002), *Grammatica della moltitudine. Per una analisi delle forme di vita contemporanee*, Roma: DeriveApprodi.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Misery and Counter-Misery: Contemporary Popular Classes Between Neo-Populism and Neo-Fundamentalism. Some Interpretative Hypothesis

The purpose of this paper is to advance some hypothesis on social and political condition of the new popular classes in Europe. After discussing the theoretical point of view, in second paragraph the paper is focused on the key category of “popular class” moving then – in the third and the fourth paragraph – to analyze some sociological characteristics of it, both as “social actor” and “social condition”. The main rising hypothesis are that popular classes, as “social condition”, are characterized by misery and sociopolitical disintegration; as social actor, they are characterized by neo-populism (inside popular class) and neo-fundamentalism (outside popular class).

Keywords: Disintegration, misery, neo-fundamentalism, neo-populism, popular classes.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Publico consumo. Beck e l'ansia produttiva come *medium* dell'insicurezza

di Andrea Lombardinilo *

1. Dal rischio all'incertezza: Beck e la società del consumo

Nel delineare i contorni della società dell'incertezza, Bauman ha centrato l'attenzione sul processo di deperibilità cui sono sottoposti non solo i retaggi simbolici e i paradigmi valoriali della società connessa, ma anche (e forse soprattutto) le pratiche di fruizione dei beni comuni che saturano le fenomenologie interazionali (Bauman 2001).

In primo piano vi è la constatazione della rapida mutabilità dell'idea di consumo, accresciuta sul piano simbolico dall'incedere della globalizzazione. Da questo punto di vista, la società dell'incertezza di Bauman richiama direttamente alla portata euristica della società del rischio di Beck, caratterizzata dalla dialettica tra rappresentatività e inappagamento esperienziale. Le possibilità di comprensione della insicurezza valoriale del nostro tempo

* Ricercatore in Sociologia dei processi culturali e comunicativi, Università degli Studi «G. D'Annunzio» di Chieti-Pescara. Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

non prescindono dalla riflessione sul processo – tutto postmoderno – che ha agevolato l'ascesa simbolica dei prodotti materiali, sulla scia dell'ansia partecipativa della società dei consumi (Baudrillard 1974).

Ne è derivata, *in limine*, la polverizzazione delle pratiche interazionali *in praesentia* che hanno permeato la modernità, fino all'avvento di quel villaggio globale dell'informazione che le comunicazioni connesse e digitalizzate hanno trasformato in uno scintillante cosmo comunicativo *in absentia*. Di qui il frenetico riposizionamento culturale che Maffesoli ha efficacemente derubricato sotto la voce «bricolage mitologico», che esprime il senso di disorientamento dello scienziato sociale al cospetto dei rischi postmoderni (Maffesoli 2003; D'Andrea 2014).

La galassia Gutenberg si è trasformata in una nebulosa multiforme, che i *media* hanno la prerogativa di plasmare e definire a piacimento. Da questo punto di vista, Beck ha saputo cogliere i rischi insiti nell'ansia produttiva dell'età dei consumi, riconducibile anche all'avvento dei dispositivi di riproducibilità tecnica delle informazioni e dei contenuti sociali descritti da Benjamin (1955).

Di qui l'opportunità di indagare, attraverso il pensiero di Beck, le ragioni dei rischi del pubblico consumo alimentato dagli attori, immersi in una sorta di sfera pubblica del rischio inerente soprattutto alla illusoria necessità di condividere esperienze e contenuti (Beck 2007). La fine delle grandi narrazioni (Lyotard 1976) ha già trasformato la realtà quotidiana in una complessa rappresentazione dell'agire comunicativo (Habermas 2008), dominata dal mito del consumo permanente, proiettato nella società incerta del nostro tempo.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

2. La società del rischio, Beck e la perdita dell'aura

Nel delineare i contorni evolutivi della società del rischio, Beck evidenzia la centralità del nesso tra modernizzazione e industrializzazione, divenuto sempre più stretto a partire dal XIX secolo. La produzione si afferma come veicolo di soddisfacimento delle istanze riproduttive di una società alle prese con accelerazioni tecnologiche e mutamenti organizzativi epocali, tali da agevolare il processo di riposizionamento funzionale degli attori, anche sul piano culturale.

Rischi un tempo latenti fanno avvertire tutta la loro dirompente influenza simbolica, innestata sulla nuova religione dei consumi quotidiani (Baudrillard 1974).

All'orizzonte, il diffondersi del senso di precarietà generato dalla sovrapproduzione: «L'accrescimento del potere del "progresso" tecnico-economico è messo sempre più in ombra dalla produzione di rischi» (Beck 1986, 18). Siano essi di natura ambientale, economica, politica, infrastrutturale o alimentare, non muta l'approccio epistemologico a una problematica, quella della precarietà post-moderna, che assume una chiara valenza sociologica, nella misura in cui si diffonde nell'opinione pubblica la consapevolezza degli effetti collaterali legati all'incedere della modernizzazione, mai come oggi posta sotto la lente d'ingrandimento degli osservatori e degli opinionisti (Thompson 1995).

Tra gli effetti concreti della globalizzazione vi è l'emergere della sfida della complessità, declinata secondo la varietà delle problematiche poste dai sempre più evoluti apparati "riproduttivi" della società del disordine (Boudon 1984). Questa sfida della complessità pone in primo piano non solo la questione atavica del dialogo tra le scienze, ma anche il problema della



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

gestione dei flussi informativi accelerati, sempre più *open* e condivisi, ma non per questo privi di criticità. I rischi della modernizzazione incombono ugualmente su piante, animali e uomini.

Niente e nessuno è risparmiato dal miraggio del benessere dischiuso dalla società veloce, alle prese con processi produttivi sempre più incalzanti: «il ritmo della produzione dei beni è infatti in funzione della produttività industriale ed economica, mentre il ritmo della produzione dei bisogni è in funzione della differenziazione sociale» (Baudrillard 1974, 57). La dicotomia tra beni e bisogni include i due poli della dialettica tra progresso e innovazione, alimentata dal dibattito sulle conseguenze della modernità visibili dagli attori sul piano esperienziale e valoriale.

A differenza del passato, tali rischi non appaiono più circoscrivibili a classi o contesti, ma investono la società nella sua interezza, senza discriminazione alcuna né di censo, né di estrazione culturale: nell'era della globalizzazione tecnologica, gli effetti della sovra-produzione rischiano di minare la credibilità funzionale di una società che ha fatto della riproduzione materiale e simbolica un marchio di fabbrica identitario: un fenomeno fotografato da Umberto Eco negli anni Sessanta, in pieno *boom* economico (Eco 1964), anche in relazione all'avvento dell'industria culturale e delle sue mitologie diffuse: tra di esse figura la mitologia del medium come messaggio (McLuhan 1964) e della quotidianità come stratificazione di significati parlanti (Barthes 1957). Sullo sfondo, l'accelerazione mediale impressa dai messaggi riproducibili in ogni luogo e in ogni momento.

Ne derivano da un lato vantaggi interazionali, dall'altro rischi interpretativi, legati alla labilità semantica del messaggio che viaggia sulla rete in tempo reale. La riproducibilità tecnica dei significati partecipati determina l'incremento esponenziale delle informazioni a disposizione degli attori,



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

sempre più immersi nel reticolo attanziale di una quotidianità realisticamente concepita come rappresentazione tautologica di se stessa (Goffman 1959).

I rischi viaggiano alla velocità dei flussi informativi, caratterizzati da dinamiche riproduttive sempre più seriali:

Essi non possono più essere circoscritti a luoghi o gruppi come avveniva nel XIX e nella prima metà del XX secolo con i rischi relativi al lavoro di fabbrica o ad un'attività professionale, e mostrano invece una tendenza alla globalizzazione che comprende produzione e riproduzione, sfugge ai confini nazionali e in questo senso produce minacce globali sovranazionali indipendenti dall'appartenenza di classe, con un'inedita dinamica sociale e politica (Beck 1986, 18).

Si pensi, come fa Beck, alla disgregazione della famiglia nucleare, uno dei rischi della società individualizzata (Bauman 2001), minata dalla precarizzazione del lavoro, delle relazioni, dei valori (anche religiosi). O si pensi alla fede nella scienza messa in dubbio dal silenzio sugli effetti collaterali dei nuovi ritrovati della tecnica sull'ambiente e sull'uomo. Del resto i *media* hanno un ruolo decisivo nell'opera di sensibilizzazione dell'opinione pubblica sugli effetti della modernizzazione indiscriminata che si innesta sulla capacità di tenere sopito il dibattito su rischi e conseguenze sulla salute di operazioni non sempre ponderate.

La diffusione globale delle informazioni può infatti incidere sull'affermazione di una visione critica della tecnica e del suo impatto sulla quotidianità, segnata dalla discrasia tra verità narrata e verità fattuale. «I destinatari e gli utilizzatori dei risultati scientifici, in politica, in economia, nei mass-media e nella vita quotidiana, diventano in generale più di-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

pendenti dagli argomenti scientifici, ma nello stesso tempo diventano più indipendenti dalle singole scoperte e dal giudizio della scienza sulla verità o falsità delle sue affermazioni» (Beck 1986, 234).

Le aporie argomentative della comunicazione connessa esprimono i rischi della trans-medialità dei flussi informativi, che la rete ha reso più rapidi ma anche più insondabili rispetto all'influenza personale degli attori. La riproducibilità personalizzata dei messaggi (verbali o iconici) ha per effetto il palesarsi di modalità nuove di fruizione dei significati, con rischi di interpretazioni corrive o approssimative. Come osservava Benjamin, non è solo il prodotto culturale ad aver perduto la sua aura estetica o sociale, ma anche il messaggio, sottoposto alla risemantizzazione funzionale e percettiva imposta dal *medium*. Questo perché «il mondo secondo cui si organizza la percezione sensoriale umana – il medium in cui essa ha luogo – non è condizionato soltanto in senso naturale, ma anche storico» (Benjamin 1955, 24).

Dunque, l'era della riproducibilità tecnica dei messaggi si caratterizza per le possibilità duplicative dell'industria di massa e per l'impatto distributivo dei prodotti: due fattori che hanno incrementato le aspirazioni fruibili di attori meno abbienti o agevolati. Ma va ribadito che la società dei consumi fagocita sia i beni di consumo materiale, sia i prodotti culturali, con un rischio divenuto realtà: la decadenza dell'aura additata da Benjamin come effetto collaterale della massificazione delle creazioni dell'intelletto e dell'arte in particolare, trasformata in oggetto popolare del desiderio.

Grazie al palesarsi della declinazione sociale del prodotto estetico, il rischio della mercificazione è superato in nome della partecipazione collettiva alle gioie dell'artista, perfettamente immerso nelle dinamiche produttive di una società che si nutre degli *input* provenienti da quelle che Beck definisce le «reti globali dei *media*» (Beck 1986, 197), accreditati di un potere co-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

municativo che investe i diversi settori della vita quotidiana: dalla politica alla cronaca, passando per la cultura, il costume, gli spettacoli. Una sfera pubblica influenzata dai vecchi e nuovi media non può non attribuire alla serialità informativa un valore sociale assoluto, quasi fosse il marchio di fabbrica di una civiltà costretta a ripetere all'infinito messaggi, simboli, valori, esperienze, significati. Da questo punto di vista, Beck è debitore dichiarato della teoria benjaminiana del «condizionamento sociale dell'aura» (Benjamin 1955, 25), a sua volta ispirato dalla visione adorniana dell'«artista come supporto dell'opera d'arte» (Adorno 1974, 55).

Immersi come siamo nel disordine valoriale e nella ipertrofia simbolica, Beck paventa il rischio che la perdita dell'aura investa ogni aspetto della vita quotidiana, sulla spinta dell'azione pervasiva dei *media*, specializzati nel far circolare informazioni e immagini stereotipate, finalizzate a declinare la verità secondo specifici punti di vista. L'etica del discorso è fagocitata da una nevrosi comunicativa che si nutre di flussi informativi compulsivi, corroborati dalla riproducibilità personalizzata dei significati: «Ciò mostra ancora una volta il grado di naturalezza con cui nello sviluppo della tecnica guidata dalle scienze naturali storicamente prevalga un interesse della conoscenza (per usare un termine di Habermas) orientato all'aumento della produttività che rimane riferito e legato alla logica di produzione della ricchezza» (Beck 1986, 80).

La logica della società del rischio risponde a parametri di razionalità funzionale legati alle possibilità di consumo dei prodotti: non fanno eccezione le proposte intellettuali e informative, private dell'aura etica (ed estetica) un tempo tratto distintivo della società borghese di fine Ottocento. Tutto è travolto dall'ansia riproduttiva dell'industria culturale, segnata dal rischio di perdita non solo dell'aura, ma anche della credibilità intellettuale,



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

effetto del livellamento qualitativo imposto dalla società del consumo (Beck 1994).

3. Beck, Benjamin e il rischio come medium riproducibile

Nel sintetizzare i tratti epistemologici della sociologia del rischio, Beck pone l'accento sul rapporto tra rischio e distruzione: «I rischi non equivalgono alla distruzione. Non si riferiscono ai danni accaduti. Se così fosse tutte le compagnie d'assicurazione avrebbero fatto bancarotta. Comunque, i rischi preannunciano davvero la distruzione» (Beck 1986, 327). Il sentimento di precarietà che scaturisce dal dissolvimento dei retaggi valoriali è accentuato dalle conseguenze della modernizzazione, cui sono riconducibili gli effetti collaterali di una società divenuta ipertrofica in molti dei suoi aspetti funzionali (Morcellini 2013).

È quanto Beck riafferma nella postfazione a *La società del rischio*, giocata sulla linea di confine tra distruzione e rischio: è questo stadio intermedio a interessare il sociologo, impegnato nella definizione di quello spazio mediano compreso tra i due poli di una dialettica inderogabile, quella tra sicurezza e distruzione, divenuta più complessa e problematica con l'industrializzazione diffusa e con la trasformazione della conoscenza in processo produttivo. L'impianto critico della sociologia di Beck si innesta su un costruttivismo che mette in relazione realismo e meta-narrazione, nel tentativo di cogliere gli sviluppi della modernizzazione: «posso essere sia un realista sia un costruttivista, usando realismo e costruttivismo nella misura in cui queste meta-narrazioni sono utili allo scopo di comprendere



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

la complessa e ambivalente “natura” del rischio nella società mondiale del rischio in cui viviamo» (Beck 1986, 326).

Comprendere la portata sociologica dei rischi post-moderni comporta un distanziamento dalla visione della società come «gabbia d'acciaio» (Weber 1956), implica il superamento delle chiavi interpretative elaborate dalla sociologia classica, ben prima dell'apparizione della cultura del rischio (Lash 1984). Di qui l'opportunità di leggere il rischio come fattore culturale di una società che ha dovuto ridiscutere il ruolo interazionale degli attori, travolti da un vortice simbolico e semantico senza precedenti: la rivoluzione di Gutenberg e l'avvento dell'*homo typographicus* sono da tempo superati dalla diffusione delle interazioni reticolari, agevolate da possibilità connettive in grado di penetrare, ma anche di mistificare la realtà (Silverstone 1999).

Ne deriva la necessità di leggere il rischio come categoria trans-culturale, che si sedimenta nell'immaginario collettivo anche mediante l'azione dei *media*: «Così, in definitiva sono la percezione e la definizione culturale che costituiscono il rischio. Il “rischio” e la “definizione pubblica del rischio” rappresentano un tutt'uno» (Beck 1986, 328). Beck approda a questa conclusione sfruttando gli studi culturali e attraversando la teoria critica della Scuola di Francoforte, la cui lezione funge più da volano interpretativo che da strumento epistemologico. È soprattutto la teoria della riproducibilità tecnica dell'opera d'arte elaborata da Benjamin a fornirgli la possibilità di mettere in relazione replicabilità produttiva e politicizzazione delle esperienze estetiche, comprese quelle comunicative e informative.

La modernizzazione comporta dei rischi che attengono alla salute e al benessere degli individui, spesso ignari degli effetti negativi che essa provoca sulla qualità dell'aria, dell'ambiente, dell'alimentazione. La ripetibili-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tà delle informazioni può essere sfruttata per sensibilizzare e avvertire la collettività, o per diffondere artate rassicurazioni sulla realizzazione di questo o quel dispositivo: l'agire comunicativo è minato alle sue fondamenta dal diffondersi dei rischi insiti anche nel mercato delle informazioni globalizzate, sovente strumentali o piegate ai fini propagandistici di attori interessati a persuadere un'opinione pubblica fondata sul mito della connettività permanente (Boccia Artieri 2012). Tutto ciò avviene grazie alla ripetibilità illimitata dei messaggi e alla diffusione di vecchi e nuovi *media*.

Beck configura il rischio come «un tipo di realtà virtuale» alimentata dai «rischi virtuali nell'era della riproduzione cibernetica» (Beck 1986, 328), traendo le debite conclusioni dalla descrizione che Benjamin fa del prodotto culturale nell'era della sua riproducibilità tecnica. Configurandosi come conseguenza della modernità culturale, il rischio si palesa in un preciso contesto sociale e storico e lo si legge all'interno delle meta-narrazioni che caratterizzano i paradigmi biografici degli attori: il rischio diviene indissolubilmente legato alla sua materializzazione in determinati contesti scientifici, politici, economici, comunicativi.

Più sinteticamente, il rischio assume una connotazione popolare, nella misura in cui i *media* ne consentono la propagazione e la descrizione su scala condivisa. Tutto sembra avvenire esclusivamente nella «sfera pubblica dei *media*», laddove i flussi informativi globalizzati hanno il potere di plasmare porzioni di realtà e creare aspettative, in linea con le prerogative esperienziali della società liquida (Bauman 2005). I *media* hanno il potere di allarmare e rassicurare. Per dimostrare il legame tra rischio e informazione Beck ricorre al caso della crisi della mucca pazza, l'encefalite spongiforme bovina (ESB), descritta dai *media* con una tale quantità di informazioni e di immagini da creare apprensione in merito al consumo di carne bovina: «I



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

media elettronici coinvolti nella crisi della mucca pazza coniugano scienza, politica e cultura popolare del consumatore» (Beck 1986, 328).

Come nel caso dell'avaiaria, i *media* sono riusciti a dare visibilità a un rischio invisibile, come nel caso dei prioni, gli agenti patogeni della ESB: «conferiscono loro un'esistenza tramite le immagini digitalizzate». Il consumatore mediale e alimentare matura una percezione diretta dei rischi provenienti da un'abitudine o da un'azione: merito delle informazioni e delle immagini riproducibili in tempo reale e su scala globale, a velocità pressoché sincrona rispetto all'evoluzione della problematica.

La fiducia nei *media* e l'efficacia didascalica delle immagini hanno per effetto la diffusione del rischio su scala collettiva, senza che vi sia una riflessione circostanziata sulla affidabilità delle fonti: «Noi, i consumatori di queste immagini, non abbiamo alcun mezzo di saggiare l'adeguatezza di tali rappresentazioni, e non dobbiamo assolutamente farlo. La loro origine è fabbricata, prodotta in laboratorio sotto i microscopi e ulteriormente ingrandita dalle simulazioni computerizzate. La loro fonte è in realtà cyber tecnologica, unendo chimica, biologia molecolare e medicina alla grafica computerizzata e alla televisione» (Beck 1986, 328). La rappresentazione dei prioni, come di molti altri agenti patogeni effettuata al computer e proposta dai *media*, risponde al tentativo di diffondere l'immagine di qualcosa che per dimensioni e natura non è rappresentabile, come batteri, molecole, agenti patogeni.

4. Conclusioni

L'era della riproducibilità digitale della realtà consente di dare forma all'informe e di interpretare l'inspiegabile, nel segno di un'ansia interpre-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

tativa che risponde alle ambizioni razionalizzanti e illuministiche dell'*homo technologicus*. Per Beck il caso della mucca pazza conferma non solo l'influenza comportamentale esercitabile dai media, ma anche il rapporto stretto tra innovazione tecnologica, narrazione della realtà e politicizzazione delle esperienze estetiche, già scorto da Benjamin: «La mera possibilità che la patogenesi possa essere collegata al banale fatto di consumare carne di manzo dimostra ulteriormente la forza della teoria di Benjamin secondo la quale in un'epoca caratterizzata dalla riproducibilità tecnica tutte le esperienze estetiche possono essere politicizzate» (Beck 1986, 328-329).

Sfruttando le possibilità di diffusione delle informazioni (iconiche, testuali e sonore), i nuovi *media* disegnano i contorni della sfera pubblica digitale, segnata dal mito della partecipazione e dalla cultura dei rischi incombenti. Nell'era delle comunicazioni sinestetiche, gli attori sono immersi in reticolati semiotici costruiti dai *media* mediante la sovrapposizione di immagini e informazioni, accreditate di una forza penetrativa senza precedenti, al punto da non richiedere particolari riflessioni in merito alla loro attendibilità. Ciò che è riproducibile è di per sé patrimonio del dominio pubblico, senza se e senza ma: i significati sociali sono così plasmati da fonti di informazione che, per loro natura, hanno obiettivi commerciali o politici da perseguire, offrendo al pubblico verità parziali o ridotte.

Il rischio più grande risiede nel mito di una cultura condivisa in quanto riproducibile senza soluzione di continuità, nel segno di una stereotipia che fa rima con declassamento culturale e omogeneizzazione valoriale. La società del rischio come figlia dell'era della riproducibilità tecnica, nell'epoca della cultura convergente (Jenkins 2008).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Bibliografia essenziale

Adorno, T. W., M. Horkheimer (1944), *Dialektik der Aufklärung. Philosophische Fragmente*, New York: Social Studies Ass. inc.; tr. it., *Dialettica dell'illuminismo*, Torino: Einaudi, 2015.

Barthes, R. (1957), *Mythologies*, Paris: Éditions du Seuil; tr. it., *Miti d'oggi*, Torino: Einaudi, 1994.

Barthes, R. (1973), *Le plaisir du texte*, Paris: Éditions du Seuil; tr. it., *Il piacere del testo*, Torino: Einaudi, 1999.

Baudrillard, J. (1974), *La société de consommation. Ses mythes ses structures*, Paris: Gallimard; tr. it., *La società dei consumi*, Bologna: il Mulino, 2012.

Bauman, Z. (2001), *The individualized society*, Cambridge: Polity Press; tr. it., *La società individualizzata*, Bologna: il Mulino, 2002.

Beck, U. (2007), *Weltrisikogesellschaft. Auf der Suche nach der verlorenen Sicherheit*, Frankfurt am Main: Suhrkamp; tr. it., *Conditio umana. Il rischio nell'età globale*, Roma-Bari: Laterza, 2011.

Beck, U. (1994), *Riskante Freiheiten*, Frankfurt am Main: Suhrkamp; tr. it., *I rischi della libertà*, Bologna: il Mulino, 2000.

Beck, U. (1986), *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag; tr. it., *La società del rischio*, Roma: Carocci, 2000.

Benjamin, W. (1955), *Das Kunstwerk im Zeitalter seiner technischen Reproduzierbarkeit*, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag; tr. it., *L'opera d'arte nell'epoca della sua riproducibilità tecnica*, Torino: Einaudi, 2000.

Boccia Artieri, G. (2012), *Stati di connessione. Pubblici, cittadini e consumatori nella (Social) Network Society*, Milano: FrancoAngeli.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Boudon, R. (1984), *La place du désordre. Critique des théories du changement sociale*, Paris: Press Universitaires de France; tr. it., *Il posto del disordine. Critica delle teorie del mutamento sociale*, Bologna: il Mulino, 1985.

D'Andrea, F. (2014), *Un mondo a spirale. Riflessioni a partire da Michel Maffesoli*, Napoli: Liguori.

Eco, U. (1974), *Apocalittici e integrati. Comunicazioni di massa e teorie della cultura di massa*, Milano: Bompiani.

Giddens, A. (1990), *The consequences of modernity*, Cambridge: Polity Press; tr. it., *Le conseguenze della modernità*, Bologna: il Mulino, 1994.

Goffman, E. (1959), *The presentation of self in everyday life*, Garden City (N. Y.): Doubleday; tr. it., *La vita quotidiana come rappresentazione*, Bologna: il Mulino, 1969.

Habermas, J. (2008), *Ach Europa. Kleine Politische Schriften XI*, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag; tr. it., *Il ruolo dell'intellettuale e la causa dell'Europa*, Roma-Bari: Laterza, 2011.

Jenkins, H. (2008), *Convergence culture: where old and new media collide*, New York: University Press; tr. it., *Cultura convergente*, Milano: Apogeo, 2007.

Lash, S. (1984), *The Militant Worker, Class and Radicalism in France and America*, London: Heinemann Educational Books.

Liotard, J.F. (1976), *La condition postmoderne*, Paris: Les Éditions de Minuit, 1976; tr. it., *La condizione postmoderna*, Milano: Feltrinelli, 2014.

Mazzoli, L. (2012), *Il patchwork mediale. Comunicazione e informazione fra media tradizionali e media digitali*, Milano: FrancoAngeli.

Maffesoli, M. (2003), *Notes sur la postmodernité*, Paris: Éditions du Félin, tr. it. *Note sulla postmodernità*, Milano: Lupetti, 2005.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

McLuhan, M. (1964), *Understanding media: the extensions of men*, New York: McGraw-Hill Book Company; tr. it., *Gli strumenti del comunicare*, Milano: il Saggiatore, 20082.

Morcellini, M. (2013), *Comunicazione e media*, Milano: Egea.

Silverstone, R. (1999), *Why study the media?* London: Sage; tr. it., *Perché studiare i media?*, Bologna: il Mulino, 2002.

Thompson, J.B. (1995), *The media and modernity. A social theory of the media*, Cambridge: Polity Press; tr. it., *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Bologna: il Mulino, 1998.

Touraine, A. (2004), *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris: Librairie Arthème Fayard; tr. it., *La globalizzazione e la fine del sociale*, Milano: Il Saggiatore, 20122.

Weber, M. (1956), *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen: Mohr; tr. it., *Economia e società*, Milano: Edizioni di comunità, 1980.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Saggi

Abstract

Public Consume. Beck and Productive Anxiety as a Medium of Insecurity

This paper aims at investigating the role that the theory of the technical reproducibility of the work of art proposed by Walter Benjamin had in the construction of the sociology of risk pursued by Ulrich Beck, with particular reference to the connection between cultural uncertainty, informative standardization and identity removal. The risk society looms as the result of the medial inflation of contents, images and information, bound to develop an hyper-representation of the post-modern risks, interpreted by the actors in connection with the public ordeal. This kind of diffusion is tied to the technical reproducibility of the aesthetic experience, which determines the passing of the traditional values peculiar of the cultural heritage. This is one of the theoretical assumption of the sociology of risk drawn by Beck, who gives Benjamin the credit to have foreshadowed the connection between technical reproducibility of the collective meanings and the medial representation of the social risks, hanging between narration and uncertainty.

Keywords: Risk society, communication and uncertainty, medial narrations, informative modernity





anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

La Corte EDU alleggerisce la «*threshold of severity*» necessaria per integrare la fattispecie di trattamento degradante vietata dall'art. 3 della Convenzione

Nota a Corte Europea dei diritti dell'uomo,
Grande Camera, Sentenza 28 settembre 2015,
ric. 23380/09, Bouyid v. Belgio.

di Piersabino Salvemini *

1. Premessa

Con la decisione in commento, la Grande Camera della Corte EDU si è interrogata sulla gravità che la condotta di un agente di polizia, titolare

* Dottorando di ricerca in Principi giuridici ed istituzioni tra mercati globali e diritti fondamentali presso l'Università degli studi di Bari "Aldo Moro". Contributo sottoposto a doppio referaggio (*double blind peer review*).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

della custodia di un soggetto, deve tenere affinché sia ravvisabile un trattamento degradante vietato dall'art. 3 della Convenzione. L'approccio tenuto dalla Corte di Strasburgo, dopo una approfondita ricapitolazione delle fonti e degli istituti che ruotano attorno alla materia, è stato coerente con la precedente giurisprudenza ma fortemente estensivo del menzionato precetto. La Corte, infatti, ha accertato la violazione dell'art. 3 e, per l'effetto, condannato lo Stato resistente, il Belgio, alla luce di un singolo schiaffo inferto ai detenuti ricorrenti. Tuttavia, la decisione non è stata assunta all'unanimità e si è registrata la *dissenting opinion* di tre giudici contro quattordici, i quali pur biasimando il comportamento della forza pubblica, hanno negato che vi fosse stata alcuna violazione della CEDU, auspicando una visione realistica della protezione convenzionale dei diritti umani e del livello minimo di incisione che questi, legittimamente, possono sopportare senza dirsi trasgredito il contenuto sostanziale della Carta di Roma.

2. I fatti

I fatti che hanno portato a questa pronuncia si sono verificati fra la fine del 2003 e l'inizio del 2004 e riguardano due fratelli, uno dei quali minore di età all'epoca, che in due diverse e non connesse occasioni sono stati fermati e sottoposti ad accertamenti e interrogatorio da parte della polizia belga. I fratelli Bouyid, durante il periodo in cui erano trattenuti presso la stazione di polizia di Saint-Josse-ten-Noode, hanno sostenuto di aver ricevuto uno schiaffo, a mano aperta e in pieno volto, da parte dell'agente che li stava interrogando. Hanno, pertanto, dato impulso al



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

procedimento penale nei confronti dell'agente che li avrebbe colpiti. Gli agenti di polizia, dal canto loro, hanno sempre negato di aver tenuto siffatta condotta e presentavano denuncia nei confronti dei due fratelli per le loro resistenze e offese all'autorità. L'indagine che ne seguiva non portava ad un accertamento positivo dell'atto violento, la cui unica prova era rappresentata dalle certificazioni mediche fornite da parte ricorrente da cui emergevano lesioni fisiche compatibili con lo schiaffo lamentato, benché facilmente guaribili.

All'esito di tre gradi di giudizio penale nei confronti degli agenti incriminati, il verdetto definitivo era stato di assoluzione di tutti gli imputati con rigetto delle richieste risarcitorie formulate dalle parti civili.

Dunque, i fratelli Bouyid proponevano ricorso alla Corte di Strasburgo contro il Belgio per violazione dell'art. 3 che vieta i trattamenti inumani e degradanti, sia in senso sostanziale per via dello schiaffo inferto dagli organi di polizia, che in senso procedurale, in quanto i rimedi di diritto interno attivati dai Bouyid, in particolar modo con riferimento all'indagine seguita alla denuncia, si erano rivelati gravosi, lenti e ineffettivi, oltre che per lesione dell'art. 6, par. 1, in materia di equo processo, nonché dell'art. 13 che impone l'effettività dei ricorsi innanzi ad istanze nazionali, avverso le violazioni delle libertà e dei diritti individuali, anche qualora queste siano state inferte da pubblici funzionari.

La Camera adita in prima istanza aveva ritenuto di esaminare le doglianze delle parti ricorrenti unicamente in ordine all'art. 3, non riscontrando la violazione del precetto convenzionale atteso che, anche ammettendo che le allegazioni in fatto fossero provate, non sarebbe stata raggiunta la soglia di severità minima necessaria affinché possa riscontrarsi una violazione sostanziale o procedurale.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Alla stregua delle censure mosse dalle parti ricorrenti in riferimento ad una erronea applicazione dei principi giurisprudenziali espressi dalla Corte in altre decisioni, veniva investita della questione la Grande Camera. La massima composizione della Corte, dopo aver proceduto ad un nuovo scrutinio dei fatti allegati e ad una corposa esegesi dei principi di diritto che abbracciano la materia, ha invece sussunto lo schiaffo nel trattamento degradante vietato dall'art. 3, pronunciando sentenza di condanna del Belgio al risarcimento del danno non patrimoniale quantificato in € 5.000,00 nei confronti di ciascun ricorrente.

3. La soglia

Le motivazioni in diritto addotte dalla Corte a sostegno del verdetto di condanna sono trattate disgiuntamente per quanto concerne il profilo sostanziale e procedurale dell'art. 3.

Quanto al *substantive aspect*, la Grande Camera osserva preliminarmente che il divieto di tortura e di trattamenti inumani e degradanti è «one of the most fundamental values of democratic societies», nonché «[...] a value of civilisation closely bound up with respect of human dignity».

La dignità umana sarà una presenza costante lungo tutto il corso della sentenza e avrà il ruolo di contrappeso per la guida del giudicante nel bilanciamento dei compresenti valori fondamentali in ordine al superamento di quella soglia di severità, cui si faceva in precedenza menzione, che impone il positivo riconoscimento della violazione convenzionale.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

L'intima connessione con il parametro della dignità, posta in risalto anche nelle osservazioni delle parti terze intervenute (cfr. i §§ B.1 e B.2 della sentenza), viene rinvenuta in una serie di fonti internazionali e, anche se non espressa esplicitamente dalla Convenzione, fatta eccezione per il Preambolo al Prot. add. XIII, ne rappresenta la vera essenza (Costa 2013). L'ampia disamina delle carte internazionali che contengono riferimenti alla dimensione giuridicamente cogente della *dignitas* non è limitata agli accordi vincolanti per lo Stato resistente ma si spinge sino a prendere in esame anche quelli non sottoscritti, ratificati o valorizzati (si pensi al riferimento alle Carte dei diritti umani di altre regioni). Il precipitato di questa premessa è che il ricorso alla forza fisica da parte degli agenti nei confronti di soggetti detenuti a qualsiasi titolo deve essere ridotto allo stretto necessario e attestarsi al minimo livello di severità. Ciò perché ogni intrusione violenta, nella sfera fisica o morale, imposta ad un soggetto già in stato di privazione della libertà si traduce in una diminuzione della sua dignità, presuntivamente contrastante con il divieto *ex art.* 3.

Seguendo la propria giurisprudenza consolidata, l'allegazione del trattamento degradante o inumano deve essere suffragata da «appropriate evidence», secondo lo *standard* probatorio «beyond reasonable doubt» (Corte EDU, sentenza 11 luglio 2006, ric. 54810/00, Jalloh c. Germania).

D'altronde, a fronte di tale allegazione, la Corte onera della prova l'autorità che abbia instaurato la detenzione per quanto concerne la legittimità dei trattamenti subiti dai soggetti *in vinculis*. I danni subiti dai ricorrenti durante il periodo della custodia sono riconducibili a condotte illegittime degli agenti di polizia, in mancanza di una adeguata e convincente versione alternativa fornita dallo Stato. Infatti, non va dimenticato che il materiale probatorio è, per la quasi totalità, nella esclusiva di-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

sponibilità dello Stato. I soggetti in custodia sono in una posizione di vulnerabilità laddove, invece, l'autorità è gravata, nei loro confronti, da un preciso dovere di protezione fintanto che perduri la stato detentivo.

Inoltre, i giudici di Strasburgo possono procedere ad un riesame in fatto delle emergenze probatorie dei procedimenti e delle investigazioni condotti innanzi alle autorità domestiche per il perseguimento delle violazioni convenzionali lamentate dai ricorrenti, avendo anche riguardo alla qualità e all'indipendenza con cui si sono articolate (Allegrezza 2007, 25 s.).

Nel caso in esame, la Corte giunge a considerare raggiunta la prova della vicenda rappresentata dai fratelli Bouyid sulla base dei certificati medici comprovanti le lesioni subite e della circostanza, non controversa, per cui questi sarebbero entrati nella stazione di polizia privi di qualsiasi segno sul volto. Inoltre, alla luce dell'allocazione dell'onere della prova innanzi enunciata, viene tenuto conto della mancata prova, fornita dallo Stato, circa la stretta necessità dell'atto violento o, in ogni caso, in ordine ad una diversa spiegazione delle lesioni occorse durante il periodo di custodia idonea a superare la presunzione di responsabilità gravante su quest'ultimo.

Dopo aver riconosciuto l'esistenza di tale atto di violenza, la Corte procede alla delibazione in ordine alla gravità della condotta e alla sua assimilabilità alla *figura iuris* di *degrading treatment*, onde trarne le opportune conseguenze giuridiche di cui si dirà.

Il divieto dell'art. 3 è posto in termini assoluti e non conosce deroghe o eccezioni in nessun caso, nemmeno ove si verifichino situazioni di pubblica emergenza *ex* art. 15 (Zagato 2010, 215 s.). Ciò non esime, tuttavia, l'interprete da una valutazione circa la severità dell'atto subito dal soggetto. Tale qualificazione deve essere condotta alla stregua delle cir-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

costanze del caso, come la durata del trattamento, i suoi effetti mentali e fisici, il sesso, l'età e lo stato di salute della vittima. Deve, altresì, aversi riguardo all'atmosfera, allo stato emotivo di tensione e alle ragioni per cui la condotta dell'agente viene ad esplicarsi in un *ill-treatment*. La volontà di umiliare o avvilire la vittima, come anche i danni fisici o le intense sofferenze psicofisiche inferte, posso essere delle spie per la qualificazione di severità del trattamento.

Tuttavia, prosegue la Corte, anche in mancanza di questi requisiti, la condotta del titolare della custodia ricade nel divieto posto dall'art. 3 laddove si concreti in uno scarso rispetto o in una diminuzione della dignità del soggetto trattenuto, provocando arbitrariamente sentimenti di paura, smarrimento e inferiorità in grado di incidere sulla sfera di resistenza fisica o psichica. L'umiliazione inflitta non deve necessariamente prodursi in rapporto ad altri individui, assumendo una dimensione sociale, risultando, invece, sufficiente che la vittima avverta tale sentimento di privazione della dignità «in his own eyes».

Nel caso in esame, lo schiaffo inflitto ha determinato una lesione arbitraria e non strettamente necessaria della dignità umana, sufficiente ad integrare una violazione sostanziale dell'art. 3.

Infatti, benché lo schiaffo sia stato inflitto senza predeterminazione e senza una precisa volontà di umiliare ma, probabilmente, a fronte di un comportamento verbalmente offensivo e riottoso della vittima, esso deve essere valutato per l'impatto che ha prodotto nei confronti della persona che l'ha ricevuto.

Un colpo al volto si caratterizza per la sua intrinseca gravità, poiché colpisce la parte del corpo che primariamente esprime l'invidualità e l'identità sociale, costituendo il centro dei sensi usati per la comunica-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

zione interpersonale e per la manifestazione di sé nelle interazioni sociali, come già osservato dalla Corte in quelle sentenze in cui si è occupata del divieto di adoperare indumenti, come il velo, che occultino completamente il volto in luoghi pubblici (sul punto, Niccolai 2005, 25 s.).

Nel caso di specie, la lesioni subite dai Bouyid, benché facilmente guaribili sotto un profilo clinico, hanno riguardato il volto delle vittime, lasciando visibili segni del colpo inferto.

Per quanto afferisce al profilo non strettamente fisico ma psicologico della lesione, osservano i giudici europei, la condotta degli agenti incriminati è particolarmente degna di riprovazione in quanto diretta a riaffermare, oltre la regola della legge, la superiorità dell'autorità pubblica rispetto all'inferiorità individuale del cittadino privato della libertà. Tale comportamento viola l'etica professionale della forze di polizia (oggi anche codificato, cfr. art. 36, par. 51 e ss., Codice europeo di etica per la polizia), da cui è legittimo esigere sempre un comportamento distaccato di pieno autocontrollo e vigilanza, in particolar modo quando, come in uno dei due casi, si ha a che fare con minori di età, in ragione della loro particolare vulnerabilità. L'autorità pubblica che impone il vincolo personale è onerata di proteggere i soggetti privati della libertà e, per adempiere a tale obbligo, deve formare i propri funzionari nel modo più idoneo allo scopo di prevenire simili incidenti.

Infatti, anche un singolo schiaffo è in grado di accrescere quel sentimento di arbitrarietà, ingiustizia e «powerlessness» provato da chi è momentaneamente posto in condizione di limitazione della libertà personale, proprio perché inflitto da chi rappresentando la pubblica autorità, esprime un'aura di impunità e abuso perpetrando siffatta condotta.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Il contegno provocatorio o irrispettoso tenuto dalle vittime, tuttavia, non è idoneo a scriminare la reazione degli agenti. Dunque, la condotta degli stessi della stazione di Saint-Josse-ten-Noode, è risultata non strettamente necessaria a sedare il comportamento di mera arroganza e indisciplina verbale dei fermati, pertanto violando il *duty to protect* imposto allo Stato contraente e, conseguentemente, il precetto sostanziale dell'art. 3.

4. I rimedi

Per quanto concerne la violazione procedurale dell'art. 3, giova ricordare che gli Stati contraenti sono obbligati, secondo il disposto dell'art. 1, ad offrire ai cittadini il rispetto delle libertà e dei diritti garantiti dalla Convenzione, anche predisponendo rimedi effettivi per perseguire le violazioni degli stessi innanzi alle giurisdizioni domestiche.

Pertanto, a fronte di una credibile denuncia inerente la inflizione di trattamenti degradanti a soggetti in custodia, devono essere svolte appropriate indagini per il perseguimento dei responsabili, tenendo anche in conto il contributo partecipativo offerto dalle persone offese. Tali indagini devono essere svolte dall'amministrazione statale in condizioni di «practical independence», ovvero non solo in una situazione di mera assenza di vincoli gerarchici o istituzionali. Per parlarsi di rimedio effettivo, una volta ricevuto l'impulso di parte, i successivi atti investigativi devono seguire d'ufficio, con ragionevole prontezza e sollecitudine, procedendo in modo approfondito, senza adagiarsi esclusivamente sulle dichiarazioni dei funzionari pubblici.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

L'obiettivo è l'individuazione e la punizione dei responsabili, sebbene non si tratti di una «obligation of results» ma di procedimento investigativo da condurre in modo approfondito nel serio tentativo di ricostruire i fatti allegati dalle parti offese per la ricerca della verità.

Nel caso in esame, a dispetto di quanto affermato dal governo belga, la Corte ritiene che le investigazioni non abbiano rispettato i requisiti di effettività e indipendenza richiesti. Infatti, il giudice procedente non ha ordinato nessuno specifico atto di indagine, limitandosi ad affidare integralmente la gestione dell'indagine alle forze di polizia. Peraltro, gli atti di indagine compiuti hanno riguardato la famiglia Bouyid piuttosto che il perseguimento dei crimini subiti. Gli agenti indagati sono soltanto stati ascoltati dall'autorità inquirente, senza nessun accertamento approfondito sulla loro condotta e senza che fosse eseguito un confronto con le vittime.

I giudizi penali che ne sono scaturiti, naturalmente, hanno dovuto fondarsi su questa ricostruzione parziale e, per vero, hanno preteso di accertare negativamente l'evento *de quo* in virtù dell'aprioristica valutazione di scarsa credibilità e serietà attribuito alla famiglia degli istanti.

La procedura ha avuto un decorso particolarmente lungo, con sospensioni immotivate, senza che, a riguardo, lo Stato abbia preso posizione.

5. La minoranza

Il verdetto di condanna è stato raggiunto con una maggioranza di 14 voti contro 3, segnando le opinioni parzialmente dissenzienti dei giudici De Gaetano, Lemmens e Mahoney.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

La minoranza dei giudicanti concorda sui principi di diritto enunciati dalla Grande Camera, nonché sul riscontro positivo dello schiaffo subito dai ricorrenti, in ordine al quale, applicando i principi probatori enunciati, non risulta essere stata fornita un'alternativa credibile.

Alla stregua di queste premesse, viene ravvisata una violazione procedurale dell'art. 3, d'accordo con l'opinione maggioritaria, ma non anche di carattere sostanziale.

Il gesto che ha dato origine alla pronuncia deve essere qualificato come illecito e represso, secondo la disciplina interna, civilmente e penalmente. Non viene, infatti, contestata la natura offensiva ma l'oggetto della lesione, che è individuato nei diritti *non* fondamentali delle vittime, così escludendo la fattispecie dall'applicazione della Convenzione e, dunque, della cognizione della Corte.

Viene altresì messo in dubbio il nesso postulato dalla maggioranza per cui ogni uso della forza non strettamente necessario nei confronti dei detenuti è lesivo della loro dignità e, pertanto, dei diritti convenzionali. Il parametro della dignità appare astratto e irrelato in questa valutazione, in quanto non è in grado di fornire all'interprete alcuna indicazione circa l'esatta qualificazione dell'illecito. Una siffatta impostazione teorica finisce per portare ad un approccio eccessivamente teorico, per cui il divieto di trattamento inumani e degradanti è considerato di carattere assoluto e inderogabile, discendendone l'irrilevanza di ogni bilanciamento con le ragioni dell'autorità.

Più propriamente, sempre lasciando all'uso della forza l'*extrema ratio*, i giudici in minoranza, ritengono che possano esservi trattamenti violenti contrari al diritto interno, eppure non ricadenti nell'ambito di applicazione dell'art. 3.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

La questione è individuare la soglia minima di severità necessaria per innescare l'applicazione delle garanzie convenzionali ma tale scrutinio non può essere condotto secondo l'aprioristica equazione per cui ogni trattamento incisivo della dignità umana sarebbe automaticamente contrastante con l'art. 3. Si deve piuttosto tener conto delle circostanze del caso concreto, quali la motivazione, la durata, il contesto dell'azione nonché dell'impatto sulla persona *in vinculis*. In questo modo, inoltre, si riconduce opportunamente il ruolo della Corte nei suoi compiti di valutazione e di tutela delle istanze individuali piuttosto che di fissazione di irrealistici *standard* di comportamento per gli agenti di polizia.

Nel caso in esame, la condotta degli agenti, pur essendo moralmente intollerabile e giuridicamente illecita, è consistita in un singolo schiaffo inflitto nell'impeto delle provocazioni ricevute e delle tensioni del momento, senza ricadute durevoli per la salute psicofisica delle vittime. Inoltre, il concetto di vulnerabilità della vittima è relativo, anche in riferimento alla minore età di uno dei due soggetti lesi. I giudici non dimenticano la situazione di conflitto intercorrente fra la famiglia Bouyid e la polizia belga che rendeva il clima teso anche per gli operatori di sicurezza. Alla luce di ciò, i giudici affermano che non si possa parlare di trattamento degradante e, dunque, di violazione sostanziale dell'art. 3. L'illiceità domestica verrà presa in esame dalle Corti nazionali, le quali saranno le sole competenti a considerarla eventualmente scriminata, in tutto o in parte, dal concorso di colpa del danneggiato, mentre, innanzi alla Corte e.d.u., l'unica responsabilità invocabile dovrebbe essere quella dello Stato contraente per non aver correttamente formato agenti in grado di fronteggiare situazioni di crisi emotiva in modo adeguato.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Questa prospettiva maggiormente bilanciata offerta dai giudici dissenzienti permette di riportare il giudizio di responsabilità su un piano meno teorico e maggiormente realistico, fondato sui fatti del caso concreto. Inoltre, è interessante osservare che, in una nota a piè di pagina della opinione dissenziente, ci si domandi polemicamente, se un diverso approccio di tolleranza zero, per cui perfino uno schiaffo costituisce trattamento degradante, sarebbe mai applicabile in via generale, anche alle procedure di estradizione ed espulsione di stranieri.

6. I valori

La decisione in commento è di particolare interesse, come testimoniato anche dalla sua elezione a *Best ECtHR Judgment* per il 2015 sul noto blog *Strasbourg Observers*.

Infatti, i giudici sembrano prendere posizione sulla natura della prescrizione dell'art. 3, affermandone il carattere assoluto (questione da sempre controversa; vds. Addo e Grief 1998, 510 s.), da cui la posizione individuale configurata non sarebbe suscettibile di alcun bilanciamento con le esigenze dell'autorità, dovendo considerarsi sempre vietati determinati trattamenti. La Corte, infatti, afferma che «the Convention prohibits in absolute terms torture and inhuman or degrading treatment or punishment, irrespective of the conduct of the person concerned» (cfr. il § 108 della decisione in nota).

D'altronde, mai come in materia di libertà negative, si è alla ricerca di limiti, di confini oltre i quali non è dato penetrare con la forza.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

L'art. 3, tuttavia, non dà alcuna indicazione su quali trattamenti possano considerarsi degradanti, rimanendo nel segno dell'atipicità. Dai lavori preparatori alla Convenzione si desume che la scelta fu volta al fine di permettere una maggiore discrezionalità al momento della valutazione giudiziale. Si temeva che una descrizione tassativa dei casi di violazione dell'art. 3 potesse minarne l'efficacia, precludendone l'estensione a tecniche di tortura non immaginate o immaginabili (Pustorino 2012, 67-68). Dunque, non si volle frenare la potenziale interpretazione evolutiva della proibizione.

Per mostrare quanto sia stata ondivaga l'interpretazione dell'art. 3 è opportuno ricordare, ad esempio, che la decisione *Irlanda c. Regno Unito*, emessa negli anni '70, ritenne non superata la soglia minima di gravità in relazione alla pratica sistematica e premeditata delle cd. «five techniques» (consistente nella costrizione a rimanere in piedi per lungo tempo di fronte ad un muro, nell'incappucciamento, nella sottoposizione a rumore intenso e continuo, nella privazione del sonno, del cibo e dell'acqua) attuata per l'interrogatorio dei sospetti terroristi (Corte e.d.u., sentenza 18 gennaio 1978, ric. 5310/71, *Irlanda c. Regno Unito*; ricostruisce la vicenda, con interessanti considerazioni critiche, Jackson 1997).

Tale soglia è oggi considerata superata da un singolo schiaffo, peraltro inflitto a seguito di una reazione al comportamento ingiurioso del fermato.

Appare evidente, dunque, che la questione è in fondo rimessa alla sensibilità del collegio giudicante, libero, in assenza di una puntuale disciplina, nell'individuare la linea di demarcazione fra il lecito e il vietato.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Peraltro, i parametri in virtù dei quali operare lo scrutinio sono sostanzialmente rimasti immutati dagli anni '70 ad oggi. L'interpretazione evolutiva della Corte è lasciata libera, anche per poter seguire i portati del diritto internazionale e, dunque, il dialogo con le altre istituzioni, giurisdizionali e non, che si occupano di diritti umani (Pustorino 2012, 79-80). Di certo una crescita nella sensibilità dei giuristi, a livello internazionale, ha favorito l'adozione di un criterio così severo come quello seguito in questa pronuncia. Inoltre, va tenuto a mente che la Corte di Strasburgo ha ormai cessato di considerare la Convenzione come una mera ricognizione di principi etico-sociali previgenti, abbandonando progressivamente l'atteggiamento di *self restraint* che aveva contraddistinto il suo primo periodo di vita (Polacchini 2013, 119).

I giudici, dunque, oltre alla considerazione delle circostanze del caso concreto, hanno fondato il loro scrutinio sul parametro della dignità umana, cui qualsiasi incisione arbitraria e non supportata da necessità, è da considerarsi illegittima secondo le statuizioni convenzionali.

La *quaestio facti*, successivamente esperita, ha contemplato esclusivamente la sussumibilità della condotta delle forze di polizia nella fattispecie di trattamento degradante, alla stregua di una delibazione inerente la severità minima necessaria per la qualificazione stessa.

Né la Camera adita in prima istanza, né alcun giudice del massimo consesso adito sulla controversia hanno inteso svalutare la gravità degli atti posti in essere dalle forze di polizia.

I giudici di Strasburgo hanno certamente posto il bene giuridico protetto dall'art. 3 in una posizione privilegiata, fintanto che ne hanno ravvisato anche in una minima incisione la violazione del precetto.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Ciò che è interessante notare, tuttavia, è che venga valorizzata la dimensione superindividuale dell'illecito nella misura in cui è la percezione della condotta antigiuridica, del sopruso perpetrato nell'esercizio del potere a rendere particolarmente odiosa la condotta degli agenti di polizia. È questo il motivo che giustifica il superamento della soglia di severità minima e che rende doverosa la repressione nelle forme più idonee a ripristinare la fiducia persa nei confronti dell'*agere publicum*.

Ad ogni modo, è necessario intendersi su quali siano questi strumenti idonei. Sotto il profilo dell'illecità convenzionale, non può tacersi l'opportunità offerta dall'opinione di minoranza per cui l'inflizione di sanzioni esclusivamente di diritto interno appare maggiormente coerente con una moderna teoria dei diritti fondamentali. A ben vedere, anche a voler negare possibili flessioni del precetto posto dall'art. 3, non si vede perché un possibile bilanciamento fra gli interessi in gioco non possa essere compiuto in sede disciplinare o in sede risarcitoria civile, senza, dunque, l'automatico ricorso all'*extrema ratio* della sanzione penale, nel rispetto delle variegate tradizioni giuridiche nazionali.

Il bilanciamento fra contrapposte istanze è sempre presente, almeno implicitamente in ogni fatto umano (Modugno 2009, 90 s.) ed è espressione di ragionevolezza non precludere la possibilità, per l'ordinamento, di perseguire il raggiungimento dell'obiettivo meritevole per le vie più brevi e meno incisive delle garanzie personali.

Per vero, negare la necessità di qualsiasi operazione di bilanciamento fra opposte posizioni giuridiche potrebbe apparire in contrasto con quanto prima affermato dalla stessa Corte riguardo alla delibazione degli elementi costitutivi dell'illecito. Tuttavia, così non è, in quanto, pur riconoscendo alla garanzia il crisma dell'assolutezza, non si preclude al



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

giudice l'accertamento dei presupposti sostanziali della condotta anti-giuridica. Piuttosto, può osservarsi, che al giudicante sarà demandata un'unica e onnicomprensiva valutazione, che colga in un solo sguardo l'intera situazione di fatto, volta alla verifica della sussistenza degli indici rilevatori dell'illiceità nella condotta degli agenti di polizia, venendo, invece, elisa la delibazione circa la sussistenza di una posizione giuridica piena in capo al privato ricorrente, essendo questa già stata operata, a monte, dalla Carta del '50. A riguardo, va tenuta presente una questione sollevata dalla difesa dello Stato resistente (riportata nel § 67 della decisione) inerente l'inversione dell'onere della prova per i trattamenti subiti durante lo stato di custodia. Tale allocazione probatoria potrebbe confliggere con la presunzione di innocenza, parimenti imposta dalla Convenzione all'art. 6, par. 2, quale regola di giudizio per i procedimenti penali. Una interferenza fra disposizioni convenzionali, tuttavia, è ipotizzabile solo con la predetta interpretazione dell'art. 3 per cui la riparazione adeguata alla tradizione giuridica, agli standard di vita e alla severità della lesione può essere efficacemente ottenuta solo in sede penale. Tale conflitto sarebbe, invece, agevolmente superato laddove si ammettesse la possibilità di offrire una risposta effettiva non esclusivamente attraverso la sanzione penale.

D'altro canto, appare discutibile la critica, mossa dall'opinione di minoranza, circa il valore del parametro della dignità, considerato eccessivamente astratto. Per vero, esso è certamente, nella storia culturale europea, non solamente giuridica, estremamente polisemico ma è altresì indispensabile quale clausola generale per permettere l'adeguamento della sensibilità giuridica alla realtà sociale, nel delicato ambito della tutela dei diritti individuali. È necessario ricordare, sul punto, quella dot-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

trina che ha rinvenuto in una accezione della dignità, il principio per cui è fatto divieto di considerare la persona come mezzo, allo scopo di strumentalizzarla (Rodotà 2012, 192). Ciò è assolutamente condivisibile, in particolar modo con riguardo all'azione dei pubblici poteri, non potendosi tollerare alcuno sconfinamento in condotte antigiuridiche laddove essi operino per il perseguimento dei loro fini istituzionali. Peraltro, la Corte afferma che tale criterio di raffronto vada valutato nella sua dimensione oggettiva e impersonale (Mavronicola 2015), prevenendo così lo sconfinamento nell'arbitrio fondato su parametri eccessivamente personalizzanti.

La pronuncia sin qui esaminata, si segnala, in conclusione, per aver abbassato la soglia necessaria per poter accedere alla tutela convenzionale, nella spinosa materia degli abusi delle forze di polizia. Il metro di valutazione utilizzato non potrà che influenzare positivamente le supreme magistrature degli Stati contraenti, sottoposte in questo periodo a notevoli sollecitazioni a causa delle emergenze immigrazione e terrorismo. Le corti italiane, dal canto loro, nemmeno dovrebbero potersi esimere dal tenere la direttrice tracciata da questa decisione, anche alla luce della sua efficacia vincolante riconosciuta dalla recente giurisprudenza costituzionale nostrana (essendo stata adottata dalla *Grande Chambre*; secondo l'insegnamento offerto in Corte Cost., 26 marzo 2015, n. 49; sul punto, Zagrebelsky 2015).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Bibliografia

Addo, M. K. e N. Grief (1998), *Does article 3 of the ECHR enshrine absolute rights?*, in *European Journal of International Law*, pp. 510-524.

Allegrezza, S. (2007), *Violazione della Cedu e giudicato penale. Quali contaminazioni? Quali rimedi?*, in AA. VV. (cur.), *All'incrocio tra Costituzione e CEDU. Il rango delle norme della Convenzione e l'efficacia interna delle sentenze di Strasburgo*, Torino: Giappichelli, 2007, pp. 21-26.

Costa, J. (2013), *Human dignity in the Jurisprudence of the European Court of Human Rights*, in C. McCrudden (cur.), *Understanding Human Dignity*, Oxford: Oxford University Press, pp. 392-403.

Jackson, D. W. (1997), *The United Kingdom Confronts the European Convention on Human Rights*, Gainesville: University press of Florida, 1997, pp. 31-45.

Mavronicola, N. (2015), *Bouyid and dignity's role in Article 3 ECHR*, in *Strasbourg Observers*, www.strasbourgobservers.com (consultato il 26 febbraio 2015).

Modugno, F. (2009), *Ragione e ragionevolezza*, Napoli: Editoriale Scientifica.

Niccolai, S. (2005), *Donne col viso coperto*, in AA. VV. (2005), *Il rispetto delle regole. Scritti degli allievi per Alessandro Pizzorusso*, Torino: Giappichelli, p. 25 ss.

Polacchini, F. (2013), *I rapporti con l'ordinamento della CEDU*, in L. Mezzetti (cur.), *Diritto Costituzionale*, Santarcangelo di Romagna: Maggioli, pp. 47-123.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Pustorino, P. (2012), *Art. 3*, in S. Bartole, P. De Sena e G. Zagrebelsky (cur.), *Commentario breve alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali*, Padova: Cedam, pp. 63-88.

Rodotà, S. (2012), *Il diritto di avere diritti*, Roma-Bari: Laterza.

Zagato, L. (2010), *Ancora sul rapporto tra stato di eccezione e divieto di tortura*, in L. Zagato e S. Pinton (cur.), *La tortura del nuovo millennio. La reazione del diritto*, Padova: Cedam, pp. 215-241.

Zagrebelsky, V. (2015), *Giurisprudenza della Corte europea dei diritti umani, art. 117 Cost., obblighi derivanti dalla ratifica della Convenzione*, in *Riv. Ass. It. Cost.*, www.osservatorioaic.it (consultato il 26 febbraio 2015).



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Osservatorio sulla giurisprudenza

Abstract

The European Court of Human Rights unburdens the «threshold of severity» to reach for the violation of Article 3 ECHR

In the judgment *Bouyid v. Belgium* recently delivered by European Court of Human Rights, the Grand Chamber considers a single slap inflicted on a juvenile and an adult in police custody in breach of Article 3 ECHR. The Court ruling is an opportunity to consider the notion of “degrading treatment” and the strong link between this prohibition and the role of human dignity. Furthermore, the reasoning take position on the meaning of Article 3, which is an absolute right admitting of no derogation or exception.

Keywords: degrading treatment; threshold of severity; dignity; human rights.



Recensioni



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

C. Gazzetta e F. Ricciardi Celsi (cur.),
*La libertà religiosa tra pluralismo
e integrazione*, EdiCusano, Roma,
2016, pp. 138

Il volume che si pone all'attenzione del lettore nasce dalla raccolta degli Atti del Seminario tenutosi presso l'Università degli Studi Niccolò Cusano il 29 ottobre 2014 sul tema, profondamente attuale, della libertà religiosa. Un tema assolutamente centrale e quotidianamente attenzionato dalla società tutta, perché oggi, ancor più diffusamente di ieri, la nostra nazione, come tante altre, interessata sempre più da continui fenomeni migratori, si vede imposto un multiculturalismo spesso difficile da attuare.

Tanti gli spunti di riflessione e gli argomenti che si desumono dalla lettura di questo testo, integrazione, pluralismo religioso, multiculturalismo, laicità, tutti potenzialmente legati da un denominatore comune: la libertà religiosa. Attraverso sei interventi, realizzati a seguito di un approfondito studio di differenti seppur interconnesse tematiche, si è cer-





anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

cato di dare una visione d'insieme della società italiana e delle problematiche derivanti dalla condivisione dello stesso territorio da parte di un ampio numero di Confessioni religiose di minoranza, diverse dalla cattolica, con propri ministri di culto, pratiche, festività e valori, nell'auspicata e concreta applicazione del principio, costituzionalmente garantito, di libertà religiosa.

Il primo intervento, dal titolo *Pluralismo religioso in Italia: tra libertà religiosa, integrazione e dialogo interreligioso*, è del professor Francesco Ricciardi Celsi. L'Autore partendo dall'elencazione di quelli che sono gli articoli della Carta Costituzionale enunciativi dei principi del pluralismo sociale e, ancor più, di quello religioso (Cost. artt. 3, 7.1, 7.2, 8.1, 8.2, 8.3, 19) afferma l'importanza, in questo particolare momento storico, del dialogo interreligioso per il raggiungimento di una reale integrazione delle diverse Confessioni. Esempi di come lo Stato e le istituzioni abbiano cercato di affrontare le problematiche di integrazione sono facilmente percepibili nella volontà di istituire, nel 2005, la Consulta per l'Islam Italiano e poco dopo, nel 2007, la pubblicazione della Carta dei valori della cittadinanza e dell'integrazione. Si sottolinea quanto, realmente, l'uso del dialogo interreligioso, pratica di recente utilizzo, sia rilevante per «promuovere forme di incontro, dialogo e collaborazione per una reciproca conoscenza e per affrontare insieme alcune tematiche sociali ed umanitarie».

Per quanto si riconoscano un dialogo di tipo culturale – religioso e uno di tipo teologico, è sicuramente il primo che interessa maggiormente perché fautore di una pacifica convivenza e collaborazione tra diverse religioni e culture. Inoltre, riconoscere il ruolo delle autorità religiose nella realtà sociale è sicuramente il modo migliore per realizzare una



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

più rapida integrazione, sempre nel rispetto del principio di libertà religiosa. Partendo dal dettato costituzionale, che riserva alla competenza della Presidenza del Consiglio dei Ministri e del Ministro dell'Interno la gestione dei rapporti con le varie Confessioni religiose, non si può non riconoscere che, sulla base del principio del decentramento, tutte quelle iniziative collegate alla quotidiana pianificazione della "materia ecclesiastica" competono alle Regioni.

I Tavoli interreligiosi, promossi dai vari Governi che si sono succeduti negli ultimi anni, non da ultimo il "Tavolo interreligioso per favorire l'integrazione e combattere le discriminazioni" con la collaborazione dell'UNAR, hanno dato vita a non poche idee e progetti e sono diventati veri e propri momenti di confronto e di risoluzione di problematiche spesso afferenti le discriminazioni religiose.

Monito dell'Autore resta quello di favorire sì l'integrazione e di riconoscere il pluralismo, in ogni suo aspetto, senza però rinunciare all'identità cristiana dello Stato italiano.

Il secondo intervento è quello di Anna Nardini, dal titolo *La libertà religiosa nell'ordinamento giuridico italiano*. Un *excursus* storico per stigmatizzare le principali fasi che, dall'Italia Stato confessionale, a partire dal regio decreto 28 febbraio 1930, n. 289, hanno portato all'affermazione del principio di libertà religiosa, alla sottoscrizione del Concordato, quale strumento normativo atto a disciplinare i rapporti tra lo Stato e la Santa Sede, all'approvazione del divorzio, sia per i matrimoni civili che per quelli concordatari, alla stipulazione delle Intese con le altre Confessioni riconosciute ed all'ammissione del principio di laicità (Corte Costituzionale 12 aprile 1989 n. 203) per il pieno raggiungimento di un pluralismo confessionale e culturale. Oggi sarebbe utile il, più volte proposto, dise-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

gno di legge sulla libertà religiosa, il solo possibile strumento in grado di garantire la reale attuazione dei principi costituzionali ed internazionali in materia.

Il terzo intervento, intitolato *Gli edifici di culto delle minoranze religiose in Italia*, del professor Paolo Cavana, sposta la nostra attenzione su un tema più specificamente attuativo ed organizzativo della esternazione della libertà religiosa. Partendo dal necessario riconoscimento del termine «luogo di culto», più attuale rispetto a «edificio di culto», emblema del fatto che la fede religiosa sia, al momento, un elemento di forte unione ed aggregazione, si esamina la normativa italiana relativa a tale materia.

Le Confessioni, diverse da quella cattolica, più diffuse sul nostro territorio, ma ancora prive di intesa, sono attualmente quella islamica, quella ortodossa e quella dei Testimoni di Geova. Le problematiche maggiori, senza considerare la scarsità dei contributi pubblici per gli edifici di culto e il mutamento di destinazione, a volte, di edifici preesistenti, riguardano sicuramente la costruzione delle moschee. Edifici tipici della tradizione islamica, luoghi di preghiera ma anche di riunione in cui si fondono inscindibilmente sfera politica e religiosa, cosa che mal si concilia con il principio di neutralità dello Stato. Concedere la possibilità di costruire una moschea se da un lato è la dimostrazione della volontà delle istituzioni di applicare il principio del pluralismo religioso dall'altro può ingenerare nei membri della stessa comunità il convincimento di una posizione egemonica, di ostacolo al processo di integrazione, quando, addirittura, non si trasformi in casi isolati di integralismo religioso, potenziale minaccia per il paese ospitante.



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

Il fatto che la competenza sulla legislazione urbanistica sia devoluta alle Regioni e agli enti locali ha sicuramente reso più difficile una regolamentazione unitaria della materia che abbisogna sempre più di un intervento legislativo *ad hoc*.

Matteo Carnì, con un intervento dal titolo *I ministri di culto delle Confessioni religiose di minoranza: problematiche attuali*, ha voluto porre l'attenzione sulle figure-guida delle diverse Confessioni religiose, sul loro riconoscimento, sui diritti e le prerogative loro riconosciute, sugli atti, con rilevanza civile, da loro posti in essere. Tutto ciò cambia quando si parla di Confessioni riconosciute e tutelate da un'intesa con lo Stato, per le quali l'individuazione e la nomina dei ministri di culto è libera, con un mero onere di comunicazione alle autorità civili, ed è loro consentito l'accesso, per servizi di assistenza spirituale, sia in istituti di cura che in penitenziari e strutture militari, rispetto, invece, a Confessioni cui si applica, tutt'oggi, la legislazione sui culti ammessi. In mancanza di un'intesa la stessa nomina dei ministri di culto, per la celebrazione di matrimoni con effetti civili, necessita dell'approvazione da parte del Ministero dell'Interno.

Per l'Islam i problemi maggiori scaturiscono dal fatto che nel loro sistema manca «una Chiesa giuridicamente organizzata» e non vi sia un organo deputato all'individuazione o al riconoscimento dei ministri di culto. Grazie ad un parere del Comitato per l'Islam italiano del 2011, l'*imam* è stato individuato come ministro di culto, alla luce del diritto comune vigente.

Di recente configurazione la questione, di matrice europea (art. 17 TFUE), relativa alla predisposizione di un'intesa con le organizzazioni di



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

atei ed agnostici (UAAR), nel rispetto più profondo dei concetti di pluralismo e laicità.

“Il ruolo della scuola pubblica nel processo di integrazione sociale” è il titolo dell’intervento proposto da Daniela Bianchini, un tema delicato se si riflette, attentamente, sul ruolo della scuola nella formazione ed integrazione delle nuove generazioni, luogo in cui quotidianamente si affrontano episodi di isolamento, discriminazione ma anche socializzazione e confronto, dove devono valorizzarsi le diversità e conservare le identità di ciascuno. Partendo dall’art. 34 che cristallizza il principio secondo cui «la scuola è aperta a tutti», l’esigenza odierna è quella di renderlo concretamente attuato, facendo sì che la classe insegnante riesca a gestire sapientemente il crogiolo di diverse etnie spesso presenti oggi nella stessa aula, attraverso un «approccio educativo interculturale», basato sul dialogo e non sulla mera acquisizione di informazioni sull’ “altro”. Integrare il soggetto significa, per prima cosa, metterlo nella condizione di comprendere, per poi relazionarsi, accostarsi e crescere all’interno di quella società, ottenendo anche risultati scolastici positivi. L’insegnamento della religione, quale materia curricolare, alla luce delle raccomandazioni del Consiglio d’Europa del ’99, dovrebbe prevedere lo studio di tutte le confessioni religiose, attraverso un approccio laico, teso alla completa formazione culturale dei discenti, in un’ottica di crescente multiculturalismo.

Ultimo, non per importanza, l’intervento di Cristina Gazzetta dal titolo *Religione e cultura nello Stato contemporaneo. Brevi riflessioni sulle mutilazioni genitali femminili*. A fondamento di questo lavoro il precipitato secondo cui la religione è una libertà fondamentale dell’individuo, un diritto connaturato alla sua natura umana, elemento di coesione con la col-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

lettività ma anche simbolo di tradizione ed appartenenza ad un gruppo. Di difficile applicazione risulta, quindi, il bilanciamento tra la riconosciuta libertà e la invocata laicità dello Stato, «debitore con la stessa della sua nascita e della sua evoluzione», diversamente a seconda del paese di riferimento ed alla sua organizzazione interna. Esempi paradigmatici sono certamente la Francia ed il Canada, il primo ancorato ad un granitico liberalismo che trascende nell'indifferenza culturale, il secondo simbolo per eccellenza del multiculturalismo come ricchezza. In una società sempre più variegata, come la nostra, il giudice è investito del ruolo di «mediatore culturale», essendo chiamato a decidere su questioni che configurano possibili lesioni dell'ordinamento e dei suoi principi, nel rispetto del riconoscimento di esigenze di origine minoritaria. Vari sono gli ambiti, da quello familiare, a quello dell'educazione dei figli per arrivare a quello dei reati culturali, in cui si estrinseca il contrasto tra l'ordinamento giuridico e quello religioso. Approfondita analisi è proprio dedicata ai reati culturali, quei comportamenti, commessi da un membro di una minoranza, considerati tali dall'ordinamento giuridico dello Stato ospitante ma non dal gruppo di appartenenza del soggetto agente. Particolare attenzione meritano le mutilazioni genitali femminili con cui ha dovuto confrontarsi, a seguito di diffusi fenomeni migratori, il mondo occidentale. Una pratica considerata in occidente come disumana e profondamente lesiva della libertà delle donne, invece, dai popoli che ancora la praticano quale elemento di appartenenza al proprio gruppo.

Tutto ciò per dire quanto profondamente incidano i reati culturali, derivanti da pratiche lontane dalla nostra cultura, sulla società, sul pluralismo, sulla difficile integrazione, sui concetti di minoranza, assimila-



anno VI, n. 2, 2016

data di pubblicazione: 20 luglio 2016

Recensioni

zione e multiculturalismo, ma soprattutto quanto sia difficilmente comprensibile e scusabile, anche in un paese che si apre al suddetto multiculturalismo, all'uguaglianza ed al rispetto delle diversità, ogni comportamento lesivo della dignità umana.

Natascia Malinconico

(Dottoranda in Geopolitica e geoeconomia – XXIX ciclo,
Università degli Studi Niccolò Cusano – Roma)

